



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (41 pages)

Causerie du 27 novembre au 2 décembre.

J'ai enfin touché ma première retraite (247 euros, 17.000 roupies), avec deux mois de retard, me voilà un nanti ! J'attends toujours celle du 1er novembre. J'en ai profité pour acheter une armoire métallique (8.500 roupies) en remplacement de celle de la chambre qui avait subi le tsunami que j'ai affectée au garage, j'en ai profité pour le nettoyer, cela m'a pris un après-midi entier, à cause des rats, des écureuils, des geckos (lézards), etc. qui pullulent ici, mais aussi de la poussière car il n'est pas fermé, on privilégie toujours la circulation de l'air à cause de la chaleur et de l'humidité. Avec Selvi on doit aussi se racheter des vêtements car ils tombent en lambeaux. Elle porte les saris de sa fille qui en a à revendre, plus d'une cinquantaine, et pour sortir en ville je mets les shorts que sa soeur m'a donné qui viennent d'Allemands chez qui elle a travaillé et qui sont partis aux Etats-Unis, sinon je n'ai pas un seul short potable. Je dois réparer quatre chaises en rotin qui ont plus de vingt ans, je les avais achetées d'occasion à un prof du lycée français qui retournait en France, elles ne tiennent plus debout, c'est pour dire qu'on vit chichement.

Mon travail a été perturbé ces derniers jours par la présence de Selvi (ma compagne) qui a arrêté de travailler, et la mousson ou des pluies diluviennes. J'ai passé l'après-midi d'hier à réparer les dégâts de la nuit précédente et je n'ai pas terminé. Le clavier Microsoft a lâché, mais j'en avais un ancien en réserve, j'ai dû aussi racheter une souris, l'obsolescence programmée, quoi. Je les ai démontés, irréparables, pistes oxydées ou circuits imprimés HS. A part cela, on a aussi pas mal de boulot avec la santé des chèvres. Un jour je mettrai des photos en ligne. Passons à notre sujet.

Des moteurs de recherche alternatifs à Google. Il n'est pas nécessaire de télécharger leur application, il suffit de faire glisser ces liens dans vos favoris.

Qwant -
<https://www.qwant.com/>

DuckDuckGo -
<https://duckduckgo.com/>

[Un point sur le portail](#)

Quand bien même j'aurais les moyens de rendre compte des mouvements sociaux en cours, je n'en aurais pas le temps, d'autres supports s'en chargent, idem pour certaines infos politiques que je ne traite pas. L'orientation politique proposée par le POID peut servir d'axe de combat sans qu'on soit obligé de partager toutes ses positions. Toutes les formations politiques qui participent aux campagnes contre le sexisme, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, etc. initiées par le PS ou ses satellites ou reprises par Macron et LREM, etc. en fait par l'oligarchie, qui ont adopté l'écriture inclusive, sont à éviter ou à fuir comme la peste.

Si on était aussi intelligent que nos ennemis, on rassemblerait nos forces et on se partagerait le boulot pour les combattre sur tous les fronts. Mais voilà, apparemment, malgré les apparences nous ne poursuivons pas réellement les mêmes objectifs politiques ou certains privilégient des intérêts particuliers, à moins que ces dirigeants ne disposent pas des qualités requises pour mener ce combat politique, inutile de les citer ou de s'attarder sur ce sujet.

On ne leur enlèvera pas qu'au départ, quand ils étaient jeunes, ils s'engagèrent sincèrement dans le combat politique, mais ils ignoraient ou perdirent de vue rapidement qu'ils avaient encore tout à apprendre, comme chacun d'entre nous, et surtout qu'ils ne devaient jamais considérer leurs connaissances acquises comme définitives. Erreur que nous commirent tous, car nos idées seraient forcément obligées d'évoluer au fur et à mesure de nos expériences ou de la progression de notre propre réflexion, et des transformations de la société qui nécessiteraient de remettre en question certaines de nos certitudes ou de modifier notre interprétation du monde pour ne pas nous écarter de notre objectif politique, sans quoi, nous nous engagerions inconsciemment dans une autre voie qui nous conduirait à l'abandonner. Auquel cas par la suite, en fonction de l'évolution de leur condition dans laquelle devaient intervenir de nombreux facteurs objectifs et subjectifs, ils devaient en prendre conscience à des degrés divers et assumer ou non leur reniement, et il ne leur resterait plus qu'à sauver plus ou moins les apparences, davantage en fonction de critères ou d'intérêts individuels, de leur ambition, de leur statut social, conservant leur étiquette politique ou en changeant, tandis que leurs expériences passées ou leurs discours devaient leur servir de caution de gauche ou d'extrême gauche.

Sans porter ici le moindre jugement sur qui que ce soit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont entraîné dans leur entreprise aventureuse et malhonnête ainsi que leur impasse politique des générations de militants, ce qu'on ne peut pas laisser passer au regard des conséquences politiques qui en découleront, sans parler que la désillusion de ces militants prendra parfois une tournure dramatique ou ils en ressortiront brisés et cesseront le combat politique. Quand on ne croit plus en quelque chose ou en quelqu'un, il est malhonnête de faire croire le contraire. C'est un abus de confiance, et comme le pensent certains avec raison, c'est franchement dégueulasse.

Maintenant, compte tenu que nous nous sommes tous plus ou moins fourvoyés à un moment donné, ce qu'il faut commencer par assumer, on doit admettre qu'il existe encore des dirigeants, des cadres, des militants qui demeurent attachés à notre idéal et qui cherchent sincèrement à corriger les erreurs du passé et à progresser, ce qui sera plus difficile pour un dirigeant compte tenu de ses responsabilités et de son statut que pour un militant de base, mais ce qui serait beaucoup plus facile ou lui semblerait naturel s'il avait été plus modeste et s'il avait cultivé cette valeur dans son parti, les militants seraient alors disposés à écouter ses explications.

Plus d'une fois dans des causeries, si j'ai évoqué la modestie, c'était parce que j'avais pris conscience du rôle prépondérant qu'elle avait joué chez Marx et Engels tout au long de leur vie et de leurs travaux, car en découlait un facteur déterminant sans lequel toute réflexion serait faussée à la base, l'absence d'a priori, surtout sur soi-même. Ce qui nous amène à considérer ou au constat que, tant que nous n'avons pas étudié à fond un sujet, tant que nous n'avons pas trouvé de réponses cohérentes ou satisfaisantes aux questions qui ont jaillies au cours de notre réflexion ou de notre étude, tant que nous n'avons pas épuisé toutes les hypothèses qui ont été soulevées à un moment ou un autre, tant que nous ne sommes pas parvenus à découvrir la dialectique qui est à l'origine d'un facteur et de sa transformation, ainsi que tous les rapports dans lesquels il allait être amené à jouer un rôle, influencer leurs orientations, déterminer l'enchaînement des effets ou des conséquences qui en découleraient, etc. et bien on doit partir du principe qu'on ne sait rien ou presque et qu'on a tout à apprendre.

Marx et Engels ne seraient jamais parvenus à bout de leurs travaux, s'ils n'avaient pas possédé au plus haut degré cette qualité essentielle que chacun devrait commencer par cultiver, franchement, on s'en porterait tous beaucoup mieux, et peut-être qu'alors on pourrait espérer nous en sortir.

Il y a une chose que j'ai oublié de souligner et qui est extrêmement important, mais peut-être que vous l'avez déjà deviné, c'est que sans modestie, il est impossible d'avoir un esprit libre, et que seul un esprit libre peut progresser, peut se développer, et partant de là peut atteindre un certain niveau de conscience, qui au passage procure un degré de satisfaction ou de bonheur inégalé, dans la mesure où il est le produit d'un processus honnête et sans tache, où ne figure nulle trace des comportements méprisables que développent les ambitieux, les vaniteux.

On aurait pu remplacer esprit libre par esprit ouvert au lieu de se recroqueviller sur des interprétations de la société ou des conceptions de la lutte de classe qui datent d'une époque révolue et qui doivent forcément évoluer, sinon on risque de ne plus rien comprendre ou de se fossiliser.

Parmi les facteurs déterminants de la situation, j'avais affirmé en observant ce qui s'était passé au cours des dernières années en Grèce que le capitalisme était en train de s'effondrer, mais pas selon le schéma habituel, entraînant la dislocation de la société et de tous les rapports qui la structuraient, tandis que les représentations idéologiques du régime capitaliste tendaient vers le fascisme en adoptant un mode de fonctionnement de type despotique ou mafieux selon qu'elles portaient davantage sur la politique ou l'économie, non pas temporairement ou pendant une période limitée mais définitivement, à l'instar de ce qui s'était déjà produit depuis de nombreuses décennies aux Etats-Unis, qui ont malgré tout continué d'être caractérisés de démocratie, alors qu'en réalité c'était déjà un régime mafieux et tyrannique qui était en place et qui devrait servir de modèle à l'Europe et au-delà.

La démographie mondiale exponentielle combinée aux gigantesques progrès des sciences et des technologies ont conduit à l'exacerbation des contradictions du capitalisme dans des proportions telles, que l'oligarchie fut contrainte de modifier sa stratégie (de passer du libéralisme à l'ultra libéralisme ou néolibéralisme) et d'accélérer sa mise en oeuvre en prenant directement en mains les rênes du pouvoir, en réduisant pratiquement à néant l'espace politique destiné à ses opposants ou à toute expression de la démocratie, de sorte qu'elle pourrait se livrer en toute impunité à toute sorte d'opérations financières illégales ou mafieuses qui accroîtraient encore sa fortune et son pouvoir, les peuples étant réduits au statut d'esclaves d'autant plus facilement qu'ils s'étaient laissé corrompre par le capitalisme ainsi que leurs représentants.

L'oligarchie financière avait confisqué ou privatisé la planche à billets, il ne lui restait plus qu'à en faire de même avec le pouvoir politique, c'est fait. Comment s'y est-elle prise pour en arriver là, de quels relais institutionnels et de quelles complicités a-t-elle bénéficié dans la société? Voilà ce que nous traitons ici.

En consultant les statistiques du portail, j'ai constaté que les causeries de 2011 avaient été téléchargées par plus de 1300 militants, sans compter ceux qui par centaines n'ont fait que les lire. Je pense que vous serez d'accord avec moi qu'on ne télécharge pas un document de 1728 pages s'il ne présente pas d'intérêt.

J'ai décidé de m'adresser aux travailleurs sans chercher à me mettre dans la peau d'un autre ou à jouer au dirigeant, en étant le plus naturel ou simple possible, sincère si vous voulez, pour montrer que c'était possible. Et si j'évoque souvent mes expériences personnelles, c'est pour leur montrer que dans la vie quotidienne je me comporte de la même manière, histoire de les mettre à l'aise, attention, je n'ai pas dit en confiance. Car lorsqu'on a un a priori sur une personne, on aura tendance à déformer ses idées ou à n'y porter qu'une faible attention, à peine lu et déjà oublié, or, en règle générale, ce que j'écris ou les passages ou textes que je reproduis sont justement conçus pour susciter une réflexion ou un questionnement, marquer les esprits, car je ne vois pas quel intérêt aurait des lieux communs ou répéter ce que d'autres ont déjà dit, ce serait une perte de temps pour moi et les lecteurs, donc ce serait stupide.

Donc il y a des passages plus légers que les autres qui reflètent la vie d'un homme. Cela compense la déshumanisation en marche avec la numérisation à outrance ou à marche forcée. Je suis la voie que je me suis tracé, sans chercher à convaincre quiconque de la suivre, je partage des expériences, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut.

Je n'ai pas encore renouvelé l'abonnement du portail au serveur d'OVH, l'échéance arrive fin décembre, qu'en pensez-vous ?

Quelques réflexions personnelles

1- On se détend un peu.

Vous n'avez pas trop le moral, faites-vous plaisir, changez-vous les idées, écoutez Dizzy Gillespie, Miles Davis et Charlie Parker en concert, ou Herbie Hancock, Wayne Shorter, Omar Hakim, Stanley Clarke, ou toujours en concert Paco De Lucia, Al Di Meola et John McLaughlin, David Bowie - Heroes, Don Cortes Maya ou Sabcas (Flamenco Guitar), osez John Lee Hooker, Carlos Santana and Etta James, soyez funky avec James Brown, Michael Jackson et Prince ou laissez-vous aller avec Eric Clapton, Marcus Miller, David Sanborn, Joe Sample et Steve Gadd, essayez 2CELLOS ou encore Estas Tonne an incredible experience, c'est tout à fait génial et cela vous réconciliera avec la vie, avec le genre humain au besoin.

Tapez dans vos mains, chantez, dansez, Selvi a été absente pendant quatre jours parce que sa vieille mère était malade, et sa soeur Adi m'a laissé tomber, elle était indisposée m'a-t-elle dit, c'est souvent la règle avec les femmes, alors ce soir on va se régaler et je vais leur faire découvrir des trucs qui vont les transporter, je m'occuperai de l'animation ! (Plus tard mercredi soir, elles ont adoré, it's great, what's so beautiful music... indeed my dear!)

Je serai un type belliqueux ou aigri, un rustre, un vieux con, ah cela nous fait bien marrer d'entendre ce genre de conneries ! Les filles rigolent aux larmes, alors qu'elles ont eu une vie de merde comme vous ne pouvez pas l'imaginer, si je déconne, c'est pour faire tomber les barrières qui existent entre nous, au diable les conventions, le bonheur ne doit pas être réservé aux nantis.

Des gens simples et modestes n'ont pas de préjugés, ce sont ceux qui sont les plus évolués qui en sont farcis jusqu'à la gueule, être naturel présente l'avantage de n'avoir aucun complexe et d'en attribuer aucun aux autres, ce qui permet de partager des moments de bonheur.

Détendez-vous, on y a tous le droit, vous verrez, cela fait du bien, il faut bien compenser d'une façon ou d'une autre la grisaille ou la tristesse de l'existence, sinon c'est un truc à devenir dingue. Vous allez me prendre pour un détraqué, un mec pas très sérieux, je dirais plutôt qui ne se prend pas trop au sérieux, je suis parfaitement lucide, trop même et ce n'est pas toujours facile à vivre, il faut parfois s'accorder un peu de répit, surtout sachant qu'on n'a pas fini de la subir la réaction sur toute la ligne, c'est quand on ne se soulage pas un peu qu'on crée les conditions pour craquer, vous comprenez.

Ne craigniez rien, il n'y a pas de mal à se faire du bien quand on a la conscience tranquille, quand on s'assume, ce qui n'est pas le cas des gens qui vous jugent, il faut s'en taper car généralement ils sont insignifiants ou ils ne sont pas vraiment des exemples à suivre, dans tous les cas de figure vaut mieux toujours être ce qu'on est, c'est un conseil d'ami. Et quand on fait des conneries, et bien cela montre tout simplement qu'on n'est pas différent des autres. En quoi cela serait-il insupportable, parce qu'on estimait être supérieur ou meilleur que les autres, ah ben c'est du joli ! ou parce que les autres pourraient s'en servir contre nous, et bien cela signifierait que vous manquez de modestie et que vous êtes vulnérable, dans ce cas-là il ne tiendrait qu'à vous de progresser.

Les gens qui ont une haute estime d'eux-mêmes ne le méritent pas ou ne valent pas grand chose généralement, quant aux arrogants ils sont puants, vaut mieux les éviter. Il y a aussi des gens qui sont faussement superficiels, non pas qu'ils ne le soient pas, ils sont surtout très hypocrites. Ils vous parlent de choses insignifiantes parce qu'ils craignent de parler de choses plus sérieuses et autrement compromettantes. Je me suis fait berner plus d'une fois par ce genre de gens au comportement ambiguë ou qu'on a du mal à cerner à cause de cela. Ils entretiennent de la sorte la bonne image qu'ils veulent qu'on ait d'eux, vous les trouvez sympathiques, mais ce n'est pas ce qu'ils pensent de vous, sauf que vous l'ignorez, c'est très sournois et vous pouvez longtemps vous faire abuser ainsi.

Etre gentil ou prévenant avec les gens ne présente pas que des avantages, loin de là, mais ce n'est pas une raison pour changer ou les juger. Vaut mieux encore être parfois le pigeon de quelques profiteurs ou de gens ayant des arrière-pensées invouables que devenir mauvais et de haïr la terre entière.

Avec mon entourage, des gens ultra arriérés et très pauvres, j'ai volontairement des rapports qui sont très crus, très durs, d'une sincérité absolue, bien qu'il m'arrive de reporter parfois à plus tard ce que j'avais à leur dire, je ne l'oublierai pas et je leur caserai un jour ou l'autre, je profite de mon statut ni pour leur donner des leçons ni pour les juger, je me contente juste de remettre de l'ordre dans ce qu'ils m'ont raconté pour qu'ils en saisissent eux-mêmes les contradictions ou l'absurdité et puissent progresser, et cela marche du tonnerre. Quand quelqu'un a fait une connerie ou la reproduit sans cesse, cela ne sert à rien de le traiter de con ou de le mettre face à sa connerie, non, ce qu'il faut c'est qu'il arrive à se le dire lui-même et en tire un enseignement qui lui sera profitable pour la suite.

Il y a des gens qui ont un comportement très con et qui apparemment l'assume, c'est incompréhensible si on ne tient pas compte des avantages qu'ils en tirent, et surtout le fait qu'ils en ignorent les conséquences négatives, c'est donc cet aspect nuisible pour eux qu'il faut faire ressortir pour qu'ils en prennent conscience et que leur situation s'améliore, on peut les encourager à en faire l'expérience pour qu'ils jugent ensuite sur pièces, notre rôle s'arrête là.

Que les gens soient pauvres ou pas, éduqués ou évolués ou non, ils manquent singulièrement de logique dans leur vie, dans leur pensée. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler ou les faire parler le plus possible. Ils vont vous débiter un tas de trucs dans un désordre indescriptible, il vous suffira ensuite de remettre chaque chose à sa place et de leur montrer les rapports de cause à effet qui existaient entre les expériences qu'ils avaient vécues pour qu'ils y voient plus clair. Ils peuvent évidemment refuser de se rendre à l'évidence, mais au moins ils disposeront dorénavant d'une base saine pour réfléchir à leur condition, qu'ils en fassent usage ou non, peu importe car on ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré.

L'air de rien, la dialectique peut servir à cela dans la vie quotidienne, on peut aider un tas de gens, je peux même dire leur rendre des services inestimables et qui ne coûtent absolument rien, hormis beaucoup de patience d'un côté, et de modestie de l'autre. Les rapports avec des gens arriérés et pauvres seront toujours plus simples et plus sains qu'avec des gens évolués, parce que leur condition les porte naturellement à la modestie.

On a besoin des deux pour passer au socialisme, et la difficulté sur laquelle nous butons vient du fait qu'on est incapable de s'adresser aux uns et aux autres pour qu'ils progressent, et non de leur condition qu'on ne peut pas changer, auquel cas nous n'aurions pas besoin de combattre pour changer la société.

2- Autre chose.

Hier soir il m'est encore arrivé une expérience incroyable, si l'on veut car j'en vis régulièrement du même genre.

J'étais seul et je sirotais mon apéro, quand j'ai repensé à mon arrière-grand-père qui avait été forain et qui avait fini chanteur dans les cours dans le quartier de la République, il habitait rue Rambuteau, ma arrière-grand-mère était vendeuse des quatre saisons et tirait une charrette à bras en arpentant le boulevard entre République et Bastille.

J'avoue penser très rarement à mon arrière-grand-père, c'est exceptionnel, peut-être une dizaine de fois en un peu plus de 50 ans, quand j'étais gosse je l'avais rencontré deux ou trois fois.

Mon repas terminé, je lis quelques articles et j'écris quelques lignes puis je décide de regarder un film que j'avais téléchargé il y a quelque semaine, au hasard je jette mon dévolu sur un film de 1955 intitulé Sur le Banc avec Raymond Souplex et Jane Sourza comme acteurs principaux. Le film commence, et quelques minutes plus tard qu'est-ce que je découvre, c'est que Raymond Souplex dit la Hulette est chanteur dans les cours à Paris, quelle curieuse, incroyable coïncidence, n'est-ce pas ? Ce genre de trucs arrivent à tout le monde.

Comme quoi les rapports qui existent entre la pensée et le monde extérieur vont bien au-delà de ce qu'on imagine ou de nos connaissances actuelles en la matière.

Nous ne pensons pas tous les actes que nous accomplissons, de même qu'on ignore souvent d'où nous viennent certaines pensées. Penser est un acte, et un acte peut en entraîner un autre. Quand on s'empare d'une pensée, qu'on s'y attarde ou qu'on la développe, elle devient consciente, pas forcément, tout dépend du degré de lucidité qu'on a atteint, de l'intensité ou de la profondeur de cette pensée, de la charge émotive qu'elle renferme ou qu'un souvenir évoque, de sorte qu'elle va s'étendre bien au-delà du champ qu'elle embrasse et qui appartient au passé, pour tisser un lien ou trouver un relais dans le présent, qui restera inconscient ou sans conséquence si les conditions évoquées précédemment ne sont pas remplies, autrement dit cette pensée restera sans suite apparente ou matérielle, ou elle se concrétisera, elle se traduira par une nouvelle expérience qui s'inscrira dans son prolongement et dont on prendra conscience.

Il n'y a évidemment rien de mystique ou de théosophique là-dedans, cette expérience prouve que la pensée est un produit de la matière ou son prolongement.

Comment expliquer cela ?

Parce qu'il existe un lien entre toutes nos expériences passées et le présent sous une multitude de manifestations dont on n'a pas conscience, ce film en était une. Un fil relie le passé au présent, c'est un lieu commun, certes, mais on a tendance à l'ignorer, particulièrement en politique. Les gens qui tiennent à effacer leur passé ou à prendre leur distance avec lui sont à plaindre, parce qu'à un moment donné ils ne sauront plus où ils en sont, très souvent ils régressent et connaîtront une fin pénible qu'ils ne parviendront pas davantage à assumer et c'est bien triste.

La transition politique est toute trouvée

Il existe aussi un fil qui parcourt l'histoire, qui relie chaque étape du développement de la civilisation humaine pour ne pas remonter plus loin.

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVIIIe siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XXe siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale

- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Commission Trilatérale en 1973
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht, la BCE et l'euro
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet et des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste
- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

Quand on a cru quelque chose ou quelqu'un pendant des années ou toute sa vie, on a beaucoup de mal à concevoir qu'on s'était fourvoyé, et pourtant il faut bien parfois en prendre son parti, ce qui ne signifie nullement qu'on aurait été malhonnête, on a cru sincèrement certaines choses qui étaient fausses, voilà tout, cela arrive à tout le monde ou presque de se faire manipuler un jour ou l'autre, reste à savoir à quel niveau et pendant combien de temps, et personne n'a le droit de nous juger dès lors qu'on a toujours été animé de bonnes intentions, c'est l'un des rares cas où elles sont utiles à quelque chose, donc il faut en profiter et ne pas hésiter à modifier notre interprétation du monde.

De nos jours, et c'est malheureux à dire, je dis cela par expérience, il faut se méfier en premier lieu des documents fournis par des gens qui sont organisés dans un parti, car ils servent à justifier leur politique ou ils ont été conçus de telle sorte que les arguments ou les faits qui pourraient les contredire n'y figureront pas, ils les auront autocensurés, ils peut arriver aussi qu'ils en aient oubliés involontairement, dans ce cas-là on peut au moins se donner la peine de les lire. Mais comment le savoir, le détecter, car c'est plus qu'un esprit critique bien aiguisé qu'il faut avoir, ce sont des connaissances quasi encyclopédiques ou avoir lu et étudié pendant de longues années des milliers de documents sur une multitude de sujets, ce qui n'est pas le cas de la plupart des travailleurs ou des militants, ou alors il faut vérifier la véracité d'un tas d'informations fournies et être capable de vérifier qu'ils n'en existeraient pas d'autres qui iraient dans le même sens ou les contrediraient, il faut essayer de faire des recoupements, etc., mais là c'est le temps qui nous manque.

Donc sans tomber dans la paranoïa, il faut être vigilant et ne rien prendre comptant ou au premier degré, mais attention, il ne faut pas forcément écarter des faits ou des versions qui nous semblent improbables ou illogiques, parce qu'on ignore peut-être certaines choses, et puis il ne faut pas confondre notre logique, nos expériences, nos intentions avec celles des différents acteurs en présence, y compris le rédacteur d'un article.

[Parole d'internaute](#)

- "On remarquera que quand il s'agit des "Russes" Cubains, Chinois au tout autre "ennemi des USA" les théories du complot existent bel et bien. Mais quand il s'agit des USA, de l'Occident il est interdit de parler de "complots" ou "théories du complot" seuls "les autres" sont "coupables" de ces théories incroyables mais possibles."

Selon le marxisme, le développement du capitalisme conduit à la barbarie ou au socialisme, on dit généralement que c'est une théorie qui repose sur les faits et leur enchaînement, mais cette explication n'est pas assez précise, en réalité le développement du capitalisme conduit effectivement à la barbarie, on en a la preuve sous les yeux quotidiennement, c'est donc un fait irréfutable, dont l'origine repose sur les fondements et les lois du fonctionnement du capitalisme qui en découlent. Le capitalisme est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes. Cette partie n'est donc pas à proprement parler une théorie mais plutôt un constat, un fait historique.

En revanche, le passage au socialisme relève de la théorie, dans la mesure où les facteurs subjectifs y jouent un rôle prépondérant. Sa réalisation nécessite que les éléments les plus conscients parmi les masses exploitées intègrent dans leur analyse les facteurs déterminants qui ont contribué au développement du capitalisme et qui permettent de passer à un mode de production supérieur et à la démocratie, de mettre un terme au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer à celui de la liberté. Ces éléments les plus conscients doivent prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine pour qu'elle puisse passer à l'étape supérieure.

Ce en quoi le socialisme est une théorie, c'est qu'il prétend que les masses exploitées peuvent parvenir à remplir les conditions subjectives pour se débarrasser du capitalisme, à condition qu'elles parviennent à traduire consciemment en terme de tâches politiques et d'organisation les conclusions auxquelles conduit le processus matérialiste dialectique et historique, qui inclut les enseignements de la lutte de classe du passé. C'est potentiellement possible parce qu'on a acquis la connaissance de ce processus matérialiste dialectique et historique, qui comme tout processus dialectique comporte une contradiction, qui peut se résoudre ou s'orienter dans une direction ou une autre, ici en l'occurrence vers la barbarie ou le socialisme. Tout dépendra finalement de la capacité de chacun des acteurs en présence à venir à bout des obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin pour orienter ce processus dans une direction qui leur sera favorable ou atteindre leur objectif politique.

Déterminer la nature de ces obstacles qui se dressent sur la voie du socialisme, les décrire, les combattre, les briser, voilà en quoi consiste notre tâche la plus urgente. Rien ne dit qu'on y parviendra, auquel cas la société sombrera dans le chaos et la barbarie avant de s'éteindre ou disparaître.

Adopter la théorie du socialisme signifie simplement qu'on s'engage dans le combat politique afin que ce qui est du domaine du possible ou de l'utopie comme on disait autrefois se réalise enfin. Cela implique que consciemment et résolument on privilégie, on a confiance, on croit, on a la foi en un facteur, les masses exploitées et opprimées, au lieu de s'en remettre à un autre facteur, la classe des capitalistes et ses représentants. Tous ceux qui rejettent le socialisme, qui doutent du socialisme, pire, qui le combattent, s'en remettent à la classe des capitalistes qui selon eux devrait oeuvrer au destin de l'humanité, parce qu'ils estiment plus ou moins inconsciemment que les masses exploitées et opprimées n'en seraient pas capables.

[Il faut le savoir](#)

Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black - Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous couple le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne.

Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des

colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompetents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimitié avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine

Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligüés pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes

étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à bernier le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise des travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démolé en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change...

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Antony C. Black

Article original en anglais :

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Traduction par Daniel pour Mondialisation.ca

Pour vous procurer le livre : <http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html>

- Les riches contre les peuples par Jean Ziegler - Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

Trois extraits.

1- En 2002, suite à une sécheresse effroyable, la famine provoqua la mort de dizaines de milliers d'êtres humains au Malawi. Sur les 11 millions d'habitants de ce pays du sud-est africain, 7 se sont trouvés gravement sous-alimentés. Le gouvernement était dans l'incapacité de venir en aide aux victimes, puisque quelques mois auparavant, il avait dû vendre sur le marché ses stocks de réserve de maïs (40 000 tonnes !) pour payer un fonds vauvour, qui avait obtenu, devant un tribunal britannique, la condamnation du Malawi au versement de plusieurs dizaines de millions de dollars...

2- Jürgen Habermas, le sociologue allemand : « L'éviction de la politique par le marché se traduit par le fait que l'État national perd progressivement sa capacité à recouvrer des impôts, à stimuler la croissance et à assurer par là les bases essentielles de sa légitimité, or cette perte n'est compensée par aucun équivalent fonctionnel (...) Confrontés au risque de voir s'enfuir les capitaux, les gouvernements nationaux s'engagent dans une course folle à la dérégulation par l'abaissement des coûts, d'où résultent des bénéfices obscènes et des écarts inouïs entre les salaires, la croissance du chômage et la marginalisation sociale d'une population pauvre de plus en plus importante. À mesure que les conditions sociales d'une large participation politique sont détruites, les décisions démocratiques, même adaptées d'une façon formellement correcte, perdent de leur crédibilité ». (Jürgen Habermas, Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique, Fayard, 2000, p. 74 et 75.)

3- A propos de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

De 2002 à 2010, l'homme a été à la fois Premier ministre, ministre des Finances du Luxembourg et président de l'Eurogroupe. Dans ses fonctions, il a négocié 548 arrangements fiscaux secrets, appelés « tax rulings », avec nombre de sociétés multinationales bancaires, commerciales, industrielles et de services. Ces tax rulings, comme on le dit pudiquement, visaient à favoriser l'évasion fiscale. Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

En complément. Ils osent tout.

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

- Trois milliardaires sont plus riches que la moitié de la population américaine par Eric London - wsws.org 11 novembre 2017

Selon un rapport publié mercredi par l'Institute for Policy Studies (IPS), les trois Américains les plus riches – Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett – possèdent désormais plus de richesse que la moitié la plus pauvre de la population américaine, soit environ 160 millions de personnes.

Les « 60 familles » américaines, dont l'énorme richesse avait été révélée en 1923 par le journaliste Ferdinand Lundberg, ont été remplacées par seulement trois milliardaires dont la richesse combinée est de plus de 264 milliards de dollars.

Le rapport de l'Institute for Policy Studies, « Billionaire Bonanza: The Forbes 400 and the rest of us » (Aubaine pour les milliardaires : Les 400 de Forbes et le reste d'entre nous), révèle que les 25 Américains les plus riches sont plus riches que les 56 % les moins riches de la population des États-Unis. La valeur nette des 400 plus riches est à peu près égale à celle des deux tiers des moins riches du pays, soit un total de 200 millions de personnes. Selon les auteurs du rapport, les États-Unis sont devenus « une aristocratie héréditaire de la richesse et du pouvoir ».

La concentration sans précédent de la richesse est un phénomène international. Oxfam a rapporté en juin 2017 que les 5 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, contre les 80 personnes les plus riches en 2015. Aujourd'hui, chacun des 5 premiers milliardaires possède autant que 750 millions de personnes, plus que la population totale de l'Amérique latine et le double de la population des États-Unis.

Le rapport de l'IPS explique que les données américaines « sous-estiment nos niveaux actuels de concentration de la richesse » parce que « l'utilisation croissante des paradis fiscaux et des fiducies [transferts temporaires de propriété] à l'étranger a rendu la dissimulation des actifs plus répandue que jamais auparavant. Un rapport de 2017 publié par Alstadsaeter, Johannesen et Zucman et intitulé « Qui possède la richesse dans les paradis fiscaux ? » estime que les super-riches du monde possèdent entre 5700 et 32 000 milliards de dollars cachés à la fiscalité ou aux analyses statistiques.

Alors que les super-riches dominent, les 90 % les plus pauvres font face à des difficultés et à des crises qui ne varient qu'en termes d'immédiateté. Le rapport de l'IPS mesure la valeur nette des familles ouvrières en soustrayant la valeur des biens durables comme les automobiles, les appareils électroménagers et les meubles. Selon leurs estimations, plus de 19 % des ménages américains – environ 60 millions de personnes – ont une « valeur nette de zéro ou négative » lorsque les biens durables en sont soustraits.

Au-delà des 20 % les plus pauvres, le rapport explique que « même les familles à revenu faible et moyen qui ont une certaine richesse n'ont souvent pas de liquidités – liquidités ou épargne – à leur disposition. Plus de 60 % des Américains déclarent ne pas avoir suffisamment d'économies pour couvrir une urgence de 500 dollars. »

Le rapport de l'IPS s'appuie sur les données de l'Enquête sur les finances des consommateurs de la Réserve fédérale américaine, que le World Socialist Web Site a analysé en détails le mois dernier. Alors que les hyper-riches ont accumulé de vastes sommes, une couche plus large, comprenant les 10 % les plus riches, s'est aussi considérablement enrichie ces dernières années au détriment des masses laborieuses. Les 10 % les plus riches des États-Unis – la base sociale et politique pour les politiques de genre et d'identité – possèdent 77,1 % de la richesse totale, tandis que les trois quarts inférieurs en possèdent seulement 10 %.

L'explosion de l'inégalité sociale n'est pas un processus accidentel. C'est le fruit d'une campagne de plusieurs décennies menée par les partis démocrate et républicain pour transférer des milliers de milliards de dollars de la classe ouvrière dans les poches des riches. Les « réussites » des deux partis au cours des quarante dernières années sont une litanie de réductions d'impôts pour les riches, de coupes dans les programmes sociaux, la désindustrialisation de vastes régions du Midwest, l'éviscération des règlements encadrant les grandes entreprises et la dépense de milliards de dollars pour la guerre impérialiste, la surveillance de l'État, la déportation et l'incarcération massives.

L'administration Obama a marqué une étape dans cette longue contre-révolution sociale définie par le sauvetage de Wall Street en 2008-2009, la restructuration de l'industrie automobile en 2009 et la faillite de Détroit en 2013-14. Avec l'aide de l'administration démocrate, l'élite dirigeante s'est enrichie en profitant de la crise financière.

En conséquence, les États-Unis sont maintenant une oligarchie. Grâce à son immense richesse et au contrôle des grandes sociétés, les super-riches ont établi une domination totale sur toutes les institutions officielles du pouvoir politique, culturel et intellectuel... wsws.org 10.11

- Le leurre et l'argent du leurre. Editorial de Ruptures paru dans l'édition du 24/11/2017.

La surprise est totale, l'information inédite, le scoop incroyable : la fraude et l'évasion fiscales sévraient aux quatre coins de la planète, via des paradis fiscaux. Il n'a pas fallu moins d'un consortium de 96 médias internationaux et de 400 journalistes pour étayer une telle révélation, désormais connue sous le terme (forcément) anglais de « Paradise papers ».

Plus encore que dans les affaires précédentes (printemps 2016, automne 2016), un torrent éditorial a déferlé, listant les secrets des multinationales concernées, couvrant d'opprobre les milliardaires impliqués. A la suite des grands médias, les responsables politiques, toutes tendances confondues – en France et ailleurs – ont été prompts et (presque) unanimes à s'indigner.

Les ministres des Finances des Vingt-huit se sont immédiatement engagés à renforcer la lutte contre les « pratiques

fiscales agressives », fussent-elles légales. La Commission a pointé à demi-mots les Etats membres qui traînent les pieds car soupçonnés de dumping fiscal inélégant (Malte, l'Irlande, le Luxembourg...). A Bruxelles, de bons esprits ont opportunément saisi l'occasion pour marteler que la règle de l'unanimité qui subsiste dans le seul domaine fiscal – pour préserver un doigt de souveraineté nationale – était décidément obsolète.

- l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples

Face à un tel consensus, il convient de préserver l'esprit critique. Et d'abord de souligner que l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples.

Ensuite, l'insistance récurrente quant à la nécessité de combattre cet « envers de la mondialisation » interroge : est-ce bien de l'« envers » qu'il s'agit ? Au fond, le message subliminal adressé aux manants est le suivant : si seulement nous arrivions à endiguer et à civiliser la « cupidité » des grandes firmes et l'« avidité » des milliardaires, nous pourrions enfin profiter de la mondialisation heureuse.

Or il faut rappeler cette vérité qui ne fait l'objet d'aucun grand titre : l'évasion fiscale ne pourrait en aucune manière exister, du moins à cette échelle, si la libre circulation des capitaux n'avait pas été érigée en table de la loi, dans les traités européens en particulier. Qui se souvient qu'avant la décennie 1980, tout mouvement de capitaux était strictement réglementé et devait être déclaré ? L'Union européenne a dynamité cet « archaïsme ».

Dès lors, l'indignation officielle contre l'évasion fiscale pourrait être une manière de leurre, obscurcissant délibérément la véritable nature du phénomène : un choix politique de « liberté » que les oligarques mondialisés entendent maintenir quoi qu'il arrive.

- Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ?

En outre, nous laisse-t-on entendre, tout pourrait aller bien mieux si les multinationales et les hyper-riches contribuaient raisonnablement aux budgets publics via l'impôt. Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ? Pour ne citer qu'un exemple, le richissime Xavier Niel, propriétaire de Free (et actionnaire de référence du Monde) est couvert de honte parce qu'il aurait mis à l'abri ses petites économies sous les tropiques. Mais lorsqu'un documentaire a récemment mis au jour la véritable origine de sa fortune – l'exploitation pure et dure de milliers de salariés, véritables esclaves modernes – le retentissement médiatique a été légèrement plus modeste... Et pour cause : ce n'est pas seulement légal, c'est le fondement même du système.

Car le problème n'est pas d'abord ce que reversent – ou pas – les détenteurs de capitaux, mais la capacité de ceux-ci à prospérer sur la seule base de l'exploitation du travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre. Mettre le projecteur de l'indignation sur la conséquence peut constituer le plus sûr moyen d'escamoter la nature profonde du problème. Déjà, dans l'Opéra de quat'sous, Bertold Brecht faisait dire à son héros : « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? ».

- « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? »

Enfin, ici et là, d'aucuns pointent le bout de l'oreille et expliquent : si nous n'endiguons pas l'évitement fiscal des oligarques, le « populisme » risque de se développer encore. Mais tenter de surfer sur la colère populaire pour mieux la détourner de l'essentiel – n'est-ce pas là, précisément, une bonne définition du « populisme » ?

A force de jouer avec le feu (de l'indignation), les apprentis sorciers médiatiques pourraient, un jour, avoir quelques surprises. Ruptures du 24/11/2017

- À l'Onu, l'incapacité US d'admettre la réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

www.voltairenet.org/article198863.html

Alors que les présidents Poutine et Trump avancent sur la question syrienne, les hauts fonctionnaires d'origine US à l'Onu ont entamé un bras de fer avec la Russie. Refusant d'enquêter sur un crime qu'ils ont déjà jugé a priori, ils ont provoqué non pas un, mais quatre vétos au Conseil de sécurité. Pour Thierry Meyssan, le comportement schizophrénique des États-Unis sur la scène internationale atteste à la fois de la division de l'administration Trump et du déclin de l'impérialisme US. Réseau Voltaire 21 novembre 2017

- L'OTAN demande une conversion à l'économie de guerre par Wolfgang Jungmann — 27 novembre 2017

Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a appelé, à l'occasion de la rencontre des ministres de la Guerre de l'OTAN, à orienter la planification de l'infrastructure civile vers les besoins de l'armée : « Il ne s'agit pas seulement de commandement. Nous devons également veiller à ce que les routes et les ponts soient assez solides pour supporter les plus massifs de nos véhicules et que les réseaux ferroviaires pour le transport rapide de blindés et de matériel lourd soient bien équipés. »

Stoltenberg n'a laissé planer aucun doute sur la direction que prendront les mouvements de troupes : « Les routes et les voies mal adaptées pour le transport des chars rendent actuellement difficile par exemple un déplacement rapide de troupes vers les pays baltes. »

C'est de nouveau contre la Russie. Exactement comme le Führer avait développé le réseau d'autoroutes par tous les moyens dans les années 1930, pour déplacer le plus rapidement possible des troupes et du matériel vers l'Est (le dernier tronçon de l'A2, qui reliait Berlin à la Ruhr, a été inauguré ponctuellement le 23 septembre 1939, pour le début de la Seconde Guerre mondiale), le renforcement de l'infrastructure de transport fait partie aujourd'hui encore d'une préparation consciencieuse et responsable de la guerre.

L'ensemble de l'UE a immédiatement pris position, claqué des talons et promis solennellement de remettre prochainement en état le réseau de transports à l'abandon en Europe. Die Zeit rapporte : « Federica Mogherini, la représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé à Bruxelles que la Commission européenne diffuserait, d'ici la fin de la semaine, des propositions sur la manière dont le transport de troupes à l'intérieur de l'Europe peut être amélioré. »

Cette entrée massive de la politique en faveur d'une économie de guerre, dans laquelle toutes les activités se concentrent uniquement sur le renforcement de la capacité de faire la guerre, est le point culminant d'une propagande belliqueuse s'aggravant sans cesse...

<http://arretsurinfo.ch/lotan-demande-une-conversion-a-leconomie-de-guerre/>

[Bienvenue chez les esclavagistes des temps modernes.](#)

- «Dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne» - liberation.fr 26 novembre 2017

En charge du nettoyage du Holiday Inn de Clichy-la-Garenne, les salariés de Héméra sont en grève depuis le 19 octobre contre des mutations et les cadences infernales. La direction reste sourde.

La grève s'éternise. Depuis plus d'un mois, des salariés d'une entreprise sous-traitante, Héméra, qui gère le nettoyage de l'hôtel Holiday Inn de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), ont entamé leur mouvement de protestation. Multipliant les actions pour faire entendre leurs revendications face à une direction impassible. Jeudi soir, onze fantômes ouvrent le cortège dans la nuit. C'est le déguisement qu'ont choisi ces salariés en grève pour attirer l'attention sur leur sort. Une centaine de personnes sont venues à Clichy manifester à leurs côtés. «Ces travailleurs sont des salariés invisibles», lance le responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), Claude Levy.

Le défilé est parti du Holiday Inn de Clichy et s'est terminé devant la mairie. «Sous-traitance, maltraitance !» «Frottez, frottez, il faut payer. L'esclavage, c'est fini !» : voilà quelques-uns des slogans qui ont retenti dans le centre-ville. En soutien au mouvement, des travailleurs, des Clichois et des syndiqués ont protesté contre les méthodes de travail de Héméra. Lancé pour dénoncer la mutation d'une gouvernante, la deuxième en six mois, le mouvement s'est étendu à d'autres revendications. Outre la suppression de la clause de mobilité figurant dans leurs contrats, les grévistes demandent l'arrêt du paiement à la chambre (illégal pour un salarié), le règlement des heures supplémentaires, une prime de 13e mois et, surtout, leur embauche directe par le donneur d'ordre, Holiday Inn. «Six jours sur sept»

L'entreprise de sous-traitance Héméra a décroché le 19 décembre 2016 un contrat d'un an avec l'hôtel de Clichy. Elle a récupéré de fait les 35 salariés du nettoyage, en majorité immigrés, qui travaillaient déjà pour le précédent prestataire - comme le prévoit la convention collective du secteur si ceux-ci ont au moins quatre mois d'ancienneté. Depuis, leurs acquis sociaux seraient «bafoués», dénonce Mirabelle Nsang, 43 ans, gouvernante d'origine camerounaise et représentante de la section syndicale CNT-Solidarité ouvrière à Héméra. Elle s'insurge : «Nos plannings ont changé, on travaille six jours sur sept. Nos deux jours de repos consécutifs ont disparu. Avant, les femmes de chambre devaient nettoyer 17 chambres en sept heures. Avec Héméra, on leur demande de faire 20 à 25 chambres. On finit plus tard et on n'est pas payés. On avait droit à un week-end par mois et certains salariés n'en ont même pas eu. Héméra a tout détruit.» La situation concerne selon elle des femmes de chambre, des gouvernantes, des équipiers et des plongeurs. Mirabelle Nsang dénonce également le «harcèlement» de la cheffe de site : «Elle ne te donne que des chambres à faire après des séjours de longue durée, où elles sont plus sales, pour te faire mal. Elle veut réformer son équipe pour être entourée de gens qui disent oui à tout.»

«Nous, les immigrés, on mène ce combat car nous n'avons pas d'autre choix», assure Mirabelle Nsang. Ils espèrent que l'issue sera positive, comme cela a été le cas dans différents dossiers ces dernières années : en 2015 notamment, un mouvement de grève avait contraint le groupe Louvre Hotels à intégrer des femmes de chambre dans cinq de ses établissements.

A Clichy, au premier jour du mouvement, 33 salariés sur 35 étaient en grève. Leur nombre a ensuite diminué progressivement pour se stabiliser à 11, «le noyau dur», comme l'indique cette mère de famille qui travaille dans l'hôtel depuis onze ans. «Les autres grévistes ont repris le travail après avoir subi des pressions d'autres syndicats», accuse la représentante CNT-SO. Pour Eric, 35 ans, équipier dans l'hôtel depuis dix ans et délégué syndical de FO, «le conflit est légitime. On en avait ras-le-bol de cette situation, c'est un système qui pousse les gens à craquer». Il n'oublie pas les provocations de la cheffe de site, qui lui répétait : «L'aspirateur est ta copine», ou encore «mon petit-fils de 2 ans passe l'aspirateur mieux que toi». Ce père de deux enfants raconte avoir été «blessé» par ces «propos désobligeants» et qu'il se rendait sur son lieu de travail la «boule au ventre». Les mutations de deux salariées de Héméra, qu'il qualifie d'«arbitraires et brutales», ont été l'élément déclencheur de la grève qui a débuté le 19 octobre.

Contactées par Libération, la société Héméra et la directrice de l'hôtel Holiday Inn de Clichy, dont le comportement est mis en cause par les grévistes, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations. Le groupe Intercontinental, poids lourd hôtelier à l'échelle mondiale et propriétaire de la marque Holiday Inn, nous a fait parvenir cette unique réponse : «Un petit nombre d'employés travaillant pour un prestataire de services ont choisi de se mettre en grève en raison d'un différend avec leur employeur à propos de leurs salaires et de leurs avantages. L'équipe de direction de ce sous-traitant a immédiatement ouvert le dialogue pour trouver un accord avec les syndicats et faire en sorte que le personnel puisse retourner rapidement au travail, sans que cela n'affecte nos clients ni la qualité de nos services.»

Juriste au syndicat CNT-SO, Etienne Deschamps n'a pas le même souvenir des négociations. Au premier jour de la grève, il a rencontré avec d'autres représentants Carlos Goncalvez, le directeur d'exploitation de Héméra : «Nous lui avons dit que si les mutations prévues étaient annulées, les salariés reprendraient le travail immédiatement, avec le paiement de la journée de grève et un calendrier de négociations fixé maintenant pour le reste des revendications.» Une réponse de l'entreprise de nettoyage devait arriver dans l'après-midi. Une délégation, accompagnée du juriste de la CNT-SO, est finalement reçue le 26 octobre, sept jours après, par le PDG de Héméra, Denis Schiavone, en présence de Goncalvez : le refus de revenir sur la clause de mobilité est notifié aux grévistes. Le lendemain, des policiers en verbalisent neuf d'entre eux pour nuisances sonores. 68 euros d'amende chacun. Depuis le début de la grève, déplore Mirabelle Nsang, «la directrice de l'hôtel n'est même pas sortie nous voir pour nous demander ce qui se passe». Alors qu'elle nous parle, un salarié de l'hôtel sort de l'établissement et bouscule une syndicaliste tandis qu'un autre, dont la journée de travail vient de se terminer, insulte une gréviste.

Le quotidien des employés de la sous-traitance est rude. De nombreuses femmes seules habitent loin de leur lieu de travail. Illiana Saintulme, 48 ans, mère de quatre enfants, fait les allers-retours depuis Sarcelles (Val-d'Oise). «Je mets une heure trente en transports, avec trois changements, pour venir travailler.» Cette femme de chambre est employée dans l'hôtel depuis onze ans. Elle se plaint de douleurs physiques. Mais aussi de pressions morales. Et dénonce les cadences infernales qui seraient imposées par l'entreprise de sous-traitance. Soit trois chambres par heure (alors que, selon la CGT, il faut au moins vingt-cinq à trente minutes pour en nettoyer une seule). Elle assure avoir dû parfois venir travailler «sept jours sur sept». Pourtant, malgré un contrat à temps plein (sept heures par jour), Illiana Saintulme explique ne pas toujours recevoir l'intégralité de sa paie. «A la fin du mois, leur salaire est calculé en fonction du nombre de chambres qu'elles ont réussi à faire, dénonce Claude Levy, de la CGT HPE. Et quand le compte n'y est pas, au regard des cadences imposées de manière informelle, on leur enlève des jours en prétextant des absences autorisées.» «Celles qui sont vraiment prises pour de la chair à canon, ce sont les femmes de chambre qui ont un contrat à temps partiel de quatre à cinq heures par jour, avec 20 à 30 chambres à faire, sans être payées pour les heures supplémentaires. Ce sont essentiellement des femmes immigrées qui sont concernées», poursuit le syndicaliste. Avant d'ajouter : «Ce qui se passe dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne.» Selon le militant cégétiste, les onze grévistes ont saisi les prud'hommes pour travail dissimulé. Pour tenir financièrement, les syndicats CGT HPE et CNT-SO ont distribué un chèque de solidarité de 400 euros à chacun.

Depuis le début du mouvement, «la direction de Holiday Inn refuse de laisser entrer les délégués syndicaux dans le hall de l'hôtel, c'est un délit d'entrave à l'exercice du droit syndical», dénonce Claude Levy.

Sur demande du syndicat, un huissier de justice s'est rendu jeudi sur le site. La direction a du coup autorisé l'accès à Mirabelle Nsang et son collègue de FO pour la journée, mais l'huissier mandaté par l'hôtel «veillait et notait ce que disaient les délégués au personnel Héméra non gréviste», selon un syndicaliste. «Une femme de chambre non gréviste a expliqué que les conditions de travail restent identiques, tandis que deux autres nous ont dit "avoir peur de parler"», raconte Mirabelle Nsang. Ces derniers jours, les grévistes sont allés manifester dans les halls d'entrée des Holiday Inn de Paris-Notre-Dame et Paris-Gare de l'Est. Le soir de Halloween, ils s'étaient déguisés pour dénoncer «des patrons sorciers». La grève continue. liberation.fr 26.11

- Mobilisation au siège de Castorama : la direction se barricade - Libération.fr

Au siège de Castorama, ce vendredi a été placé sous le signe de la paranoïa et de la peur des syndicats. Alors que ceux-ci avaient annoncé une journée d'action pour protester contre la délocalisation des services comptabilité en Pologne, avec à la clé un plan social qui pourrait concerner 750 personnes, la direction a décidé de placer son bâtiment de Templemars, dans la banlieue de Lille, en état de siège.

Un plan interne à l'entreprise, que Libération a pu consulter, détaille ainsi le rôle de chacun, les moyens déployés, les contrôles

aux entrées. Extrait : «Si infractions sur des biens et des personnes (dégradations, violences) : le responsable fait intervenir les huissiers pour les constats. Il prévient la police en faisant prioritairement le 17 ; puis le commissariat de Wattignies et le commandant de police de la préfecture et demander (sic) le commandant S.D. déjà prévenu ainsi que les services de police et de la mairie.» Au programme également : maîtres-chiens, vigiles, cellules de crise avec bouteilles d'eau, biscuits et fruits, et avocat prêt à intervenir si une infraction est commise.

Tout cela pour une centaine de manifestants, tous syndicats confondus, qui se sont contentés de distribuer des tracts et faire signer des pétitions au rond-point, à l'entrée du parc d'activités.

Certes, ils se sont ensuite postés sur le parking, à moitié désert. La faute à la neige et au verglas, mais aussi aux consignes données aux salariés. «Ils leur ont dit de ne pas venir, car leurs voitures risquaient d'être brûlées, s'agace Jean-Paul Gathier, le délégué central FO. Mais la défense de l'emploi, ce n'est pas comme cela qu'on l'envisage, la violence n'est pas notre philosophie.» Et de préciser que l'entreprise a déjà connu plusieurs mouvements sociaux, sans aucun antécédent de casse. «Ils se sont mis dans des états hallucinants», soupire le syndicaliste.

Nicolas Euzenot, le délégué central CGT, trouve, lui, le message inquiétant : «On assimile les syndicats aux casseurs.» Lui retient, dans la liste des recommandations, le conseil donné aux dirigeants de ne pas venir avec leur voiture de fonction, ou de la garer plus loin. «Ils ont peur qu'on vienne rayer leur voiture ?» Jean-Paul Gathier ironise : «On le sait qu'ils ont un budget de 60 000 euros pour en acheter une, c'est pour cela qu'ils ont tous des Audi.»

L'intersyndicale a tout de même demandé des explications face à ce déploiement de sécurité : «Soi-disant qu'ils avaient peur qu'on soit infiltrés par des groupuscules d'extrême droite», s'étonne Jean-Paul Gathier. «Ils seraient venus d'Hénin-Beaumont», la ville du Pas-de-Calais dirigée par un maire Front national, pouffe Nicolas Euzenot. Tous deux trouvent l'hypothèse invraisemblable : «Ils nous voient régulièrement dans des réunions, ils nous connaissent.»

Euzenot souligne la pression mise, mine de rien, sur les salariés : «Les entrées et les sorties étaient contrôlées heure par heure, pour que les gens ne sortent pas, ne débrayent pas.» Pour Jean-Paul Gathier, ce déploiement de force surdimensionné trahit une vraie appréhension : «Ils refusent de donner la moindre information, ils ne confirment même pas le nombre de postes concernés. C'est cela qui est violent, et ils en ont conscience.» Et de conclure, un brin amer : «Ils ont peur de la prendre en retour, cette frustration des salariés.» Contactée par Libération, la direction de Castorama a déclaré que «le nombre et la provenance des manifestants n'étant jamais connus à l'avance, il est de notre responsabilité de mettre en place les mesures qui s'imposent». Libération 1 décembre 2017

- Quand les vêtements « made in Europe » sont aussi synonymes de salaires de misère par Rachel Knaebel
- bastamag.net 16 novembre 2017

Il y a les vêtements « made in Bangladesh » ou « made in Pakistan » qui suscitent maintes interrogations sur la manière dont ces vêtements ont été confectionnés ; et maintes inquiétudes sur les conditions dans lesquelles travaillent les ouvrières du textile, y compris lorsqu'il s'agit de grandes marques occidentales. Et il y a le « made in Europe », bien plus rassurant... En apparence seulement. Dans les ateliers textiles d'Europe de l'Est, des ouvrières peuvent pourtant travailler pour 89 euros par mois, comme en Ukraine, alors qu'il faudrait un salaire cinq fois plus élevé pour y vivre dignement. C'est ce que révèle un rapport publié le 9 novembre par l'alliance d'ONG Clean Clothes Campaign. Ce rapport documente les conditions de travail et de salaire des travailleurs de l'industrie textile en Europe orientale.

« Pour les marques de mode, les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, sont un paradis des bas salaires. Beaucoup de marques vantent le fait qu'elles sont "made in Europe", suggérant que cela signifie "dans de bonnes conditions de travail". En réalité, nombre des 1,7 million de travailleurs textiles de la région vivent dans la pauvreté et font face à des conditions de travail extrêmes », pointe le rapport. Les ONG ont interrogé plus de cent travailleurs textiles en Ukraine, Hongrie, Serbie. Ceux-ci confectionnent des vêtements pour des marques comme Benetton, Esprit, Geox et Vero Moda. « Bien trop souvent, les salaires mensuels des travailleurs atteignent tout juste le salaire minimum, soit entre 89 euros en Ukraine, le salaire minimum, et 374 euros en Slovaquie. Pour faire vivre une famille et payer ses besoins de bases, il faudrait en Ukraine 483 euros par mois ».

En Ukraine, 220 000 personnes travaillent dans l'industrie textile. Plus de 80 % des productions sont destinées à l'exportation, en grande partie vers l'Allemagne (37 %), puis vers la Pologne, la Hongrie ou la France (6 %). Les travailleurs du textile y sont notamment confrontés à des quotas de productions irréalistes, qui ne peuvent être atteints qu'en faisant des heures supplémentaires. En Serbie, le secteur compte 100 000 travailleurs, ce qui représente 8 % de l'emploi industriel total. Là aussi, à 80 %, les usines textiles produisent pour l'export. Le salaire moyen du secteur est de 218 euros. En Hongrie, membre de l'Union européenne, les employés de l'industrie textile gagnent à peine plus, entre 200 et 400 euros par mois, heures supplémentaires comprises. Partout, ces travailleurs sous-payés qui produisent pour exporter vers l'Europe de l'Ouest sont en très grande majorité des femmes. bastamag.net 16 novembre 2017

[Il faut le savoir. Comment ils détruisent votre santé pour mieux vous soigner ensuite ou réaliser des profits des deux côtés à la fois](#)

On aura en mémoire que les oligarques et les banquiers anglo-saxons ont financé les différents impérialistes qui se sont affrontés lors des deux guerres mondiales notamment, y compris le IIIe Reich, histoire de réaliser des profits faramineux des deux côtés.

En France.

- Les actes médicaux inutiles dans le viseur - liberation.fr

Côté amygdales. «Le nombre d'amygdalectomies en France a diminué de 3% depuis 2010, passant de 67 964 en 2010 à 66 098 en 2014.

Enfin, prenons le cas de l'appendicectomie, opération qui a fortement diminué en France, passant de 300 000 en 1986 à 77 292 en 2014. liberation.fr 27 novembre 2017

En Inde.

Je vis en Inde depuis plus de 20 ans, 23 ans au total, je suis marié avec une Indienne qui a six frères, séparé de mon épouse je vis avec une autre femme Indienne qui a six frères et soeurs, tous mariés ils ont eu des enfants dont certains sont déjà des adultes. Aucun n'a subi ces opérations, que ce soit les frères et soeurs de mes compagnes ou leurs enfants, et à ma connaissance autour de moi, je n'ai jamais entendu parler d'un enfant ayant été opéré des amygdales ou de l'appendicite. Selvi vient de me le confirmer.

Et lorsque j'ai travaillé au lycée français et à l'Alliance française, jamais un enfant ne s'est absenté pour ce motif. Et parmi les milliers d'Indiens que j'ai croisés dont la plupart étaient des jeunes, aucun ne m'a parlé de ces opérations.

Stupéfiant, n'est-ce pas ?

Les familles que j'ai évoquées étaient très pauvres et vivaient dans des conditions d'hygiène très précaires, quant à leur alimentation, elle était évidemment carencée en protéine et bien autres choses. Par contre, elles vivaient à la campagne, elles n'ont pas été soumises à la pollution et leur alimentation n'a pas été non plus soumise à tous les produits chimiques de l'industrie agro-alimentaire, et quand quelqu'un tombait malade les médicaments étaient prescrits au compte-gouttes. Ceci explique peut-être cela.

Cela signifie que dès le départ l'orientation qui a été adoptée par le capitalisme contenait en germe toutes les maladies qui allaient se développer plus tard, réelles ou non d'ailleurs puisqu'il y a des médecins qui prescrivent des opérations inutiles que pratiquent des chirurgiens qui n'ont pas plus de scrupules.

Il y a pire encore.

Quand mon épouse est en France, elle prend jusqu'à 18 comprimés par jour qui lui ont été prescrits par son cardiologue ou son médecin traitant, et elle est sujette à plusieurs malaises par an qui la conduisent aux urgences en état de coma.

Mais quand elle est en Inde, elle n'en prend plus que trois et se porte à merveille, jamais en 10 ans depuis sa double opération du coeur elle n'a fait un malaise.

Mais alors direz-vous pourquoi prend-elle 18 comprimés quand elle est en France et seulement 3 quand elle est en Inde? Parce que lorsqu'elle est en France elle est sous l'influence du corps médical, et quand elle est en Inde elle est sous mon influence.

C'est en consultant sur Internet le contenu de ses médicaments et leurs contre-indications que j'en étais arrivé à en éliminer les trois quart, certains faisaient double ou triple emplois! J'ai procédé par déduction logique en prenant garde de ne pas toucher à ceux qui étaient en rapport avec le coeur ou jouaient un rôle dans la régulation de la pression sanguine. Les médecins vous prescrivent un médicament pour soigner une affection qui va vous détruire le foie ou attaquer les poumons, alors si on peut s'en passer et prendre son mal en patience, c'est préférable.

Le corps médical est exécration, mais on est bien obligé de passer par lui, surtout quand on devient vieux, quelle horreur ! Au cours de ma vie, j'ai 62 ans, je n'ai rencontré qu'un seul bon médecin, c'est pour dire. Et je crois que c'est effectivement extrêmement rare, dans le monde, il avait eu comme patients des ministres, des généraux, des chefs d'Etat français et étrangers, etc. qui se refilaient les bonnes adresses...

[Qui a été complice de Rothschild pour exproprier et martyriser le peuple palestinien ? Réponse : L'ONU, Staline, De Gaulle...](#)

- Il y a 70 ans, un plan de partage contesté de la Palestine - AFP

Le 29 novembre 1947, il y a 70 ans, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait le plan de partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, qui a permis la réalisation du projet sioniste, mais a constitué pour les Palestiniens le début d'une longue période tragique de leur histoire.

Ce vote historique des Nations unies donnera naissance six mois plus tard, le 14 mai 1948, à la création de l'Etat d'Israël.

Après la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne n'arrive plus à maîtriser la situation en Palestine sur laquelle elle avait reçu un mandat de la Société des Nations en 1922.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU à New York vote le partage de la Palestine. La résolution 181 est adoptée par 33 voix pour (dont les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France), 13 voix contre (dont les Etats arabes) et dix abstentions (dont la Grande-Bretagne). Le vote n'a pas duré plus de trois minutes.

Le Royaume-Uni, qui n'a cessé de changer de position, est en ce moment favorable aux arabes. Mais c'est surtout parce qu'il est conscient du caractère explosif du sujet qu'il s'abstient.

La France, longtemps indécise, finit par voter en faveur du plan.

Jusqu'au bout, les pays arabes à l'ONU qui réclament la création d'un "Etat palestinien unique, démocratique et indépendant" ont tenté de s'opposer à une partition.

Mais ils se sont heurtés à une alliance inattendue en cette période de guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, qui a permis de rallier la majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption du texte.

La Palestine, où vivent alors 1.300.000 Arabes et 600.000 Juifs, est divisée en trois entités qui doivent devenir indépendantes le 1er août 1948.

L'Etat juif (14.000 km²) comprend une bande allant du doigt nord de la Galilée jusqu'au bord du lac de Tibériade, le littoral central (de Haïfa à Tel-Aviv) et le désert du Néguev.

Les Palestiniens conserveront trois régions (11.500 km²): l'une en Galilée occidentale, la deuxième dans la bande de Gaza avec une partie de la frontière avec le Sinaï et la troisième en Cisjordanie.

Jérusalem et les localités environnantes forment un corpus separatum sous régime international spécial, administré par l'ONU.

Les juifs obtiennent ainsi 54% du territoire, alors qu'ils ne représentent que 30% de la population.

Les dirigeants de l'Agence juive acceptent le plan, mais certains sionistes le rejettent car il est loin de correspondre au Grand Israël auquel ils aspirent. A Tel Aviv, la communauté juive retient son souffle au moment du vote. Puis la foule, en liesse, applaudit.

Chez les Palestiniens, c'est un immense sentiment d'injustice qui prévaut. Les pays arabes refusent le plan.

Les incidents vont se multiplier en Palestine, chaque partie cherchant à conquérir une position de force.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël aussitôt après la fin du mandat britannique sur la Palestine. Le premier conflit israélo-arabe éclate le lendemain.

A la fin du conflit, Israël occupe 78% de la Palestine mandataire. Plus de 760.000 Palestiniens prennent la route de l'exode.

Lors du conflit de juin 1967, Israël occupera, outre le Golan syrien et le Sinaï égyptien (restitué à l'Egypte en 1982), la Cisjordanie, Jérusalem-Est, qu'il annexera plus tard, et la bande de Gaza, dont il s'est retiré unilatéralement en 2005. AFP 25 novembre 2017

- Les dirigeants israéliens envisageaient le génocide de Gaza dès 1967 par Johnatan Ofir — arretsurinfo. ch 26 novembre 2017

« Peut-être qu'ils n'auront pas le choix, si on ne leur donne pas assez d'eau, car les vergers jauniront et dépériront », avait déclaré

le premier ministre israélien Levi Eshkol au sujet de Gaza en 1967, révèlent des documents de l'époque, récemment déclassifiés.

Ofer Aderet, journaliste du Haaretz, vient de l'annoncer :

« Comme je l'ai déjà écrit, Eshkol, le « sioniste libéral » de gauche, était plus que d'accord pour expédier les Palestiniens sur la lune : « Je veux qu'ils partent tous, même pour la lune ».

Assurément, Eshkol s'est rendu compte dans les mois qui suivirent la guerre de 1967, de la « suffocation et de l'emprisonnement » de Gaza à cette époque, comme le révèlent les documents déclassifiés. Il dit très clairement que c'était un instrument qui serait utile pour la stratégie israélienne : « C'est précisément à cause de la suffocation et de l'emprisonnement présents, qu'avec un peu de chance, les Arabes quitteront la bande de Gaza ».

Eshkol paraphrasait aussi Herzl, en déclarant qu'il s'était mis au travail sur l'établissement d'un groupe ou d'un bureau susceptible d'encourager l'émigration arabe. Il soulignait : « Nous devons traiter ce sujet discrètement, calmement et secrètement, et il nous faut trouver le moyen pour qu'ils émigrent vers d'autres pays, pas seulement de l'autre côté du Jourdain ».

Voici une autre citation d'Herzl, tirée de son journal de 1895 : « Nous nous efforcerons de chasser la population pauvre au-delà de la frontière, en lui procurant du travail dans des pays de passage, et en lui refusant du travail dans notre pays. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection ».

Le ministre de la Défense, Moshe Dayan était tout à fait d'accord avec les idées d'Eshkol et d'Herzl : « En permettant à ces Arabes de chercher et de trouver du travail à l'étranger, il est encore plus probable que, par la suite, ils voudront émigrer vers ces pays ».

Dayan conçut l'idée de donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza des permis de travail pour l'étranger, dans l'espoir de voir certains d'entre eux s'y établir.

Eshkol avait plutôt l'obsession de donner la priorité au nettoyage ethnique de Gaza : « Ce qui nous intéresse le plus, c'est de faire le vide à Gaza ».

Voilà la preuve que l'idée d'un parfait nettoyage ethnique de Gaza n'est pas le privilège des politiques de droite tels que Moshe Feiglin, président-adjoint de la Knesset, qui en 2014, en tant que tel, présenta un plan en sept points à Nétanyaou, pour faire la même chose.

Eshkol présente également d'autres choix monstrueux : « On pourrait espérer une autre guerre. Ainsi le problème serait résolu. Mais c'est du luxe, une solution inespérée ». arretsurinfo.ch

- Un texte considéré comme un moyen de protéger Netanyahu adopté à la Knesset - Reuters

Les députés israéliens ont approuvé lundi une proposition de loi interdisant à la police de publier les conclusions des enquêtes criminelles, ce qui, selon l'opposition, permettra de protéger le Premier ministre Benjamin Netanyahu, mis en cause pour corruption.

Selon les deux rapporteurs du texte, qui sont des proches du Premier ministre, il a pour but de protéger les droits et la réputation des personnes mises en cause. "Le public n'a pas besoin de tout savoir. Il saura à la fin", a déclaré David Bitan, chef de file de la coalition gouvernementale à la Knesset, sur la chaîne de télévision parlementaire.

Benjamin Netanyahu assure ne pas avoir sollicité l'initiative mais n'a pas non plus demandé son abandon. Reuters 28 novembre 2017

- Marseille: l'auteur des tags « juifs » prétendus «antisémites» pris la main dans le sac ? - arretsurinfo.ch

Il s'avère, une fois de plus, que les graffitis qui ont suscité l'émoi à Marseille et ont permis au CRIF de dénoncer une campagne antisémite ont, en fait, été exécutés par un membre de la « communauté juive ».

Source: <http://arretsurinfo.ch/marseille-lauteur-des-tags-juifs-pretendus-antisemites-pris-la-main-dans-le-sac/>

[Reporters sans frontières. Ces officines au service de l'oligarchie.](#)

La réponse de Guy Mettan à Reporters sans frontières

Sommé par la direction de Reporters sans frontières (RSF) d'annuler la conférence consacrée à l'ONG très controversée «

Casques blancs » qui doit se tenir au Geneva Press Club le 28 novembre 2017, Guy Mettan réagit fermement.

RSF se scandalise de la présence à cette conférence de Vanessa Beeley affirmant notamment qu'elle « n'a jamais été publiée dans un média indépendant.. ». Comme si les journalistes réellement indépendants (comprenez médias traditionnels) qui – comme nous – refusent de collaborer avec ces médias agréés par RSF, n'étaient pas légitimes et à même d'informer sans dénaturer les faits! Arrêt sur Info

Guy Mettan - J'ai bien reçu votre courrier qui a retenu toute mon attention.

En ma qualité de membre fondateur de Reporters sans frontières aux côtés de François Gross dans les années 1980, je dois avouer que j'ai été atterré par sa teneur. Je peux comprendre que le fait de donner la parole à des voix dissidentes puisse susciter de la réprobation. Mais de là à exiger l'annulation de cette conférence de presse, il y a un pas dont je n'aurais jamais pensé que vous puissiez le franchir. (...)

RSF - Nous nous dissociions totalement de cet événement et ne souhaitons en aucune manière être associés à une conférence qui accueille une soi-disant journaliste, Madame Vanessa Beeley, qui justifie l'utilisation de la torture par le régime syrien afin de le préserver. Quand bien même elle n'a jamais été publiée dans un média indépendant, il est étonnant qu'elle soit référencée au moins deux cents fois dans les médias russes de propagande (SputnikNews, Russia Today).

De plus, il est pour le moins inacceptable d'inviter Monsieur Marcello Ferranda De Noli, président de Swedish Doctors for Human Rights, une association qui, selon nos informations, agit comme un outil de propagande russe.(...)

<http://www.arretsurinfo.ch/la-reponse-de-guy-mettan-a-reporters-sans-frontieres/>

En complément. Vidéo.

65 profils Facebook de 'Casques blancs' montrent qu'ils sont pro Daech, pro al-Qaïda...

<http://arretsurinfo.ch/65-profils-facebook-de-casques-blancs-montrent-quils-sont-pro-daech-pro-al-qaida/>

Les Casques blancs sont-ils vraiment blancs comme neige ?

<https://www.youtube.com/watch?v=QgKTFcGRtcg>

Conférence sur les Casques blancs à Genève : Guy Mettan déçu que RSF cède au « politiquement correct »

<https://www.youtube.com/watch?v=ADeBWEaFoLs>

[Macron, Hollande, Hidalgo, Obama et Clinton même combat.](#)

- En visite à Paris, Obama rencontrera Hollande et Hidalgo en plus de Macron - L'Express.fr

- Qui sont les Napoleons, le club à l'origine de la venue d'Obama à Paris ? - LeParisien.fr

L'ex-président américain donnera une conférence privée samedi à la Maison de la Radio. Un joli coup réussi par ce réseau de dirigeants créé il y a deux ans seulement.

Samedi, après un déjeuner avec Emmanuel Macron, qu'il avait soutenu pendant la campagne, l'ex-dirigeant américain parlera pendant une heure à la Maison de la Radio sur le thème de la peur de l'innovation et comment la dépasser (« Fear less, innovate more »). Un tête-à-tête avec François Hollande serait également à l'agenda.

Qui sont ces « Napoleons », qui avaient déjà convaincu François Hollande de se rendre à l'un de leurs sommets en juillet à Arles ? Cette association est une sorte de club de leaders, réunissant des dirigeants d'entreprises, des personnalités de la communication et des médias, mais aussi des intellectuels ou des chercheurs.

Les événements des Napoleons sont organisés par la société Momentum, dirigée par Mondher Abdennadher et Olivier Moulierac. Ces deux « pubards », anciens de RSCG (aujourd'hui Havas), ont lancé leur projet en 2014. Leur idée : tisser un « réseau social » entre les acteurs de l'innovation en France.

« La fonction essentielle de notre projet est de mettre des gens talentueux en relation. C'est un lieu de business et c'est totalement assumé de notre part », résume Olivier Moulierac dans Libération.

Droit d'entrée pour les quelque 1500 participants : 3400 euros, sauf pour les invités des principaux sponsors que sont Orange,

La Poste, EDF, SNCF, American Express et les montres Richard Mille.

Les Napoleons, dont le parrain cette année est Stéphane Richard, PDG d'Orange, comptent quelque 500 membres actifs. Le « board », sorte de conseil d'administration, est composé de personnalités telles que Xavier Couture (futur ex-France Télévisions), Anne Méaux (la communicante d'Image 7, associée à François Fillon pendant la présidentielle), mais aussi l'ex-ministre de la Culture Fleur Pellerin et l'homme d'affaires Henri Seydoux. 400 000 dollars à déboursier pour s'offrir Obama

Au-delà du savoir-faire relationnel des initiateurs des Napoléons, comment cette organisation encore inconnue il y a deux ans a-t-elle pu s'offrir les services de l'ex-président américain ?

Selon la presse américaine, une conférence de Barack Obama serait facturée 400 000 dollars. C'est le tarif pratiqué par le 44e président des Etats-Unis lors d'une conférence organisée par un fonds d'investissement au printemps.

Coïncidence : Stéphane Richard est en campagne pour un nouveau mandat à la tête du géant des télécoms. L'opération de relations publiques tombe à point nommé. L'anecdote prouve que les Napoleons, en quelques mois, se sont imposés comme le cercle de pouvoir qui compte le plus aujourd'hui en France. LeParisien.fr 1 décembre 2017

- L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 30 novembre 2017

Extrait

Quelque peu sadique, Harvey, qui a 65 ans, s'était attaqué à des stars, depuis Jane Fonda et Angelina Jolie jusqu'à Gwyneth Paltrow, qui avaient gardé un bien étrange silence syndical avant que l'actrice Rose McGowan ait le culot de faire découvrir les Sodome et Gomorre bibliques que sont les royaumes hollywoodiens où siège Weinstein.

Rose McGowan ne s'est pas privée de signaler que le patron d'Amazon et philanthrope Jeff Bezos (l'homme le plus riche au monde, avec près de 90 milliards de dollars [7]), qui est propriétaire du Washington Post, est un rempart protecteur pour la pédophilie ; elle a aussitôt vu son compte Twitter censuré [8]. Le puissant GAFAT (Google, Apple, Facebook, Amazon et Twitter) protégerait-il le réseau sexo-criminel d'Hollywood ?

Certes, la conduite pendulaire et peu édifiante des stars iconiques laisse à désirer ; la jadis admirable Meryl Streep avait couronné Weinstein en le qualifiant de « Dieu », avant de participer ardemment à la curée. Le cercle vicieux, à proprement parler, constitué par l'entente des mondes financier, du divertissement et des médias, a pu s'offrir le luxe de cacher les turpitudes de Weinstein pendant presque un demi-siècle, souligne le New York Times [9].

Tout le monde peut se tromper : Harvey Weinstein avait reçu, il y a à peine deux ans, la médaille humanitaire du Centre Wiesenthal qui se qualifie de « Groupe international pour les droits humains juifs » [10]. Et il avait décroché un Oscar en 1999 pour son Shakespeare amoureux ; il avait brillé lors des campagnes des deux Clinton et de Barak Obama, et récolté des fonds énormes pour le Parti démocrate [11].

Avec un sens politique certain, les personnalités saillantes du dit Parti démocrate ont annoncé qu'elles restitueraient les dons empoisonnés, qui seraient redirigés vers des institutions caritatives ; mais la Fondation Clinton s'est abstenue.

Le Daily Mail, lié au MI6, le services d'espionnage britannique, s'en est donné à cœur joie, étalant le sexo-scandale, et offrant en exclusivité l'info selon laquelle Chelsea Clinton, dont la carrière politique se trouve quelque peu fragilisée, avait refusé de répondre aux journalistes quant à la restitution du quart de million de dollars reçus par la Fondation Clinton de Weinstein ; son père Bill a dû la faire protéger par une équipe de sécurité pour écarter les médias . Apparemment les filles de présidents démocrates se laissent séduire, au plan financier s'entend : Malia, fille d'Obama, jouit actuellement d'une bourse alimentée par Weinstein.

David Walsh, du WSWS boycotté par Google, a fait savoir qu'en 2012, la télévision avec l'industrie du cinéma et de la musique avaient contribué à hauteur de 81 % au financement du Parti démocrate, mais qu'en 2016 la même industrie du divertissement avait versé 23,6 millions de dollars à Hillary, alors que Bernie Sanders n'en obtenait qu'1,2 millions, et Trump à peine 388 000 [12]. (...)

Mais quelque chose ne colle pas : les turpitudes du serial pervers ont été révélées par le New York Times, qui est pratiquement l'organe du Parti démocrate, et où la cabale de George Soros jouit d'une influence colossale.

S'agirait-il d'un tir allié ? Ou bien d'un règlement de comptes entre groupes israélo-US, au moment où entrent en collision les intérêts du duo Netanyahu/Adelson, les alliés suprêmes du suprématisme trumpien, et ceux de Soros, le plus anti-trumpiste au monde, dont l'un des vassaux au Mexique a exigé l'assassinat public de Trump [15] ?

Cela relèverait-il d'un règlement de comptes hémorragique au cœur du libéralisme israélo-usien, où l'on voit même Bob, frère

et compère de Harvey Weinstein, réclamer sa décapitation, en mode cannibale ? Ou d'une déchirure sanguinaire dans le groupe Soros ? On le saura bientôt.

La dépravation sexuelle de Hollywood, exposée depuis plus de cinquante ans et liée aux mafias du pouvoir, n'est pas une nouveauté. Elle pratique désormais son outsourcing, sa délocalisation, dans la mesure où elle est indissociable du monde financier (les investissements cinématographiques), du divertissement et de l'information, autant que du domaine politique.

Déjà en 1959, le cinéaste maudit et écrivain controversé Kenneth Anger avait publié Hollywood Babylone [16], étalant les secrets les plus sordides de ce milieu, au point d'être interdit aux USA, ce qui contrevenait au premier amendement de la Constitution US ; le livre avait alors été déterritorialisé, et publié en France. Vingt-cinq ans plus tard, le même Kenneth Anger publiait Hollywood Babylone II, qui couvrait la période des années 1920 jusqu'aux années 1970. Il essaya ensuite de publier un Hollywood Babylone III, avec une vaste enquête sur les dépravations de Tom Cruise et de l'Eglise de scientologie. Mais il semble avoir été retenu par la peur d'être assassiné. (...)

Notes.

[7] "Amazon CEO Jeff Bezos Becomes Richest Man in the World", Nucas Noland, Breitbart, July 24, 2017.

[8] "Rose McGowan Torches Jeff Bezos on Twitter : 'Stop Funding Rapists, Alleged Pedos, and Sexual Harassers'", Allum Bokhari, Breitbart, October 12, 2017

[9] "Meryl Streep Once Called Harvey Weinstein a 'God,' Now Actress Is Calling Him 'Disgraceful'", Janice Williams, Newsweek, October 9, 2017.

[10] "Wiesenthal Center isn't withdrawing prize given to Harvey Weinstein, but denounces him", Ben Sales, Jewish Telegraphic Agency, October 9, 2017.

[11] "Chelsea Clinton runs from questions about handing back Harvey Weinstein's tainted \$250,000 donations - and her father deploys security to keep the Press away", Alana Goodman, Daily Mail, October 14, 2017.

[12] "The politics of the Harvey Weinstein scandal", David Walsh, World Socialist Web Site, October 12, 2017

[13] "Jewish site refers to Harvey Weinstein as a 'Jewish kind of pervert'", Aaron Bandler, Jewish Journal, October 10, 2017.

[14] "NY Attorney General Probes Weinstein Co. ; Woody Allen Next Film Features Sex Between Adult and 15-Year-Old Girl ; Oscar-Winner Haggis : Hollywood Finished", Jerome Hudson, Breitbart, October 13, 2017.

[15] « El twitt que borró Krauze Kleinbort de Televisa que incita al magnicidio de Trump », Alfredo Jalife-Rahme, November 25, 2016.

[16] Hollywood Babylone, Kenneth Anger, Jean-Jacques Pauvert éd., 1959.

Source : « L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique), Réseau Voltaire, 30 novembre 2017, www.voltairenet.org/article198930.html

[Confirmation. Quand le capitalisme est passé de la pornographie de masse à la pédophilie de masse.](#)

- Commentaires pédophiles: YouTube supprime plus de 150.000 vidéos d'enfants - AFP

Le site américain YouTube (Google) a effacé des dizaines de milliers de vidéos d'enfants qui s'accompagnaient de commentaires au ton très déplacé, voire à caractère pédophile, a annoncé jeudi la plateforme qui tente de rassurer ses annonceurs publicitaires. AFP

De la même manière YouTube ou Google sert de support à la diffusion de la propagande des barbares de Daesh, Al-Nosra et cie., donc les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

[Obama-Clinton financés par les barbares wahhabites](#)

Comme le montrent les dossiers de la fondation elle-même, l'Arabie saoudite a versé entre 10 et 25 millions de dollars au fil des ans, le Qatar a versé entre 1 et 5 millions de dollars, tandis que d'autres gouvernements, sociétés et particuliers du Golfe ont versé entre 13 et 50 millions de dollars de plus.

Ce n'est pas une fausse nouvelle, mais la vérité. De plus, c'est une vérité scandaleuse parce qu'elle montre que Clinton prend de l'argent des gens qui financent les mêmes organisations terroristes qu'elle prétendait combattre. (...)

Non seulement il (le Times -ndlr) n' a jamais dit un mot sur le courriel Clinton de 2014, mais il s'en prend maintenant à RT pour avoir diffusé des nouvelles sur lesquelles il s'est assis depuis des mois.

Qu'est-ce qui se passe ici ? Le Times laisse-t-il entendre que la vérité n'est pas pertinente et que la seule chose qui compte, c'est d'où elle vient ? S'agit-il de dire que ce qui est dit importe moins que celui qui le dit ; et que si c'est RT, WikiLeaks, ou qui que ce soit, nous devons tous nous boucher les oreilles pour que le message soit bloqué ?

Pendant que le Times pourchassait RT, le Washington Post annonçait publiquement la nouvelle sensationnelle que le cabinet d'avocats de la campagne Clinton avait payé pour le fameux dossier Christopher Steele, célèbre pour avoir accusé Trump d'avoir payé deux prostituées pour uriner sur un lit d'hôtel à Moscou, autrefois occupé par Barack et Michelle Obama.

Après avoir accusé la campagne de Trump de collaborer avec des agents étrangers pour influencer une élection américaine, il s'avère que les Démocrates, ou du moins leurs avocats, ont non seulement collaboré, mais ont engagé un agent étranger, Steele, un ancien du MI6, la version britannique de la CIA, à faire de même. (Et Steele a prétendu avoir amené des fonctionnaires russes à fournir des accusations non fondées visant à nuire à la campagne de Trump).

[https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=\\$10%252C000%252C001+to+\\$25%252C000%252C000](https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=$10%252C000%252C001+to+$25%252C000%252C000)

Politique française.

Il ne faut surtout pas qu'on sache que l'extrême droite est déjà au pouvoir.

- Solère : « Le clivage droite-gauche est devenu superficiel » - LePoint.fr

...ou encore...

- Création du parti politique "Agir" : "Nous voulons une droite capable de faire des coalitions", affirme Frédéric Lefebvre - Franceinfo

...ou encore en Allemagne...

- Merkel fait pression sur le SPD pour former une grande coalition - Reuters

Ce sera à celui ou celle qui sera le plus réactionnaire "sabre au clair".

- Virginie Calmels «J'aurais pu citer Ronald Reagan» Liberation.fr

La probable prochaine vice-présidente de LR est arrivée en politique grâce à Alain Juppé, après une carrière dans le privé. Se réclamant volontiers de Margaret Thatcher et d'un «libéralisme populaire», elle rejette le gaullisme revendiqué par une bonne partie de sa famille politique. Liberation.fr

- A Marseille, contre "l'eau tiède", Wauquiez vante une politique "sabre au clair" AFP

Laurent Wauquiez a vanté lundi à Marseille la politique qu'il mènerait "sabre au clair", en déroulant un discours sur l'identité, l'autorité et la dénonciation de "l'assistanat" et en fustigeant les ralliements à la majorité présidentielle. AFP

- Valls : Macron «fait des choses que j'aurais aimé faire» - LeParisien.fr

« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère ». (Jean-Jacques Rousseau - Le Contrat social)

- Aymeric Caron : « Je prône une société dans laquelle il y aurait très peu de lois » - Publicsenat.fr

« En France, on est spécialiste des codes énormes avec des réglementations pour absolument tout. Thomas More, déjà à l'époque, prônait une société dans laquelle il y aurait très peu de lois. Mais avec à chaque fois une règle essentielle : être libre le plus possible tant que ma liberté ne nuit pas à celle des autres ». Publicsenat.fr

- Selon l'organisation internationale du travail, la protection sociale française est la plus chère du monde - Atlantico.fr

En oligarchie. Qui gouverne ? Qui va remplir cette "page blanche" ?

- AFP le 24 novembre : Les premiers mots de Delphine Gény-Stephann comme secrétaire d'Etat à l'Economie :

"Mon expérience politique se résume à une page blanche."

- Reuters le 30 novembre : "La République en marche, c'est une page blanche."

Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut de sondages Ifop.

Le populisme se pratique en famille ou ceci explique cela.

- Assemblée : entre les députés LREM et Mélenchon, le bon voisinage - Liberation.fr

Loin de ses diatribes contre les projets du gouvernement, le leader de La France insoumise tisse dans l'hémicycle des liens courtois avec les élus de La République en marche. Liberation.fr 29.11

J'ai lu dans cet article que Mélenchon allait jusqu'à se soucier de la santé de leurs enfants, parce que ces ordures se soucieraient du sort de nos enfants ou petits-enfants...

- Avec «l'Emission politique», LFI cherche un second souffle - Liberation.fr

Sur le plateau de France 2, ce jeudi, Mélenchon veut donner une nouvelle impulsion à son parti... Liberation.fr

Tribunes, interviews, plateaux téléés, ils ne ménagent pas leurs efforts pour accorder un large espace médiatique à l'histriion du régime... quitte à l'étrier au passage ! Ce type-là n'est vraiment aucune dignité, il nous dégoûte.

Le PS a touché le "fond".

- Trois Français sur quatre pensent que le Parti Socialiste peut disparaître - Le Huffington Post

Le Parti Socialiste va-t-il disparaître? Trois Français sur quatre (74%), dont une forte majorité de sympathisants de gauche (63%), croient possible que le Parti socialiste disparaisse au moins temporairement du paysage politique, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting diffus

Rachid Temal, coordinateur du Parti socialiste et sénateur du Val d'Oise.

Comment en est-on arrivé là au Parti socialiste ?

Je ne suis pas là pour dire à qui la faute. Je note qu'il faut travailler sur le fond pour revoir nos schémas, revoir nos propositions et garder nos valeurs, celles du combat contre l'injustice sociale pour l'émancipation individuelle et collective. Le Huffington Post

Tartuferie empoisonnée.

- Hamon voit un "espace considérable" à gauche, pour un "bloc progressiste et européen" - AFP

Tous les partis issus du PS et du PCF demeurent des appendices de ces partis réactionnaires, mais comme ils sont plus éloignés du pouvoir, ils peuvent faire illusion à peu de frais pendant tout un temps qui tant à se réduire. Cela vaut pour LFI. AFP

La crise du capitalisme est bien "durable".

- Sondage : 62% des Français pensent que Les Républicains vivent « une crise durable » - Publicsenat.fr

Selon notre sondage Opinion Way pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique...

Gladio et suite ou comment ils fabriquent et actionnent leurs terroristes.

- L'ultragauche: menace montante ou épouvantail politique ? - AFP

Résurgence de l'extrême gauche violente ou épouvantail agité par le politique ? L'ultragauche, à l'origine des revendications d'incendies de casernes de gendarmerie, inquiète de nouveau les autorités qui la croient "capable" de basculer dans le "terrorisme".

Fin octobre, il (Julien Coupat, chef du groupe de Tarnac - ndlr) affirmait au site Lundi matin que l'ultragauche, "épouvantail fatigué", "n'existe pas plus qu'hier en dehors des fichiers de renseignement".

"On peut en effet se poser la question : à quoi, à qui ça sert de créer de l'appréhension en parlant d'une menace terroriste ? Est-ce une manière de faire diversion, de stigmatiser ceux qui s'opposent ?", interroge le chercheur indépendant Jacques Leclercq, auteur de "Ultras-gauches. Autonomes, émeutiers et insurrectionnels", en soulignant le risque d'une "sur-dramatisation qui attise les violences".

Depuis 2008, on estime qu'ils sont toujours entre 200 et 300 engagés "dans une démarche insurrectionnelle", des hommes et femmes de 20 à 50 ans issus de tous les milieux sociaux. Quelques dizaines sont étroitement suivis par des services de renseignement.

Contrairement à l'ultradroite affaiblie par des dissolutions, l'ultragauche séduit les étudiants et les déçus de la politique et du syndicalisme.

Selon le SCRT, cette ultragauche "décomplexée ne peut que "poursuivre sa logique terroriste", tandis qu'un enquêteur relève "l'extrême précaution teintée de paranoïa des militants" qui leur permet d'échapper aux surveillances.

La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) va plus loin, qualifiant la mouvance de "pré-terroriste" car connectée avec ses alter ego en Europe (Italie, Allemagne, Grèce, Espagne) et affichant bien pour but de "troubler gravement l'ordre public". Toutefois, "elle ne dispose pas d'armes ni de réseaux de financement", contrairement aux jihadistes, souligne un responsable antiterroriste.

En marge d'une manifestation parisienne de l'automne, un militant du "black bloc" affirmait qu'"au-delà des rassemblements centralisés, l'avenir pourrait résider dans des actions isolées décentralisées".

Pour un responsable antiterroriste, "il ne peut être exclu qu'une poignée de militants bascule dans le terrorisme sur le modèle du groupe Action Directe", groupe armé d'extrême gauche à l'origine de plusieurs attentats dans les années 1980.

Pour Jacques Leclercq, plus que des actions d'ampleur, "il y a surtout une possibilité de dérapages, d'accidents, notamment avec les incendies" : "Il peut y avoir des situations dramatiques qui font qu'une situation se durcisse de part et d'autre". AFP 30 novembre 2017

Corruption. 34 milliards d'euros détournés par an des services publics.

- Argent public : le secteur associatif aiguise les appétits politiques - francetvinfo.fr

Le secteur associatif génère à lui seul près de 34 milliards d'euros de subventions publiques chaque année.

Forcément, cela attise nombre de convoitises...

Cette manne considérable est censée servir l'intérêt général, mais certains n'hésitent pas à utiliser l'argent public à des fins politiques.

"Pièces à conviction" a enquêté pendant six mois sur l'engrenage entre élus et associatifs. Clientélisme, détournement de fonds ou achats de voix, certaines petites associations de quartier comme de grandes structures se "shootent" à l'argent public... Un jeu dangereux qui commence toujours par une chasse : celle aux subventions. francetvinfo.fr

[Ils osent tout](#)

- Le combat humaniste de Macron - LeParisien.fr

- François Hollande plaisante: "Je suis fier d'être un révélateur de talents. - Le Huffington Post

- Pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, Emmanuel Macron se prête au dépistage - Le Huffington Post
- Laurence Debray - Comment Chávez a ruiné le Venezuela - LePoint.fr
- Répression des LGBT : le long chemin de la repentance d'Etat - Liberation.fr
- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters
- Fin de l'encadrement : les loyers déjà à la hausse ? - Liberation.fr

L'annulation, mardi, de l'arrêté d'encadrement des loyers à Paris par le tribunal administratif, donne déjà des ailes à certains propriétaires. Liberation.fr

- L'UE vote le renouvellement du glyphosate pour cinq ans - Reuters
- Glyphosate : José Bové "trouve dommage" que Stéphane Travert "ne soit pas sur la même position" qu'Emmanuel Macron - Franceinfo
- Wehring (MoDem) demande l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques à Paris - AFP

Et à l'ONU ?

- Le discours de Bernard-Henri Lévy à l'ONU - LePoint.fr
- Quand la Corée du Nord constitue une menace pour... Washington ! - Reuters
- Macron pour des sanctions contre Pyongyang, interpelle Moscou et Pékin - Reuters

Quand on sait qu'ils en sont à l'origine dont l'impérialisme français.

- Le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence sur l'esclavage en Libye - AFP
- Libye: Vers une task-force internationale contre les passeurs - Reuters
- Trafic de migrants: Macron pour l'envoi de forces policières africaines en Libye - AFP
- Pour mettre fin à l'esclavage, le pire crime contre l'humanité - L'Express.fr
- Yémen: une ONG dépose une plainte visant les EAU devant la CPI - AFP
- Des missiles tirés du Yemen vers l'Arabie saoudite semblent iraniens, selon l'ONU - Reuters
- Le président Erdogan mis en cause devant un tribunal new-yorkais - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Articles figurant par ordre chronologique.

Alors que le dépouillement de 70% des voix donnait vainqueur avec une avance confortable le candidat opposé à Juan Orlando Hernandez mis en place par les Américains après le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, étrangement (sic!) le serveur du Tribunal suprême électoral (TSE) est tombé en panne pour finalement annoncé quelques jours plus tard un résultat inverse.

Mais ce qui choque les puissances occidentales et leurs médias ou encore l'UE ce n'est pas cette fraude grossière, mais les manifestations de rue qui n'ont pas cessé depuis.

- Honduras: L'opposant Nasralla disposerait d'une avance irréversible - Reuters

Salvador Nasralla, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de dimanche au Honduras, dispose d'une avance irréversible sur le chef de l'Etat sortant, Juan Orlando Hernandez, a annoncé lundi l'un des quatre juges qui supervisent le processus électoral.

Après dépouillement de 70% des voix, il avait cinq points d'avance, a précisé Marcos Ramiro Lobo. "Les experts techniques ici disent que c'est irréversible", a-t-il ajouté.

Hernandez, grand allié des Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration, revendique un bilan positif sur les fronts de la sécurité et de l'économie depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Il a fait baisser le nombre des homicides, la croissance a été accentuée et le déficit réduit.

Il a été autorisé à briguer un second mandat grâce à une décision de la Cour suprême qui a annulé l'interdiction d'un second mandat inscrite dans la Constitution.

Les autres partis politiques ont d'autant moins apprécié que Juan Orlando Hernandez a soutenu le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, qui avait proposé un référendum sur la question d'un second mandat. Reuters 28 novembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude - AFP

Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi. AFP 1 décembre 2017

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit. AFP 1 décembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude AFP

Tegucigalpa (AFP) - Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi.

Signe des tensions grandissantes, jeudi la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de centaines de partisans de M. Nasralla devant le siège du TSE. Ces derniers ont répliqué en lançant des pierres contre les policiers et en incendiant des barricades.

La veille, l'opposant avait accusé le tribunal de fraude et appelé ses sympathisants à se mobiliser pour défendre ce qu'il considère comme sa victoire. Ils ont manifesté dans une demi-douzaine de villes, bloquant des routes en brûlant des pneus.

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

- Appel de l'OEA -

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit.

Salvador Nasralla, 64 ans, s'est présenté comme le candidat anti-corruption et a bénéficié de son image d'outsider.

Arrivé au pouvoir en 2013 après des élections contestées par la gauche, Juan Orlando Hernandez, 49 ans, avait été autorisé par la Cour constitutionnelle à se représenter alors même que la Constitution du Honduras interdit toute réélection.

Jeudi, l'ex-président de gauche Manuel Zelaya, renversé en 2009 par un coup d'État militaire et dirigeant de la coalition de M. Nasralla, a proposé un recomptage en direct à la télévision des procès-verbaux litigieux et en présence des observateurs internationaux.

"Qu'ils (les magistrats du TSE) ne disent pas qu'ils vont faire seuls le recomptage car nous n'avons pas confiance" en eux, a-t-il déclaré.

Jorge Yllecas, militant du Front patriotique pour la défense de la Constitution, a souligné la perte de crédibilité du TSE.

"Aujourd'hui nous avons un tribunal électoral sans crédibilité, responsable de cette crise en agissant comme un subalterne du président. Il a créé une crise, une confrontation qui peut avoir des conséquences fatales", a-t-il prévenu. AFP 1 décembre 2017

- Le Honduras toujours sans président, l'opposition dans la rue - AFP

Le dirigeant de l'opposition Juan Barahona a appelé à protester dans chaque quartier. "Jour et nuit, nous allons descendre dans la rue car c'est la seule façon de revenir sur ce vol de la présidence", a-t-il déclaré.

L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, responsable de la mission des observateurs de l'Union européenne (UE), a condamné les violences et appelé "au calme et à attendre que les résultats puissent être vérifiés par tous les acteurs".

La représentation des Nations unies à Tegucigalpa a appelé les manifestants à exercer leur droit à la liberté d'expression "de manière appropriée" et les policiers à "remplir leurs fonctions dans le respect des droits de l'homme". AFP 2 décembre 2017

Venezuela

- Venezuela: trois raisons pour expliquer la résilience de Nicolas Maduro - AFP

Nicolas Maduro, président du Venezuela depuis 2013, a survécu à un cocktail explosif d'épreuves qui ferait chuter le chef de l'Etat dans nombre de pays. Mais le dirigeant vénézuélien tient bon et va même briguer un nouveau mandat en 2018.

Maduro et son camp doivent leur longévité à un contrôle des pouvoirs associé à une alliance de fait avec l'armée, avec la présence de plus en plus marquée de militaires au sommet du pouvoir.

Le camp présidentiel "essaye de consolider sa structure clientéliste pour se maintenir au pouvoir", estime le politologue Luis Salamanca.

Pour toutes ces raisons "nous continuons à croire que Maduro sera en mesure de manipuler avec succès les conditions de l'élection de l'an prochain afin de s'assurer la victoire et rester au pouvoir". AFP 1 décembre 2017

- Venezuela: un ex-ministre et un ex-président du groupe pétrolier PDVSA arrêtés - AFP

Les militaires vénézuéliens ont arrêté jeudi l'ex-ministre du Pétrole et l'ancien dirigeant du groupe pétrolier d'Etat PDVSA, relevés quatre jours plus tôt de leurs fonctions dans le cadre d'un scandale de corruption, a annoncé le parquet. AFP

Argentine

- Argentine Près de 50 condamnations pour les crimes de la dictature - Libération.fr

Quarante-huit anciens militaires argentins ont été condamnés mercredi à la prison, dont 29 à perpétuité, pour des crimes commis à l'Ecole de mécanique de la marine (Esma), principal centre de tortures pendant la dictature argentine (1976-1983). Les accusés étaient jugés pour tortures de détenus politiques, exécutions illégales, rapt de bébés (de femmes ayant accouché en détention) et les tristement célèbres «vols de la mort». Le verdict marque l'issue d'un procès géant, le plus important de l'histoire de la justice argentine, concernant 789 dossiers et un total de 54 accusés, dont six ont été acquittés. Liberation.fr 1 décembre 2017

Inde

Quand les classes moyennes ont porté l'extrême droite au pouvoir en Inde.

- Inde : les hindous ultras enragent contre le Taj Mahal - liberation.fr

...l'offensive idéologique des nationalistes hindous ne fait que débiter. «Leur objectif est de démontrer que la période moghole et musulmane a été un temps d'esclavage pour les hindous, et que les musulmans d'aujourd'hui doivent leur religion aux envahisseurs, analyse l'écrivain spécialisé sur la mouvance nationaliste hindoue Nilanjan Mukhopadhyay. Cela permet de créer de l'animosité envers les musulmans en les présentant comme des descendants de l'ennemi.» Dans la plupart des Etats conquis par le BJP, des comités dirigés par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), bras idéologique du BJP, révisent ainsi les manuels scolaires pour valoriser les nationalistes, atténuer leurs crimes et effacer les bienfaits de l'époque moghole. Certains chercheurs de centres publics se plaignent également de la confusion croissante entre mythologie hindoue et données scientifiques.

Selon Nilanjan Mukhopadhyay, cette politique hindouiste et clivante est au cœur du programme du Premier ministre, qui a grandi dans les rangs de ces paramilitaires nationalistes hindous du RSS. Narendra Modi a déjà été accusé d'avoir laissé se dérouler les pogroms antimusulmans de 2002, qui ont fait près de 2 000 morts dans l'Etat du Gujarat (nord-ouest), qu'il dirigeait. «Tant que l'économie se porte bien, cette idéologie est atténuée, poursuit Mukhopadhyay, également auteur d'une biographie de Modi. Mais elle ressurgit dès que ça ralentit.» Et, de fait, contrairement aux promesses de relance et d'emplois faites par ce gouvernement, la croissance économique annuelle a chuté à 5,7 % en juin, contre 9,1 % un an auparavant. Son plus bas niveau depuis trois ans. Lors de sa campagne de 2013, Narendra Modi a assuré qu'il créerait 10 millions d'emplois par an - soit environ le nombre de jeunes Indiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Mais depuis son arrivée au pouvoir en mai 2014, seulement 823 000 emplois ont été créés, contre un besoin estimé à 16 millions. Pire, sa mesure de démonétisation (mise en œuvre en novembre 2016) qui a soudainement invalidé l'essentiel des billets en circulation pour lutter contre l'argent sale, a frappé de plein fouet l'économie informelle, qui opère surtout en liquide et emploie plus de neuf Indiens sur dix. Conquête

A dix-huit mois des élections législatives nationales, le plan B, centré sur une politique hindouiste, serait donc en train d'être déployé. Ainsi, Yogi Adityanath, considéré comme un radical embarrassant par le BJP avant sa victoire nationale de 2014, est à présent exhibé dans tout le pays comme l'une de ses figures de proue : au Gujarat, il est venu soutenir les candidats du parti lors de leur campagne pour les élections législatives régionales, qui auront lieu dans une dizaine de jours, à l'issue d'une lutte politique acharnée.

Et dans le Kerala méridional, qui compte l'indice de développement humain le plus élevé du pays, Adityanath a osé conseiller au gouvernement local, tenu par l'opposition, d'apprendre du système de santé de son Etat. L'Uttar Pradesh est pourtant l'un des pires dans le domaine, et c'est dans l'hôpital public de la circonscription de ce ministre en chef que des dizaines d'enfants sont morts cet été, notamment à cause d'un manque de bouteilles d'oxygène. Peu importe les faits, le Kerala, qui compte 26 % de musulmans et 18 % de chrétiens, est une terre de conquête pour les hindouistes. Adityanath y a surtout milité contre les mariages entre musulmans et hindous, présentés par ces extrémistes comme un plan malicieux appelé le «jihad de l'amour». liberation.fr 02.11

[Haut de page ↗](#)

Le 10 décembre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (40 pages)

Ni Charlie, ni Macron, ni Johnny !

Je suis Gaza, Marx, Hendrix !

Ils croyaient que des centaines de milliers de personnes, voir un million ou plus allaient se précipiter sur les Champs-Élysées : C'est raté !

Euronews - ...un impressionnant cortège funéraire a parcouru les Champs-Élysées, applaudi par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Euronews 9 décembre 2017

Vous aimez la musique, cela tombe bien moi aussi, avant-hier j'ai téléchargé quelques morceaux en concerts de Miles Davis, Art Blakey, Stan Getz, Chick Corea, Herbie Hancock, et deux trios John Coltrane, Stan Getz, Oscar Peterson et Dizzy Gillespie, Jon Faddis, Arturo Sandoval...

Je n'écoute pas que Satriani ou Vai ou Beethoven, et vous ?

Ce portail ne s'adresse pas à ceux qui ont un comportement addictif à l'actualité et aux réseaux numériques.

Désormais la causerie sera hebdomadaire, ce qui présente plusieurs avantages, observer comment évolue une information au fil des jours sachant que ceux qui la font ont des intentions inavouables (orientées), particulièrement malsaines, toxiques ou nocives pour ceux auxquels elles sont destinées, mais aussi d'observer l'évolution du comportement des différents acteurs qui est très révélateurs. Cela permet aussi de mettre en relief les liens qui existent entre des faits qui sinon seraient passés inaperçus, ce qui ne peut qu'aider à mieux comprendre la situation.

A l'heure qu'il est, il reste environ deux semaines avant que ce portail disparaisse...

[Le vers était dans le fruit ou quand la Caf tapine pour Orange](#)

Courrier reçu de la Caf des Bouches-Du-Rhône par mon épouse à Aubagne.

Demande de réduction sociale téléphonique

Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de cette réduction ?

1- Etre bénéficiaire de l'allocation de base du RSA (ressources inférieures au minimum de revenu garanti), de l'allocation adulte handicapé, ou de l'allocation de solidarité spécifique.

2- Avoir un numéro de téléphone fixe. Les abonnements au téléphone mobile ne donnent pas droit à cette réduction.

Renvoyez immédiatement votre demande à l'adresse suivante :

Orange - MKT / RDST - BP 769 - 86030 Poitiers Cedex

Notice Explicative

- Attention ! Tous les opérateurs n'offrent pas cette réduction.

- Attention ! Il est inutile d'appeler votre organisme social puisqu'il n'a pas pour mission de traiter votre demande.

Bon, ça va on a compris, si on vous refuse cette réduction, changez d'opérateur et adoptez Orange !

[Un article pour en savoir plus sur l'Allemagne.](#)

V. Giacchè : « Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest »

<https://www.les-crisis.fr/v-giacche-vingt-sept-ans-apres-lallemagne-de-lest-ne-sest-pas-remise-de-son-annexion-par-louest/>

Source : <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2017/10/v-giacche-vingt-sept-ans-apres.html>

[Les trois principaux ingrédients de la propagande officielle : Le mensonge, la peur, la haine.](#)

Les principaux instruments auxquels ont recours les représentants du régime dictatorial en place pour discréditer et éliminer ou réduire au silence toute forme d'opposition : La suspicion, la délation, l'amalgame, les accusations sans preuve ou leur fabrication, le témoignage anonyme ou les faux témoins, la calomnie.

Les principaux procédés employés : Le recours à des justiciers, journalistes, historiens, spécialistes, experts, scientifiques, universitaires, etc. tous connus des médias pour avoir adopté l'idéologie néolibérale, le procès d'intention dignes des procureurs de l'inquisition ou du maccarthysme, le lynchage public, l'absence du droit à la défense pour les personnes victimes de leurs accusations, le non-respect de la présomption d'innocence.

Il ne manque plus que la mise hors la loi du mouvement ouvrier et des organisations ou supports qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, les enlèvements, l'arrestation, la torture, l'assassinat des opposants (à des degrés divers) au régime.

[Parole d'internaute.](#)

1- *"Parce que soyons clair, les USA, c'est quoi? On peut réduire ça à la Nouvelle Angleterre puritaine qui aurait préempté l'efficacité capitaliste des Hollandais de New-York, cette alliance irradiant ses valeurs et intérêts sur tout le nord est.*

- Puis, alliée au Sud, elle extermine les Mexicains pour augmenter le lebensraum.

- Puis, gêné par le Sud, elle l'extermine en pretextant, à posteriori, une abolition d'esclavage, esclave à qui elle se gardera bien de donner le moindre droit pendant encore un siècle. Le Sud soumis, elle extermine gaiment les millions de natifs "sauvage sans

pitié ni merci" au nom de la civilisation pour augmenter le lebensraum.

- Puis, elle fait pêter un de ses propres cuirassé pour pouvoir exterminer la présence Espagnol et installer des régimes bananiers partout à la place. En faisant quelque millions de morts au passage au nom de l'humanisme.

- Puis elle vient tirer les marrons du feu d'une guerre européenne où elle se gave et s'allie avec le plus fort du moment.

- Puis, elle se fache avec les Japonais qui ont le toupet de leur marcher sur les pompes en Chine. Et, au nom des droits de l'homme, elle accule ce pays à une guerre qu'il ne peut pas gagner. Elle aide des fachisme et nazisme anti-communistes (sa terreur absolue), puis se gave encore plus de la nouvelle guerre et intervient en sauveur une fois que tout est fini, à peu de frais, et installe ainsi un impérium quasiment mondial.

- Puis, la paix venue, elle invente un ogre soviétique agressif inexistant pour justifier des millions, des dizaines de millions de morts au nom de la Liberté et remplacer les anciennes puissances coloniales.

- Puis, elle invente la guerre aux droits de l'homme à géométrie variable pour inventer le post colonialisme: la transformation en anarchie sanglante tout Etat qui résisterait à son impérium. Démocratie?"

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire de guerre ponctuée de périodes de paix pour certains peuples et la guerre pour d'autres, et la guerre tout le temps à l'intérieur contre la classe des exploités et des opprimés. Ce qu'ils appellent la démocratie, c'est le droit du peuple à participer à sa propre exploitation et oppression, mais jamais à son émancipation.

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire d'esclavage, agrémentée d'un soupçon de liberté arrachée par la lutte de classe des opprimés.

2- *"C'est parce qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.*

Ce n'est pas facile d'accepter que son pays est depuis l'origine le cœur du problème. Les USA, depuis le développement des 1ères colonies au 17ème siècle ont toujours été le problème.

Leur indépendance, qu'ils appellent aussi leur révolution, était d'abord et avant tout une révolte des élites locales contre les limites et contraintes sur le gouvernement britannique avait décidé d'imposer à leur expansion au détriment des amérindiens.

La liberté au nom de laquelle ils se sont rebellés, c'était la liberté de voler et chasser ou tuer les amérindiens. La liberté aussi d'établir leur propre ploutocratie.

C'est cela qu'ont fait les pères fondateurs.

C'est cela qu'a fait Jackson.

C'est cela qu'a fait Lincoln qui n'était qu'une pourriture raciste parmi d'autres (lois interdisant aux noirs libres de s'installer dans son État d'Illinois), mais qui était vendu aux lobbies industriels protectionnistes du nord et qui voulait donc taxer le sud massivement exportateur.

Idem avec Teddy Roosevelt, Wilson, « saint » Kennedy."

[Ce qu'il nous faut intégrer dans notre analyse et notre conception de la lutte de classe.](#)

- "...un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations..."

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum... (Lettre à F. Mehring - Friedrich Engels 14 juillet 1893)

Cela n'a pas seulement "fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations",

mais aussi d'en changer en fonction des circonstances, de tenir un double langage, d'être socialiste en parole et impérialiste en acte...

A "la manière dont se constituent ces représentations", il y a également lieu d'ajouter la manière dont elles se transforment au gré des besoins du capitalisme ou sous l'influence de la crise du capitalisme, de la lutte des classes, sinon on risque de ne pas comprendre pourquoi ce qui était possible hier dans les médias par exemple ne l'est plus aujourd'hui.

L'étude des représentations idéologiques est intéressante à condition de remonter à leur origine. Si vous prenez la SFIO par exemple qui a été créée au début du XXe siècle en regroupant sept courants politiques (c'est ce que j'ai lu), si son programme était socialiste, en revanche la majorité des ses composantes ne l'étaient pas vraiment et ne le sera jamais. Si maintenant vous caractérisez ce parti uniquement sur la base de son programme, vous ne risquez pas de comprendre ni comment il devait évoluer ni pourquoi, et vous tendrez à vouloir lui faire jouer un rôle au côté de la classe ouvrière pour lequel il n'a pas été créé. Le PCF qui en est issu n'était pas réellement un parti communiste selon Lénine et Trotsky et il ne le sera jamais. Cela vaut évidemment pour le PG ou LFI

Que fait Mélenchon, il s'attaque au contenu des médias à défaut de s'attaquer à la forme, auquel cas ils l'ignorerait ou le censureraient. Quand il dénonce le racisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, etc. il ne fait pas autre chose, il brasse du vent pour faire avancer son pédalo qui ne nécessite pas de permis particulier.

Mélenchon est un pur produit des institutions et des médias, il ne peut donc pas admettre qu'ils le traitent en paria et de devoir les désertir sous peine de cesser d'exister, aussi est-il prêt à se renier à la première occasion, c'est donc un opportuniste doublé d'un lâche pour ne pas dire pire encore. Trois exemples tout frais d'hier.

1- Avait-il à peine annoncé la volonté de créer un tribunal pour juger les médias que cela avait généré un tollé général chez les bien-pensants, qu'Eric Coquerel s'empressait de faire amende honorable en reconnaissant à l'Assemblée nationale que "Le mot "tribunal", (Mélenchon) l'a dit lui-même, n'était pas le plus approprié" pour le remplacer par un "conseil de déontologie", moins brutal. (AFP 6 décembre 2017).

2- De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaumont, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment.

M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débatte" avec Pierre-André Taguieff : un certain Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue))

Question : Vous vous voyez partager la vie d'un fachos sans en partager les idées ?

3- Après la mort de Johnny Hallyday, le porte-parole de Mélenchon, Alexis Corbière, avait posté le twitt suivant : "la triste mort de #JohnnyHalliday" ne devait pas "faire oublier le nouveau mauvais coup" que préparerait l'exécutif sur le Smic", pour l'effacer quelques dizaines de minutes plus tard suite à des critiques, pour finalement s'excuser au garde-à-vous le petit doigt sur la couture du pantalon de l'union nationale : "j'ai fait une bêtise dans le sens où c'est maladroit, c'est un manque de tact. Plein de gens ont l'impression que c'est un manque de respect à Johnny, ça me touche, j'aime beaucoup Johnny".

Ces charlatans ne se demanderont pas si leur comportement n'est pas "un manque de respect" pour les électeurs qui ont voté pour eux. Ils s'en foutent éperdument, à leurs yeux ce qui compte davantage c'est ce que pensent d'eux les médias, car sans eux ils seraient invisibles, inaudibles. Ils veulent plaire à tout le monde, et comme c'est impossible ils vont finir par être détestés par tout le monde, et ce n'est pas nous qui les plaindront ou qui regretteront leur disparition.

4- François Ruffin, après avoir écopé d'une sanction de 1 378 euros pour avoir porté un maillot de football à l'Assemblée nationale, il a remis son pull «en apaisement». (Source : Le Parisien 07 décembre 2017)

Vous imaginez un instant ces Mélenchon, Corbière, Coquerel ou Ruffin faisant l'objet de menaces sérieuses, ces parasites en chieraient dans leur froc. Qui maintenant peut imaginer qu'ils auraient assez de courage pour affronter le régime, qui ne comprend pas qu'ils en sont totalement incapables et que ce sont des charlatans qui trompent sciemment les travailleurs qui leur font confiance. Ce sont des imposteurs, voilà tout.

Numéro d'un illusionniste.

- Mélenchon étrille "L'Emission politique" et veut un "tribunal" contre les médias "menteurs". - AFP

Jean-Luc Mélenchon a accusé lundi France 2 de lui avoir tendu un "traquenard médiatique" lors de "L'Emission politique", appelant à la création d'"un tribunal professionnel" des médias pour sanctionner symboliquement "les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs".

"Ici les journalistes Léa Salamé, François Lenglet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique, ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément", accuse lundi le leader de la France insoumise sur son blog à propos de son passage dans cette émission jeudi dernier.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'information de France Télévisions a indiqué qu'elle "rejette fermement les accusations de "guet apens" et de "traquenard" et soutient pleinement l'équipe de l'Emission politique, dont certains membres ont fait l'objet d'attaques ad hominem".

En outre, la direction de l'information a affirmé que Jean-Luc Mélenchon "a fait l'objet de la même préparation dans le cadre de l'émission que les autres invités qui l'ont précédé". Elle relève que le leader de la France insoumise "n'en est pas à sa première participation à l'Emission politique et a déjà été soumis aux mêmes séquences et au même traitement que les autres invités".

Revenant longuement sur l'émission de jeudi soir, Jean-Luc Mélenchon estime que les trois journalistes ont notamment "faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner "des Français moyens"" qui ont défendu les pesticides et des "voleurs du fisc".

"Après de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ?", s'interroge-t-il, regrettant qu'il n'y ait "rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation".

Il propose donc la création d'"un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs", évoquant le lancement d'une pétition en ce sens.

Furieux de n'avoir pas connu à l'avance les sujets qu'allait aborder François Lenglet, le spécialiste économique de France 2, et d'avoir été interpellé sur la situation au Venezuela par Laurence Debray, qu'il accuse de "réciter les éléments de langage de l'extrême droite vénézuélienne comme un piano mécanique", M. Mélenchon a également peu apprécié d'être confronté à des agriculteurs défendant l'usage du glyphosate.

Dès vendredi, de nombreux Insoumis ont saisi le CSA, à l'initiative du politologue Thomas Guénolé, engagé à La France insoumise, pour protester contre "la présentation malhonnête de l'information", par France 2 à propos de deux de ses invités jeudi: Pauline Laigneau annoncée comme une directrice de PME, et Laurence Debray comme une historienne.

A l'appui d'articles de presse, ils accusent la première d'être "ouvertement tenante d'une position ultra-libérale" et qualifient la seconde d'"ex-banquière et macroniste".

Le CSA a confirmé lundi à l'AFP avoir reçu "plusieurs centaines" de signalements contre l'émission. AFP 4 décembre 2017

- "L'Émission politique": la Société des journalistes de France 2 dénonce les "attaques odieuses et inacceptables" de Mélenchon - huffingtonpost.fr

"La SDJ de France 2 apporte son soutien à Nathalie Saint-Cricq, Léa Salamé, et François Lenglet, cibles d'attaques odieuses et inacceptables de la part de Jean-Luc Mélenchon. Indigne d'un responsable politique", dénonce la société des journalistes de la chaîne. huffingtonpost.fr 5 décembre 2017

- Mélenchon lance une pétition pour "un conseil de déontologie du journalisme" AFP 5 décembre 2017

LVOG - Déontologie : Ensemble des règles et des devoirs régissant une profession. (Le Grand Robert). Mais comme disait Marx dans l'Idéologie allemande, la morale, elle ne tombe pas du ciel, elle est le produit de conditions matérielles et de certains rapports qu'elle cautionne au nom de la nécessité. Reste à savoir ensuite si pour la satisfaire vous empiétez ou non sur la liberté d'autrui.

En l'occurrence les médias appartiennent à des oligarques ou dépendent des banquiers pour exister. Donc ceux qui s'y expriment doivent forcément y être liés par un bout ou par un autre d'autant plus solide qu'ils ont pour mission de diffuser une orientation politique qui ne peut que correspondre aux besoins de l'oligarchie ou s'inscrire dans leur stratégie, en assurer le relais, la propagande auprès de la population pour qu'elle y adhère, ils ne sont pas neutres ou apolitiques, cela n'existe pas.

Cela concerne l'ensemble des journalistes et les tierces personnes qui interviennent à leur côté à leur demande.

Une fois ce constat posé, qu'est-ce que peut signifier vouloir leur imposer une déontologie, sinon nier qu'ils n'en auraient pas déjà une et qu'ils pourraient en changer, autant exiger d'un capitaliste qu'il cesse de l'être, donc cela revient à colporter cette illusion au profit de l'oligarchie qui contrôle les médias. Ils peuvent s'en prendre d'autant plus violemment à Mélenchon, qu'ils savent que sa déontologie tient de la trahison, du faussaire, qu'il est un escroc, un charlatan, ce qui est également le cas de la plupart des intellectuels et opposants autoproclamés au régime, qui voudraient le rendre plus présentable, plus supportable, ce qui suffit à leur donner bonne conscience, puisque de leur côté ils n'ont pas vraiment à se plaindre de leur statut ou des conditions matérielles que leur avait réservées le régime et qui ont contribué à façonner leur propre morale qui n'a rien à envier à celle qu'ils dénoncent.

A l'heure où l'information s'est substituée aux faits au point de verser systématiquement dans la désinformation, où les médias sont plus que jamais des instruments au service de la propagande de l'oligarchie, de l'OTAN... Ce sont les mêmes qui prétendaient que le capitalisme, l'Union européenne, l'ONU étaient réformables, qui aujourd'hui voudraient nous faire croire que les médias pourraient l'être également ou être au service de la vérité, alors qu'ils sont la propriété d'oligarques.

AFP - Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a lancé mardi une pétition pour la création d'un "conseil de déontologie du journalisme" qui serait "un recours pour faire respecter (le) droit à une information objective".

M. Mélenchon a estimé que "les fautes déontologiques" dont s'est, selon lui, rendu coupable France 2 à son égard "sont récurrentes dans cette émission" et "d'une façon générale".

"Les citoyens n'ont aucun moyen d'obtenir une rectification publique en cas de mensonge ou de duperie médiatique", regrette-t-il, rappelant que "cela ne fait pas partie des missions du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel".

"C'est un manque en République", tranche le député des Bouches-du-Rhône, ajoutant qu'un tel conseil existe en Belgique. "Tous les citoyens belges peuvent saisir cet organe en cas de manquement à la déontologie dans un reportage, une émission ou un article. Le média responsable est alors obligé de publier un rectificatif", détaille-t-il.

"Ainsi, les citoyens disposeraient d'un recours pour faire respecter leur droit à une information objective", ajoutent-ils. AFP 5 décembre 2017

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

Quand Mélenchon a quitté le PS pour fonder le PG, hormis une poignée d'élus, il était relativement peu connu et il ne disposait d'aucune base populaire pour lancer son parti, les médias ont tout de suite compris quel profit ils pourraient en tirer en lui accordant une tribune à gauche du PS, qu'il pourrait rapidement capitaliser en terme d'audience, de sorte qu'il roulerait à la fois pour le PS tout en affaiblissant davantage le PCF, qui pour limiter la casse devrait se rallier à lui sous la forme d'une coalition qui allait donner naissance au Front de gauche, tout en continuant d'être un allié du PS et de son appendice, les Verts ou EELV. Mais maintenant que le PS est à l'agonie ou a été réduit à une portion congrue, les médias lui retirent le tapis rouge qu'ils avaient déroulé sous ses pieds le temps de l'instrumentaliser avec sa complicité, car Mélenchon ne pouvait pas ne pas en avoir conscience, l'idiot utile est devenu embarrassant ou il ne leur est plus d'aucune utilité, alors ils tirent à boulets rouges dessus.

Mélenchon est un pur produit du système ou des institutions et des médias. Il fallait un parti qui capte l'attention des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière, pour qu'elles ne se tournent pas vers le reste de la classe ouvrière ou vers d'autres partis, puisque le PS ne pouvait plus remplir cette fonction. Il était destiné à jouer le rôle de supplétif du PS le temps qu'il soit liquidé par Hollande, Valls, Fabius et Macron, ensuite ce serait à son tour.

- Le lendemain de l'émission, par Jean-Luc Mélenchon - melenchon.fr, 04-12-2017

Mélenchon - "Il faut bien voir que tant de bassesses, de mensonges et de tromperies, si elles me sont en effet destinées pour m'humilier ou me dévaloriser, sont aussi autant de camouflés infligés au public. Car, au bout du compte c'est lui qui est le dindon de la farce, lui qui est jugé assez vil et stupide pour que n'importe quelle tromperie soit permise à son encontre. "

LVOG - Qui est "assez vil et stupide" pour cautionner, participer en toute connaissance de cause à ce genre d'opération, qui consiste justement à faire en sorte que le "public" en soit "le dindon de la farce", sinon Mélenchon. N'avait-il poussé l'opportunisme jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, à émettre à haute voix l'hypothèse qu'il aurait pu devenir le Premier ministre de Hollande puis de Macron ?

Encore un qui n'a pas saisi qu'un coup d'Etat avait eu lieu en France avec l'élection de Macron.

Mélenchon - "Pourtant, mon premier sentiment n'est pas la colère mais la déception. Cela peut paraître incroyable, mais j'ai cru

Léa Salamé de bonne foi quand elle m'a invité. Je l'ai cru quand elle m'a dit « on n'est pas en période électorale, je vous laisserai parler ». J'ai cru à un super débat sur les deux doctrines économiques en présence et ainsi de suite."

A force de prêter au capitalisme et à ses représentants des vertus qu'ils n'ont pas, on se fait prendre à son propre piège.

LVOG - Mélenchon est faussement naïf ou crédule, en fait il est imbu de sa personne au point de substituer à la réalité ses propres divagations, et de croire que ses ennemis seraient bien disposés à son égard ou qu'ils partageraient les bonnes intentions qu'il a à leur égard dans une sorte de respect mutuel, alors qu'ils sont engagés dans une guerre de classe ou un lutte idéologique à mort, et s'il l'ignore, c'est bien parce que ce n'est pas son cas.

LVOG - Le renégat Mélenchon n'a-t-il déjà pas jugé que le socialisme scientifique n'était que mensonge, tricherie, enfumage ?

Mélenchon - "Ici les journalistes Léa Salamé, François Langlet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique. Ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément. Ils ont faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner « des Français moyens ». Ils ont donné les moyens d'une défense des pesticides et des voleurs du fisc. Au près de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ? Il n'y a rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation. Mais la plainte pour mensonge, manquement à la déontologie, escroquerie aux témoignages n'a aucune instance professionnelle déontologique pour être reçue. Je propose donc qu'un tel recours existe. Je propose qu'il existe un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs."

Je vais donc lancer avec mes amis une pétition en ce sens. Une telle instance, m'a-t-on dit, existe en Belgique. Pourquoi n'existerait-elle pas en France ? Pourquoi serions-nous abandonnés aux manœuvres de gens aussi dépourvus de scrupules que nous venons de le voir avec cette « Émission politique » ou l'une quelconque des actuelles prestations du « service public » de l'information ? Est-il déontologiquement acceptable qu'un Apathie poste un ou deux tweet par jour contre la France Insoumise ? Qu'un Cohen ait pu inventer cette polémique sur l'Alba dans la campagne présidentielle sur la base d'informations fausses. Qu'un Lenglet dise des porte-parole d'un parti d'opposition qu'ils « aboient » et d'un chef d'État qu'il est corrompu sur la base d'une fausse information, rejetée même par l'opposition du pays concerné ? Cette honte doit cesser. La France ne doit pas devenir cette République bananière où les favoris du régime ont le droit à tous les abus de pouvoirs symboliques au mépris de la vérité et de la dignité la plus élémentaire."

LVOG - Les porte-parole ou représentants du capitalisme sont dénués de principe, de scrupule, de morale, hormis ceux qui servent les intérêts du régime ou de l'oligarchie qui leur rendent bien. C'est dans l'ordre des choses et il n'y a pas à s'en offusquer.

L'illusionniste a voulu faire croire aux travailleurs qu'une "révolution citoyenne" ou une "révolution par les urnes" pourrait changer la société. Or dans le monde depuis que le capitalisme existe aucun changement de régime ne s'est produit ni par le fait du législateur ni par le biais d'élections, mais uniquement par une révolution prolétarienne de type socialiste en Russie en 1917 (de type stalinienne en Chine et à Cuba, etc.)

On entend par changement de régime, le remplacement d'un mode de production par un autre, et non l'alternance au pouvoir de différents représentants ou partis tandis que le mode de production en vigueur demeure en place. En Russie, la révolution prolétarienne et socialiste fut si profonde qu'il fallut près de 70 ans à la contre-révolution thermidorienne pour instaurer un nouveau régime ou restaurer le capitalisme.

A ne pas confondre avec un changement de régime politique tel qu'il a pu s'en produire en Amérique latine par exemple qui laissa en place le mode de production capitaliste, de sorte qu'un jour ou l'autre il serait à son tour renverser par la réaction.

Quant à sa proposition d'installer un "tribunal professionnel" pour juger les journalistes ou plutôt les médias, elle est plus que du domaine du "symbolique", c'est une escroquerie pure et simple sachant qu'hier comme aujourd'hui ils n'ont jamais cessé de mentir, tricher, enfumer lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, je dirai même que c'est leur raison d'être, tout comme Internet ou les réseaux numériques, que les capitalistes n'ont pas créés pour satisfaire un besoin de la population mais bien plutôt pour mieux la conditionner et la faire adhérer à leur système économique ou à leur modèle de société.

Sa démarche consiste donc à faire croire une fois de plus qu'il pourrait en être autrement ou qu'il en fut autrement à une autre époque, c'est-à-dire que les médias pourraient devenir un instrument au service de la démocratie, alors qu'ils ont été conçus pour la combattre, autrement dit il s'emploie à nouveau à faire naître des illusions dans le régime et ses porte-parole.

A l'entendre, sous ce régime le capitalisme pourrait avoir un visage humain, la police pourrait être non-violente, la justice impartiale, les médias honnêtes, les patrons sociaux, les militaires humanistes, l'UE sociale et démocratique, l'ONU au service de la paix et du bien-être des peuples, bref, la réaction progressiste et Macron ou tout autre monarque et son gouvernement ou tout autre gouvernement pourrait oeuvrer au bonheur des travailleurs sous la Ve République.

Son discours se situe sur le même plan de la morale que ceux qu'ils accusent de s'en servir pour le clouer au pilori, après qu'il eut employé la même méthode scélérate envers les masses en fustigeant leurs préjugés, qui sont en réalité uniquement le produit du régime qu'il refuse d'affronter sur le plan politique.

Tout ce qu'on vient de décrire, Mélenchon le sait parfaitement, mais il n'en a cure, aveuglé par sa fatuité et son ambition personnelle, ainsi que l'orientation politique qu'il a délibérément adoptée, il n'a semble-t-il pas compris malgré plusieurs avertissements que son heure était passée ou qu'il était exclu du scénario dictatorial que ses mentors avaient conçu sur le modèle américain, dans lequel il n'existe aucune place pour les partis qui se contenteraient de protester contre les excès du capitalisme ou son orientation ainsi que leurs conséquences.

- *"Comme, dans leur imagination, les rapports des hommes, tous leurs faits et gestes, leurs chaînes et leurs limites sont des produits de leur conscience, les jeunes-hégéliens, logiques avec eux-mêmes, proposent aux hommes ce postulat moral : troquer leur conscience actuelle contre la conscience humaine, critique ou égoïste, et ce faisant, abolir leurs limites. Exiger ainsi la transformation de la conscience revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente. En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant "bouleversent le monde" les idéologues de l'école jeune-hégélienne sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité, lorsqu'ils affirment qu'ils luttent uniquement contre une "phraséologie". Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent rien qu'une phraséologie à cette phraséologie et qu'ils ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement, en se battant uniquement contre la phraséologie de ce monde."* (K. Marx - L'idéologie allemande)

Sans le reconnaître, c'est ce qui qualifie le mieux l'activité du conservateur Mélenchon et sa bande de bras cassés qui *"ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement"*, et qui entendent élever *"la conscience humaine"* ou modifier *"les rapports des hommes"* sans *"abolir leurs limites"* qui sont déterminées par les rapports sociaux de production en vigueur, sans abolir le capitalisme qu'ils n'entendent pas affronter, ce qui les amènent *"à l'accepter au moyen d'une interprétation différente"* purement démagogique.

Vous constaterez que Macron et LREM reprennent à leur compte les campagnes initiées en France par le PS et auxquelles ont participé Mélenchon, la pseudo-gauche de la gauche et extrême gauche, comment cela est-ce possible, sinon que sur le fond ils partagent bien les mêmes intérêts qu'ils camouflent à l'aide de variations idéologiques...

Gouvernement, oligarques et médias : Des escrocs "en bande décomplexée".

- A « Valeurs actuelles », une escroquerie en bande décomplexée - Liberation.fr

Un dirigeant de l'hebdo est mis en cause ainsi qu'un intermédiaire, lié à Olivier Dassault, fils de l'avionneur.

- Le ministère de l'Intérieur nomme un ancien journaliste de BFM TV comme porte-parole - LeParisien.fr

Dans son communiqué l'Intérieur précise : « Agé de 38 ans, Frédéric de Lanouvelle, a été reporter pour l'émission 7 à 8 sur TF1 pendant un an, après avoir été journaliste pour BFM TV pendant 9 ans. Ce spécialiste de la communication aura la responsabilité de porter la parole publique du ministère de l'Intérieur au quotidien auprès des médias, en lien direct avec le cabinet du ministre ». LeParisien.fr 2 décembre 2017

Désinformation et fabrication du consentement, France Info à la manoeuvre. C'est quoi le Qatar ? Un "petit pays" exotique !

- Controversé, mystérieux, riche... Le Qatar est un pays du Moyen-Orient atypique. - francetvinfo.fr

Une collusion d'intérêts déjà ancienne, permise, donc communément admise, pas de quoi fouetter un chat.

France Info - Lors de son déplacement au Qatar, le 7 décembre dernier, Emmanuel Macron a rappelé que la relation entre ce pays et la France « ne date pas d'aujourd'hui, et se caractérise par des liens économiques, culturels, sportifs et également stratégiques extrêmement importants. »

Quand l'argent coule à flot, on peut, mieux, on doit tout se permettre.

France Info - "...le pays (...) est également connu pour être un pays riche" et accessoirement après trois points de suspension "et controversé", ce qui signifie que ce dont on l'accuse n'est pas forcément fondé, par exemple sa participation politique et financière à la déstabilisation de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye, de la Syrie et de l'Irak notamment, ses liens avec les Frères musulmans, l'armement de différents groupes de barbares sévissant en Syrie par exemple.

Mieux, c'est contesté par le principal intéressé auquel France Info donne la parole, l'actuel émir Tamim ben Hamad Al-Thani qui, je cite France Info "dément : « Le Qatar est engagé dès le premier jour dans la lutte contre le terrorisme. Certaines informations, relayées par les médias, sont fausses, erronées. »", en revanche France Info se passera bien de reproduire les propos d'un des contradicteurs d'Al-Thani. Bref, chacun aura compris que les lecteurs étaient invités à se fier aux dénégations d'Al-Thani, voilà en guise d'impartialité. On comprend dès lors pourquoi Libération avait publié le 16 novembre un article dithyrambique sur France Info : L'Agence France Info : priorité au correct - Libération 16.10 (Dans la causerie du 19 novembre)

En réalité le Qatar n'est pas une monarchie archaïque et ultra réactionnaire, ne croyez pas ceux qui "*reprochent à l'émirat de limiter la liberté d'expression*", et pour cause il vient d'accorder "*aux femmes le droit de vote et le droit de conduire*", et peu importe si "*l'adultère reste interdit et l'homosexualité peut être punie de mort*", alors que France Info s'offusque du moindre propos misogyne ou homophobe en France ou ailleurs.

[Le fascisme rampant se répand dans la société.](#)

- J'accuse ! La soif d'injustice par Christopher Black — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

« J'accuse ! » La phrase d'Émile Zola qui a ébranlé un pays parce qu'il demandait justice pour un homme faussement accusé, la phrase dont on se souviendra à jamais, ainsi que de l'homme qui l'a écrite, est aujourd'hui utilisée pour condamner des gens, sans procès, sans audience équitable, sans droit de réponse, sans justice. La phrase « j'accuse » n'est maintenant plus une demande de justice, mais est considérée comme une preuve de n'importe quelle accusation qui la suit ; elle est devenue une demande d'injustice.

« J'accuse X de ceci. » « A accuse B de cela. »

Les médias (dûment horrifiés) s'écrient « Horreur ! Horreur ! Le tissu social se déchire. Pendez-le. Pendez-la. Pendez-les tous ! »

Les consommateurs de cette information, la masse des gens qui ont été dépouillés de leur raison et ne peuvent réagir que comme des automates irréflechis, répondent consciencieusement : « Avez-vous entendu ? Elle l'accuse de ceci. Terrible. Terrible. Il devrait être abattu et écartelé. »

« Avez-vous entendu ce que les Russes ont fait ? Mon Dieu, on devrait leur apprendre qui est qui. »

« Avez-vous entendu que Jean Dupont a fait ça pour... ? Il doit être puni. Ruinez-le. Jetez-le en prison ! », résonnent les cris de dérision.

Les lyncheurs sont de retour, mais cette fois ils tapent leurs appels à la punition sur les claviers de leurs ordinateurs et sur les médias sociaux. Les moulins à rumeurs font des heures supplémentaires. Les vigiles sont partout, les comités de surveillance, les informateurs, les avocats et les juges en chambre, les charognards qui salivent devant la vie d'autres gens qui désirent se venger pour que quelqu'un, quelque part, soit puni, pour quelque chose.

Ce peut être une accusation de nature sexuelle datant de décennies. Ce peut être une accusation politique du présent. Cela peut être une campagne de rumeurs diffusées dans les médias, jamais confirmées, mais répandues avec beaucoup d'indignation et accompagnées de regards de dégoût sur quiconque demande : « Mais est-ce vrai ? Y a-t-il une preuve ? Que s'est-il vraiment passé ? Comment le savez-vous ? Si c'est vrai, quel était le contexte ? Que doit-on apprendre ? » Ces personnes sont elles-mêmes accusées de défendre le crime dont l'accusé est accusé. Ça se passe comme ça. Le préjugé appelle la haine. La haine appelle le sang. Et nous nous appelons humains, civilisés, pondérés et bons.

Les premiers à se joindre à la foule, à appeler à la vengeance sont ceux qui se considèrent comme les plus vertueux, les plus libéraux, les plus dévoués à la justice et aux « droits de l'homme ». Mais tout cela n'est que la mode de l'époque. Ils prétendent croire au juste et au bien parce qu'ils n'ont aucune idée réelle de ce qu'est le juste, de ce qu'est le bien. Œil pour œil, dent pour dent est leur cri et au diable la justice, les procès. Si l'accusé nie l'accusation, pendez-le plus vite et plus haut. Si d'autres défendent son droit d'être entendu, pendez-les aussi.

Bertolt Brecht avait raison. « Mackie the Knife » est de retour en ville et prêt à poignarder, couper et crucifier sur un coup de tête.

Cela semble être un phénomène exacerbé aux États-Unis. Ces dernières semaines ont vu des accusations de nature sexuelle lancées contre une série de figures de Hollywood. Ce n'est pas du tout nouveau à Hollywood. Les feuilles à scandale en sont pleines depuis l'époque du cinéma muet. Mais la chasse d'aujourd'hui semble encore plus vicieuse que par le passé et reflète l'atmosphère politique toxique régnant dans l'ensemble du monde occidental, une atmosphère qui atteint son plus haut degré de toxicité aux États-Unis.

L'année dernière, nous avons vu des accusations absurdes portées contre des personnages politiques aux États-Unis sur

des connexions avec la Russie. Nous avons vu des dirigeants mondiaux faisant obstacle aux intérêts américains accusés de crimes de guerre. Assad a utilisé des bombes barils et des gaz contre des civils. Que la preuve du contraire soit envoyée en enfer. Maduro affame son peuple. Aucune preuve n'est nécessaire. Kim Il Sung [L'auteur veut probablement parler de Kim Jong-un, NdT] va tous nous tuer. On prépare la guerre. La série d'accusation est lancée à une telle cadence que nos têtes continuent à tourner en cherchant à garder une trace de tout cela.

Des pages entières de journaux et des heures d'informations télévisées sont consacrées à des choses qui n'ont jamais eu lieu. Des commissions d'enquête prétendent enquêter. Des présentateurs d'informations prétendent être alarmés. Des accusations sont lancées. Si une accusation est lancée, c'est qu'elle est véridique. C'est comme ça maintenant, une façon fascisante de répandre la suspicion partout.

L'acceptation sans conteste des accusations contre Kevin Spacey, pour prendre un exemple célèbre, et le déni de son droit à être entendu, l'acceptation de la destruction de sa vie et de sa carrière, sans procès, sans aucune possibilité de recours, permet plus facilement de convaincre la population que les accusations contre la Russie méritent qu'on agisse, contre la Syrie, contre le Venezuela, la Corée, l'Iran, contre Milosevic, Kadhafi, Ndindiliyimana [ancien chef de la gendarmerie nationale du Rwanda, condamné pour génocide, NdT], Gbagbo, et toutes les autres victimes politiques de ces chasses aux sorcières. Cela donne le ton à toute la société. Les faits ne sont pas importants. L'important, c'est l'histoire racontée. Agitez les gens et gardez-les agités contre quelqu'un. Choisissez une cible, un bouc émissaire. Mettez les gens en colère contre eux, uniquement pour qu'ils oublient de poser des questions plus importantes. Qui rend leurs vies misérables ? Qui détruit l'économie, les écosystèmes, le climat ? Qui assassine des civils en masse en Syrie, au Yémen, en Irak, en Afghanistan ? Qui nous a volé le peu de démocratie que nous avons ?

Bien sûr, quelqu'un comme Spacey est une cible facile, il est célèbre, riche et populaire. Les gens n'aiment rien tant que voir tomber les puissants. Donnez leur en un, deux ou trois. Jetez leur quelques os tant que cela continue à les distraire. D'ailleurs Spacey le mérite. Il était juste trop bon dans son rôle dans House of Cards en nous montrant quels criminels les présidents américains sont devenus.

Même Martin Luther King a été une nouvelle fois sali sur la BBC et sur CNN, qui ont répété, comme des informations tirées des dossiers sur l'assassinat de JFK, les calomnies émises contre lui par les services secrets américains de son vivant.

Comme l'écrivait Zola : « La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahisons monstrueuses qui indignent l'Histoire ; et naturellement la nation s'incline. Il n'y a pas de châtimeut assez sévère, elle applaudira à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d'infamie, dévoré par le remords. »

Donc chaque fois que vous entendez parler d'une accusation et pensez à y participer en la répétant sur Facebook ou ailleurs, animé par un sentiment erroné de droiture et d'auto-justification de votre humanité, pensez à l'injustice que vous servez. Chaque fois que vous réclamez la tête de quelqu'un sur la base d'un simple oui-dire et que vous vous sentez tout à fait à l'aise dans votre autosatisfaction, pensez à ce qu'Émile Zola penserait de vous.

Car c'est un crime de la presse corrompue de détruire des gens sans moyen de se défendre. C'est un crime que l'injustice soit célébrée du haut en bas, que l'injustice triomphe tandis qu'on crache sur la justice, le droit et la simple probité. C'est un crime de déformer l'opinion, de la pervertir jusqu'au délire. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de la réaction et de l'intolérance, tout en se dissimulant derrière le masque odieux de l'injustice déguisée en justice, par laquelle ils détruisent tout sens de décence, de raison, afin d'exploiter chez les gens la peur, la colère et la haine du système dans lequel ils sont obligés de vivre, dans l'intérêt de ceux qui nous oppriment. arretsurinfo.ch 02.11

Si le capitalisme est si criminel, alors pourquoi vous obstinez-vous à vouloir le sauver contre lui-même ?

J'ai relevé ce commentaire d'un internaute :

- "Le néolibéralisme a été le moyen pour le capital, d'une part de sortir de la crise des années 70, d'autre part d'entamer la déconstruction des conquêtes des travailleurs organisés (mais ces conquêtes sont tellement efficaces, et les peuples y tiennent tellement que le travail de démolition avance mal).

Le néolibéralisme est donc bien un capitalisme.

Par ailleurs, il y a des ressemblances frappantes entre le néolibéralisme et le libéralisme du 19e.

[Décadent et grotesque. Tout est bon pour témoigner leur servilité vis-à-vis de Washington.](#)

- Johnny Hallyday est mort - M6info

Emmanuel Macron a rendu hommage à Johnny Hallyday en affirmant qu'on a "tous en nous quelque chose" du chanteur, dans un communiqué publié par l'Elysée. (...) "Il a fait entrer une part d'Amérique dans notre Panthéon national", ajoute le texte. M6info 6 décembre 2017 M6info

- Hommages : de Victor Hugo à Johnny Hallyday - Liberation.fr

"Quand cette figure disparaît, alors il y a une émotion, dont je ne dis pas qu'elle doit être de même nature, mais qu'elle est comparable, oui. Alors voilà, devant vous, je défends la comparaison formulée par Aurore Bergé", a dit le Premier ministre.

La députée LREM avait comparé la disparition de Johnny Hallyday à celle de Victor Hugo, dont le convoi funéraire avait également descendu les Champs-Élysées, suivi par deux millions de personnes selon la presse de 1885. AFP 9 décembre 2017

En famille ils en pincent pour la variété version américanisée.

- Toute la classe politique a en elle quelque chose de Johnny Hallyday - AFP 6 décembre 2017

Françoise Nyssen, ministre de la Culture (sur twitter) : "Un artiste d'exception, une légende du rock et de la chanson"

Tu parles, il a pompé le répertoire américain, il n'avait pas de voix (selon Henry Salvador) et c'était un mauvais guitariste. Tout le monde peut chanter ses chansons effectivement, pas besoin d'avoir de la voix, c'était du hachis, deux ou trois paroles suivies d'une pause et ainsi de suite, il faut juste savoir respirer au bon moment. N'oubliez pas que j'ai suivi des cours de chant au prestigieux Opéra de Paris, autrefois et une année seulement ! La rythmique est simpliste, ce sont les musiciens et les ingénieurs du son qui ont fait son succès, et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour la petite histoire.

Un ex-ingénieur du son de Salvador rencontré par hasard à Paris, quand je bossais comme technicien, m'a raconté qu'un jour Salvador se trouvait dans le studio d'enregistrement où se produisait Hallyday, et qu'il n'avait pas pu chanter d'une traite un morceau parce que sa voix déraillait, il s'arrêtait et reprenait parfois plusieurs fois de suite. Pour Salvador, il n'avait pas de voix, c'était une "casserole". Je lui ai demandé comment il faisait pour chanter en public en live, c'est-à-dire pas en play-back. Il m'a répondu que c'était simple techniquement. Quand il chantait simultanément une bande sur laquelle avait été enregistrée sa voix en studio le suivait et à la moindre faiblesse elle prenait le relais, il suffisait à l'ingénieur du son d'augmenter le volume de la bande, ce qui fait que le public ne s'en apercevait pas.

Ni moi ni aucun de mes potes quand j'étais jeune n'avons acheté un disque de Hallyday

Lutte de classes et institutions.

Toutes les semaines sont publiés des articles par toute sorte de médias dans lesquels leurs auteurs s'acharnent à tenter de démontrer que la gauche et la droite ont disparu, que la lutte des classes serait terminée, que la politique n'existerait plus, rien de moins, on vivrait donc désormais dans un monde merveilleux, or il est un peu plus pourri chaque jour qui passe ! Ces articles sont destinés de préférence aux intellectuels, aux classes moyennes, aux jeunes.

Qu'est-ce que cela signifie ?

- La gauche et la droite ont disparu = il ne reste plus que les extrêmes et vous détestez les extrêmes n'est-ce pas ? Alors il ne vous reste plus qu'à adopter celui qui n'incarne ni la droite ni la gauche : Macron.

- La lutte des classes serait terminée = ce sont les capitalistes qui l'ont gagnée, prenez-en votre parti, collaborez avec eux.

- La politique n'existerait plus = ce sont les oligarques, les multinationales, le marché qui gouvernent et vous n'avez aucune emprise sur eux, donc cessez de vous faire des illusions, vous ne pourrez rien y changer et abandonnez l'idée que vous pourriez changer la société.

Quand l'union de la gauche avait été l'union de la droite.

- Après 45 ans de scission, radicaux valoisien et de gauche se réunissent samedi - AFP

- Un écrivain «au-dessus de la politique» Liberation.fr

Editorialiste au «Figaro» pendant près de quarante ans, Jean d'Ormesson se disait observateur plutôt qu'acteur. Liberation.fr

- Boris Vallaud : « La gauche est anesthésiée mais elle est fidèle à ses valeurs » - Publicsenat.fr

La preuve :

- Paradis fiscaux : Pierre Moscovici défend les listes de l'Union européenne - Liberation.fr

...ou encore

- Gros contrats avec le Qatar : le président Macron oublie les valeurs du candidat - Liberation.fr

A l'occasion de la visite du chef de l'Etat, Doha a signé des commandes pour plus de 11 milliards d'euros, dont 12 Rafale. Et ce, alors qu'il avait envisagé de rompre avec la politique d'exportations d'armement de ses prédécesseurs. Liberation.fr

- Sondage : 74% des Français pensent que le PS vit « une crise durable » - Publicsenat.fr

La Constitution de la Ve République compatible avec une ploutocratie.

Comme les journalistes qui sont subordonnés à la hiérarchie...financière !

- La subordination hiérarchique du parquet à l'exécutif jugée « conforme à la Constitution » - Publicsenat.fr

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que le texte qui définit la subordination hiérarchique du parquet au garde des Sceaux est "conforme à la Constitution", après avoir été saisi par les syndicats de magistrats de la question sensible de l'indépendance du parquet... Publicsenat.fr

Garde-à-vous !

- La justice ordonne au PS d'organiser un Congrès sous quatre mois - AFP

Le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par un militant, a ordonné vendredi au Parti socialiste d'organiser dans un délai de quatre mois son Congrès national... soit au plus tard à la date effectivement prévue, les 8 et 9 avril. AFP

Qui représente-t-il ? Toutes les classes, sauf la classe ouvrière.

- Au Mans, les Génération-s plurielles de Benoît Hamon - liberation.fr

Cherki pointe une faiblesse : l'homogénéité du mouvement. Ça donne : «Il n'y a pas beaucoup de couleurs dans le public, nous devons trouver le moyen d'élargir notre base, c'est important de parler et de faire venir tout le monde.»

Un peu plus tard, face à la presse, Hamon confirme le sentiment de Cherki. Son objectif : mettre au cœur du mouvement les classes populaires, mais il refuse d'en faire «un sujet» à chaque élection. liberation.fr 03.11

Ils sont dingues et le disent eux-mêmes.

- Les Républicains : «Il y a une droite complètement folle», estime Maël de Calan - LeParisien.fr

L'extrême droite débridée ou quand il y a de la "gêne" il n'y a pas de plaisir.

- Débaptiser les rues et les avenues Lénine, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Valls estime qu'il y a une "gêne" dans la majorité "pour éviter de bouleverser la bien-pensance" - AFP

Vive le front unique avec le SPD s'écriaient encore hier des "trotskystes" ! Quelle horrible imposture !

- Allemagne : le SPD donne son feu vert à des discussions gouvernementales - euronews

C'est un geste qui pourrait amorcer une sortie de crise politique, en Allemagne. Celui de la dernière chance. Ce jeudi, près de 600 députés du SPD se sont réunis en congrès à Berlin. Ils ont donné leur feu vert à l'ouverture de discussions pour former une coalition avec les conservateurs. euronews

Une stratégie politique mondiale. La preuve.

- Nouvelle force politique au Mexique en vue de la présidentielle - Reuters

Une nouvelle coalition politique de droite et de gauche s'est formellement constituée au Mexique vendredi en vue de présenter un candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain. Reuters

Ni révisionnisme ni négationnisme.

Je n'ai pas l'intention de confronter mes idées à celles de Soral contrairement à Michel Collon.

Je partage pour l'essentiel l'argumentation de Collon, à ceci près que je considère qu'il tombe dans le piège justement tendu par Soral. Collon explique que Soral se focalise sur les banquiers et les juifs qui seraient responsables de la situation, alors que lui se focalise sur l'économie capitaliste.

Or, il se trouve que l'on trouve ces familles de banquiers tout au long du développement du capitalisme mondial depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, on peut même affirmer preuves à l'appui qu'ils en ont influencé l'orientation ou qu'ils ont été à l'origine d'une multitude d'événements déterminants qui ont marqué l'histoire de l'humanité tout au long de ces siècles, sans pour autant que le développement du capitalisme se réduise à leurs manigances, qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous n'avons pas dit. En fait, qui mieux qu'eux incarnent la concentration du capital et du pouvoir telle qu'elle correspond au stade de l'impérialisme du capitalisme, personne ne peut nier cette réalité après qu'ils eurent porté Macron au pouvoir par exemple.

Donc au lieu de nier cette réalité au risque de se discréditer, il valait mieux montrer qu'elle coïncidait avec le dernier stade du développement du capitalisme. Que ces banquiers soient les principaux initiateurs et bénéficiaires de la stratégie néolibérale adoptée par les sommets du capitalisme et l'élite à son service, quoi de plus naturel, c'est si ce n'était pas le cas qu'il y aurait une anomalie ou quelque chose d'anormal. C'est effectivement les contradictions du capitalisme qui conduisent à cette situation, mieux qui imposent à l'oligarchie cette orientation pour conserver son hégémonie de classe, ce que ne peut concevoir ou admettre un personnage comme Soral, puisque ce qui l'intéresse c'est accroître son propre pouvoir et rien d'autre.

Or, ce parasite est totalement étranger au processus qui conduit à la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une poignée d'oligarques, il ne peut pas décrire le processus économique qui en est à l'origine, puisqu'il en est exclu ou il n'y joue aucun rôle, c'est la raison pour laquelle il se focalise sur leur origine juive en leur déniait de jouer un rôle historique de premier plan qu'il entend jouer à leur place en étant sous l'emprise d'une mégalomanie malade.

Et puis tous ces banquiers ne sont pas juifs, Rothschild est protestant, et parmi les tenants les plus hystériques du sionisme et les idéologues du néolibéralisme une grande partie d'entre eux ne sont pas juifs. De la même manière qu'ils ont scellé des alliances avec la monarchie des Pays-Bas depuis le XVIIe siècle, un petit Etat que l'on retrouve impliqué tout au long des trois siècles suivants dans toutes les affaires internationales où sont présents les Rockefeller ou les Rothschild, du club Bilderberg au pétrole du Moyen-Orient en passant par les guerres coloniales et les deux guerres mondiales du XXe siècle.

C'est le capitalisme qui a fait ces banquiers ou qui a offert à ces banquiers la possibilité d'y jouer un rôle de premier plan en assurant sa survie et la leur au passage et non l'inverse, c'est ce qu'on retiendra. Que de nos jours ils s'identifient au capitalisme, ce n'est pas une raison pour réduire le capitalisme à ces banquiers, qui ne sont que les domestiques d'un système économique qui rémunère ses serviteurs en fonction de la richesse dont ils disposent, qui d'autres voudriez-vous qu'il enrichisse franchement, les exploités, les pauvres, un banquier ne prête pas aux pauvres pour s'enrichir mais uniquement pour mieux les asservir ou les exploiter.

Un Soral ne peut pas s'aventurer sur le plan économique parce qu'il est plombé, car ce n'est pas le banquier qu'il soit juif ou non qu'il s'agit de faire sauter, mais le système économique capitaliste. Pour nous l'origine du banquier elle est dans le système économique, donc c'est lui que nous combattons.

Misère intellectuelle.

Lu dans l'article intitulé *Couvrir les Saoudiens sur les atrocités commises au Yémen* et publié par Consortium News, la "gauche" américaine et reproduit par le blog Les-crisis.fr : "*Maintenant, après 30 mois de cette guerre sans but*"... Vraiment ?

Plus fort encore, si l'on veut :

- Terrorisme l'impossible définition, par François-Bernard Huyghe - Les-crisis.fr 11.11

Ouf, les Etats impérialistes occidentaux et leurs services de renseignement sont épargnés ! Qui mieux que l'Otan a fait de l'usage du terrorisme une méthode de guerre ?

La guerre et le terrorisme sont la continuité de la politique de la classe dominante tournée contre les peuples par d'autres moyens. C'est simple à comprendre et largement documenté depuis plus d'un demi-siècle.

[Tout savoir sur Google. Suivi de Facebook la menace.](#)

- La création de Google, suivi de Google et la NSA par Nafeez Ahmed le 22/01/2015

(Source : medium.com/insurge-intelligence, publié par Les-Crisis.fr le 9/12/2017)

Présentation 1.

- « Insurge intelligence », un nouveau projet de journalisme d'investigation financé par le public, vous livre le récit de la façon dont la communauté US du renseignement a participé au financement, nourri et mis en incubation Google comme élément d'un effort visant à dominer le monde par le contrôle de l'information. Financé indirectement par la NSA et la CIA, Google n'a été que la première d'une pléthore de start-ups du secteur privé cooptée par le renseignement US pour conserver la « supériorité du renseignement ».

Les origines de cette ingénieuse stratégie remontent à un groupe sponsorisé par le Pentagone, qui au cours des deux dernières décennies a fonctionné comme un pont entre le gouvernement US et les élites des secteurs des affaires et de la finance, corporatistes et médiatiques. Le groupe a permis à certains des intérêts particuliers des USA corporatistes de passer systématiquement outre la responsabilité démocratique et la règle du droit pour influencer les politiques gouvernementales, ainsi que l'opinion publique aux USA comme autour du monde. Les résultats ont été catastrophiques: surveillance de masse par la NSA, un état de guerre globale permanent, et une initiative novatrice pour transformer le corps militaire US en « Skynet ».

Présentation 2.

- La surveillance de masse passe par le contrôle. Ses promulgateurs soutiennent, et croient même, que ce contrôle est pour le bien commun, un contrôle qui est nécessaire pour limiter le désordre, afin d'être pleinement attentif à la prochaine menace. Mais dans le contexte d'une corruption politique effrénée, d'inégalités économiques qui se creusent et de la tension croissante autour des ressources due au changement climatique et à l'instabilité de l'offre énergétique, la surveillance de masse peut devenir un outil du pouvoir pour se perpétuer lui-même, au détriment des citoyens.

Une fonction majeure de la surveillance de masse qui est souvent oubliée est celle de connaître l'ennemi au point de pouvoir le manipuler jusqu'à la défaite. Le problème est que les ennemis ne sont pas que des terroristes. C'est vous et moi. De nos jours, bien que systématiquement ignoré par la plupart des médias, le rôle de l'information de guerre en tant que propagande bat son plein.

Insurge intelligence révèle ici comment la cooptation de géants de la technologie comme Google par le Highlands Forum du Pentagone, afin d'exercer une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans des efforts secrets pour manipuler les médias dans le cadre d'une guerre d'information contre le gouvernement américain, le peuple américain et le reste du monde : pour justifier une guerre sans fin, et un expansionnisme militaire incessant.

• Télécharger les deux articles au format pdf (66 pages)

L'auto-formatage des esprits doit commencer dès l'enfance pour faire demain des esclaves dociles.

- Les enfants, cible de choix pour les géants technologiques - AFP

Messageries dédiées, ordinateurs dans les écoles: des géants technologiques comme Facebook ou Google tentent de fidéliser, dès leur plus jeune âge, les enfants à leurs produits, au grand dam des associations de protection de l'enfance. AFP 10 décembre 2017

- Facebook lance un service pour les jeunes enfants : voilà pourquoi cela peut rassurer les parents... et pourquoi cela devrait aussi profondément les inquiéter. Atlantico.fr

Facebook lance une nouvelle plateforme dédiée aux enfants et sobrement nommée "Facebook Kids". L'entreprise offre là des gages de sécurité aux parents mais derrière les bons sentiments se cachent une réalité beaucoup plus carthésienne. Atlantico.fr

En complément.

«Les élèves évalués ont essuyé les pires programmes que j'ai vus dans ma carrière.» - Liberation.fr

En matière d'éducation, les enquêtes internationales ont toutes un point commun : déprimantes à souhait pour les Français. Mardi, la dernière étude Pirls, portant sur la compréhension de l'écrit des élèves de CM1, enfonce un peu plus le clou. La France se situe à l'antépénultième place des 24 pays de l'UE qui ont participé à l'enquête... Liberation.fr

- Facebook a versé des millions aux médias français: la stratégie «VIP-VRP» et ses effets par Nicolas Becquet — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

On sait depuis 2016 que Facebook rémunère tant des personnalités que des médias pour produire des contenus sur son réseau social. Cette stratégie est désormais aussi à l'œuvre auprès des médias français (TF1, Le Figaro, Le Parisien, Le Monde, etc.) pour la production de vidéos, révèle l'enquête de Nicolas Becquet. Ces partenariats peuvent représenter jusqu'à 200'000 euros mensuels par titre. Une pratique qui pose la question de la dépendance des rédactions et ouvre la voie à un système à deux vitesses pénalisant les petits médias. Facebook assume, mais minimise l'importance de ce type de partenariat.

Facebook a gagné. Les médias français sont bel et bien devenus dépendants. Triplement dépendants, en fait : élargissement gratuit de l'audience, utilisation des outils de production et de diffusion et acquisition de revenus complémentaires. L'écosystème de publication du réseau social est devenu un outil vital (traduire viral - LVOG) pour le secteur médiatique.

De l'innocente et ludique chasse aux likes des débuts, à la production sur-mesure et rémunérée de formats vidéo aujourd'hui, le dealer d'audience a bien fait son travail. Dose après dose, les éditeurs ont scellé un pacte tacite avec la plateforme, un pacte aux allures de mariage de raison. Il faut dire que le trousseau de la mariée est bien garni avec ses deux milliards d'utilisateurs. Le marié désœuvré ne pouvait espérer mieux.

Asphyxiés financièrement et désertés par leur lectorat historique, les médias traditionnels ont en effet trouvé dans l'audience apportée par Facebook un ballon d'oxygène inespéré. À force de shoots aux statistiques flatteuses, les éditeurs se sont convaincus de leur succès naturel auprès d'une audience manifestement ultra réceptive à leurs contenus : l'eldorado providentiel des internautes.

Mais la descente est déjà en vue. Facebook a visiblement l'intention de faire éclater cette bulle enchantée en faisant passer à la caisse ses consommateurs les plus accros aux likes et au trafic généré sur leur site via le réseau social. Dans les rédactions, on travaille quotidiennement à la production de contenus conçus pour la plateforme de Mark Zuckerberg.

Quelles sont les implications d'une telle servitude volontaire pour le fonctionnement quotidien des rédactions, grandes ou petites ? Quelles sont les conséquences sur le travail des équipes chargées « d'alimenter » Facebook, notamment en vidéos et en lives ? Et surtout, comment le réseau social est-il parvenu à convaincre autant de médias économiquement à bout de souffle de travailler pour sa plateforme ? Zoom sur une redoutable stratégie qui met à l'épreuve l'agilité des rédactions. (...)

À partir de juin 2016, plusieurs grands médias américains ont été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et servir de laboratoire technique et publicitaire à Facebook.

En effet, pour donner envie aux médias, Mark Zuckerberg a mis en place un véritable réseau de représentants VRP capables de faire la démonstration de l'incroyable efficacité des nouveaux formats mis sur le marché.

Le New York Times, CNN, le Huffington Post, BuzzFeed, Vox, Mashable ou encore Condé Nast... le fondateur de Facebook a rassemblé des représentants VIP dans sa « dream team ».

Modèles de réussite sur le marché digital, ces médias portent une solide réputation. Ils sont capables de produire à grande échelle et leurs contenus sont lus dans le monde entier.

Pour les convaincre, Facebook a dû se montrer très persuasif. Selon un document révélé par le Wall Street Journal en juin 2016, Mark Zuckerberg a ainsi fait un chèque de 50 millions de dollars répartis en 140 contrats de partenariats avec des médias et des célébrités, dont 17 de plus d'un million de dollars (près de 3 millions pour le New York Times et BuzzFeed, 2,5 millions pour CNN). Une goutte d'eau comparée aux 10 milliards de dollars de recettes trimestrielles de Facebook, soit 47% de plus qu'au même trimestre de l'année précédente.

Le deal est simple : en échange d'une certaine somme, le partenaire doit produire massivement des contenus à haute valeur

ajoutée sur la plateforme : vidéos, Facebook Live, reportages à 360°, Instant Articles... Les grands médias américains ont donc été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et ainsi convaincre l'ensemble des éditeurs d'en faire autant.

Des millions d'euros versés aux principaux médias français

Cette stratégie s'est avérée très efficace puisque la renommée des médias enrôlés, combinée à un puissant soutien des algorithmes, a contribué à imposer de nouveaux formats en moins d'un an et à l'échelle mondiale. Alléchés par la masse de clics, les éditeurs du monde entier se sont lancés dans l'aventure... couronnant de ce fait la stratégie de Facebook.

Un système spécifique aux États-Unis ? Pas du tout. En Europe, les grands médias français participent par exemple à cette manœuvre de séduction à grande échelle.

TF1, Le Figaro, Le Parisien ou les titres du groupe Le Monde font également partie des éditeurs qui touchent de l'argent pour produire des contenus vidéo pour Facebook. Et les sommes donnent le tournis, entre 100'000 et 200'000 euros par mois sur des périodes renouvelables de six mois, d'après les diverses sources interrogées.

Sachant que la plupart des médias cités (liste non exhaustive) ont déjà reconduit une fois leur partenariat, on parle ici de millions d'euros distribués aux médias hexagonaux par Facebook.

Il va sans dire que dans les rédactions contactées, on est peu disert sur les détails de ces accords confidentiels. Mais si les conditions varient d'un média à l'autre, le principe reste le même : en échange de l'argent versé, chaque média s'engage à produire un volume précis de vidéos et/ou de lives sur une période donnée, d'après les informations que nous avons pu récolter. (...)

Après des débuts laborieux, une communication maladroite et des cahiers des charges trop contraignants, Facebook a massivement investi dans ses relations avec les médias à partir de 2010. Désormais, la Media Partnership Team multiplie les initiatives comme le Facebook Journalism Project ou le Listening Tour, débuté en juin 2017, dans les rédactions.

Alors que la sphère médiatique s'alarme régulièrement de la dépendance aux « actionnaires milliardaires » ou de la proximité avec le pouvoir politique, la dépendance à Facebook ne semble pas émouvoir outre mesure. Au contraire, les partenariats sont vécus comme de belles opportunités pour expérimenter et se rapprocher de l'audience. (...)

Mais en coulisses, dans les médias partenaires, les dents grincent, notamment du côté des régies publicitaires et des services commerciaux impliqués dans une lutte acharnée et vaine contre leur principal concurrent, l'ogre Facebook. « Devant les 'valises de billets' apportés par Facebook, les régies n'ont pas leur mot à dire, explique un journaliste en off. Et lorsque Facebook teste ses nouveaux formats publicitaires mid-roll sur nos propres productions, l'exaspération est à son comble ».

L'efficacité de la plateforme désespère les éditeurs englués dans des stratégies (trop) complexes de rétention de l'audience, comme l'explique ce cadre en charge du numérique: « Quand un internaute, avant de pouvoir finalement regarder une vidéo sur un site, doit cliquer sur un lien, attendre de longues secondes le chargement de la page puis fermer une ou deux fenêtres de pub pour finalement devoir patienter devant une publicité de trente secondes, le constat est sans appel, on ne peut pas rivaliser. On ne joue pas dans la même division que Facebook et son autoplay instantanée ». arretsurinfo.ch

[L'OTAN serait désarmée sans les médias aux ordres.](#)

- Daniele Ganser : La plupart des guerres menées par des membres de l'OTAN commencent par des mensonges - Arrêt sur info

Extraits.

Question : Dans votre livre, vous parlez des États-Unis comme d'un « Empire »... Pourquoi ce terme ?

Daniele GANSER : Je suis un historien. Pour moi, le terme d'Empire est celui usité pour décrire le pays le plus puissant à un moment donné. Il y eut ainsi l'Empire romain au début de notre ère ; ce n'est pas je crois « anti-italien » de parler de l'Empire romain ! Au XIXe siècle, l'Empire britannique connut son apogée. Il n'est pas « anti-britannique » d'évoquer cet Empire... Depuis 1945, donc depuis plus de 70 ans, les États-Unis sont le pays le plus puissant. Il n'est pas « anti-américain » de dire cela. C'est un fait. Il existe environ 200 pays dans le monde aujourd'hui. Mais si nous examinons les 5 Membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU – sans doute les 5 pays les plus puissants ou influents – une vérité saute aux yeux : les dépenses militaires US s'élèvent à 600 milliards de dollars par an, infiniment plus que n'importe quel autre pays. La Chine dépense environ 200 milliards annuellement, la Russie 70, la France et le Royaume-Uni à peu près 50 milliards chacun. En outre, les États-Unis disposent de 10 porte-avions, la France d'un seul (le Charles de Gaulle) comme la Russie et le Royaume-Uni, et la Chine en a 2 depuis peu (le second n'étant pas encore en service). Les USA entretiennent des bases militaires dans plus de 40 pays (dont par exemple Guantanamo à Cuba, et Ramstein en Allemagne). La France compte des bases militaires dans 11 pays différents

(parmi lesquels l'Allemagne, et des pays africains comme le Mali, le Niger, le Tchad, Djibouti, ...) Par ailleurs, le dollar américain est la monnaie de référence au niveau mondial. La devise la plus importante dans l'économie mondiale n'est ni l'Euro, ni le Rouble, le Renminbi ou le Franc suisse ! Enfin, depuis 1945, les États-Unis ont bombardé plus de pays que n'importe quel autre État dans le monde. La liste des pays bombardés inclut l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, l'Irak, le Soudan, la Serbie, la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Nicaragua, le Pakistan, la Somalie, le Yémen, Cuba... et cette liste n'est pas exhaustive. Pour ces raisons, et d'autres encore, les États-Unis sont clairement un Empire ; il n'y a aucun doute à ce sujet. Je ne regarde pas la télévision française, et ne lis pas la presse française, je ne sais donc pas si ce terme est d'usage fréquent en France... Mais les experts en géopolitique français ne peuvent ignorer que les États-Unis sont la seule et unique superpuissance. Ici, en Suisse alémanique où je vis, ce terme d'Empire US n'est pas beaucoup utilisé, parce que les gens ont peur que cela crée des problèmes avec l'Empire, ou nuisent aux relations commerciales.

Question : D'autant que vous allez plus loin : vous affirmez aussi que les États-Unis sont une oligarchie...

Daniele GANSER : Oui, bien sûr. L'ancien Président Jimmy Carter a dit en 2015 que les États-Unis ne sont plus une démocratie mais une oligarchie, c'est-à-dire un pays dirigé par une petite classe supérieure riche qui constitue au plus 1% de la population totale. Carter expliquait qu'un candidat à l'élection présidentielle US avait besoin d'au moins 300 millions de dollars pour concourir. Il y a plus de 320 millions d'habitants aux USA, mais combien d'après vous peuvent disposer d'une telle somme ? Si vous n'appartenez pas à l'oligarchie, vous n'avez aucune chance d'être un jour élu Président des États-Unis. Le Président est toujours choisi parmi les riches. Les 100 sénateurs aussi appartiennent à l'oligarchie : ils ne siègent pas au Sénat qui n'est pas un cénacle de « vieux sages », mais une assemblée de riches ! En moyenne la fortune d'un sénateur est de 3 millions de dollars. Ceux qui occupent des fonctions exécutives sont encore plus riches : certains des membres de l'Administration Trump ne sont pas des millionnaires, mais des milliardaires. Leurs intérêts est de défendre leur fortune et de devenir encore plus riches. Ce qui est classique dans un système oligarchique. C'est donc l'oligarchie US qui dirige l'Empire US. (...)

Question : Vous citez des exemples concrets de mensonges de guerre, et vous vous intéressez aussi à cette propagande pluriquotidienne et multicanaux dont nous sommes bombardés. Vous commentez notamment l'usage qui est fait d'expressions orwelliennes comme « opérations », « frappes chirurgicales », « guerres humanitaires »...

Daniele GANSER : Oui, toutes ces guerres illégales sont vendues à l'opinion publique des pays qui les mènent, en l'occurrence la population des pays membres de l'OTAN, sous la forme appétissante de nobles missions humanitaires. Mais cela n'a aucun sens : il ne peut y avoir de guerres humanitaires, c'est impossible car les deux termes sont absolument contradictoires. Les guerres sont toujours brutales, horribles et meurtrières. Dans certains cas, comme en 2011 en Libye ou en 1999 en Serbie, des commandos des Forces spéciales ont même attisé les tensions en armant des groupes militants dans le pays cible. Le plus souvent, une guerre secrète précède la phase médiatisée de la guerre. Mais les gens assis devant leur téléviseur ne voient rien de cette phase préalable, la guerre secrète et se laissent duper et manipuler. J'ai écrit ce nouveau livre pour expliquer ces choses d'une manière simple mais pas simpliste, agréable, de sorte à ce que même des adolescents puissent le lire et comprendre ce que sont les guerres illégales.

Question : En tant qu'historien, comment expliquez-vous que la propagande de guerre fonctionne toujours aussi bien, à la fois avant le conflit pour le préparer, et pendant, pour que la population des États « démocratiques » soutienne des actions non seulement illégitimes mais surtout illégales ?

Daniele GANSER : La base de la propagande de guerre est toujours d'utiliser l'arme de la peur. Les gens sont vulnérables à la peur. C'est pourquoi on a recours à ce sentiment. Qui va de pair avec la haine. En associant les deux, il est facile de mobiliser des populations entières en faveur de la guerre. En divulguant des histoires sur le fait que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive, vous créez de la peur chez les gens, indépendamment du fait que cela soit vrai ou pas. Quand a été pointée du doigt la responsabilité de Saddam dans les attentats du 11-Septembre – un moment de peur intense – c'est le levier de la haine qui était activé. Plus tard, avec le recul, les historiens arrivent et expliquent que M. Hussein n'avait rien à voir avec le 11-Septembre et qu'il ne disposait pas d'ADM, mais évidemment, il est déjà trop tard ! La guerre illégale a commencé et énormément de gens sont morts. Il s'agit d'une véritable politique qui allie la peur à la haine et aux mensonges ; et elle fonctionne très bien. Dans un chapitre de mon livre, je traite de la guerre du Vietnam qui a commencé (pour les USA) en 1964. L'Empire US affirma alors que les Nord-Vietnamiens avaient attaqué un bateau américain dans le Golfe du Tonkin., ce qui contribua à créer un sentiment de peur et de haine dans le pays. Bien des années plus tard, les historiens découvrirent que l'attaque n'avait jamais eu lieu, c'était un autre mensonge. La plupart des guerres illégales commencent par des mensonges. Je consacre également un chapitre à Cuba. En 1961, les États-Unis affirmèrent devant le Conseil de Sécurité de l'ONU que des pilotes cubains avaient bombardé leur propre pays avant de se réfugier aux USA, parce qu'ils haïssaient le régime de Fidel Castro. Cette histoire aussi était fausse. Arrêt sur info

[Une campagne mondiale de purification des moeurs orchestrée par les maîtres de la pornographie désormais à la portée de tous.](#)

A propos de Harvey Weinstein, Pamela Anderson explique être au courant de sa réputation. "C'était une chose que tout le monde savait, précise-t-elle à propos du producteur américain. Certains producteurs et certaines personnes à Hollywood sont des gens à éviter en privé. Vous savez ce qui va vous arriver si vous allez dans une chambre d'hôtel, seule."

"Les femmes doivent être conscientes de certains problèmes, comment les repérer et les combattre, a-t-elle ajouté. C'est totalement hypocrite d'ignorer ces situations." Closer 3 décembre 2017

- Dustin Hoffman visé par de nouvelles accusations d'agressions sexuelles - HuffPost

- Inconduite sexuelle: Deux parlementaires US poussés à la démission - Reuters

- Agression sexuelle Le chef James Levine accusé à son tour - Liberation.fr

James Levine, mythique chef d'orchestre et directeur musical honoraire du Metropolitan Opera de New York.

Il est accusé d'avoir abusé sexuellement un adolescent dans les années 80. La victime présumée, restée anonyme, a déclaré à la police de l'Etat de l'Illinois (Nord-Est) que les faits auraient débuté en 1985 quand il avait 15 ans, et se sont poursuivis jusqu'en 1993.

- Schiappa saisit le CSA après une blague «indigne» de Tex sur les femmes battues - Liberation.fr

L'animateur a fini par présenter ses excuses sur les réseaux sociaux après des propos tenus jeudi soir dans une émission diffusée sur C8.

- Harcèlement de rue Une plaie de grande ampleur - Liberation.fr

- Harcèlement de rue: «L'espace est conçu et pensé par et pour les hommes» - Liberation.fr

- L'origine du monde revue et corrigée - Liberation.fr

La chirurgie esthétique appliquée au sexe féminin est de plus en plus courante, sous influence du fantasme de rajeunissement et du porno. Rarement réparatrice, elle est souvent liée à une inhibition dans la vie privée.

Sexe and Money. Hallyday + Macron = Raj, bravo, 65 ans d'écart ! Mais la morale est sauve, ouf !

- Indian actress marries 83 year old. After he wins over \$800,000! - newsforever.net

An 18-year-old, who married an 83-year-old Jackpot winner on his deathbed, will be the 100% beneficiary of his estate. He happened upon an amazing fortune, and it's all going to his "love" he met 3 months ago. <http://newsforever.net> - 8 December 2017

Une jeune actrice indienne de 18 ans a épousé un vieillard de 83 ans qui venait de décrocher le jackpot, 800,000 \$, sur son lit de mort précise l'article.

[Mimétisme. Le suzerain et son vassal.](#)

- L'Iran ne doit pas menacer les intérêts américains en Irak, prévient la CIA - Reuters

Le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) Mike Pompeo, a annoncé samedi avoir envoyé une lettre à plusieurs dirigeants iraniens, dont le commandant Qassem Soleimani, pour faire part de son inquiétude concernant l'attitude... Reuters

- Irak: colère chiite après l'appel de Macron à démanteler une force paramilitaire - AFP

Un appel du président français Emmanuel Macron au démantèlement des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi a provoqué la colère de personnalités chiites, qui ont dénoncé une "interférence" française dans les affaires de leur pays. AFP

[Libération porte-parole du clan Obama-Clinton-Soros.](#)

- Fiscalité : Trump trace sa loi du plus fort - liberation.fr

Approuvée dans la hâte par le Sénat, la réforme voulue par le président américain est censée venir en aide aux travailleurs et aux «oubliés». En réalité, ce texte, qui doit repasser au Congrès, regorge de mesures aux lourdes conséquences sociales

et environnementales. La preuve par cinq.

LVOG - En fait de "preuve", il s'agit d'un article de pure propagande de Libération tourné contre Trump qui a annoncé qu'il allait poursuivre la politique économique de ses prédécesseurs en faveur de l'oligarchie, ce qui sous-entend que Clinton aurait rompu avec cette politique, ce qui est évidemment faux et tout à fait naturel, quand on se souvient que Libération avait soutenu Clinton et Obama, le "modèle" de Macron pour lequel Libération avait appelé à voter, il apparaît clairement que cet article parmi bien d'autres présentant la même orientation était destinée à obtenir le soutien des lecteurs à la campagne frénétique orchestrée par le clan de l'oligarchie pour évincer Trump du pouvoir au profit du candidat du parti démocrate.

Pour cautionner son argumentation fallacieuse, Libération a fait appel aux "experts" ou "économistes" de l'université américaine qui est le fer de lance de la propagande néoconservatrice depuis les années 70, ainsi qu'au New York Times qui en est le relais depuis la même époque.

- peu d'experts partagent son optimisme : sur 38 économistes réputés interrogés par l'université de Chicago, un seul estime que le plan fiscal des républicains entraînera une croissance économique substantielle. - le New York Times s'est fendu jeudi d'un éditorial cinglant : «Le Sénat se dépêche de voter sa loi fiscale parce qu'elle pue.» liberation.fr 3 décembre 2017

Dans l'article suivant, c'est Amnesty International qui remplit le rôle de ces économistes ou du New York Times. C'est le même clan qui est à l'origine de la guerre contre la Libye et qui par la suite a orchestré le déferlement de migrants vers l'Europe pour mieux déstabiliser ses peuples et briser leur résistance à la stratégie néolibérale.

[Ils sont tous tellement bien intentionnés vis-à-vis des exploités et des opprimés de leur propre pays.](#)

- Les Etats-Unis se retirent d'un Pacte mondial pour aider migrants et réfugiés - AFP

Les Etats-Unis ont ajouté un nouveau secteur, celui des migrants et réfugiés, à une longue liste de projets ou d'accords internationaux dont Donald Trump a décidé de retirer son pays au grand dam des partisans du multilatéralisme.

En septembre 2016, les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient adopté à l'unanimité un texte appelé Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui vise à améliorer à l'avenir leur gestion internationale (accueil, aide aux retours...).

Sur la base de cette Déclaration, le Haut commissaire aux Réfugiés a été mandaté pour proposer un Pacte mondial sur les migrants et réfugiés dans son rapport annuel à l'Assemblée générale en 2018. Ce Pacte doit reposer sur deux axes: définition d'un cadre des réponses à apporter à la problématique et programme d'actions.

Depuis son entrée en fonctions en janvier, le républicain Donald Trump a souvent entrepris de défaire les engagements de son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Pour Amnesty International, le retrait américain équivaut à "une abdication dévastatrice de responsabilité dans les plus grandes crises de réfugiés au monde".

Le retrait américain du projet de Pacte mondial sur les migrations intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a multiplié en novembre les réunions sur la question migratoire. Après la crise des migrants et réfugiés cherchant à gagner l'Europe, le sujet a repris de l'acuité avec l'exode massive depuis août de Rohingyas de Birmanie vers le Bangladesh et des informations sur l'existence de marchés d'esclaves en Libye. AFP 4 décembre 2017

[L'Empire ose tout.](#)

- Les Cambodgiens furieux que les USA osent réclamer le remboursement de centaines de millions de dettes de guerre — Arrêt sur Info 03 décembre 2017

Un demi-siècle après que les bombardiers B-52 des États-Unis aient largué plus de 500 000 tonnes d'explosifs sur la campagne cambodgienne, Washington exige que le pays rembourse une dette de guerre de 500 millions de dollars américains.

La demande a suscité des manifestations d'indignation et de colère dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh.

En 1973 seulement, pendant plus de 200 nuits, 257456 tonnes d'explosifs ont été largués sur le pays lors de bombardements massifs secrets, soit l'équivalent de la moitié de ce qui a été largué sur le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les pilotes volaient tellement haut qu'ils étaient incapables de faire la différence entre un village cambodgien et leurs cibles, les lignes d'approvisionnement nord-vietnamiennes de la piste Ho Chi Minh.

Les bombes étaient d'un tonnage si massif qu'elles faisaient sauter les tympans de n'importe qui dans un rayon d'un kilomètre.

Le correspondant de guerre James Pringle se trouvait à deux kilomètres d'une frappe de B-52 près de la frontière cambodgienne.

« Il semblait que le monde allait prendre fin », se souvient-il.

Selon un chercheur, jusqu'à 500.000 Cambodgiens ont été tués par ces bombardements, dont beaucoup d'enfants.

Les bombardements américains ont poussé des centaines de milliers de Cambodgiens ordinaires dans les bras des Khmers rouges, un mouvement de guérilla maoïste qui a pris le pouvoir en 1975 et a causé, au cours des quatre années suivantes, la mort de plus de deux millions de personnes par des exécutions de masse et la famine.

La dette vient d'un prêt de 274 millions de dollars accordé au gouvernement putschiste d'alors, dirigé par le général Lon Nol et inféodé aux Etats-Unis mais a presque doublé au cours des années alors que les gouvernements suivants du Cambodge refusaient de rembourser.

William Heidt, ambassadeur des Etats-Unis à Phnom Penh, a déclaré que le refus du Cambodge de rembourser sa dette mettait ce pays au même niveau que le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe.

« Je dis qu'il est dans l'intérêt du Cambodge de ne pas se tourner vers le passé, mais d'examiner comment résoudre cela parce que c'est important pour l'avenir du Cambodge », a-t-il ajouté, ajoutant que les Etats-Unis n'ont jamais sérieusement envisagé d'annuler la dette.

Le premier ministre du Cambodge, Hun Sen, a déclaré: « Les États-Unis ont créé des problèmes dans mon pays et m'ont ensuite demandé de l'argent. Après notre refus, ils ont ordonné au FMI (Fonds monétaire international) de ne plus nous prêter d'argent. Nous devrions élever la voix pour dénoncer ce pays qui en envahit d'autres et qui massacre des enfants. »

M. Pringle, un ancien correspondant de Reuters à Saigon, a expliqué qu'il n'avait jamais été un partisan de Hun Sen mais que ce qu'il avait dit sur ce sujet était « absolument correct ».

« Le Cambodge ne doit rien aux Etats-Unis qui ont aidés à détruire son peuple, ses animaux sauvages, ses champs de riz et sa couverture forestière », a-t-il écrit dans le quotidien Cambodia Daily.

L'Américaine Elizabeth Becker, l'une des rares correspondantes qui ont été témoins du génocide des Khmers rouges, a également écrit que les États-Unis « doivent au Cambodge plus de dettes de guerre que ce qui pourrait être remboursé en espèces ».

Hun Sen a souligné que les cratères parsèment encore la campagne cambodgienne et les villageois doivent encore déterrer des bombes, ce qui entraîne des évacuations de masse jusqu'à ce qu'elles soient désamorcées.

« Il reste beaucoup d'explosifs et de bombes, c'est pourquoi des enfants cambodgiens sont si souvent tués parce qu'ils ne savent pas qu'il s'agit de munitions non explosées », a-t-il déclaré. « Et qui est responsable? Ce sont les bombes et les explosifs de l'Amérique », a-t-il conclu.

Article publié le 11 mars 2017 sous le titre Fury in Cambodia as US asks to be paid back hundreds of millions in war debts.

[Ils osent tout.](#)

- Avec la visite d'Obama à Paris, un vent d'espoir et de répit vient de traverser l'Atlantique - Le Huffington Post

- Présidence LR : quel espace pour la droite humaniste et le centre ? - Publicsenat.fr

- Macron lauréat du prix Charlemagne pour sa vision européenne - Reuters

- Bayrou "persuadé" que Macron "fera" un projet social - AFP

- Les coups de fils de Macron à Schulz pour résoudre la crise allemande - L'Express.fr

- Feu vert de la direction du SPD à des négociations sur une coalition - Reuters

- Federica Mogherini : "L'UE lutte déjà contre l'esclavage en Libye" - euronews
- Jérusalem doit être la capitale d'Israël et d'un Etat palestinien, selon l'UE - Reuters
- « La France insoumise est en perdition sur le plan moral » juge Maël de Calan - Publicsenat.fr
- Le M5S gomme son image anti-européenne, réclame une réforme de l'UE - Reuters
- Trois pays d'Europe de l'Est renvoyés devant la justice - euronews

La Commission européenne a décidé de renvoyer la Hongrie, la République tchèque et la Pologne devant la Cour de Justice... euronews

- Les Nations-Unies s'attaquent au fléau du plastique dans les océans mais que vaut leur "plan tolérance zéro" ? - Atlantico.fr
- Le pape François dit avoir "pleuré" en rencontrant les Rohingyas - AFP

Pas ailleurs.

- En Russie, l'homophobie nourrit l'épidémie de VIH - Slate.fr
- Le Nobel de la paix remis aux antinucléaires sur fond de crise nord-coréenne - AFP

Dossier sur Israël.

Provocation ou marchandage ou les deux à la fois ?

Ce sont les médias qui sont responsables des manifestations qui ont lieu depuis plusieurs jours contre Israël à travers le monde, après que les dirigeants politiques de la plupart des pays à la suite des occidentaux eurent annoncé que les Américains avaient l'intention de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y installer leur ambassade, alors qu'en réalité aussi bien que Trump que Tillerson ou d'autres membres de l'administration américaine eurent affirmé que cela prendrait des années, ce qui signifie que rien n'est fait, rien n'est arrêté a tenu à préciser Tillerson.

Bref, cela sent encore le coup tordu, pendant que se trame autre chose, dans le dos de qui, des Palestiniens ou d'Israël ?

Theodor Herzl and the anti-semitic side of Zionism (Theodor Herzl et l'aspect antisémite du sionisme)

<https://www.youtube.com/watch?v=4vIJscu9LRM>

Cette vidéo est en anglais mais sous-titré.

Le Parisien exprime un regret

- Israël : Trump reporte sa décision sur l'ambassade américaine - LeParisien.fr

Le monde devra encore attendre. LeParisien.fr

Hélas, cela pourrait durer "entre trois et quatre ans"!

- Trump va reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël - Reuters

Donald Trump reconnaîtra ce mercredi Jérusalem comme capitale d'Israël et lancera le processus de déménagement de l'ambassade des Etats-Unis dans le pays de Tel-Aviv vers la ville, le président américain passant ainsi outre les mises en garde du monde entier et bouleversant la ligne observée depuis des décennies par ses prédécesseurs.

Dans un discours qu'il devrait prononcer vers 18h00 GMT, l'actuel occupant de la Maison blanche annoncera avoir ordonné au département d'Etat de commencer à mettre en oeuvre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, ont dit de hauts responsables de l'administration Trump.

Donald Trump n'a pas fixé de calendrier pour ce processus, qui pourrait durer entre trois et quatre ans.

Pour l'heure, le président américain devrait signer un texte, valable six mois, maintenant provisoirement à Tel Aviv de l'ambassade américaine. Reuters 6 décembre 2017

- L'ambassade américaine à Jérusalem, "probablement" pas avant au moins deux ans - Le Huffington Post

Les Etats-Unis ne déménageront "probablement" pas leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem avant au moins deux ans, a déclaré ce vendredi 8 décembre le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Le Huffington Post 8 décembre 2017

- La décision US sur Jérusalem ne préjuge pas du statut final, dit Tillerson - Reuters

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël ne préjuge pas de l'issue des négociations directes sur le statut de la ville sainte, qui restent du ressort des parties prenantes, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie américaine. Reuters 8 décembre 2017

- Macron reçoit Netanyahu en plein regain de tensions au Proche-Orient - Reuters

- Vote de l'ONU (151-6) contre Israël, «puissance occupante» sans aucun droit sur Jérusalem par Ariyana Love — arretsurinfo.ch 08 décembre 2017

L'Assemblée générale des Nations Unies à New York a adopté jeudi (30 nov) six résolutions affirmant les droits des Palestiniens et condamnant les violations israéliennes du droit international, rapport le Middle East Monitor.

Selon une résolution («Jérusalem»), «l'Assemblée a réaffirmé que toute mesure prise par Israël, puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la Ville sainte de Jérusalem était illégale et, de ce fait, nulle et non avenue et sans validité aucune. »

Cette résolution a été adoptée par 151 voix pour, 6 voix contre (Canada, États fédérés de Micronésie, Israël, Îles Marshall, Nauru, États-Unis), et 9 abstentions (Australie, Cameroun, Honduras, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Paraguay, Soudan du Sud, Togo), a indiqué le Monitor.

Le délégué d'Israël a condamné les résolutions, affirmant que l'ONU «continuait à adopter chaque année des résolutions biaisées et à consacrer des ressources précieuses ... à des organes politisés dont le seul but était d'attaquer et de dénoncer Israël».

Le représentant américain « a fait écho à cette opposition. »

Ariyana Love est rédactrice du projet Liberty Beacon et directrice TLB de Middle East Rising news. Elle est ambassadrice de bonne volonté en Palestine et fondatrice d'une fondation internationale qui promeut les droits de l'homme pour les peuples autochtones et le Moyen-Orient.

<http://arretsurinfo.ch/vote-de-lonu-151-6-contre-israel-puissance-occupante-sans-aucun-droit-sur-jerusalem/>

En complément.

- Vidéo. Norman Finkelstein le Hezbollah est l'honneur du monde arabe (sous-titré en français)

<https://www.youtube.com/watch?v=wZ7bWP9JHzw>

Interview du Professeur Norman Finkelstein par la chaîne libanaise Future TV (opposée au Hezbollah), le 20 janvier 2008.

A l'adresse de la pourriture de Charlie Hebdo. Cette vidéo et sa transcription sont disponibles sur les blogs suivants et bien d'autres (trouvé sur Google) :

<https://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/norman-finkelstein-le-hezbollah-74838>

<https://blogs.mediapart.fr/le-cri-des-peuples/blog/201017/norman-finkelstein-le-hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe>

<https://www.egaliteetreconciliation.fr/Norman-Finkelstein-La-resistance-du-Hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe-48160.html>

Vous comprenez pourquoi le sac à merde de Charlie déborde de haine ? Tenez, je préfère encore faire comme les Indiens

et m'essuyer le cul avec la main gauche et de l'eau, plutôt qu'utiliser ce papier hygiénique !

- Norman Finkelstein réagit à l'affaire Charlie Hebdo : « Je suis...Gaza » par Norman Finkelstein — 14 janvier 2015

La publication nazie Der Sturmer, éditée par Julius Streicher, était connue pour ses caricatures antisémites obscènes.

Imaginez qu'une paire de frères juifs, éperdus de douleur face à la mort et à la destruction qui s'étaient abattues sur le peuple juif, aient fait irruption dans les bureaux du journal et assassiné des membres de son personnel.

Elèverions-nous au rang de martyrs et de héros ceux qui ont choisi de se moquer des croyances profondément ancrées dans les consciences d'un peuple souffrant et méprisé ; de dégrader, rabaisser, insulter et humilier les Juifs à l'heure de leur épreuve, alors que le monde qu'ils avaient connu se désintérait tout autour d'eux ?

Imaginez qu'un million de Berlinoises se soient mobilisés pour pleurer les pornographes politiques.

Applaudirions-nous à cette manifestation de solidarité ?

Streicher a été condamné à mort durant le procès de Nuremberg.

Il n'est pas rapporté que beaucoup de personnes dans notre Occident éclairé aient versé des larmes.

Désolé, Charlie.

Après le massacre de 1000 musulmans par le dictateur égyptien Sissi en un seul jour, le journal Charlie Hebdo a publié ce titre (image de gauche) : « Le Coran c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles ».

Est-ce que l'image de droite, sur laquelle on peut lire « Charlie Hebdo, c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles » est inclus dans la liberté d'expression, ou est-ce considéré comme un propos offensant par le monde « épris de liberté » ?

<http://arretsurlinfo.ch/norman-finkelstein-reagit-a-laffaire-charlie-hebdo-je-suis-gaza/>

En complément.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994.

[Dossier sur le Honduras](#)

- Honduras: la présidence d'accord pour un recomptage total des voix - AFP

Le président sortant du Honduras, Juan Orlando Hernandez, candidat à sa propre succession, a accédé mardi à la demande de l'opposition d'un recomptage total des votes de l'élection présidentielle du 26 novembre pour écarter les accusations de fraude en sa faveur.

"Nous sommes ouverts à l'examen, à la révision (du scrutin) une, deux, trois, autant de fois que nécessaire. Nous n'avons aucun problème", a déclaré le président, 49 ans et candidat à sa propre réélection malgré les dispositions constitutionnelles.

Il a ainsi donné son aval à la demande de l'ancien président Manuel Zelaya, leader de l'opposition, qui avait réclamé un peu plus tôt mardi la vérification de l'ensemble des 18.000 procès-verbaux de la présidentielle.

L'opposition espère ainsi écarter la possibilité d'une fraude favorable au président sortant, contre son adversaire de gauche, Salvador Nasralla, un présentateur de télévision de 64 ans novice en politique.

L'ancien président Zelaya avait auparavant rejeté la proposition du Tribunal suprême électoral (TSE) de vérifier les 5.173 procès-verbaux que l'opposition avait signalé comme falsifiés, estimant que la seule façon d'éviter une fraude était de réexaminer l'ensemble des procès-verbaux.

Donné en tête dans les premiers résultats partiels avant d'être doublé par le président sortant, Salvador Nasralla, de l'Alliance de l'opposition contre la dictature, a accusé le TSE d'avoir falsifié ces procès-verbaux pour inverser la tendance.

Les autorités électorales espéraient ainsi calmer la colère de la population face à la probable réélection de Juan Orlando Hernandez.

Ce dernier, qui s'exprimait depuis le siège du Parti national (droite), s'est montré convaincu de sa réélection, une nouvelle qu'il a dit attendre avec une "grande impatience", tout en assurant que son geste à l'égard de l'opposition "n'était pas un signe de faiblesse, mais de force".

L'annonce présidentielle intervient alors que l'état d'urgence a été décrété vendredi pour 10 jours dans ce pays d'Amérique centrale, après des manifestations et des pillages de commerces ayant fait au moins trois morts.

Dans la capitale Tegucigalpa comme ailleurs dans le pays, des milliers d'habitants continuent de défier le couvre-feu pour ériger des barricades et d'organiser des concerts de casseroles.

Officiellement, et malgré le dépouillement de 99,98% des bulletins, le TSE se refuse à déclarer un vainqueur tant que les recours n'ont pas été étudiés, mais publie des chiffres clairement favorables à Juan Orlando Hernandez, crédité de 42,98% des suffrages, contre 41,39% pour Salvador Nasralla.

Ce dernier avait affirmé lundi à l'AFP qu'il ne pourrait "jamais accepter" ces résultats "ni officiels ni définitifs". Les observateurs internationaux semblent se ranger, à demi-mot, de son côté. L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, coordinatrice de la mission de l'Union européenne, a appelé le TSE à la prudence: "S'il vous plaît, ne proclamez pas de vainqueur, le processus n'est pas terminé". L'Organisation des Etats américains (OEA) est allée plus loin encore: "La marge étroite des résultats, ainsi que les irrégularités, les erreurs et les problèmes systémiques qui ont entouré cette élection ne permettent pas à cette mission d'avoir des certitudes sur les résultats", a déclaré l'ex-président bolivien Jorge Quiroga, chef de la mission de l'OEA.

Mais l'état d'urgence n'empêche pas la violence, dans ce pays pauvre miné par les gangs criminels: dimanche soir dans le département d'Olancho (est), quand deux policiers ont été abattus par deux habitants circulant en voiture malgré l'interdiction, selon la police.

Et au moins une jeune femme a été tuée au cours des manifestations d'opposants.

Lundi soir, des centaines de membres des "Cobras", les unités de la police anti-émeute, soutenus par d'autres policiers, sont sortis de leurs casernes, dans le nord de Tegucigalpa, pour signifier leur refus de faire appliquer le couvre-feu et réprimer les manifestants.

Des centaines d'habitants du voisinage ont accouru pour les applaudir, certains arborant des pancartes avec l'inscription "J'aime la police".

Avant même sa tenue, le scrutin était contesté, en raison de la candidature du président sortant. AFP 6 décembre 2017

On retrouve tous les ingrédients de la désinformation dans cet article, les manifestants présentés de la même manière que les gangs criminels, la mort d'une jeune femme au lieu d'un jeune homme pour accentuer le côté injuste et dramatique des actions menées par les opposants à Hernandez.

On sait qu'à l'AFP ils aiment "la police"! Et la panne du serveur du TSE, pendant laquelle les résultats se sont inversés et qui est à l'origine de la contestation des résultats de cette élection, a disparu ! AFP 6 décembre 2017

- Présidentielle au Honduras: les deux camps dans la rue pour crier victoire - AFP

N'accordant pas sa confiance au Tribunal suprême électoral (TSE) hondurien, M. Nasralla a réaffirmé jeudi sa requête pour que des institutions comme l'Organisation des Etats américains (OEA) ou l'Union européenne effectuent un nouveau dépouillement et un audit du système informatique de décompte du TSE.

M. Nasralla estime que la présidence lui a été "volée" et accuse le TSE d'avoir falsifié une partie des procès-verbaux à la faveur de pannes informatiques.

Le TSE s'est attelé jeudi soir au recomptage de 4.753 urnes dont la saisie informatique a entraîné des suspicions de fraude, sans la présence de représentants de l'opposition qui réclament un recomptage total de quelque 18.128 contenant les bulletins de vote.

L'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait dépêché une mission d'observation électorale demande désormais

"un processus exhaustif et méticuleux de vérification" des résultats en dénonçant le "manque de garantie et de transparence" ainsi que "l'accumulation d'irrégularités". Elle estime qu'elle "ne peut avoir de certitudes sur les résultats".

Dans un communiqué commun, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Chili et l'Uruguay ont exprimé leur "soutien" à un examen global du processus électoral.

Pour sortir de la crise, l'OEA a même commencé à évoquer une nouvelle option, celle d'"un nouvel appel à des élections". Le Parti libéral (PL, droite), arrivé troisième de ce scrutin à un tour avec 14,73% des voix, a déposé un recours en ce sens.

Jeudi, la Convergence contre la Continuité d'Hernandez, composée de plusieurs organisations de la société civile, a elle appelé à invalider les élections.

L'alliance de l'opposition a indiqué pour le moment qu'elle ne partageait pas l'option d'organiser de nouvelles élections.

Si les mobilisations se poursuivent, "il est probable que cela dégénère en troubles", met en garde le sociologue Osman Lopez, professeur à l'Université nationale.

Difficile pour nombre d'Honduriens d'accepter une victoire du président sortant alors que "la population a montré son respect pour la démocratie (en participant à l'élection) et a voté davantage contre la réélection illégale (du président sortant) que pour Nasralla", ajoute-t-il.

M. Hernandez a en effet contourné l'interdiction de deux mandats consécutifs, qui figure dans la Constitution, grâce à une décision favorable du Tribunal constitutionnel. AFP 8 décembre 2017

- Honduras: l'opposition réclame l'annulation de l'élection pour fraude - AFP

L'opposition au Honduras a déposé un recours en annulation de l'élection présidentielle du 26 novembre, arguant qu'elle était "frauduleuse", nouveau développement de la crise politique qui a plongé le pays dans le chaos.

L'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche), de l'opposant Salvador Nasralla, a affirmé devant le Tribunal suprême électoral (TSE), dans la nuit de vendredi à samedi, qu'il y avait eu "altération (du processus électoral, ndlr) due à une fraude des procès-verbaux du scrutin", remettant en question la réélection du président sortant Juan Orlando Hernandez.

"Ils (les magistrats du TSE) savent que ce processus est totalement avorté, c'est un processus avec des fraudes de toutes parts", a déclaré M. Nasralla après avoir déposé le recours en compagnie de l'avocat de l'Alliance, Marlon Ochoa.

M. Ochoa a expliqué à l'AFP que "la loi prévoit qu'il est possible de demander la nullité du vote, du scrutin, du dépouillement et de l'enregistrement des votes, nous faisons donc appel à la loi".

Il a averti que le TSE rejettera probablement l'appel, ce qui poussera selon lui l'opposition à poser "un recours devant les instances internationales". AFP 10 décembre 2017

Antisocial.

- Le gouvernement prêt à s'attaquer au mode de revalorisation du smic - Reuters

Le gouvernement envisage de réformer le mode de revalorisation du smic sans pour autant renoncer à son automaticité ou faire nécessairement totalement siennes les propositions d'un groupe d'experts qui suscitent l'inquiétude des syndicats.

Dans un rapport transmis aux partenaires sociaux, ces économistes chargés d'éclairer le gouvernement sur l'évolution du smic remettent en cause la revalorisation automatique du salaire minimum et plaident pour une désindexation.

Ils recommandent au gouvernement de s'abstenir de tout "coup de pouce" au smic le 1er janvier 2018, pour tenir compte des "fragilités" de l'économie française, mais vont bien au-delà.

"Le smic est un outil peu efficace pour lutter contre la pauvreté", écrivent-ils. Pour ces économistes une hausse du smic n'a que peu d'effet sur le revenu des ménages les plus modestes, dont la situation est, selon eux, plus la conséquence de la faiblesse de leur temps de travail que du salaire horaire.

Le groupe d'experts propose de supprimer au moins la règle de l'indexation obligatoire sur la moitié du gain de pouvoir d'achat

du SHBOE, voire ces deux critères.

Supprimer toute règle d'indexation obligatoire "présente l'avantage de pouvoir maîtriser les hausses du salaire minimum dans les phases basses du cycle économique afin de préserver les emplois et d'allouer éventuellement plus de ressources aux mécanismes de lutte contre la pauvreté", disent-ils

Ils font valoir que l'une ou l'autre de ces réformes rapprocherait la France de "la très grande majorité des pays développés où existe un salaire minimum national".

"Les deux options de réformes laisseraient plus de marge de décision aux pouvoirs publics concernant la revalorisation du smic", ajoutent-ils. "Elles renforceraient également le rôle de la négociation collective."

Pour eux, l'augmentation du niveau de vie des ménages pauvres doit "prioritairement reposer sur des mesures permettant une augmentation de la durée du travail" et "une revalorisation de la prime d'activité est plus efficace qu'une augmentation du smic pour lutter contre la pauvreté".

L'entourage de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a pour sa part rappelé qu'il s'agissait d'experts "indépendants".

Les règles d'indexation "visent légitimement à préserver le pouvoir d'achat des travailleurs au smic" et "le gouvernement est attaché au principe d'une progression automatique" de ce salaire minimum, a-t-on déclaré à Reuters au ministère.

Mais on ajoute de même source que les propositions du rapport "s'intégreront dans les réflexions en cours" sur le partage des fruits de la croissance et de la valeur ajoutée et sur une plus grande convergence fiscale et sociale en Europe.

Le premier de ces deux chantiers devrait ainsi trouver une concrétisation dans le projet de loi du ministre des Finances, Bruno Le Maire, sur les entreprises, qui pourrait notamment étendre la participation et l'intéressement dans les PME.

Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud reçoivent mercredi les partenaires sociaux à Bercy pour en parler.

Le gouvernement envisage donc bien une réforme du mode de revalorisation du smic mais entend garder à celle-ci une forme d'automatisme, donc sans nécessairement reprendre la totalité des propositions du groupe d'experts.

Des propositions dénoncées notamment par Force ouvrière, la CGT et la CFDT.

Dans un communiqué, FO rappelle avoir lancé une mise en garde contre sa nouvelle "composition monocolore relevant du libéralisme économique" du groupe d'experts.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, ajoute ce syndicat, qui estime que retenir ses propositions serait "serait une faute économique et sociale lourde de sens, accentuant l'image d'un gouvernement des riches".

La CGT dénonce pour sa part un "rapport explosif pour dynamiser le smic" et assure qu'elle "ne laissera pas faire".

"La CGT (...) n'acceptera nullement que ces préconisations soient traduites dans le futur projet de loi 'croissance des entreprises', par exemple", lit-on dans son communiqué.

De son côté, la CFDT juge inenvisageable de "supprimer l'ensemble des variables de revalorisation automatique" du smic mais estime aussi que la question du salaire minimum "cache les véritables problèmes des salariés".

"Pour la CFDT, le chantier prioritaire porte sur la revalorisation des bas salaires et sur les évolutions professionnelles et salariales", ajoute ce syndicat.

L'entourage de Muriel Pénicaud précise pour sa part que le niveau de la prochaine revalorisation du smic sera annoncé d'ici le 20 décembre et que cette revalorisation s'ajoutera aux mesures déjà prises pour que "le travail paie davantage". Reuters 6 décembre 2017

- Agents de nettoyage : 33e jour de grève sur le réseau Paris-Nord - Libération.fr

Une centaine de salariés a reconduit, ce lundi, la mobilisation en cours depuis le 2 novembre. Objectif : défendre leurs conditions de travail face à leur nouvel employeur Onet.

C'est le 33e jour de grève. Comme tous les matins depuis le début du mois dernier, les agents de nettoyage du réseau ferroviaire nord-parisien se sont réunis lundi à 9 heures à la gare Saint-Denis pour voter la reconduction de la mobilisation. Les salariés de la société H. Reinier – leur nouvel employeur est une filiale d'Onet, en charge du nettoyage de 75 gares dans le nord de l'Ile-de-France – et les organisations syndicales CFDT, FO et Sud-Rail, se sont prononcés à l'unanimité en faveur d'une poursuite de la protestation.

Les revendications ? Le maintien du nombre de salariés – ils sont aujourd'hui 112, ils risquent de n'être plus que 104 –, l'augmentation de la prime du panier repas (qui est actuellement de 1,90 euro et qu'ils veulent voir grimper à 4 euros –, l'annulation de la clause de mobilité – ils veulent rester des agents fixes – et la revalorisation de la prime vacance.

Depuis le 2 novembre, soit le lendemain de leur transfert chez le nouveau prestataire, la quasi-totalité des agents de nettoyage a bloqué cinq gares situées dans le secteur nord de la région parisienne, afin d'empêcher quiconque d'en nettoyer les quais et halls. Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, des employés intérimaires de la société Onet se sont rendus à la gare Saint-Denis, escortés de la police, pour nettoyer les quais débordés par les ordures depuis des semaines.

«Ils étaient plus nombreux, nous n'avons rien pu faire pour les en empêcher», raconte Diadié Diakhité, cheminot CFDT à la SNCF. C'est sûr, ce n'est pas une situation franchement sympathique pour les usagers du RER [cela concerne les lignes B, D, H, C et K, ndr], mais c'est un moyen de pression fort pour obtenir de notre nouvel employeur des garanties sur le papier.»

Lundi après-midi, les salariés avaient rendez-vous avec des responsables d'Onet pour reprendre les négociations – la troisième rencontre depuis le début de la grève. Selon Diadié Diakhité, les employés sont sortis de la réunion avant la fin des discussions, écœurés par les courriers disciplinaires reçus par certains d'entre eux : «Nous entamerons demain notre 34e jour de grève.» Libération 4 décembre

- La France a toujours la retraite la plus longue de l'OCDE - AFP

Les Français partent plus tôt et restent plus longtemps à la retraite que tous les autres citoyens de l'OCDE, avec en prime des revenus plus élevés que la moyenne, selon une étude publiée mardi par l'organisation.

La France reste championne du monde de la durée de la retraite: en 2016, on y sortait du marché du travail en moyenne à 60,2 ans et avec une "espérance de vie résiduelle" de 25,6 ans, précise l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son Panorama des pensions 2017.

L'âge de sortie du marché du travail prend en compte tous ceux qui sortent de la population active au-delà de 40 ans pour diverses raisons, y compris l'invalidité et l'inactivité, ce qui tend à "sous-estimer l'âge effectif de la retraite", reconnaît l'organisation.

La France affiche néanmoins la fois l'âge de sortie le plus précoce des 35 pays membres de l'OCDE (64,4 ans en moyenne) et la durée la plus longue (20,3 ans en moyenne).

L'Hexagone se distingue par "une forte baisse de l'emploi après 60 ans" et "un faible âge normal de la retraite": pour une carrière sans interruption débutée à 20 ans, un Français bénéficiait en 2016 d'une pension sans décote à 61,6 ans, contre 63,9 ans en moyenne dans l'OCDE.

La France va toutefois rattraper "une partie de son retard" avec l'allongement de la durée de cotisation (43 ans en 2035) et la réforme des régimes complémentaires obligatoires (Agirc-Arrco) qui se traduira par un système de bonus-malus temporaire à partir de 2019, pour inciter les salariés à reporter leur départ en retraite.

L'âge "normal" va ainsi reculer progressivement à 64 ans d'ici 2060 pour les Français, tandis que la moyenne de l'OCDE passera à 65,7 ans.

Les retraités français continueront tout de même à bénéficier d'un meilleur "taux de remplacement net" que la moyenne. Avec les règles actuelles, la pension sans décote après cotisations et impôts représente 74% du dernier salaire, contre 63% en moyenne dans l'OCDE.

En prenant en compte tous leurs revenus, dont ceux du travail et du capital, les Français de plus de 65 ans touchaient, en 2014, 103,4% du revenu moyen de l'ensemble de la population du pays. Un score qui les place, une fois encore, en tête du palmarès de l'OCDE. AFP 5 décembre 2017

[Oligarchie mondiale. Faites sauter la banque !](#)

- Pologne: un banquier brillant à la tête du gouvernement - AFP

Le parti conservateur au pouvoir en Pologne a décidé jeudi de remplacer la Première ministre Beata Szydlo, une fille de mineur et ex-élue de province que son euroscepticisme a empêchée de conquérir l'étranger, par un jeune ex-banquier brillant qui devrait y réussir beaucoup mieux. AFP

- Accord entre la Grèce et ses créanciers sur les réformes - Reuters

La Grèce et ses créanciers de la zone euro sont parvenus samedi à un accord préliminaire sur les réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre dans le cadre de son programme d'aide international, une étape qui pourrait permettre au pays de sortir de ce plan d'aide en août.

L'accord porte sur une série de mesures politiquement sensibles, couvrant notamment des questions budgétaires, des réformes du marché du travail et de celui de l'énergie, les mauvaises créances et les privatisations. Reuters 3 décembre 2017

- Dix-sept paradis fiscaux sur la liste noire de l'UE - Reuters

Les ministres européens des Finances ont adopté mardi une liste noire des paradis fiscaux sur laquelle figurent 17 "juridictions", toutes extérieures à l'Union, a annoncé le Français Bruno Le Maire.

On y trouve Bahreïn, la Barbade, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Grenade, Guam, Macao, les îles Marshall, la Mongolie, la Namibie, les Palaos, Panama, Sainte-Lucie, les îles Samoa et les Samoa américaines, Trinité-et-Tobago et la Tunisie, selon des responsables européens.

Quarante-sept autres juridictions dont la fiscalité n'est pas conforme aux normes européennes mais qui se sont engagées à y remédier se trouvent sur une deuxième liste publique dite "grise", a poursuivi le ministre français des Finances.

"Cette liste représente un progrès substantiel. Elle a le mérite d'exister", a déclaré Pierre Moscovici, commissaire européen à la Fiscalité.

"Mais, parce que c'est la première, c'est une réponse insuffisante face à l'ampleur de l'évasion fiscale à l'échelle mondiale", a-t-il toutefois tempéré.

Après une série de révélations dans la presse, les Etats membres se sont entendus en février pour dresser un inventaire des paradis fiscaux. Les experts de l'UE ont passé près d'un an à enquêter sur 92 entités.

Celles qui ont été retenues sur la liste noire pourraient être privées de fonds européens. D'autres sanctions seront décidées dans les semaines à venir, a ajouté Bruno Le Maire.

Plusieurs organisations non gouvernementales pour lesquelles le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas ou l'Irlande ne respectent pas les règles européennes, se sont indignées que l'enquête n'ait porté sur aucun Etat membre de l'UE. Reuters 5 décembre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: le président Hadi veut reprendre Sanaa, après la mort de Saleh - AFP

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en exil en Arabie saoudite, a annoncé le lancement d'une opération militaire pour reprendre la capitale Sanaa, contrôlée par les Houthis, quelques heures après la mort confirmée de l'ex-président du Yémen Ali Abdallah Saleh.

L'ex-dirigeant à la tête d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, M. Hadi a encouragé lundi les Yéménites à "ouvrir une nouvelle page" de l'histoire du pays.

A Sanaa, où les affrontements entre rebelles se poursuivaient lundi soir, les Houthis donnaient l'impression de prendre le dessus sur les forces de M. Saleh, selon des journalistes sur place.

"Le ministère de l'Intérieur (contrôlé par les Houthis) annonce la fin de la milice de la trahison et la mort de son chef (Ali Abdallah Saleh) et d'un certain nombre de ses éléments criminels", a affirmé la télévision des Houthis, Al-Massirah, en citant un communiqué.

Une vidéo remise lundi à un journaliste de l'AFP par les Houthis montrait le cadavre de ce qui semble être l'ancien président Saleh, évincé du pouvoir en 2012 dans le sillage du Printemps arabe.

Ce décès a ensuite été confirmé par une dirigeante de son parti, le Congrès populaire général (CPG).

Selon elle, l'ancien président et d'autres hauts responsables du CPG ont été la cible de tirs nourris de Houthis alors qu'ils quittaient Sanaa vers des zones tenues par des forces pro-Saleh.

Une source militaire a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, qu'un convoi de quatre véhicules avait été bloqué à environ 40 km au sud de la capitale. Selon elle, Saleh a été tué par balle avec deux hauts dirigeants du CPG.

Dans un discours retransmis sur Al-Massira, le chef rebelle Abdelmalek Al-Houthi, 38 ans, s'est félicité en soirée de "l'échec du complot", sans mentionner le sort de l'ex-président Saleh.

Il faisait référence à la violente rupture d'alliance, la semaine dernière, entre M. Saleh et les rebelles Houthis, issus de la minorité zaidite, une branche du chiisme.

Cette alliance avait été scellée il y a trois ans et, depuis, les deux camps contrôlaient conjointement la capitale au détriment du gouvernement de Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié dans le sud du Yémen.

Les affrontements entre alliés, qui ont éclaté mercredi, ont fait au moins 100 morts et blessés, selon des sources de sécurité et hospitalières.

Après ce revirement d'alliance, Ali Abdallah Saleh avait tendu la main samedi à l'Arabie saoudite, qui intervient militairement au Yémen en soutien du gouvernement Hadi, en échange de la levée du blocus que Ryad impose au Yémen.

Les Houthis avaient dénoncé une "grande trahison".

Lundi, le président Hadi a "donné pour ordre à son vice-président Ali Mohsen al-Ahmar, qui se trouve à Marib (100 km de Sanaa), d'activer la marche (...) vers la capitale", selon un membre de son entourage.

Baptisée "Sanaa l'Arabe", l'opération consisterait, selon cette source, à prendre la capitale en tenailles. D'après des sources militaires loyalistes à Marib, sept bataillons ont reçu l'ordre de marcher sur Sanaa.

Pour tenter d'affaiblir les rebelles, le gouvernement yéménite a également annoncé sa volonté d'offrir une amnistie à tous ceux qui cesseraient de collaborer avec eux, une main tendue aux pro-Saleh.

La guerre au Yémen a fait plus de 8.750 morts depuis mars 2015 et l'intervention d'une coalition militaire menée par Ryad contre les Houthis.

La coalition sous commandement saoudien a exhorté lundi les civils à se tenir à "plus de 500 mètres" des zones contrôlées par les rebelles, laissant supposer une intensification de ses raids aériens.

Par ailleurs, selon des experts américains cités lundi par le New York Times, le système anti-missile Patriot déclenché le mois dernier par l'Arabie saoudite pour intercepter un missile balistique tiré par les Houthis a échoué à en détruire l'ogive, qui a explosé sur l'aéroport de Ryad, contrairement aux affirmations du régime.

Des responsables saoudiens avaient annoncé le 4 novembre avoir intercepté et détruit un missile balistique qui provenait du Yémen en guerre. AFP 5 décembre 2017

ECONOMIE

Russie

- La Russie lance son titanesque projet gazier Yamal dans l'Arctique - AFP

C'est un projet hors-norme, au bout du monde: la Russie inaugure vendredi son gigantesque site gazier Yamal en Sibérie arctique, érigé dans des conditions climatiques et géologiques extrêmes, avec la participation du français Total et de la Chine.

Le groupe privé russe Novatek, à la tête du consortium international qui mène le projet, a prévu de faire partir la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) du port de Sabetta vendredi, après avoir annoncé cette semaine le début de la production de GNL sur la première ligne de production, dont la capacité prévue est de 5,5 millions de tonnes par an.

Ce projet à 27 milliards de dollars, un des plus vastes et ambitieux du monde dans le secteur, vise à construire en trois étapes une usine de liquéfaction de gaz permettant de produire à terme 16,5 millions de tonnes par an à partir de 2019.

Ce lancement est un premier succès pour le projet, détenu par Novatek (50,1%), le français Total (20%) et les chinois CNPC (20%) et Silk Road Fund (9,9%), qui a connu des défis techniques et financiers.

Car si la péninsule de Yamal dispose de ressources considérables, il s'agit également d'une région isolée au nord du cercle arctique, à 2.500 kilomètres de Moscou, où le thermomètre peut descendre jusqu'à -50°C.

Depuis le début du chantier fin 2013, il a fallu construire un aéroport et un port en plus des réservoirs et de l'usine elle-même, en dépit de la glace omniprésente une grande partie de l'année.

"Malgré des conditions d'exploitation difficiles, Yamal LNG a été livré à temps et en respectant le budget. C'est inhabituel dans l'industrie du GNL", estime Samuel Lussac, spécialiste du secteur des hydrocarbures russe du cabinet Wood Mackenzie.

Avec ce lancement, "Novatek, autrefois fournisseur local de gaz, devient un acteur mondial du GNL", ajoute-t-il. Le projet permettra également à Total de monter en puissance dans le secteur GNL, dont il est le deuxième acteur mondial.

Le financement du chantier a pourtant été compliqué par les sanctions américaines contre Novatek, qui avaient brusquement rendu impossible le financement du projet par les banques occidentales. Celui-ci a pu finalement se réaliser grâce à l'apport de fonds chinois.

Un soulagement pour la Russie, pour qui ce projet présente une importance stratégique. D'une part, elle compte démontrer sa capacité à exploiter les ressources considérables de l'Arctique malgré les défis technologiques.

D'autre part, elle veut renforcer sa présence sur le marché disputé du GNL et alimenter ainsi davantage les pays asiatiques, alors qu'elle exporte actuellement surtout vers l'Europe par gazoducs.

Mais selon Samuel Lussac, le projet reste soumis à des risques: les premiers mois montreront "si l'usine peut fonctionner sans accroc dans l'environnement hostile de l'Arctique", et "le transport par le passage du Nord-Est en est à ses débuts, il n'y a pas de certitude quant à sa viabilité en tant que voie majeure de livraison de GNL".

Valery Nesterov, analyste chez Sberbank, se veut plus optimiste: le projet "braque les projecteurs sur l'Arctique russe et donnera plus de clarté" sur son avenir, permettant notamment de "développer la route du Nord-Est".

La Russie mise beaucoup sur le développement du trafic maritime par cette route, un raccourci maritime rendu accessible par le réchauffement climatique et ponctué de ports et de bases militaires susceptibles de secourir les navires en détresse.

Cette route, qui longe les côtes septentrionales de la Sibérie, permet aux navires de gagner 15 jours par rapport à la voie classique qui passe par le canal de Suez, selon Total.

A Yamal, où le site ne disposait d'aucune voie d'accès terrestre ou maritime au début du projet, quinze méthaniers brise-glace seront progressivement mis en service d'ici 2019 pour livrer le GNL vers l'Europe (46%) et l'Asie (54%), selon le groupe.

Le premier d'entre eux, le méthanier "Christophe de Margerie", du nom de l'ancien PDG de Total décédé dans un accident d'avion en 2014 en Russie, doit emporter la première cargaison de Yamal vendredi. Ce méthanier de 300 mètres de long est le premier navire commercial à avoir franchi la route du Nord-Est sans assistance au mois d'août.

Après Yamal, Novatek prévoit de développer un nouveau projet dans le Grand Nord, Arctique-2. Ce projet géant sur la péninsule de Gydan, dans la mer de Kara, dont la fin de la première phase de construction est prévue en 2022-2023, doit à terme produire autant que Yamal. AFP8 décembre 2017

Haut de page ↗

Le 17 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (28 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- J'ignore comment vous prenez les choses.

Ce qui ressort des commentaires que l'on trouve sur les blogs ou portails dit alternatifs, c'est que leurs auteurs voudraient que les choses changent sans vraiment changer ou que tout change sans rien changer ou si peu, il ne faut pas se raconter d'histoires, ils dénoncent la médiocrité de notre époque mais s'y complaisent par crainte de perdre leurs privilèges, c'est la seule chose dont ils ont vraiment conscience. Ils se livrent à un exercice d'autosatisfaction sans intérêt, à part leur donner bonne conscience...

2- Netanyahou et Trump sont inquiets, si, si, ceux qui contestent leur politique en appellent à l'ONU, qui n'a eu de cesse depuis 1947 de soutenir Israël et les Etats-Unis en leur permettant de piétiner les résolutions qu'elle avait adoptées. D'où tirent-ils leur pouvoir certains s'interrogent ? Vous avez là la réponse.

3- (Un internaute) Cultiver son jardin a ses charmes mais jusqu'à quand ?

C'est ce que faisaient des millions d'Irakiens, Syriens, Ukrainiens, Syriens, Yéménites, Libanais, Afghans, Vietnamiens, Laotiens, Grenadins, Soudanais, Nigériens, Chiliens, et j'en oublie une flopée d'autres, avant que le ciel ne leur tombent sur la tête et passent de vie à trépas.

Se rappeler le discours du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.
Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »
https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_ils_sont_venus_chercher...

4- Ah ces chiens de Versaillais !

- Nemo, le chien de l'Elysée, croule sous les cadeaux de Noël - LeParisien.fr

5- Un repli identitaire, c'est peut-être la bonne formule pour caractériser toutes ces campagnes destinées davantage à discriminer certaines minorités ou communautés ou à dénoncer certains préjugés ou comportements. Elle s'adresse à ceux qui en font la promotion

6- "*Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les inégalités de patrimoine entre individus.*" (Le Laboratoire sur les Inégalités Mondiales (World Inequality Lab) Rapport sur les inégalités dans le monde 2018)

Autant dire que ceux qui axent leur politique contre les inégalités ou qui voudraient que l'Etat joue un rôle de régulateur dans la distribution des richesses ont tout faux.

C'est l'Etat qui a permis aux capitalistes de capter l'essentiel des richesses produites, c'est donc contre l'Etat, ses institutions et ses représentants, ainsi que le capitalisme qu'il faut axer notre combat, qui inclut le combat contre les inégalités dans la perspective de l'expropriation de l'oligarchie et la socialisation des grandes et moyennes entreprises.

- Ce rapport en entier en Anglais
- Income inequality in France (en anglais, mais les graphiques parlent d'eux-mêmes.
- Synthèse de ce rapport en français

[En famille. Circulez il n'y a rien à voir ! Faites ce qu'on vous dit un point c'est tout.](#)

- Avec son discours sur Johnny, c'est à la France populaire que le Président Macron a su parler - HuffPost.fr

Avez-vous remarqué que ceux qui ont rendu un hommage solennel à Hallyday, sont ceux qui participent à la campagne hystérique de délation tout azimut lancée par le PS et poursuivie par LREM, la pseudo-gauche et extrême gauche contre ceux qui auraient eu dans le présent ou le passé un comportement raciste, homophobe ou misogyne ou qui manifesteraient des préjugés envers telle ou telle minorité ou communauté, qui fument ou qui se livrent à des excès en tous genres (Alcool, sexe, etc.), alors que leur idole cumulait la plupart d'entre eux, on peut ajouter la domiciliation dans un paradis fiscal, bref, du point de vue des bien-pensants ou de leur morale, Hallyday aurait dû être déclaré infréquentable, comme quoi ils osent vraiment tout. Ils osent tout parce qu'ils sont en famille...

Saviez-vous qu'il était aussi facile de sortir de l'Union européenne ?

Saint-Barthélemy est une île française des Petites Antilles, 9 427 habitants recensés en 2014.

Saint-Barthélemy ne fait pas partie de l'Union européenne, elle y est seulement associée comme les autres pays et territoires d'outre-mer (PTOM), et ce depuis le 1er janvier 2012.

La nouvelle collectivité a opté pour sa sortie du territoire de l'Union européenne, mais tout en conservant les droits relatifs à la citoyenneté européenne et à l'utilisation de l'euro comme unique monnaie officielle, même si le dollar américain est accepté dans nombre de commerces au taux de change du jour.

L'île comporte une majorité de villas très souvent avec une piscine à débordement et parfois un terrain de tennis. Les prix au mètre carré y sont extrêmement élevés et démarrent à un million d'euros pour un « deux pièces » à Gustavia. Ils peuvent monter jusqu'à plusieurs dizaines de millions de dollars pour les propriétés situées en bord de mer.

L'île est connue pour être fréquentée par des millionnaires et des milliardaires. Parmi eux : Gates, Buffett, Rothschild, Rockefeller (depuis 1957)... Wikipédia.org

[Les pornographes sont au pouvoir.](#)

Les nantis sont des obsédés, des pervers, des débauchés, des éternels frustrés ou complexés, des cinglés, ils sont tellement blasés, que le seul truc qui les fait encore bander, c'est l'incitation au viol, aux partouzes, à l'exhibitionnisme, à l'échangisme, à la pédophilie, à la prostitution, le chaos destructeur en dernier ressort, celui qui vous brise psychologiquement, vous dégoûte de vous-même.

Ils peuvent tout se procurer, sauf l'orgasme et cela les rend littéralement fou. Ils exploitent les faiblesses des hommes et des femmes pour mieux les asservir, c'est ce qu'on retiendra. Ce sont des monstres.

C'est au programme diffuse des images très sexy d'un cabaret familial - Téléstar Les fidèles téléspectateurs de l'émission C'est au programme présentée par Sophie Davant chaque matin à partir de 9h50 sur France 2 ont pu se rincer l'oeil cette semaine. En effet, un reportage ayant pour thème un cabaret familial fut diffusé à l'antenne. De ce fait, de nombreuses séquences très sexy ont fait monter la température que ce soit sur le plateau ou bien même chez les téléspectateurs.

Au cours de l'émission de télé-réalité de W9 Les princes et les princesses de l'amour, Jérémy a mis le paquet pour conquérir le coeur d'une des candidates lors d'une soirée. Alors que les filles espéraient voir leurs prétendants se lâcher ce soir-là, le jeune homme s'est montré à la hauteur en arrivant vêtu d'un simple string banane. Une audace qui a énormément plu à Hillary morte de rire en le voyant. Le jeune homme fut réellement impressionné par le courage de son prétendant ainsi que par ses attributs viril bien mis en valeur dans cet accoutrement.

Grand moment de gêne sur le plateau du jeu de TF1 Les 12 coups de midi présenté par Jean-Luc Reichmann. En cause, une question dont personne ne voulait entendre la réponse. En fait, il fallait que la candidate interrogée trouve de quel mot aztèque venait le terme avocatier qui désigne un arbre sur lequel pousse les avocats. La réponse était "arbre à testicule" ce qui a mis mal

à l'aise tout le monde. Au final, la candidate en question a tout de même trouvé la bonne réponse. Téléstar 10 décembre 2017

Décryptage d'un article de l'Agence Française de Propagande.

- Trois femmes accusent Donald Trump de comportements sexuels déplacés. - AFP

Trois femmes qui avaient déjà accusé Donald Trump de comportement sexuel inapproprié l'année dernière, ont à nouveau témoigné lundi contre le président américain et ont réclamé l'ouverture d'une enquête au Congrès, l'une d'entre elles faisant notamment état d'un baiser forcé.

Les trois femmes, dont l'âge varie d'une trentaine d'années à plus de 70 ans, avaient déjà témoigné lors de la campagne présidentielle américaine de 2016. Elles s'exprimaient lundi dans l'émission matinale de la chaîne NBC et la Maison Blanche a immédiatement qualifié leurs témoignages de "fausses accusations".

Rachel Crooks, qui avait 22 ans en 2005, a raconté que le milliardaire l'avait embrassé sur la bouche sans son consentement alors qu'elle travaillait comme réceptionniste à la Trump Tower.

Elle a expliqué s'être sentie "un peu menacée", comme si elle n'avait "pas le choix".

"Je demande donc que les membres du Congrès mettent de côté leur affiliation politique et enquêtent sur les comportements sexuels inappropriés de M. Trump", a-t-elle déclaré.

Jessica Leeds a pour sa part accusé l'homme d'affaires de l'avoir touchée sans son consentement dans un avion dans les années 70. "Il avait ses mains partout, il m'embrassait et me touchait", a-t-elle témoigné.

Samantha Holvey, qui avait participé au concours de beauté Miss USA du magnat de l'immobilier, a pour sa part raconté que Donald Trump, qui avait rencontré les participantes dans les coulisses, les avaient dévisagées de manière particulièrement concupiscente, comme si elles étaient "un morceau de viande". AFP 11 décembre 2017

Qu'est-ce que des "comportements sexuels déplacés" ?

Le comportement qu'on eut un jour la plupart des garçons en présence de filles qu'ils connaissaient ou non parfois.

Il y a 12 ans, il aurait adressé "un baiser forcé" à une jeune employée, ce qu'on appelle parfois un baiser volé en mettant sa bouche où il ne fallait pas, à moins que ce soit arrivé accidentellement.

Cela m'était arrivé avec ma nièce Nadia (italienne). Je devais avoir environ 16 ou 17 ans, Nadia avait quelques années de plus que moi. Cela s'était passé chez ma grand-mère. Nadia était à table quand je suis arrivé, je suis allé vers elle pour lui faire la bise, quand soudainement elle a tourné la tête et nos deux bouches se sont touchées, ce qui l'a bien fait rire avec ma grand-mère, moi un peu moins parce qu'elle avait une haleine épouvantable et des poils au menton, je ne déconne pas !

Il y a 47 ans, elle était donc jeune ou elle avait à peu près le même âge que Trump le dragueur, pourquoi aurait-il mis "ses mains partout, il m'embrassait et me touchait" et elle n'aurait-elle pas réagi, à l'époque c'était un Américain comme un autre, il faut croire que cela ne l'avait pas gênée plus que cela, pourquoi ne l'a-t-elle giflé ? Personnellement j'étais très timide avec les filles, mais je me souviens que mes potes ne se gênaient pas pour embrasser des filles ou les peloter sans qu'elles en fassent un drame, c'était plutôt flatteur de plaire à de beaux garçons, sinon ils prenaient une baffa.

Si maintenant dévisager avec insistance une femme, c'est faire preuve d'un comportement sexuel déplacé, on en a tous été coupable un jour, c'est peut-être là qu'ils veulent en venir, faire en sorte que tous les hommes culpabilisent, les rabaisser, sachant que c'est le meilleur de briser leur résistance politique.

En guise d'épilogue pour faire chier ces abominables féministes ou identitaires.

Vous savez comment j'ai su que la soeur de ma compagne voulait sortir avec moi ? Un soir elle était en train de faire la vaisselle, je me suis approché d'elle très lentement pour lui faire une bise sur la joue de manière à ce qu'elle s'esquive si elle refusait ce contact, c'était la moindre des délicatesses, et au moment de poser mes lèvres sur sa joue, elle m'a présenté ses lèvres en ouvrant la bouche et en me regardant dans les yeux, évidemment je n'ai pas pu résister, j'ai succombé, j'avoue mon crime, je suis perdu ! On se marre bien quand même avec leurs conneries. Pendant ce temps-là personne ne pense au sort dramatique du peuple yéménite, moi si, la preuve.

- Plus de 8 millions de Yéménites au bord de la famine - Reuters

Huit millions quatre cent mille Yéménites sont "à deux doigts de la famine" et les belligérants doivent permettre l'acheminement d'une aide à ces populations, a déclaré lundi un haut responsable des Nations unies.

La coalition arabe sous conduite saoudienne qui est en lutte contre le mouvement chiite houthi au Yémen a imposé un blocus des ports, en novembre, à la suite d'un tir de missile en direction de Ryad.

"La poursuite du blocus des ports limite les fournitures de carburant, de vivres et de médicaments, ce qui augmente fortement le nombre de personnes vulnérables, qui ont besoin d'une aide", a-t-il déclaré.

"La vie de millions de personnes, notamment de 8,4 millions de Yéménites qui sont à deux doigts de la famine, dépend de notre aptitude à poursuivre nos opérations et à apporter une aide médicale, mais aussi des vivres, de l'eau potable, des abris", a-t-il continué. Reuters 11 décembre 2017

Ses abrutis de yéménites qui sont quotidiennement bombardés n'avaient qu'à pas riposter, dicit la position de l'ONU.

Ils se focalisent sur les Etats-Unis au lieu de se pencher sur les multinationales ou l'oligarchie.

Régulièrement les médias dits alternatifs publient des articles dans lesquels ils affirment que les Etats-Unis n'auraient plus les moyens d'exercer leur hégémonie sur le monde, patati patata, en fait, tout opposant qui se respecte ou autoproclamé à l'impérialisme américain se doit de tenir ce genre de discours, à commencer par la "gauche" américaine : Syrie – L'Etat islamique est vaincu et ce sera bientôt le tour des États-Unis par Moon of Alabama.

Cela fait des années ou des décennies qu'ils le proclament et que la réalité leur inflige un démenti cinglant. On nous rétorquera qu'il est bien vrai que les Etats-Unis sont hyper endettés, que ses infrastructures sont dans un état misérable, etc. Et alors ? Au contraire cela démontre qu'ils ont acquis un pouvoir qui leur permet de passer outre bien des contradictions ou ils se foutent de l'état du pays et de ce que la population en pense. On notera aussi que ce constat fait abstraction d'autres facteurs qui sont autrement plus décisifs. Par exemple :

- Selon Alan Cafruny, expert en relations internationales et en politique européenne à l'Hamilton College (New York), Washington, qui demeure la première économie du monde avec près de 25% du PIB mondial, qui parvient à conserver au dollar son statut de monnaie de réserve globale et qui possède un potentiel culturel considérable, a toutes les chances de rester le maître du jeu sur l'échiquier mondial. sputniknews.com 13.11

- USA: Le prolongement du financement fédéral voté à la Chambre - Reuters

...une rallonge de plus de 1.000 milliards de dollars (850 milliards d'euros) pour assurer le financement de l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2018, terme de l'exercice budgétaire américain en cours. Reuters 07.12

- Les ventes mondiales d'armement en nette hausse - euronews

Les ventes d'armes dans le monde ont augmenté pour la première fois en cinq ans en 2016 pour atteindre près de 300 milliards d'euros. (elles ont) fait un bond de 38% depuis 2002.

Les premières vendeuses d'armes au monde, et de loin, sont les compagnies d'armement américaines dont les ventes ont augmenté de 4 % en 2016 pour atteindre près de 217 milliards de dollars - environ 185 milliards d'euros - ce qui représente bien plus de la moitié des ventes mondiales. euronews 11.12

Etc. etc. etc.

Bref, on aura compris qu'une fois de plus que ce qu'on nous raconte ne correspond pas à la réalité. Ce qu'on nous sert en guise d'analyse n'est que de la propagande pour masquer l'impuissance de leurs auteurs à s'opposer efficacement au capitalisme et ses institutions dans chaque pays ou à définir une stratégie politique pour les combattre ou les affronter, en admettant qu'ils en aient eu un jour l'intention.

Les plus honnêtes ou sérieux témoignent leur incompréhension de la situation, parce qu'ils refusent de prendre en compte un certain nombre de facteurs, la finance mafieuse pour les uns, la lutte des classes pour les autres, ou encore la concentration du pouvoir entre les mains des principaux actionnaires des multinationales, qui après avoir fait main basse sur les institutions internationales - quand ils ne les ont pas créées eux-mêmes, étendent désormais leur pouvoir tentaculaire à l'ensemble des Etats et leurs institutions, y compris les médias ou à commencer par les médias devrait-on dire.

Lu dans un article.

- "*Paradoxalement, ce sont les États-Unis qui, par leur isolationnisme et leur protectionnisme, sapent aujourd'hui activement les principes de la mondialisation économique, indique l'expert.*"

Il n'est pas nécessaire d'être un expert, un professeur d'économie politique, pour observer que la phase de la mondialisation du capitalisme appartient au passé après l'ouverture de l'ex-URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs à l'économie dite de marché ou capitaliste, elle est pour ainsi sur le point de s'achever, et qu'en conséquence le capitalisme est passé à la phase supérieure qui consiste à accroître uniquement le pouvoir des multinationales ou des entreprises transnationales qui se jouent des frontières et des institutions politiques des différents pays qui ne sont plus des obstacles à la concentration des richesses et du pouvoir entre leurs mains pour avoir acheté le pouvoir politique ou pour le contrôler, ce qui revient au même au niveau du résultat, l'oligarchie est plus puissante que jamais et le mouvement ouvrier est plus divisé et disloqué que jamais.

On ne peut pas admettre ce processus quand on refuse d'admettre la défaite du mouvement ouvrier, car c'était le principal obstacle à sa réalisation qui hier était invincible. Il en fut de même de l'Union européenne, comme quoi une énième fois on n'a rien appris des expériences passées. Maintenant ce processus n'est pas totalement achevé, d'où les tensions et les guerres qui se multiplient.

C'est sérieux ?

- A mon avis, Trump est en train de faire un excellent travail en oblitérant ce qui reste de l'hégémonie mondiale des USA. Donnons-lui encore un an dans le bureau ovale, si tant est que la planète puisse tenir le coup, et le prestige et l'influence des USA se réduiront à rien. Par Gilad Atzmon — 08 décembre 2017 (<http://arretsurinfo.ch/la-guerre-cest-la-paix>)

C'est un idiot ?

- «Idiot», «menteur», «incompétent»: Donald Trump vu par les Américains - Liberation.fr

Un sondage de la très sérieuse université Quinnipiac confirme l'impopularité du président. Le vocabulaire fleuri utilisé pour le décrire traduit un mélange d'inquiétude et de dégoût. Liberation.fr

Ils en tiennent une sacrée couche !

par Moon of Alabama — 14 décembre 2017

(<http://arretsurinfo.ch/syrie-les-etats-unis-jettent-leponge-la-resistance-se-recentre-sur-israel/>)

- "...les États-Unis sont obligés de renoncer à leurs projets en Syrie..."

Pourquoi ? Ah, ces Russes, ces Iraniens, le Hezbollah, ils sont décidément très fort ! C'est marrant - une façon de parler - chaque fois que l'impérialisme américain et ses alliés sont vaincus ou ne parviennent pas (pas tout à fait) à atteindre leurs objectifs, ce n'est jamais à cause de la mobilisation des peuples qui sont attachés à leur souveraineté...

Cette gauche bien-pensante méprise le peuple, la classe ouvrière, il lui dénie la capacité et le droit de décider librement de leur propre sort, à l'entendre ils ne devraient jouer qu'un rôle secondaire ou insignifiant dans l'histoire, alors que ce sont eux qui composent la majorité de la population et qui produisent les richesses et font fonctionner la société, seules les puissances ou l'élite dont elle fait partie seraient aptes à gouverner ou à orienter le destin de la société, telle est leur conception de la démocratie qui se réduit une fois de plus à une minorité, autant dire qu'elle n'envisage qu'un replâtrage du capitalisme qui lui profiterait davantage.

- "Le coup hasardeux de Trump, consistant à reconnaître illégalement Jérusalem comme capitale d'Israël, est arrivée juste au bon moment pour donner un nouvel élan à la résistance..."

Hasardeux ? Qui peut croire que le président de l'Etat le plus puissant du monde, où le capitalisme est le plus avancé prendrait des décisions sur le coin d'une table ou sur un coup de tête ? Une telle affirmation est d'un tel crétinisme, elle suffit à totalement discréditer leurs auteurs : poubelle !

Que ne diraient-ils pas pour se faire passer pour de farouches opposants au régime ? De pacotilles, assurément. Et tous à de très rares exceptions sont sur le même registre, de furieux opportunistes.

Attendons de voir la suite, mais à mon avis l'annonce de Trump, qui en réalité ne préjuge pas du tout du statut final de Jérusalem, serait plutôt un coup porté à Israël dans la mesure où elle ressoudé tous ses ennemis à travers le monde. L'article

suivant fourni au moins un élément justifiant cette analyse. A moins qu'il prépare le terrain pour en finir avec les Palestiniens, mais un peu plus tard, dans trois ans... A suivre.

"C'est fini et bel et bien fini" ou "le glas de l'idéologie néo-conservatrice" a sonné. Vraiment ?

- Jérusalem : Merci à Donald Trump ! par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch 11.12

Donc, Donald Trump a signé l'ordre de transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en flagrante violation du droit international et plus particulièrement des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Dernière péripétie en 2016 : celle de la résolution 23341 qui condamne de nouveau la colonisation israélienne, adoptée par 14 voix et une abstention : celle des Etats-Unis – qui n'usent pas de leur veto au grand dam d'Israël ! (Tiens donc. Et personne ne se demandera pourquoi ! - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épice de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnante ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (Pas sûr, car rien ne présage de ce qui se passera dans trois ans aux Etats-Unis, car Trump n'est pas élu à vie à ce que je sais ! Autrement dit, peut-être préparait-il ainsi la suite des festivités pour les Palestiniens si le candidat démocrate l'emportait à la prochaine présidentielle, n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que Trump n'est qu'un vulgaire exécutant... - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épice de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnante ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (A moins que ce soit exactement le contraire, et les pays arabes qui s'engagent au côté des Palestiniens pourraient être appelés dans un avenir proche à les accueillir... - LVOG)

On voit bien, avec le triste anniversaire de la déclaration Balfour et des découpages frontaliers de Sykes-Picot, que les questions de Palestine et de la colonisation israélienne constituent l'origine essentielle des guerres récurrentes qui ravagent les Proche et Moyen-Orient depuis 1948. (Et des deux guerres mondiales - LVOG) On voit aussi que cet épice nourrit le terrorisme contemporain. (Il fournit un prétexte aux Américains et aux sionistes pour le créer ou l'encourager, c'est plus précis, non ? - LVOG)

Comment justifier aux yeux du monde que l'Occident puisse bombarder Belgrade et bien d'autres pays au prétexte qu'ils violent les résolutions du Conseil de sécurité alors qu'Israël n'en a respecté aucune depuis la création de son Etat ? Depuis 1948, plus de 400 résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été adoptées pour tenter de régler le conflit israélo-palestinien. Pas une seule n'a été respectée ni appliquée par Tel-Aviv !

... la décision de Donald Trump signe la perte d'influence, sinon la régression de la diplomatie américaine. (Vraiment ? La suite va nous prouver le contraire. - LVOG) Dernièrement, on a vu la volonté de la Maison Blanche de vouloir défaire l'accord sur le nucléaire iranien fortement contestée par les alliés les plus fidèles de Washington : Londres, Berlin et Paris. Les trois M (Theresa May, Angela Merkel et Emmanuel Macron) se sont clairement dissociés de l'approche américaine pour rappeler que les nécessités de la sécurité européenne ne correspondaient pas forcément aux options idéologiques de la Maison Blanche. (Rappelons que May, Merkel et Macron ont soutenu Hillary Clinton qui envisageait de bombarder Damas et de déclarer la guerre à l'Iran. - LVOG)

Il en va de même aujourd'hui pour la décision de transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. La décision est condamnée par la plupart des 193 Etats membres des Nations unies, parce que chacun sait que cette folie va causer de nouvelles morts de jeunes Palestiniens, inspirer de nouveaux attentats terroristes et discréditer encore un peu plus l'Organisation des Nations unies ! (Parce que ces 193 chefs d'Etat se soucieraient du sort des Palestiniens ? - LVOG)

Si la décision de Donald Trump a le mérite de dévoiler la nudité du roi, elle n'en n'est pas moins criminelle.

<https://prochetmoyen-orient.ch/jerusalem-merci-a-donald-trump/>

Quelques questions.

En quoi la décision de Trump confirmerait-elle l'affaiblissement des Etats-Unis ? En rien !

Pourquoi livrer Israël en pâture, pourquoi prendre un tel risque ?

C'est quoi Israël ? A quoi et à qui devait-il servir ? C'est un Etat créé artificiellement qui n'a aucune autre justification historique que le pétrole

Qui l'a créé et dans l'intérêt de qui ? Les propriétaires d'Exxon, Shell, BP...

Depuis plus d'un siècle, l'oligarchie n'aurait-elle pas instrumentalisé le sionisme et l'antisémitisme dans le seul but de camoufler ses intentions inavouables d'une toute autre nature ? Economique.

Israël n'a-t-il pas été uniquement un instrument que l'oligarchie pouvait par la suite manipulé à sa guise en actionnant l'antisémitisme ? N'aurait-elle pas plutôt manipulé les peuples qui croyaient à son histoire ?

L'oligarchie ne se ficherait-elle pas d'Israël après avoir acquis une puissance qui lui permet de dicter son orientation au monde ? On a la fâcheuse tendance à oublier qu'elle a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle. Et cela ne date pas d'hier, au début du XXe siècle les sionistes envisageaient de s'installer en Afrique ou en Amérique latine, et ils sont en train d'acquérir des terres d'une superficie plusieurs fois supérieure à celle d'Israël en Argentine (voir un article du Réseau Voltaire).

Et si la reconnaissance de Jérusalem comme capitale était la contrepartie de l'engagement d'Israël de ne plus intervenir en Syrie ?

Mise au point.

- Assad : «La politique de la France a consisté à soutenir les terroristes en Syrie» — Arrêt sur Info 13 décembre 2017

Dans une interview accordée à Europe 1 et TF1, début février 2017 le président syrien Bachar el-Assad a fustigé la politique extérieure de la France, qui selon lui, «consiste à soutenir les terroristes en Syrie».

Fabien Namias, directeur de l'information d'Europe 1 et Michel Scott, éditorialiste chargé de l'actualité internationale à TF1, se sont rendus récemment à Damas pour interroger Bachar el-Assad sur la Syrie, le terrorisme et le rôle des pays occidentaux dans la politique syrienne. Autre sujet abordé, la place de la France et de François Hollande dans le conflit syrien.

Dans son interview, le président syrien a fustigé les autorités françaises pour le soutien qu'elles apportent à ceux qui, selon Bachar el-Assad, ne sont rien d'autre que des terroristes.

MS : Monsieur le président, vous vous présentez comme le rempart principal contre le terrorisme. Il y a beaucoup de gens, chez nous en particulier, qui disent que l'EI d'un côté, et votre régime de l'autre, sont les deux faces d'un même mal, qui cherchent à réprimer toute forme d'expression démocratique libre dans ce pays. Que leur répondez-vous ?

Al-Assad : Premièrement, nous ne sommes pas un régime. Nous sommes un État avec des institutions. Deuxièmement, c'est bien là la diabolisation de la Syrie, de son gouvernement syrien et de son armée, par les principaux médias et les milieux politiques occidentaux qui ont soutenu au tout début, ces soi disant modérés. Ils ont dit au début qu'il s'agissait de manifestants pacifiques, après quoi ils ont dit qu'ils n'étaient plus si pacifiques, qu'ils étaient des combattants mais toujours modérés. Mais en fait, ils ne réalisaient pas qu'ils soutenaient la base même d'Al-Qaïda et de Daech.

Voilà pourquoi ils disent maintenant que nous faisons la promotion de ces terroristes, que nous les utilisons comme une alternative, pour que l'Occident n'ait plus le choix. Premièrement, l'Occident n'a pas à choisir entre moi et Daech. C'est à mon peuple de le faire. Parce que c'est une question purement syrienne. Donc nous n'avons que faire de ce que les responsables occidentaux pensent de tout cela. Ils feraient mieux de s'inquiéter de leur propre population, de les protéger des attaques terroristes qui ont lieu à cause de leur politique.

FN : Eh bien parlons de la ligne politique de la France !

Al-Assad : Exactement. La politique de la France, depuis le premier jour a consisté à soutenir les terroristes en Syrie, et est directement responsable des tueries dans notre pays.

FN : C'est une accusation très sérieuse contre la France ! Comment pouvez-vous dire que la France soutient le terrorisme ?

Al-Assad : Ce sont eux qui le disent. Je ne les accuse pas. Ils ont dit à plusieurs reprises avoir soutenu la guerre. François Hollande a même récemment déclaré que cela avait été une erreur de ne pas avoir déclenché la guerre en 2013. Ce sont eux qui ont dit qu'ils envoyaient de l'armement à ce qu'ils appellent des groupes « modérés », et qui sont en fait des terroristes. Ce sont eux qui l'ont dit, pas moi. Les Américains ont tenu les mêmes propos, les Français aussi. Alors si vous revenez aux déclarations de vos dirigeants durant ces deux, trois ou quatre dernières années, vous trouverez bien plus d'une déclaration faite par des responsables français. Ils s'accusent eux-mêmes.

FN : Donc vous vous sentez plus à l'aise avec Donald Trump qu'avec Barack Obama ?

Al-Assad : Non, je ne peux me sentir à l'aise que lorsque j'aurai vu sa politique vis-à-vis de la Syrie. Je ne l'ai pas encore vue. Encore une fois, il faut être prudent avec chaque dirigeant occidental, parce qu'ils peuvent dire une chose le matin et faire le contraire le soir. Ou faire une chose le matin et son contraire le soir. Ils ne s'engagent pas. Ils sont très pragmatiques au point de marchander leurs valeurs. Je dirais plutôt que leurs politiques ne reposent pas sur des valeurs.

MS : Alors en résumé, l'Iran et la Russie sont des promoteurs de la paix et les occidentaux des fauteurs de guerre, c'est ça ?

Al-Assad : Exactement. A 100%. 100% !

FN : Mais quand le peuple syrien pourra-t-il dire s'il approuve ou non votre politique ? Nous avons des élections en France, en ce moment. Quand serons les prochaines élections en Syrie ?

Al-Assad : Il y a deux moyens d'y parvenir. Les moyens dont nous disposons actuellement et ceux dont nous disposerons dans l'avenir, à la fin de la guerre. A ce moment là, on pourra envisager toutes sortes de solutions, les urnes, les élections, tout est possible. D'ici là, le peuple n'a qu'un seul moyen de se prononcer. Ou bien vous soutenir, ou bien ne pas le faire. Après six ans de guerre, si ce président a un mauvais bilan aux yeux du peuple syrien, pourquoi le soutiendrait-il ? C'est une simple question : Pourquoi devrait-il le soutenir ? Pourquoi ne soutient-il pas les terroristes ? Et pour revenir à votre question, lorsque vous évoquez 300.000 ou 400.000 morts et que vous dites que c'est le président qui les a tués, c'est comme si vous donniez aux terroristes un certificat de bonne conduite parce que ce serait nous qui aurions tué les gens et eux qui les auraient protégés. Comme si c'était Al Qaida, Al-Nosra ou Daech qui protégeaient les gens et les défendaient. Voilà le fond de la question. Et bien non ! La vérité c'est que nous nous battons pour le peuple syrien. C'est la raison pour laquelle le peuple syrien a soutenu son gouvernement, son armée et son président.

<http://arretsurinfo.ch/assad-la-politique-de-la-france-a-consiste-a-soutenir-les-terroristes-en-syrie/>

Une vieille histoire

- La dynastie wahhabite et le bradage de la Palestine (1/2) par René Naba - Mondialisation.ca, 06 décembre 2017

De quand date l'alliance entre la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et les sionistes contre les Palestiniens ?

Document de renonciation à la Palestine en faveur des «malheureux juifs» signé par Abdel Aziz Al Saoud, fondateur de la dynastie wahhabite et remis au délégué de Grande Bretagne Sir Percy Cooks.

Traduction : «Au nom d'Allah, le très miséricordieux, Moi, Sultan Abdel Aziz Ben Faysal, Ibn Abder Rahman Al Faysal Al Saoud, admet et reconnaît mille fois à Sir Percy Cooks, délégué de Grande Bretagne, qu'il n'y a pas pour moi aucun empêchement à offrir la Palestine aux malheureux juifs ou tout autre, selon ce que décidera la Grande Bretagne, dont je ne contesterai pas la décision jusqu'à la fin du Monde».

Une imposture dévoilée.

La triple imposture de Tawakol Korman Prix Nobel de la Paix 2011

Première femme arabe lauréate du prestigieux Prix Nobel de la Paix 2011, la yéménite était en fait une fausse activiste financée par l'administration américaine. Membre de la confrérie des Frères Musulmans, Tawakkol Karman a soutenu l'agression saoudienne contre son propre pays.

<http://www.madaniya.info/2015/11/10/tawakkol-karman-la-triple-imposture-du-prix-nobel-de-la-paix-2011/>

Quelques liens vers d'autres articles sur le même sujet.

<https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-12/5621370>

<https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-22/5621571>

- Quand le chien n'aboie pas par Israel Shamir - Mondialisation.ca, 04 décembre 2017

<https://www.mondialisation.ca/quand-le-chien-naboie-pas/5621275?>

Comment les légalistes du droit internationale s'embourbent. Si le sionisme ne coïncidait pas avec le passage du capitalisme à l'impérialisme, il faudrait l'inventer.

- Jérusalem et la mystique de l'élection par Bruno Guigue — arretsurinfo.ch 11 décembre 2017

Comme le montre la naïveté des commentaires sur la crise actuelle, on ne comprend pas les conflits du Proche-Orient si l'on oublie l'essentiel. Le sionisme n'est pas un mouvement d'émancipation juive, ni un nationalisme séculier classique. C'est un colonialisme fondé sur une mystique de l'élection. Lorsque Netanyahou est reçu au congrès américain, il parle du "peuple élu" et il invoque la "destinée manifeste". En validant les prétentions israéliennes sur Jérusalem, Trump ne se contente pas de piétiner la loi internationale. Flattant le narcissisme israélien, il accrédite la mythologie fondatrice de l'Etat-colon.

On s'inquiète d'une confessionnalisation du conflit, mais on oublie que ce conflit est confessionnel depuis l'origine. Non pas du fait de la résistance arabe, mais du fait de l'entreprise sioniste. En fait, le mouvement auquel le sionisme ressemble le plus est le suprématisme blanc des Afrikaners. Dans les deux cas, ils se prennent pour le peuple élu, et la guerre coloniale vise à s'emparer de la "Terre promise". L'Etat d'Israël, cet enfant chéri de la conscience laïque occidentale, est un implant colonial justifié par l'Ancien Testament.

Même s'ils ont raison, le déni de légitimité que les juifs orthodoxes opposent au sionisme est trompeur. Il faut lire les penseurs sionistes de l'ère pré-israélienne : le sionisme n'a pas trahi le judaïsme, il s'est simplement affranchi de sa passivité. Il substitue à l'attente du sauveur une action politique, mais cette action vise à prendre possession d'"Eretz Israël", et non d'une lointaine contrée indifférente au récit biblique. Le sionisme moderne n'a pas laïcisé l'espérance messianique, il l'a détournée à son profit pour implanter au Proche-Orient un Etat occidental.

La conquête coloniale de la Palestine se fonde sur une mystique de l'élection, et cette mystique se nourrit d'une géographie du sacré. Interprétant la Thora comme un acte notarié, elle le brandit comme si un texte religieux pouvait fonder un droit opposable. Croyant occasionnel, Theodor Herzl avait bien compris la puissance symbolique de cette supercherie. "Si la revendication d'un coin de terre est légitime, disait-il, alors tous les peuples qui croient en la Bible se doivent de reconnaître le droit des juifs". Quel Occidental contestera, si elle est bibliquement établie, la légitimité d'un Etat juif en Palestine ?

Le sionisme repose sur une idée simple : la Thora tient lieu de titre de propriété, et cette propriété sera reconnue par un Occident pétri de culture biblique. Il faut reconnaître que ce tour de passe-passe a porté ses fruits. Loin d'être une nouveauté, le sionisme chrétien est constitutif du sionisme lui-même. L'idée du retour des exilés en Terre sainte fut une idée protestante avant d'être une idée juive, et le gouvernement britannique s'en fit l'ardent défenseur à l'apogée de l'Empire. Ce n'est pas un hasard si cette entreprise a fini par voir le jour avec la bénédiction d'une Grande-Bretagne férue d'Ancien Testament.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'une idée absurde exerce une force matérielle. Pour les sionistes, la cause est entendue : si le droit des juifs sur la terre d'Israël n'est pas négociable, c'est qu'il dérive de la transcendance. Combattre l'entreprise sioniste, c'est faire offense à Dieu, se rebeller contre sa volonté. Avant la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le grand rabbin de Palestine déclarait devant une commission internationale : "C'est notre forte conviction que personne, ni individu, ni pouvoir institué, n'a le droit d'altérer le statut de la Palestine qui a été établi par droit divin".

Chef du parti national-religieux, le général Effi Eitam expliquait en 2002 : "Nous sommes seuls au monde à entretenir un dialogue avec Dieu en tant que peuple. Un Etat réellement juif aura pour fondement le territoire, de la mer au Jourdain, qui constitue l'espace vital du peuple juif". On comprend pourquoi le sionisme, à l'appui de ses prétentions, n'invoque pas le droit international, mais la promesse de Yahvé à Abraham : "C'est à ta descendance que je donne ce pays, du fleuve d'Egypte au grand fleuve, le fleuve Euphrate" (Genèse, 15).

Cette mythologie a fait de Jérusalem le joyau de la promesse. La cité de David est l'écrin de la présence divine depuis que son successeur Salomon y bâtit le premier Temple. Espace de communication avec le divin, Jérusalem porte témoignage de la geste hébraïque. Le martyre subi lors de sa destruction en accentue la sacralité, en la déclinant sur le mode messianique. Dans la narration biblique, Jérusalem est le centre d'une histoire sainte. Le tour de force du sionisme est de l'avoir fait passer pour une histoire tout court.

Cette conversion de la narration biblique en narration historique, pourtant, est un véritable château de cartes. Israël s'est lancé à Jérusalem dans une quête obstinée des vestiges de sa grandeur passée. A coup d'excavations frénétiques, on a exhibé la moindre breloque comme si elle était la preuve d'une gloire ancestrale, et un tessou de poterie attestait le rayonnement immémorial du royaume hébraïque. Mais cette manie de fouiller le sous-sol palestinien à la recherche d'une gloire perdue a montré ses limites, et les archéologues israéliens ont fini par tirer un trait sur ces affabulations.

"Les fouilles entreprises à Jérusalem n'ont apporté aucune preuve de la grandeur de la cité à l'époque de David et de Salomon". Mieux encore : "Quant aux édifices monumentaux attribués jadis à Salomon, les rapporter à d'autres rois paraît beaucoup plus raisonnable. Les implications d'un tel réexamen sont énormes. En effet, s'il n'y a pas eu de patriarches, ni d'Exode, ni de conquête de Canaan, ni de monarchie unifiée et prospère sous David et Salomon, devons-nous en conclure que l'Israël biblique

tel que nous le décrivent les cinq livres de Moïse, les livres de Josué, des Juges et de Samuel, n'a jamais existé ?”

Ces citations ne sont pas tirées d'un brûlot antisioniste, mais du livre d'Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, La Bible dévoilée, Les nouvelles révélations de l'archéologie, Bayard, 2002, p. 150. La mythologie sioniste avait maquillé le mythe en histoire pour les besoins de la cause. Cette histoire en carton-pâte est balayée par la recherche scientifique. La véritable histoire reprend ses droits, et la géographie du sacré sombre dans les sables mouvants. Mais peu importe. Avec de vieilles pierres en guise de témoins muets, les sionistes revendiquent obstinément la propriété d'une terre arrachée en 1948 à ses détenteurs légitimes.

<http://arretsurinfo.ch/jerusalem-et-la-mystique-de-lelection/>

Colonisation pour les Palestiniens, colonie de vacances pour leurs défenseurs.

- Comment Israël a fait de la Palestine la plus grande prison du monde par Mustafa Abu Sneineh — 11 décembre 2017

Une interview d'Ilan Pappé par Mustafa Abu Sneineh.

... je pense que la solution à deux États correspond en fait au modèle de la prison ouverte.

A Gaza, les Israéliens sont des gardiens de prison qui privent les Palestiniens de tout contact avec le monde extérieur mais qui n'interfèrent pas avec ce qu'ils font à l'intérieur.

La Cisjordanie est une sorte prison à ciel ouvert pour petits délinquants qui ont le droit de sortir pour travailler à l'extérieur. Et même si à l'intérieur il n'y a pas de graves sévices, cela n'en reste pas moins une prison. Le président palestinien Mahmoud Abbas lui-même, s'il veut passer de la zone B à la zone C, doit demander aux Israéliens de lui ouvrir la barrière. Et c'est pour moi tout un symbole que le président ne puisse pas se déplacer sans que le geôlier israélien ouvre sa cage.

IP: Je pense que le choix des mots est très important. La façon dont vous définissez une situation peut affecter votre capacité à la changer.

On a collé les mauvais mots sur la situation en Cisjordanie dans la bande de Gaza et à l'intérieur d'Israël. Le mot occupation implique normalement une situation temporaire.

La solution à l'occupation est la fin de l'occupation, l'armée d'invasion retourne dans son pays, mais ce n'est pas la situation en Cisjordanie ni en Israël ni dans la bande de Gaza. Le terme qui la décrit le mieux, à mon avis, est celui de colonisation, même si ce terme semble anachronique au XXIe siècle. Oui, Israël colonise la Palestine. Il a commencé à la coloniser à la fin du XIXe siècle et la colonise encore aujourd'hui.

Il y a un régime colonial qui plante des colonies et qui contrôle l'ensemble de la Palestine de différentes manières. Dans la bande de Gaza, il contrôle de l'extérieur. En Cisjordanie, le contrôle est différent selon les zones A, B et C. La politique est encore différente envers les Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés qu'Israël ne laisse pas rentrer chez eux. Ne pas laisser les personnes expulsées revenir sur leurs terres est une autre façon de perpétuer la colonisation. Tout est lié, tout fait partie de la même idéologie.

Donc, je pense que les mots « processus de paix » et « occupation » donnent, quand on les met ensemble, l'impression fautive que la seule chose à faire pour avoir la paix entre Israël et la future Palestine, c'est de faire sortir l'armée israélienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Mais l'armée israélienne n'est pas dans la bande de Gaza ni dans la zone A. Elle est aussi très peu présente dans la zone B, où elle n'est pas nécessaire. Il n'y a pas pour autant de paix dans ces endroits-là. La situation y est même bien pire qu'avant les Accords d'Oslo de 1993.

Le soi-disant processus de paix a permis à Israël de poursuivre sa colonisation, mais cette fois avec le soutien international. Je suggère donc de parler de décolonisation, pas de paix. Je suggère de discuter d'un changement de la législation qui régit la vie des Israéliens et des Palestiniens.

Je pense qu'il faut parler d'un état d'apartheid. Il faut parler de nettoyage ethnique. Il faut trouver par quoi remplacer l'apartheid. Nous avons un bon modèle avec l'Afrique du Sud. Le seul moyen de remplacer l'apartheid est un système démocratique. Une personne, une voix, ou, au moins, un état bi-national. Je pense que c'est ce vocabulaire qu'il faut se mettre à utiliser, parce que si nous continuons à utiliser les anciens mots, nous continuerons à perdre notre temps et nos forces sans changer la réalité sur le terrain.

<http://arretsurinfo.ch/comment-israel-a-fait-de-la-palestine-la-plus-grande-prison-du-monde/>

Le saviez-vous ? Amnesty International intermédiaire des barbares.

En novembre 2011, le représentant spécial de Ban Ki-moon et ancien secrétaire général d'Amnesty International, Ian Martin, organisa le transfert par bateau de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda vers la Turquie. Ils furent placés sous l'autorité d'Abdelhakim Belhadj (ancien numéro 3 d'al-Qaïda) et de Mehdi Al-Harati (ancien leader de la Flottille de la Liberté pour Gaza). Débarqués en Turquie, ils furent transportés par des autobus affrétés par le MIT (services secrets turcs) à Jabal Al-Zouia en Syrie, où durant un mois ils formèrent sous les yeux émerveillés des télévisions occidentales un village « rebelle ». (L'Armée arabe syrienne créé une nouvelle force pour amnistier les combattants de l'ASL - Réseau Voltaire 15 décembre 2017)

Mais quel boulet ! Ah ces "**organisations politiques qui ont un lien, historiquement, avec le mouvement ouvrier**" !

Certains en redemandant, le POID notamment (Editorial de la Tribune des travailleurs du 6 décembre 2017).

Le jour où nous aurons compris que les prises de position en faveur de la rupture avec la Ve République ou l'UE n'ont aucune valeur, tant que leurs auteurs ne rompent pas avec les partis ouvriers passés définitivement dans le camp de la réaction ou qui incarnent la Ve République et l'UE, peut-être que l'avant-garde pourra faire enfin un pas en avant vers le socialisme...

Le front unique ouvrier a été conçu quand la social-démocratie ou les partis se réclamant du socialisme ou du progrès social n'avaient pas encore gouverné ou dans la période qui suivit leur trahison qu'ils aient accédés ou non au pouvoir, afin d'unir les forces militantes qui étaient organisées dans les différents partis pour combattre la réaction et leurs propres directions.

Une fois qu'ils se vidèrent de leurs militants ouvriers ou qu'ils firent preuve en une multitude d'occasions qu'ils soutenaient le camp de la réaction ou de la guerre, au lieu de les caractériser en conséquence de partis de droite, nous avons continué à les présenter comme des partis de gauche ou ouvrier en référence à leur origine de plus en plus lointaine, plus d'un siècle, vous excuserez du peu.

Cette stratégie fut dramatique pour l'avant-garde du mouvement ouvrier et devait précipiter sa décomposition et sa dislocation. Maintenant personne n'accepte cette analyse. Pourquoi ? Ceux qui la soutiennent ou en sont à l'initiative en ont été les principaux bénéficiaires. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont jamais été capables de définir une véritable stratégie indépendante de ces partis, du régime, qui soit conforme au socialisme. Ils ne voulaient pas se couper des masses affirmaient-ils, mais les masses sont moins corrompues qu'eux et elles ont rompu progressivement avec les uns et les autres, ils ne restent plus que des corrompus dans ces partis, et sans le soutien des médias ils n'existeraient plus depuis longtemps car c'est la totalité des masses qui s'en seraient alors détournées.

En Allemagne

- Congrès des sociaux-démocrates allemands : «Regardez ce qui est arrivé aux socialistes en France !» - liberation.fr

C'est le deuxième jour du congrès du SPD à Berlin, et Myriam et Hauke sirotent un café devant leur stand. Les deux militants font face à une énorme Audi. Ils sont un peu agacés d'avoir vue sur une sorte de concessionnaire auto pendant tout le congrès, eux qui se tiennent à la gauche du parti. Devant leurs affiches où l'on voit Marx la chope à la main, encourageant le chaland à «boire une bière avec Karl», ils ironisent sur les gens qui font des selfies «Audi». Un congrès social-démocrate allemand est en effet un curieux mélange de Salon de l'auto, de foire expo, de fête de la bière et de grand-messe politique, où l'on peut se retrouver sans problème à deviser de Willy Brandt devant un stand Philip Morris. Ainsi, les yeux perdus dans la grosse Audi noire, Myriam commente la décision prise la veille des délégués du parti de laisser Martin Schulz entamer des pourparlers avec Angela Merkel. liberation.fr 11.11

Parmi les propos de délégués rapportés dans cet article.

- La plupart d'entre eux craignent d'y perdre de nouveau leur âme... (Comme on en a qu'une, ils n'en ont plus ! - LVOG)

- Ils craignent aussi que les conservateurs ne respectent pas leurs engagements. Tous ont en tête la récente affaire du glyphosate. Le ministre conservateur de l'Agriculture, Christian Schmidt, a en effet voté pour sa réautorisation au sein de l'UE, au nez et à la barbe de la ministre SPD de l'Environnement, qui n'était même pas au courant... (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ...une alliance du SPD avec Merkel ne ferait que favoriser la progression de l'extrême droite. (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ... le SPD s'est trop éloigné de ses valeurs progressistes, notamment avec la mise en place des lois Hartz (réformes du marché

du travail, ndlr) sous l'ère Schröder. Et que de manière générale, le parti a négligé les femmes et les travailleurs pauvres. (Sans blague, mais alors ils le savaient, c'est bien qu'ils s'en contrefoutent ! - LVOG) - On s'accorde à trouver un point positif : l'Europe. Et plus précisément le discours de Schulz sur le sujet. A la tribune jeudi, le chef du SPD a plaidé avec vigueur pour des «Etats-Unis d'Europe» à l'horizon 2025. (Vive l'UE ! - LVOG)

Avec de tels délégués, les aristocrates du SPD auraient tort de se gêner et de ne pas célébrer ce "beau moment"!

- Le chef des sociaux-démocrates a mollement été réélu à la tête du parti jeudi, avec 81,9 % des voix – mais il était le seul candidat en lice. Il l'a lui-même reconnu lors de son discours de remerciements. «Le 19 mars, vous m'aviez élu avec 100 % des voix. C'était un beau moment mais, depuis, il y en a eu aussi des plus difficiles», a-t-il dit à la tribune... tout en espérant «que de meilleurs moments» puissent «à présent arriver». liberation.fr 11.11

- La direction du SPD approuve l'ouverture de discussions avec la CDU-CSU - Reuters

La direction du Parti social-démocrate allemand (SPD) réunie vendredi a voté unanimement en faveur de l'ouverture de discussions exploratoires sur la formation d'un gouvernement avec le bloc conservateur de la chancelière Angela Merkel.

La décision de la direction du SPD doit encore être entérinée lors d'un congrès extraordinaire du parti qui se tiendra le 14 janvier, a annoncé Martin Schulz.

Les discussions exploratoires avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et son alliée bavaroise de l'Union chrétienne-sociale (CSU) devraient débiter dans le courant du mois, a-t-il ajouté.

Les dirigeants des deux camps se sont rencontrés mercredi, rencontre à l'issue de laquelle les conservateurs ont validé le principe de négociations en vue de former à nouveau une "grande coalition" avec le SPD. Les sociaux-démocrates s'étaient quant à eux donné deux jours de réflexion. Reuters 15.12

En Italie.

« Le réflexe anti-berlusconien du centre-gauche est en train de se dissiper (...) De cette façon, il y aurait une réunification entre celui qui a incarné symboliquement l'ethos néolibéral – Berlusconi – et le camp qui a fourni le personnel politique le plus fidèle au projet néolibéral – le centre-gauche. » (Le clivage gauche-droite est mort en Italie – Entretien avec Samuele Mazzolini, par LVSL - Les-Crises.fr 15.12)

(Renzi) ...son ascension était soutenue et favorisée par des élites italiennes, avec les intérêts des grands groupes bancaires qui ont pris le dessus sur tous les autres – ce n'est pas un hasard si 24 milliards ont été offerts au système bancaire au cours de cette législature. Cet aspect est désormais assez clair pour tout le monde.

Réflexion d'un internaute

- "« Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!... Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!"

Au Portugal.

- Redressement économique : la leçon portugaise - lepoint.fr

C'est ainsi que, résumé par l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), « de très nombreuses réformes ont été engagées : réforme des impôts des particuliers et des sociétés, réforme de la carte judiciaire, réforme du marché du travail, amélioration du système fiscal pour lutter contre la fraude, réforme des hôpitaux, libéralisation de l'économie par la promotion de la concurrence, réforme de l'administration publique, réforme de la gestion des finances publiques avec notamment l'introduction d'une règle d'or limitant les dépenses et le déficit, décentralisation des compétences au profit des municipalités dans quatre domaines (l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la culture), privatisations importantes (transports terrestres et aériens, déchets, électricité, assurances, postes, etc.) et restructurations (compagnie des eaux, rail), augmentation de l'âge de départ à la retraite (66 ans), allongement des heures de travail, diminution des effectifs de fonctionnaires, augmentation de leur temps de travail »...

Sur le dernier point concernant les fonctionnaires, précisons que le Premier ministre portugais en a réduit le nombre en deux ans de 9 % (...) et il a diminué leurs traitements jusqu'à 10 % pour certains et allongé leur temps de travail à 40 heures par semaine. Au total, une vraie potion amère pour une majorité de Portugais, qui en ont beaucoup voulu à Passos Coelho et le lui ont fait savoir

aux élections législatives suivantes d'octobre 2015, alors même que sa politique de rigueur commençait à porter ses fruits. Ils ont alors choisi, de justesse, de faire confiance à une « union de la gauche » inédite et improbable, emmenée par un leader socialiste très malin, qui avait réussi à obtenir le soutien de son extrême gauche sans participation au gouvernement.

Costa a su profiter de la grogne populaire en promettant de revenir sur des mesures économiquement accessoires, mais fortement symboliques comme la suppression de jours fériés, le blocage du smic et la réduction de certaines prestations sociales, tout en conservant l'essentiel de ce qui avait été lancé par son prédécesseur, le libéral Passos Coelho, et en priorité l'équilibre des dépenses publiques. D'autant que les résultats des réformes structurelles devenaient de plus en plus spectaculaires au fil du temps : c'est ainsi qu'on annonce actuellement à Lisbonne, pour cette année 2017, un taux de croissance de + 2,7 % (contre - 4 % en 2012), un déficit public ramené à 1,5 % du PIB (6 % en 2012) et un chômage à 9 % (16 % en 2012).

António Costa a réussi jusqu'à présent à contenir les demandes démagogiques de ses alliés de l'extrême gauche mais il va devoir lâcher encore du lest en 2018 tout en s'efforçant de se maintenir en équilibre sur une étroite ligne de crête.

Les félicitations pleuvent de partout. L'économie repart. Le Portugal vit un nouvel âge d'or et peut rêver à un avenir brillant. Ses habitants ont retrouvé le moral, le sourire et le goût d'entreprendre, délivrés qu'ils sont des corsets et des contraintes qu'ils devaient subir auparavant. lepoint.fr 16.12

En France.

Mélenchon ou l'unioneuropéisme assumé d'un "indépendantiste", c'est dans l'air du temps, olé !

Dans un entretien aux Echos : "Qu'on ne caricature pas ma position, dit M. Mélenchon, ma ligne, ce n'est pas le Frexit. Je crois à la puissance française. En Europe, ses intérêts fondamentaux doivent être protégés. Faire l'Europe ? Oui, si c'est sans défaire la France !" AFP 12.11

On retiendra également "la puissance française", qui profite à qui, au détriment de qui ?

Mélenchon - "Nous sommes l'un des derniers pays en procédure de déficit excessif et dans le même temps nous versons 20 milliards au budget européen pour n'en récupérer que 14 milliards. 6 milliards de dons ! Cela s'appelle une dépense somptuaire. Payer des routes aux Roumains et des aéroports aux pays Baltes, c'est utile, mais ce n'est pas dans nos moyens actuels. Dans les années où nous sommes en déficit excessif, nous devrions avoir le droit de garder nos 6 milliards". AFP 12.11

Les travailleurs roumains et des pays Baltes sont surexploités par les multinationales de l'UE dont les françaises, de quoi se plaignent-ils bordel, on ne va tout de même pas leur faire "6 milliards de dons" en plus ! Il pourrait être candidat à la présidence du Medef !

Le reste de sa prestation était du même tonneau, en prime, vive la BCE, cela ne s'invente pas : "La vraie réponse passe par la fin de trois verrous: l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale et le changement de statut de la BCE pour que celle-ci puisse prêter aux États". AFP 12.11

Pour nous "la vraie réponse passe" par la rupture avec la Ve République et l'UE, l'expropriation des banquiers et la socialisation des secteurs clés de l'économie... On aura compris pourquoi les Echo lui accorde une tribune.

- Mélenchon harangue la foule en espagnol en soutien à Podemos - HuffPost FR 16 décembre 2017

Rappel. C'est quoi Podemos ?

Extraits de causeries.

1- "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05.2016

2- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05.2016)

3- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06.2015

4- Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirmé Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07.2015

5- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07.2015

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne. (...) Cette structure est fortement soutenue par les médias.

6- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodríguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

7- Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils.

Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11.2015

Vous voulez faire un front unique avec ces ordures sans principes ni scrupules ?

En famille chez les partenaires sociaux ou ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron.

Pour François Ruffin, Emmanuel Macron peut être un "partenaire" - Publicsenat.fr

- "moi-même j'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir ". Faut vous en remettre mon vieux, vous n'êtes pas fait pour cela, et cela tombe bien parce que ce n'est pas demain la veille que cela vous arrivera, vous voilà soulagé !

- « Ce n'est pas moi qui cherche à gagner contre Emmanuel Macron, moi je cherche à faire gagner quelque chose aux gens à l'occasion du passage du président sur Amiens, voilà ».

Une recherche de résultats concrets qui mérite bien des concessions... « Si jamais dans ce cadre-là, Emmanuel Macron doit être un partenaire pour ça, il est un partenaire ». Publicsenat.fr

Un passeur de plateaux qui fournit à Macron une occasion d'afficher une légitimité de façade. Et alors, pourquoi s'arrêter sur ce genre d'infos insignifiantes ? Insignifiantes, vraiment ? Quand on ne cherche pas à comprendre comment ils construisent leur propagande, comment elle fonctionne. En réalité cela permet derrière aux instituts de sondages de faire remonter la cote de popularité de Macron, ce qui semblera logique au citoyen lambda, puisqu'il gagne en légitimité en jouant un rôle dans la cour des "partenaires sociaux", et ce ne sont pas les dirigeants vendus des syndicats qui désapprouveront Ruffin... ni Macron !

Retraitement des déchets.

Ils osent tout au-delà de tout ce qu'un homme peut imaginer en proie au délire. La palme revient à Hollande.

- Pour Hollande, le PS "a un avenir" et la gauche n'est pas incarnée par Mélenchon. - AFP

François Hollande a estimé jeudi sur RTL que le Parti socialiste avait "un avenir", le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon ne pouvant à ses yeux prétendre incarner la gauche.

"Il devait y avoir 1,5 million (de manifestants) sur les Champs-Élysées, vous les avez vus vous ? (...) Cette stratégie qui a consisté à vouloir s'opposer par la rue a été finalement une bénédiction pour le gouvernement et le président (...). Je pense qu'avec un opposant comme celui-là les pouvoirs ont de beaux jours devant eux", a raillé l'ex-président.

Interrogé sur son discours du Bourget de 2012, M. Hollande a dit qu'il le prononcerait aujourd'hui "de la même manière". "Je pense que la finance prédatrice, spéculative reste un danger pour le monde. Le creusement des inégalités que nous voyons. Le fait qu'une partie de la richesse soit captée, capturée même par une toute petite minorité de privilégiés (...) est un risque pour la stabilité du monde", a-t-il estimé.

Louant l'action de son gouvernement pour une juste imposition des multinationales, il a estimé qu'il y avait "encore beaucoup à faire quand on voit l'optimisation fiscale d'un certain nombre de groupes". "Je suis de gauche et j'ai fait une politique de gauche", a-t-il revendiqué.

Ce qui nous perdra, c'est de refuser d'admettre de quoi ils sont capables.

- Ségolène Royal : «Je ne suis pas retirée de la vie politique» - LeFigaro.fr

[Plus réactionnaire et plus corrompu encore, si, si c'est possible.](#)

Faites payer les gueux !

- One Planet Summit : Nicolas Hulot demande aux États et aux banques « la même audace » que pour la « crise financière de 2008 » - Publicsenat.fr

Des millionnaires vous gouvernent, c'est la démocratie.

- Quelques ministres millionnaires au sein du gouvernement - HuffPost FR

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui a publié ce vendredi 15 décembre les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement, a révélé que plusieurs ministres étaient millionnaires, parmi lesquels Muriel Pénicaud (7,7 millions d'euros), Nicolas Hulot (7,2 millions d'euros) et Françoise Nyssen (4,6 millions d'euros).

- Les députés seront remboursés jusqu'à 1200 euros pour un logement à Paris. - L'Express.fr

A partir du 1er janvier, les députés pourront louer des logements dans la capitale... et se faire rembourser par l'Assemblée nationale.

- Le Sénat augmente de 40% le salaire des maires des grandes villes et des présidents de collectivités - Publicsenat.fr

Les sénateurs ont voté une augmentation de 40% de la rémunération des maires des grandes villes et des présidents de région et de département, durant l'examen du budget 2018. Publicsenat.fr

Il ne peut pas y en avoir pour tout le monde.

- Arrêt maladie : le Sénat instaure 3 jours de carence pour les fonctionnaires Publicsenat.fr

Le Sénat a instauré 3 jours de carence pour les fonctionnaires durant lesquels leurs arrêts maladie ne sont pas rémunérés. Il a également enlevé aux agents publics une partie de la compensation de la hausse de la CSG. Publicsenat.fr

Un "espoir". Il n'y a pas de places pour tout le monde.

- Belloubet vise 10.000 places de prison en plus d'ici 2022 - Reuters

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a déclaré jeudi "espérer" la création de 10.000 places de prison d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron... Reuters

Il n'y a pas de petites économies.

- Damon - Faire nettoyer leur classe par les élèves, quelle bonne idée ! LePoint.fr

En Inde dans les écoles publiques ce sont les gosses qui amènent des craies pour les profs...

Légitimité autoproclamée.

- Avec une large victoire, Laurent Wauquiez assoit sa légitimité - Publicsenat.fr

Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est devenu le nouveau président des Républicains, avec 74,64% des voix, dépassant largement ses deux adversaires : la filloniste Florence Portelli (16,11%) et le juppéiste Maël de Calan (9,25%).

La surprise vient de la mobilisation des adhérents : ils sont 99.597 à avoir participé au vote (42,5%). Publicsenat.fr

Encore un qui est élu avec environ 30% (31,72% exactement)...

- France Télévisions: les cadres dans le viseur - liberation.fr

La dénonciation du nombre pléthorique de cadres à France Télévisions est une vieille chanson, régulièrement entonnée par les adversaires de l'audiovisuel public. A l'intérieur de l'entreprise, on a l'habitude de faire bloc face à ces attaques. Mais cette fois, sous l'effet de la pression financière infligée par l'exécutif, quelque chose a changé.

Aux sources du conflit, les 50 millions d'euros d'économies demandées par l'Etat sur 2018, qui posent cette question : où tailler dans les dépenses ?

En octobre 2016, un rapport de la Cour des comptes mettait en lumière le problème du «surencadrement» à France Télévisions. Les magistrats financiers observaient ainsi que le nombre de cadres parmi les personnels techniques et administratifs atteignait 79 % (4 746 sur 6 013) en 2014, tandis que 26 % des journalistes étaient «affectés à des fonctions de coordination et d'encadrement» en 2015 - année de l'arrivée aux commandes de Delphine Ernotte.

«Cette disproportion est encore plus marquée au sein de la direction de l'information où ils atteignent 40 %, dont 149 rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints», relevait par ailleurs la Cour des comptes. Ces positions hiérarchiques influent directement sur la masse salariale de l'entreprise publique qui, à 982 millions d'euros en 2015, représentait une charge quasi identique à celle liée aux programmes (1,013 milliard d'euros)

Si la rémunération médiane annuelle s'élevait en 2015 à 49 230 euros brut, le nombre de salariés touchant plus de 70 000 euros était de 1 415. Soit 16 % des CDI de l'entreprise... D'après la Cour des comptes, ce nombre a connu une extravagante augmentation de 57 % entre 2011 et 2015, dans le sillage des revalorisations entraînées par la signature en mai 2013 d'un nouvel accord collectif. Toujours en 2015, 547 personnes à France Télévisions gagnaient plus de 96 000 euros brut par an, pour un coût total de près de 70 millions d'euros...

Dans un message posté sur Twitter le 28 novembre, le collectif «Touche pas à mon info», qui regroupe les journalistes des magazines de France 2, a repris ces chiffres dans un commentaire adressé à Delphine Ernotte : «C'est bon, on a trouvé les 50 millions d'euros manquants.» Allusion aux économies exigées par l'Etat. Dans l'entourage de la présidente, on tient à préciser une chose : «Les dix plus gros salaires de l'entreprise ne sont pas logés au sein de la direction du groupe, mais sont ceux de rédacteurs en chef...»

«Il faut comprendre que France Télévisions est une boîte qui fonctionne plus sur les statuts que sur les compétences, fait remarquer un très bon connaisseur de l'entreprise, sous couvert d'anonymat. Quand tu obtiens le titre de rédacteur en chef et les avantages qui vont avec, c'est à vie.»

L'effet pervers du système est évident : il incite les anciens à rester le plus tard possible, au-delà de l'âge légal de la retraite, et bloque les entrées des plus jeunes. Le turnover est faible. A France Télévisions, dont les effectifs s'élèvent à environ 9 800

équivalents temps plein (ETP) aujourd'hui, 10 % des employés ont plus de 62 ans, selon une source proche de la direction, et l'âge moyen se situe autour de 48 ans.

Mais en attendant, c'est sur d'autres dépenses qu'il faut reporter les économies, notamment les contrats à durée déterminée (CDD) et les programmes. C'est précisément ce qui a enflammé le pôle regroupant Envoyé spécial et Complément d'enquête. Déjà, l'an dernier, la Cour des comptes déplorait cette situation : «Si cette maîtrise du coût de grille [c'est-à-dire des dépenses dans les programmes, ndr] marque sans conteste la capacité de l'entreprise à améliorer sa performance, elle témoigne aussi de la difficulté de France Télévisions à faire des économies ailleurs que sur "son cœur de métier".»

Entre 2011 et 2015, alors que le coût de grille du programme national a baissé de 56 millions d'euros, la masse salariale a augmenté de 74 millions d'euros. liberation.fr 11.11

[Ah ben en voilà une question à laquelle ils ne risquent pas de répondre.](#)

- Pourquoi prospèrent les inégalités mondiales ? - Liberation.fr

Cette question des inégalités ramène peu ou prou à tout problème d'économie : qui prend quoi dans le gâteau produit par une société ? Qui tient le couteau ? Qui distribue les parts ? Les questions fondamentales de l'économie politique.

Certes, le rapport souligne dès les premières lignes à quel point l'inégalité est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. «Néanmoins, nous avons la conviction, affirment les auteurs, que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et d'un remède efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales.»

...le résultat global de cette énorme compilation mondiale de données est sans appel : les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde au cours des dernières décennies, mais à des rythmes différents.

Il est intéressant de noter que les auteurs situent leur étude sur un espace-temps qui s'étale de 1980 à 2016. Justement, 1980 est un point de bascule mondial. C'est le début d'une défaite, celle du keynésianisme, dans un contexte où l'efficacité de l'Etat est remise en cause et où est confiée au marché la tâche d'éliminer l'inflation, le chômage ou encore le déficit commercial. Tel sera le mot d'ordre du début des années 80 lorsqu'une certaine Margaret Thatcher fait du fameux TINA (There is no alternative) l'alpha et l'oméga de ces réformes économiques et sociales. Le coup de grâce est donné en 1981 lorsque Ronald Reagan débarque à la Maison Blanche. Tout s'enchaîne alors très vite. L'école de Chicago, véritable concentré des thèses monétaristes et de libéralisme à tous crins, a alors le vent en poupe.

Dans toutes les institutions, le recul du rôle de l'Etat sur fond de baisse des impôts devient la règle absolue. La protection sociale ? Les entreprises publiques ? Les systèmes de retraite par répartition ? L'intervention de l'Etat ? L'heure est à la dérégulation sous toutes ses formes. Place à la création de valeur pour l'actionnaire, à la primauté des cours boursiers, à la mondialisation heureuse... Mais voilà, les résultats de cette rupture sont loin de coller à la feuille de route des tenants de la théorie du ruissellement et autres premiers de cordée. Depuis le début des années 80, l'embarquée des inégalités n'a cessé de dériver. «Le Rapport sur les inégalités mondiales inverse la charge de preuve, explique Lucas Chancel, un des cinq coordinateurs du rapport. Il démontre, si besoin en était, que nous n'avons pas besoin que le haut de la pyramide des revenus soit toujours plus riche, se prenne une part toujours plus importante du gâteau, pour espérer que cela finisse par retomber sur les populations les plus modestes, ou encore les classes moyennes.»

La part du revenu national allant aux seuls 10% des plus gros revenus est de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie. La palme d'or des inégalités au sein des pays développés revient à l'ensemble comprenant les Etats-Unis et le Canada.

Si depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du Nord (Etats-Unis), en Chine, en Inde et en Russie, elles restent plutôt modérées en Europe (voir graphique). Les auteurs précisent d'ailleurs que «l'accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitariste qui avait pris forme dans certaines de ces régions du monde après la Seconde Guerre mondiale». Quant aux pays du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne ou encore du Brésil, les inégalités de revenus sont (en apparence seulement) restées relativement stables. Et pour cause : cette situation d'apparente stabilité des inégalités s'explique en réalité par le simple fait que ces trois régions du monde n'ont jamais connu de régime de croissance égalitariste. Inégalitaires elles étaient hier, inégalitaires elles demeurent aujourd'hui.

Les économistes le savent parfaitement. Il y a deux moyens de s'enrichir : créer de la richesse ou en prendre aux autres. Pour la société, le premier levier est une addition. Le second est en général une soustraction. Les Etats-Unis l'illustrent à merveille. Alors que la part de revenu du centile le plus riche (1%) était de 10% en 1980, ce taux a été multiplié par deux depuis (20%). Voilà même un pays qui affiche deux courbes qui se croisent vers le milieu des années 90. D'un côté, celle qui caractérise la part de revenu des 1% les plus riches (ascendante) de l'autre celle des 50% les plus pauvres (descendante). Cette dernière est passée de plus de 20% en 1980 à 13% en 2016. «La trajectoire suivie par les Etats-Unis s'explique en grande partie par une inégalité d'accès à l'enseignement, associée à une fiscalité de moins en moins progressive...» précise le rapport. A coté de ce

désastre américain, l'Europe de l'Ouest fait presque figure de modèle. Certes, la pauvreté y gagne du terrain, la progressivité de l'impôt y diminue un peu partout, mais au point que les deux précédentes courbes se coupent.

Comment se comportent les inégalités au niveau de la planète, que les louangeurs de la mondialisation aiment à comparer à un village planétaire ? Grâce à la forte croissance de l'Asie (Inde et Chine), la moitié de la population mondiale a vu son revenu augmenter. Mais à y regarder d'un peu plus près, les résultats sont loin d'être rassurants. Là encore, les 1% les plus riches s'en sont mis plein les poches. Concrètement, à eux seuls, ces derniers ont capté 27% du cumul de la croissance mondiale depuis le début des années 80, pendant que les cinq premiers déciles (50% les plus pauvres) en captaient à peine 12%. Entre ces deux extrémités, il y a les classes dites moyennes qui, au niveau mondial, se sont appauvries. Pour couronner le tout, les auteurs du rapport ont tenté de montrer comment a évolué au cours de ces trois dernières décennies la répartition du capital entre sphère privée et sphère publique. Le résultat s'avère vertigineux. Le patrimoine privé (ou le capital) est passé de près de 300% du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à près de 600% en moyenne aujourd'hui (voir graphique). A l'inverse, le patrimoine public net (les actifs publics moins les dettes) a diminué partout. Il serait même devenu négatif ces dernières années aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (légèrement positif au Japon et en France). Nul besoin d'être grand clerc pour deviner que ces situations limitent la capacité des Etats à réguler l'économie, redistribuer les revenus. Et donc freiner la croissance des inégalités.

Quelles solutions ?

Au final, les privatisations à tout va réalisées un peu partout dans le monde conjuguées à des inégalités de revenus croissantes ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine. Bien sûr, elles n'ont pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du XXe siècle en Europe ou aux Etats-Unis. Mais elles ne cessent de se creuser (voir graphique). Aux Etats-Unis, la part des plus gros détenteurs de patrimoine est passée de 22% en 1980 à 39% en 2014. «Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse patrimoniale des catégories supérieures a été plus modéré en France et au Royaume-Uni», souligne le rapport. Certes, mais la part des 1% les plus aisés y est toujours plus importante.

Les auteurs sont formels : dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine un peu plus comprimée. En revanche, celui des 1%, des 0,1% et même des 0,01% baignera encore plus dans l'indécence et l'opulence monétaire. Et bien sûr, les inégalités de revenus augmenteront elles aussi.

Rapport sur les inégalités mondiales 2018, publié ce mercredi sous la houlette des économistes Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.

- En Inde, deux vitesses et deux visages - liberation.fr

Le contraste est frappant mais représentatif de l'énorme fossé qui s'est creusé entre riches et pauvres dans une économie indienne qui a connu une croissance phénoménale - de 7 % en moyenne depuis deux décennies - mais n'a pas su en redistribuer les fruits. Les classes d'affaires ont bénéficié de l'importante vague de libéralisation entamée en 1991, mais l'essentiel de la population n'en a pas profité : en 2012, la Banque mondiale estimait que 20 % de la population, soit 270 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour.

Et face à cette situation, les 10 % les plus fortunés accaparent 55 % de la richesse du pays, selon le rapport sur les inégalités sociales publié ce jeudi. Ce chiffre a doublé en vingt-cinq ans : une rapidité record. L'Inde est ainsi l'un des pays qui compte la plus forte inégalité du monde

L'Inde, qui pointe en septième position du PIB mondial, est donc plus que jamais un pays riche avec énormément de pauvres.

...concernant les dépenses publiques, le gouvernement investit seulement l'équivalent de 3 % du PIB dans l'éducation et 1,1 % dans la santé, ce qui est entre deux et trois fois moins que l'Afrique du Sud, par exemple. Le manque d'assurances santé maintient les populations vulnérables dans la pauvreté et les failles de l'enseignement public ne font qu'accroître l'avantage des plus riches, qui réalisent maintenant toutes leurs études dans le privé. liberation.fr 14 décembre 2017

- La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins basiques, selon l'OMS - Reuters

Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé élémentaires et de nombreuses populations se retrouvent dans une situation d'extrême précarité à cause du coût trop élevé des soins, rapporte mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS)... Reuters

- La réunion de l'OMC finit dans la discorde - Reuters

"Nous ne sommes parvenus à aucun résultat multilatéral", a dit Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, lors d'une conférence de presse. "La triste réalité est que nous ne nous sommes même pas entendus sur un arrêt des subventions à

la pêche illégale."

L'absence d'accord signifie que les discussions sur les mêmes thèmes vont se poursuivre d'ici la prochaine conférence ministérielle en 2019.

En oligarchie. Ceux qui font les lois s'y soustraient.

- Accord pour ajouter le "crime d'agression" aux chefs d'inculpation de la CPI - AFP

Les 123 pays parties à la Cour pénale internationale (CPI) sont parvenus dans la nuit à l'ONU à un accord pour "activer" le "crime d'agression" qui va s'ajouter aux trois chefs d'inculpation déjà en vigueur, a appris l'AFP vendredi de sources diplomatiques.

"Nous avons activé par consensus le crime d'agression", ont indiqué deux diplomates. Créée en 1998 par un traité signé à Rome et entré en vigueur en 2002, la CPI ne jugeait jusqu'à présent que les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre.

Le "crime d'agression" d'un pays contre un autre pays était prévu dans les statuts de la CPI mais n'avait jamais été activé en raison de son caractère très politique.

Il fait suite à l'adoption d'amendements en 2010 pour mieux définir le "crime d'agression" et les conditions de saisie de la CPI.

Plusieurs des Etats n'ayant pas ratifié les amendements de 2010 - France, Japon, Colombie, Canada, Norvège, Royaume-Uni - avaient indiqué qu'ils acceptaient une activation mais sous condition que leurs ressortissants ne puissent pas être poursuivis. AFP 15 décembre 2017

Parole d'internaute

1- « Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple.» Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!... Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!

2- Je crois que les classes populaires ont surtout senti l'immense mépris de classe dont elles font l'objet par leur propres représentants élus, de gauche comme de droite. Sauf que mépris de classe venant de la droite, bon, pourquoi pas (et encore), mais venant de la gauche, impardonnable.

Le péché est parfaitement résumé par la phrase incroyable de lucidité de cet article : "Tout d'abord, la gauche garde une approche platonicienne, dans le sens où elle pense que les masses sont dans l'erreur et qu'elles doivent donc être éclairées."

Si le peuple vote mal, changeons de peuple.

3- néolibéralisme ? Prédation maximum de ce qui peut être encore pressuriser. La propriété doit changer de mains pour se concentrer en quelques-unes : retour au féodalisme.

4- Le néolibéralisme c'est la loi du plus fort, qui est la philosophie de l'homme des cavernes, à un tel point que le dénouement naturel de cette désorganisation économique est le fascisme. Car l'Etat policier est l'unique organisation politique qui puisse empêcher la populace de se révolter devant une répartition des richesses aussi scandaleuse. Ce n'est pas par hasard si ce processus est en cours de réalisation en Europe.

5- Le néolibéralisme est surtout consubstantiel à la notion de psychopathie : pas de filtre, pas d'empathie, et surtout une immense considération de soi-même, à tel point que ses adeptes confondent la notion de privilèges avec élitisme. On est très loin d'une relation de "maitre" (au sens maîtrise – art martial ou art musical par exemple) à "élève". Les soi-disant "élites" autoproclamées sont incapables de traiter un quelconque sujet en dehors de son aspect communication, démontrant par la même leur condition de privilégiés assistés et non d'élites.

6- La décomposition de la société française se poursuit inévitablement car l'élite capitaliste au pouvoir ne cherche pas à sauver le pays mais plutôt à l'inféoder au capitalisme anglo-saxon plus rentable que le capitalisme d'Etat gaullien mis à mal par Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande et maintenant par Macron et son équipe de banquiers d'affaires qui dirigent le Medef . Les Français des quartiers populaires et des zones rurales continuent leur descente aux enfers de la pauvreté inexorablement.

Cette logique historique va entraîner des ripostes dites révolutionnaires à terme car le vote cyclique des citoyens ne sert à rien puisque rien en change en mieux. Le mécontentement est là malgré le contrôle médiatique du pouvoir et les sondages manipulés. La colère contenue par l'abstention massive commence à déborder sur le plan électoral (vote des corses pour les nationalistes,

échec électoraux dans les partielles pour les macronistes). Et cela ne fait que commencer car le système annonce des licenciements massifs partout . Alors l'étincelle peut arriver à tout moment

7- Des études ont montré que plus on est "intelligent" (ce qui n'est pas synonyme d'informé), et plus on est manipulable : parce que les concepts manipulés par la propagande prennent plus facilement racine chez les gens qui ont une plus forte capacité de conceptualisation que ceux qui raisonnent plus de manière matérielle, ou par bon sens "paysan" (voir les études sur Bernays, l'inventeur de la publicité et du marketing, entre autres choses...)

Ils osent

- Sur Libé.fr le docu «les gangsters de la finance» - Liberation.fr

- Viols en Syrie : la voix des femmes pour témoigner de l'enfer du régime - Liberation.fr

Dans «le Cri étouffé», enquête édifiante diffusée ce mardi soir sur France 2, Manon Loizeau donne la parole aux victimes des troupes d'Al-Assad. Liberation.fr

- En attendant de revenir au premier plan, Bayrou veut incarner l'aile gauche de Macron - HuffPost FR

- Autriche : la droite et extrême droite scellent un accord de gouvernement - Franceinfo

- L'ONU accuse Damas de faire échouer les pourparlers de paix à Genève - AFP

- L'UE reconduit ses sanctions économiques contre la Russie - LeParisien.fr

- L'Europe doit faire passer ses valeurs avant le marché - Liberation.fr

- Le Parlement européen appelle au respect de la démocratie au Cambodge - LeFigaro.fr

- Washington présente des preuves "irréfutables" de ventes d'armes iraniennes - AFP

Infos divers.

- Zimbabwe: Mnangagwa candidat à la présidentielle de 2018 - Reuters

- Les dessous du coup d'État militaire au Zimbabwe - Mondialisation.ca
<https://www.mondialisation.ca/les-dessous-du-coup-detat-militaire-au-zimbabwe/5620923>

- Plusieurs ONG contraintes de fermer leurs portes au Pakistan - Reuters

- Le Pakistan a ordonné à une dizaine d'organisations humanitaires de fermer leurs portes, dont une antenne de la fondation du milliardaire américain George Soros, a-t-on appris mercredi. Reuters

- Les menaces du président vénézuélien sont "typiques des dictateurs" - euronews

En cinq mois le Venezuela a connu trois scrutins, des élections locales, régionales et la mise en place d'une assemblée constituante. Les résultats ont donné une quasi majorité absolue au président Nicolas Maduro. L'issue ne faisait guère de doute puisque l'opposition avait décidé de boycotter ces élections. euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela.

- Venezuela : Maduro remporte les élections municipales - leparisien.fr

Un nouveau succès pour Nicolás Maduro. Le président vénézuélien a revendiqué dimanche une large victoire aux élections municipales, à quelques mois d'une nouvelle candidature à l'élection présidentielle. « Nous avons gagné plus de 300 mairies du pays, sur les 335 », contre 242 actuellement, a affirmé le dirigeant socialiste lors d'un meeting organisé à Caracas.

Un peu auparavant, le Conseil national électoral (CNE) avait donné le chavisme gagnant dans au moins 20 des 23 capitales régionales. La participation a atteint 47,32 %. Désormais, avec son récent succès aux régionales, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) contrôle 19 des 23 régions du pays.

Craignant des fraudes, les trois principaux partis d'opposition, ceux de Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Henry Ramos Allup, avaient refusé de présenter des candidats aux municipales.

La situation sous contrôle

Six mois après les manifestations, violemment réprimées (le bilan est de 125 morts), qui exigeaient son départ, le président Maduro semble avoir repris le contrôle de la situation et renforce ainsi son autorité sur le pays. Dimanche, il a même annoncé que les principaux partis d'opposition seraient exclus de l'élection présidentielle de 2018, en raison de leur boycott du scrutin municipal.

« Tout parti qui n'a pas participé aujourd'hui et qui a appelé au boycott des élections ne peut plus participer », a-t-il déclaré, affirmant qu'il s'agissait là d'un « critère de l'Assemblée nationale constituante », intégralement composée de partisans du chef de l'Etat et qui a confisqué les pouvoirs du Parlement.

L'élection, prévue pour le mois de décembre, pourrait être avancée au premier trimestre 2018. Si la popularité de Nicolás Maduro n'est pas très élevée, notamment en raison de la crise économique, des pénuries en tout genre et de l'inflation galopante, l'opposition ne semble pas en mesure de remporter la présidentielle, elle qui n'a pas su s'unir il y a deux ans après une victoire historique aux élections législatives. leparisien.fr 11 décembre 2017

La réaction est dépitée !

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre 2017

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(21 pages\)](#)

Pourquoi commencer cette causerie par un article sur la Corée ? C'est un sujet d'actualité. Mais encore ?

Pour alimenter la haine que le capitalisme doit nous inspirer, car le confort douillet ou matériel dans lequel se complaisent la majorité des masses et des militants a tendance à les rendre amnésique, à ramollir le cerveau ou à affaiblir la volonté de lutter pour en finir avec le capitalisme.

C'est la seule haine que je connaisse, donc qu'il me soit permis de l'exprimer au nom de tous les exploités et opprimés, je pense que c'est légitime.

J'ignore si je dois vous souhaiter mes meilleurs voeux, de quoi tant la société n'en finit plus de pourrir un peu plus chaque jour sans qu'on entrevoie la moindre trace d'une issue politique, ce serait démagogique puisque je ne vois pas comment la situation pourrait s'arranger ou tourner à notre avantage à court ou à moyen terme, c'est en tout cas ce que je pense et ce que doit partager la plupart des lecteurs, non ?

On ne va se raconter d'histoires entre nous, on se parle franchement, même si parfois on ferait peut-être mieux de se taire, ce dont je me moque, car finalement chacun ne retiendra de ces causeries que ce qui l'intéresse, voilà pourquoi je ne tiens pas compte de la susceptibilité ou de la sensibilité politique des uns et des autres, bien que je ne les ignore pas, agir autrement serait méprisant et tel n'est pas mon état d'esprit, la dignité et le respect des autres, c'est tout ce qui nous reste pour ne pas devenir neurasthénique, dépressif ou haïr la terre entière, vaut mieux haïr le capitalisme et s'en tenir là.

J'allais oublier de vous dire que l'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance fin 2018 et non fin 2017, je m'étais trompé d'une année, je m'en suis aperçu avant-hier, donc on va continuer, mais j'ignore à quel rythme, cela dépendra

de mon état de santé et de l'évolution de la situation mondiale, si ma modeste contribution peut servir à quelque chose.

Il y a tant de militants autour de nous qui se renient ou qui sombrent dans une épouvantable déchéance ou encore qui décident d'abandonner le combat pour profiter de leur retraite, que j'ai l'impression parfois de faire partie d'une espèce en voie de disparition. Vous avouerez que j'ai tout de même du mérite de continuer, après avoir affirmé que dans l'état actuel des choses je ne voyais pas comment on pourrait échapper à des décennies de réaction sur toute la ligne ou inverser la tendance actuelle, puisqu'aucun dirigeant n'entend corriger les erreurs du passé ni même le reconnaître, ce qui signifiait que notre combat était perdu d'avance en poursuivant dans cette voie.

Mais bon, pendant qu'il y en a qui s'accrochent toujours aux mêmes illusions ou font preuve d'hypocrisie en nous servant les discours qui nous ont conduits où nous en sommes, ce qui au passage leur permet de se donner bonne conscience sans que cela leur coûte grand chose pour verser dans un déni permanent, partant de là on ne voit pas trop quel mérite on devrait leur reconnaître puisqu'ils passent leur temps à se faire plaisir, je préfère m'en tenir à la réalité et essayer d'être le plus lucide possible sans raconter d'histoires auxquelles je ne crois pas, le passage au socialisme est une nécessité historique, certes, mais cela demeure surtout une opportunité qui se réalisera à l'issue du développement du capitalisme, et dans le cas contraire ce sera la barbarie qui l'emportera et la civilisation humaine avec elle, donc mobilisons toutes nos facultés ou capacités au service de notre cause, et essayons de faire en sorte qu'elle triomphe, mais ce n'est pas avec des sophismes, des syllogismes foireux, des lieux communs, des généralités, des dogmes ou en faisant preuve de démagogie qu'on y parviendra.

Maintenant que la social-démocratie et le stalinisme sont à terre, certes il faut continuer de les combattre car leurs cadavres bougent encore, ils ne constituent plus le principal obstacle à l'organisation des meilleurs éléments de la classe ouvrière et des classes moyennes, au combat contre le régime, s'il faut axer notre combat contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont la Ve République en priorité, on ne peut plus nous opposer cet argument qui a servi à justifier bien des compromissions, en premier lieu avec les appareils vendus des syndicats, il faut ajouter un autre volet à notre combat, contre toutes les représentations idéologiques (médias, ONG, etc.) du capitalisme qui s'appuient sur les faiblesses des hommes, ce qui signifie qu'il faut aussi identifier et combattre ces faiblesses, pas en accusant les travailleurs de se comporter comme des abrutis ou des vauriens comme le font le PS, le PCF, EELV, LFI, le NPA, LO et une myriade d'organisations ou de groupes de militants, non, en leur montrant comment nos ennemis instrumentalisent leurs faiblesses pour mieux les tromper, les conditionner, les asservir pour parvenir à leurs fins.

Ce matin, je m'étais assis sur une marche de la porte d'entrée de la maison, je buvais un café, quand un chevreau de deux mois m'a rejoint, il s'était échappé de son enclos. J'avais laissé la porte de la maison ouverte et il voulut entrer. Je l'ai repoussé à plusieurs reprises, mais chaque fois il revenait à la charge. J'ai fini par lui barrer la route en tendant mon bras à environ 40 cms du sol, et bien en une fraction de secondes, il a jeté un coup d'oeil et il est passé en dessous. J'ai renouvelé l'expérience en laissant seulement un espace de 20 cms, il est passé en trombe au-dessus !

Je me suis fait la réflexion que cet animal était doué d'un sens de l'observation formidable et d'une capacité de décision fulgurante, alors qu'en général on prétend que les animaux n'auraient pas un cerveau très développé, c'est la preuve du contraire s'agissant des chèvres, qui à ma connaissance ne sont pas réputées pour être très fines.

Et bien je continue de penser que l'immense majorité des travailleurs ont la capacité de prendre conscience de leur condition ou d'élever leur conscience au niveau des tâches historiques qu'ils doivent accomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences ne témoignent pas en leur faveur, raison de plus pour y croire, puisque le plus souvent elles sont trompeuses.

Il faut le savoir ou s'en souvenir.

- Comment la plus meurtrière des campagnes de bombardements de l'histoire a créé la crise actuelle en Corée par Ted Nace (CounterPunch 8 décembre 2017) — Arrêt sur Info 17 décembre 2017

Alors que le monde voit de plus en plus les tensions et la rhétorique belliqueuse entre les États-Unis et la Corée du Nord s'accroître, l'un des aspects les plus remarquables de la situation est l'absence de reconnaissance publique pour la raison profonde des craintes nord-coréennes. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a qualifié d'« état paranoïde » la conséquence de l'horrible campagne de bombardements incendiaires menée par l'armée de l'air américaine pendant la guerre de Corée et le bilan sans précédent de ces actes.

Même si tous les faits ne seront jamais connus, les preuves disponibles indiquent que les bombardements incendiaires des villes et des villages nord-coréens ont causé plus de morts civiles que toute autre campagne de bombardements de l'histoire.

L'historien Bruce Cumings décrit cette campagne comme « probablement l'un des pires épisodes de violence américaine, sans retenue, contre un autre peuple, mais c'est certainement celui que les Américains connaissent le moins ».

La campagne, menée de 1950 à 1953, a tué 2 millions de Nord-Coréens, selon le général Curtis LeMay, chef du Strategic

Air Command et organisateur du bombardement incendiaire de Tokyo et d'autres villes japonaises. En 1984, LeMay a déclaré à l'Office of Air Force History que les bombardements de la Corée du Nord avaient « tué 20% de la population ».

D'autres sources citent un nombre légèrement inférieur. Selon un ensemble de données élaboré par des chercheurs du Centre pour l'étude de la guerre civile (CSCW) et l'Institut international de recherche sur la paix à Oslo (PRIO), la « meilleure estimation » des décès civils en Corée du Nord est de 995 000 personnes, avec une estimation basse de 645 000 et une estimation haute de 1,5 million.

Bien qu'inférieure de moitié à l'estimation de LeMay, celle de CSCW / PRIO de 995 000 morts dépasse toujours le nombre de victimes civiles de toute autre campagne de bombardements, y compris les bombardements alliés des villes allemandes durant la Seconde Guerre mondiale, qui ont coûté entre 400 000 et 600 000 vies humaines ; les bombes incendiaires et les bombardements nucléaires sur les villes japonaises, qui ont causé entre 330 000 et 900 000 morts ; et les bombardements subis par l'Indochine de 1964 à 1973, qui ont fait entre 121 000 et 361 000 morts dans l'ensemble au cours des opérations Rolling Thunder, Linebacker et Linebacker II (Vietnam) ; et enfin les opérations Menu et Freedom Deal (Cambodge), et l'opération Barrel Roll (Laos).

Le lourd bilan des bombardements sur la Corée du Nord est particulièrement notable compte tenu de la population relativement modeste du pays : seulement 9,7 millions de personnes en 1950. En comparaison, il y avait, en 1945, 65 millions de personnes en Allemagne et 72 millions au Japon.

Les attaques de l'US Air Force contre la Corée du Nord ont utilisé les tactiques de bombes incendiaires développées lors des bombardements de l'Europe et du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale : explosifs pour détruire les bâtiments, napalm et autres produits pour démarrer les incendies et empêcher les équipes de pompiers d'éteindre les flammes.

L'utilisation de ces tactiques n'était pas gagnée d'avance. Selon les politiques américaines en vigueur au début de la guerre de Corée, les bombes incendiaires dirigées contre les populations civiles étaient interdites. Un an plus tôt, en 1949, une série d'amiraux de la marine américaine avait condamné de telles tactiques dans un témoignage devant les instances du Congrès. Au cours de cette « révolte des amiraux », la Marine avait critiqué ses collègues de l'armée de l'air, affirmant que les attaques menées contre les populations civiles étaient contre-productives d'un point de vue militaire et violaient les normes morales universelles.

Arrivées à un moment où les tribunaux de Nuremberg ont sensibilisé la population aux crimes de guerre, les critiques formulées par les amiraux de la Marine ont trouvé une oreille favorable auprès de l'opinion publique. Par conséquent, attaquer les populations civiles était interdit par la politique américaine au début de la guerre de Corée. Lorsque le général de l'Armée de l'Air George E. Stratemeyer a demandé la permission d'utiliser les mêmes méthodes de bombes incendiaires, sur cinq villes nord-coréennes, que celles qui « ont mis le Japon à genoux » le général Douglas MacArthur a rejeté cette requête en invoquant une « politique générale ».

Cinq mois après le début de la guerre, le général MacArthur changea de position et accepta la demande du général Stratemeyer, le 3 novembre 1950, d'incendier la ville nord-coréenne de Kanggye et plusieurs autres villes : « Brûlez si vous le désirez. Et pas seulement ça, Strat, mais brûlez et détruisez, comme une leçon, l'une ou l'autre de ces villes que vous considérez comme ayant une valeur militaire pour l'ennemi. » Le même soir, le chef d'état-major de MacArthur a déclaré à Stratemeyer que le bombardement incendiaire de Sinuiju avait également été approuvé. Dans son journal, Stratemeyer a résumé les instructions comme suit : « Chaque installation, équipement et village en Corée du Nord devient maintenant une cible militaire et tactique. » Stratemeyer a envoyé l'ordre à la Fifth Air Force et au Bomber Command de « détruire tous les moyens de communication et toutes les installations, usines, villes et villages ».

Alors que l'Armée de l'Air était franche dans ses propres communications internes sur la nature de la campagne de bombardements y compris des cartes indiquant le pourcentage exact de destruction par le feu dans chaque ville – les communications à la presse décrivaient la campagne de bombardements comme étant uniquement dirigée contre « les concentrations de troupes ennemies, les entrepôts d'approvisionnement, les usines de guerre et les lignes de communication ».

Les ordres donnés à la Fifth Air Force étaient plus explicites : « Les aéronefs sous le contrôle de la Fifth Air Force détruiront toutes les autres cibles, y compris tous les bâtiments susceptibles d'être utilisés comme abris. »

Moins de trois semaines après l'attaque initiale de Kanggye, dix villes ont été incendiées, dont Ch'osan (85%) ; Hoeryong (90%) ; Huich'on (75%) ; Kanggye (75%) ; Kointong (90%) ; Manp'ochin (95%) ; Namsi (90%) ; Sakchu (75%) ; Sinuichu (60%) et Uichu (20%).

Le 17 novembre 1950, le général MacArthur a déclaré à John J. Muccio, ambassadeur des États-Unis en Corée : « Malheureusement, cette région deviendra un désert. » Par « cette région » MacArthur désignait toute la zone entre « nos positions actuelles et la frontière ».

Alors que l'Armée de l'air continuait à brûler les villes, elle gardait une trace attentive du niveau de destruction qui en résultait :

Anju – 15%
Chinnampo (Namp'o) – 80%
Chongju (Chongju) – 60%
Haeju – 75%
Hamhung (Hamhung) – 80%
Hungnam (Hungnam) – 85%
Hwangju (Comté de Hwangju) – 97%
Kanggye – 60% (réduction par rapport à l'estimation précédente de 75%)
Kunu-ri (Kunu-dong) – 100%
Kyomipo (Songnim) – 80%
Musan – 5%
Najin (Rashin) – 5%
Pyongyang – 75%
Sariwon (Sariwon) – 95%
Sinanju – 100%
Sinuiju – 50%
Songjin (Kimchaek) – 50%
Sunan (Sunan-guyok) – 90%
Unggi (Comté de Sonbong) – 5%
Wonsan (Wonsan) – 80%

En mai 1951, une équipe internationale d'enquête a déclaré : « Pendant toute la durée de leur voyage, les membres n'ont pas vu une ville qui avait été épargnée, et il y avait très peu de villages non endommagés. »

Le 25 juin 1951, le général O'Donnell, commandant du Bomber Command de l'armée de l'air extrême-orientale, a témoigné en réponse à une question du sénateur Stennis :

– ... la Corée du Nord a été pratiquement détruite, n'est-ce pas ?

– Oh oui... Je dirais que l'ensemble, presque toute la péninsule coréenne est juste un terrible amas de ruines. Tout est détruit. Il ne reste rien digne de ce nom qui soit encore debout... Juste avant que les Chinois n'arrivent, nous avons cessé les opérations. Il n'existait plus d'objectifs en Corée.

En août 1951, le correspondant de guerre Tibor Meray déclara qu'il avait été témoin « d'une dévastation complète entre le fleuve Yalu et la capitale ». Il déclara qu'il n'y avait « plus de villes en Corée du Nord. J'ai l'impression que je voyage sur la lune parce que je n'ai vu que de la dévastation. Chaque ville était un ensemble de cheminées. »

Plusieurs facteurs étaient combinés pour augmenter les pertes humaines dans les attaques de bombes incendiaires. Comme on l'avait appris pendant la Seconde Guerre mondiale, les attaques incendiaires pouvaient dévaster les villes à une vitesse incroyable : l'attaque à la bombe incendiaire de la Royal Air Force à Würzburg, en Allemagne, durant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, n'avait duré que 20 minutes, avec des températures estimées à 1500 – 2000°C.

Un autre facteur contribuant à la mortalité des attaques a été la sévérité de l'hiver en Corée du Nord. À Pyongyang, la température moyenne basse en janvier est de -13 degrés. Après le bombardement le plus sévère, qui a eu lieu en novembre 1950, ceux qui ont échappé à la mort immédiate par le feu ont été exposés à un risque léthal par hypothermie dans les jours et les mois qui ont suivi. Les survivants ont créé des abris de fortune dans des canyons, des grottes ou des caves abandonnées. En mai 1951, une délégation de la Fédération démocratique internationale des femmes (WIDF), en visite dans la ville bombardée de Sinuiju, a déclaré :

« La grande majorité des habitants vit dans des abris en terre soutenus par du bois récupéré. Certains de ces abris ont des toits faits de tuiles et de bois, provenant des bâtiments détruits. D'autres vivent dans des caves qui sont restées après le bombardement et d'autres dans des tentes couvertes de chaume avec des charpentes de bâtiments détruits et dans des huttes faites de briques et de gravats non maçonnés. »

À Pyongyang, la délégation a décrit une famille de cinq membres, y compris un enfant âgé de huit mois, vivant dans un espace souterrain mesurant deux mètres carrés auquel on ne pouvait accéder qu'en rampant dans un tunnel de trois mètres.

Un troisième facteur mortel était l'utilisation intensive du napalm. Développée à l'Université de Harvard en 1942, la substance collante et inflammable a été utilisée pour la première fois pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle est devenue une arme majeure pendant la guerre de Corée, durant laquelle 32 557 tonnes ont été utilisées, selon une logique que l'historien Bruce Cumings a caractérisée ainsi : « Ce sont des sauvages, ce qui nous donne le droit de déverser le napalm sur des innocents.

» Longtemps après la fin de la guerre, Cumings décrit sa rencontre avec un vieux survivant :

« Au coin d'une rue se tenait un homme (je pense que c'était un homme ou une femme aux larges épaules) qui avait une croûte violette particulière sur chaque partie visible de sa peau – épaisse sur ses mains, mince sur ses bras, couvrant entièrement sa tête et son visage. Il était chauve, il n'avait ni oreilles ni lèvres, et ses yeux, sans cils, étaient d'un blanc grisâtre, sans pupilles... Sa croûte violacée résultait d'une aspersion de napalm, après quoi le corps de la victime non traité devait, en quelque sorte, se guérir lui-même. »

Au cours des négociations d'armistice à la fin des combats, les commandants américains n'avaient plus de villes à cibler. Afin de faire pression sur les négociations, ils ont envoyé les bombardiers sur les grands barrages coréens. Comme rapporté par le New York Times, l'inondation causée par la destruction d'un barrage a « nettoyé » quarante-cinq kilomètres de vallée et détruit des milliers d'hectares de riz nouvellement plantés.

Dans la foulée des campagnes contre l'Allemagne et le Japon, après 1945, un groupe de recherche du Pentagone composé de 1 000 membres a effectué une évaluation exhaustive des bombardements stratégiques, connue sous le nom de « United States Strategic Bombing Survey ». Cette enquête a publié 208 volumes pour l'Europe et 108 volumes pour le Japon et le Pacifique, contenant le décompte des victimes, des entretiens avec des survivants et des enquêtes économiques. Ces rapports, industrie par industrie, étaient si détaillés que General Motors a utilisé les résultats pour poursuivre, avec succès, le gouvernement américain pour 32 millions de dollars de dommages à ses usines allemandes.

Après la guerre de Corée, aucune enquête sur les bombardements n'a été faite, à part des cartes internes montrant les destructions ville par ville. Ces cartes ont été gardées secrètes pendant vingt ans. Au moment où les cartes ont été discrètement déclassifiées en 1973, l'intérêt de l'Amérique pour la guerre de Corée avait disparu depuis longtemps. C'est seulement au cours des dernières années que la vue d'ensemble a émergé, grâce à des études d'historiens tels que Taewoo Kim du Korea Institute for Defense Analyses, Conrad Crane de l'U.S. Military Academy et Su-kyoung Hwang de l'Université de Pennsylvanie.

En Corée du Nord, la mémoire est toujours vivante. Selon l'historien Bruce Cumings, « c'est le premier sujet que mon guide avait abordé avec moi. » Cumings écrit :

« La mécanique déchaînée des bombardements incendiaires a sévi dans le Nord pendant trois ans, produisant un peuple de taupes, survivant dans le désert, qui a appris à aimer l'abri des grottes, des montagnes, des tunnels et des redoutes, un monde souterrain qui a servi de base à la reconstruction du pays et au souvenir d'une haine féroce dans les rangs de la population. »

À ce jour, les bombardements incendiaires des cités nord-coréennes, des villes et des villages restent pratiquement inconnus du grand public et ne sont pas pris en compte dans les débats médiatiques sur la crise, en dépit de la pertinence évidente, pour la Corée du Nord, de poursuivre le développement d'une dissuasion nucléaire. Pourtant, à défaut de connaître et de confronter ces faits, le public américain ne pourra pas commencer à comprendre l'angoisse qui motive fondamentalement les attitudes et les actions nord-coréennes.

<http://arretsurinfo.ch/coree-du-nord-un-etat-epouvante-pas-epouvantable/>

Parole d'internaute.

- "Les 5 secteurs les plus juteux sont : télécoms, hydrocarbures, banque, armes et pharmacie."

Résumons :

- Moyens de communication dont le téléphone et Internet.
- Le pétrole et le gaz
- La banque et la Bourse.
- L'armement et donc la guerre, on peut ajouter l'industrie de la sécurité
- La santé et tous les acteurs que cela implique.

Vous avez oublié les assurances et l'industrie chimique, ainsi que les moyens de transport.

Hormis l'armement, tous ces secteurs économiques recoupent les besoins élémentaires de la population : Impossible de vivre ou de travailler sans un moyen de transport, sans un compte en banque, sans le téléphone, sans Internet (pour remplir des formulaires administratifs et autres démarches.), sans le gaz ou l'électricité, sans se soigner...

En Inde où je vis depuis plus de 20 ans.

Il y a deux décennies en arrière, la majorité des Indiens ne travaillaient pas, généralement un salaire, voire deux, suffisait à faire vivre un foyer de 5 à 9 personnes dont la moitié composé d'enfants, ils vivaient misérablement mais ils n'étaient ni surexploités ni couverts de dettes. Misérablement, à ceci près qu'une grande partie de leur nourriture était gratuite ou bon marché, ce qui n'est plus le cas. Chaque famille ayant un jardin et des parents disposant de terres, chaque foyer disposait gratuitement à longueur d'année ou selon les saisons de cacahuètes, manioc, aubergines, tomates, bananes, mangues et autres fruits et légumes, qui venaient compléter une alimentation par ailleurs très pauvres en protéines et vitamines.

Si en moyenne et de mémoire, les prix des denrées alimentaires et des vêtements ainsi que les salaires (minimums) ont été multipliés par 10 ou 12 en 25 ans, parfois moins, entre temps sont venus se greffer sur leur mode de vie une multitude de besoins qui ont un prix, de telle sorte qu'en 2017 un Indien est aussi pauvre ou plus pauvre encore qu'en 1990, tandis que la fortune des nantis à exploser.

Maintenant que la plupart des Indiens travaillent, ils travaillent pour payer le crédit de la mobylette ou de la moto qui a remplacé le vélo, l'essence et l'assurance pour aller travailler ; ils ont un compte en banque et paient des frais bancaires ; ils ont abandonné les traitements par les plantes qui étaient gratuits au profit des médicaments et engraisent les trusts pharmaceutiques ; ils ont au minimum un téléphone par foyer et souvent Internet qui ne sont pas gratuits ; ils ont presque tous un téléviseur couleur et ils sont abonnés au câble qui n'est pas donné ; hier ils utilisaient le bois pour faire la cuisine, il était gratuit, le gaz pas vraiment, ni le réchaud à gaz ; ils n'avaient qu'une lampe et une prise de courant par habitation, gratuit ou presque, dorénavant il en faut plusieurs pour brancher le ventilateur, le réfrigérateur, la télévision, etc. et leur note d'électricité a explosé, etc. et quand ils ont payé tous ces services ou frais, il leur reste à peine de quoi se nourrir, dans le meilleur des cas, la plupart rognent sur l'alimentation et l'hygiène pour honorer leurs factures, ils n'entretiennent pas leur véhicule, leur maison se délabre et tout le reste est à l'avenant, les mieux nantis sacrifient une partie de leur budget à payer la scolarité de leurs enfants dans des écoles privées et les bus scolaires très chers, de sorte qu'ils ne peuvent pas économiser une roupie.

On aura compris qu'ils ont mis les Indiens au travail, non pas pour qu'ils aient une vie meilleure, mais pour le compte des banquiers, des assureurs, des trusts pharmaceutiques, des multinationales, etc. qui seuls en tirent profit tandis qu'ils demeurent pauvres.

On aura noté également que durant toute cette période de "développement économique", il n'a été accordé aux travailleurs indiens aucun droit social, le seul droit qui leur a été concédé généreusement, c'est celui de se faire exploiter. Comme ils ont un revenu supérieur à 1 ou 2 dollars par jour, l'ONU et tous ceux qui reprennent à la lettre ses rapports, considèrent qu'ils sont sortis de la pauvreté, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité. En terme de marché, le capitalisme continue son expansion, mais en soumettant ceux qui sont censés en profiter à des conditions sociales extrêmement précaires et injustes.

Dans ces conditions il est indécent de parler de progrès social en Inde (ou ailleurs), puisque le seul droit qui a été accordé aux travailleurs indiens leur permet de satisfaire de nouveaux besoins en terme de consommateurs au détriment parfois ou souvent de leurs besoins les plus élémentaires, de sorte que ce qui apparaissait au départ comme un droit légitime a été perverti et est devenu un devoir, un cauchemar, parce que pour maintenir leur nouveau mode de vie, faire rouler la mobylette, utiliser leur téléphone, payer leurs factures, régler leurs dettes, etc. ils ne peuvent plus arrêter de trimer comme des esclaves six jours sur sept, sans congés payés ni aucun avantage social, hormis parfois une retraite qu'ils commenceront à percevoir à l'article de la mort, si elle n'intervient pas avant pour cause d'usure prématurée.

Deux petites histoires indiennes en guise de complément.

- Ma jeune voisine Kajelvéli n'a pas de chance. Pour pouvoir travailler elle avait confié son bébé à sa belle-soeur qui avait accepté de s'en occuper. Au bout de dix jours celle-ci à changer d'avis, sans doute par jalousie, du coup Kajelvéli a dû arrêter de travailler au grand dam de son époux car ils sont pauvres. L'entreprise qui l'a employée pendant dix jours ne lui a pas versé une roupie et Kajelvéli n'a aucun recours. Selvi m'a compagne m'a dit que c'était "l'usage". Kajelvéli me doit encore 260 roupies, mais je n'ose plus lui réclamer.

- Elle, elle a arrêté de travailler depuis un mois, depuis que je touche ma misérable retraite. Depuis, de 6 heures du matin à 22 heures, tous les jours deux cadres de l'entreprise qui l'employait comme bonne au service d'une de leurs dirigeantes italienne lui téléphonent pour lui demander de continuer de travailler chez cette riche italienne. J'ai fini par être excédé vous vous en doutez bien.

Ils lui ont proposé de passer son salaire de 5 à 7.000 roupies, elle a refusé, puis 10.000 roupies, et enfin 13.000 roupies (avec des horaires réduits et des congés), parce qu'aucune femme ne veut travailler dans une propriété où il y a maintenant plus d'une vingtaine de chiens qui vomissent et se soulagent dans la maison, leur propriétaire leur accordant tous les droits, y compris la climatisation jour et nuit, mais aucun à Selvi qui n'a pas eu le droit à un seul jour de congé pendant 10 ans, hormis les dimanches, et encore, elle devait même travailler tous les jours fériés à raison de 10 à 12 heures par jour.

Selvi a tout accepté, les pires humiliations lorsque l'Italienne lui hurlait dessus. Selvi était prête à y retourner travailler, elle plaignait la pauvre Denise qui avait tant besoin d'elle, voyant qu'elle se laissait attendrir par cette saloperie, je lui ai dit : Ecoute Selvi,

c'est simple, c'est elle ou c'est moi, tu choisis, moi je suis vieux et fatigué, je t'ai proposé de vivre ensemble parce que j'avais besoin de quelqu'un pour me soulager de certaines tâches quotidiennes, il était convenu il y a trois ans de cela que tu arrêterais de travailler, or tu as voulu continuer à travailler et je ne t'en ai pas empêché, sauf que maintenant je n'en peux plus et cela ne se justifie plus puisqu'avec ma retraite nous sommes à l'abri des besoins matériels, tu as accepté ces conditions et tu es libre de partir quand tu veux ou de rester si tu le désires, à toi de voir. Finalement c'est son frère qui a tranché, il a emporté son téléphone et se chargera de leur faire comprendre qu'ils ne devaient plus insister. Dans l'usine de chaussures dont l'Italienne est directrice (exportation) 23 femmes travaillent, pas une seule n'a souhaité remplacer Selvi.

Et bien qu'elle se démerde la VIP Denis, cette cinglée a usé et abusé sans modération de cette brave Selvi qui rentrait le soir épuisée, elle a le juste retour de bâton que mérite tous les exploités qui s'imaginent être tout puissants ou que leurs serviteurs ne pourront jamais se passer d'eux. Faible consolation de les voir s'abaisser ainsi, mais bon par les temps qui courent, surtout en Inde. Autre chose à propos de l'Inde, Modi, le Premier ministre a fait savoir qu'il souhaitait mettre fin au "ration card" qui permet aux Indiens d'obtenir quelques denrées de première nécessité à prix réduit et qui profite aux plus pauvres. C'est la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous qui nous a raconté cela. Elle a ajouté qu'il devait venir prochainement à Auroville près de chez nous et qu'il faudrait le tuer, autant dire que pas un Indien pauvre ne votera pour le BJP ou ses alliés lors des prochaines élections (2019) et que Modi sera éjecté. Attendons de voir les résultats de dimanche prochain au Gujarat.

Ploutocratie mondiale.

Vous ajoutez au GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple) quelques banques Goldman Sachs, Citi group, ICICI, Chase Manhattan Bank, Bank of America, quelques multinationales, Exxon Mobil, Texaco, Chevron, Microsoft, Monsanto, une ou deux dans l'agro-alimentaire, la chimie, la distribution, les transports, les trusts pharmaceutiques, vous aurez autour d'une table 20 à 30 oligarques qui disposent d'une richesse et d'un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde ou à tous les Etats réunis.

Ils sont tous Américains, n'est-ce pas ? Ils représentent le sommet de l'oligarchie et du capitalisme. Ils sont présents dans tous les secteurs économiques qu'ils contrôlent de fait. Ils ont acheté les médias et les ONG, ce qu'on appelait hier la gauche, ils ont donc un pouvoir tentaculaire qui s'étend à toute la société. Ce sont eux qui sont à l'origine directement ou indirectement de toutes les guerres, du fascisme, des génocides, des famines, des pandémies, de toutes les campagnes identitaires, bref de l'offensive généralisée contre le prolétariat. L'orientation actuelle du monde, la stratégie néolibérale est leur oeuvre.

Tous les autres oligarques à travers le monde sont leurs alliés, ils ont un poids relatif même lorsqu'ils figurent parmi les plus fortunés, ils sont plutôt isolés et ne contrôlent aucune institution financière ou politique internationale contrairement aux oligarques anglo-saxons qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial dans le seul but de préserver leur hégémonie de classe ou leur pouvoir.

Quoi qu'il en soit l'oligarchie demeure un produit du capitalisme, elle en est la tête, coupez-lui la tête et elle repoussera ou une autre prendra la place, c'est donc à la racine qu'il faut s'attaquer pour que ce monstre disparaisse. C'est uniquement dans ce sens ou dans cette perspective que l'on peut opposer l'oligarchie au peuple et non comme le fait le prestidigitateur Mélenchon qui n'entend pas l'éradiquer une fois pour toute de la surface de la terre.

La politique de Mélenchon consiste à lui apporter un peu d'engrais pour qu'elle soit plus généreuse et que sa tête grossisse encore, tandis que ses racines plus vigoureuses, plus profondément ancrées dans la société ne pourront pas être arrachées facilement, bref il fait leur jeu, c'est un antisocialiste.

L'Union européenne : Un paradis fiscal pour les GAFAM... La preuve.

- Check Point : l'UE minimise-t-elle le manque à gagner causé par Google, Amazon, Facebook et Apple ? - Publicsenat.fr

Les GAFAM, Google, Amazon, Facebook, Apple, quatre géants américains aux profits colossaux, ne paient pourtant presque pas d'impôt au sein de l'Union européenne. Montages financiers et optimisation fiscale leur permettent d'échapper aux lois fiscales en vigueur dans l'Union européenne. Publicsenat.fr

Quelques commentaires d'internaute sur le même sujet relevés à la suite d'un article publié par le blog Les-crisis.fr

1- "L'accord de Bâle IV prévoit de laisser indemnes les banques européennes. Ce recul signe le renoncement à toute réelle transformation des pratiques des banques. L'accord était à peine signé que la Commission européenne se félicitait. Pour François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, "cet accord présente trois caractéristiques essentielles : il est équitable, raisonnable et définitif". Le monde bancaire est tout aussi élogieux, elles vont pouvoir augmenter à nouveau leurs dividendes...

<http://www.cadtm.org/Regulation-bancaire-la-reforme-est>

2- "HSBC ne peut faire tout cela qu'avec la complicité de toutes les Banques de ce type (autant dire presque toutes). Mais aussi avec la complicité des législateurs qui ont ouvert les vannes de la dérégulation au nom de l'idéologie grossière de la libération de la main invisible du marché...

Comme Journal Le Monde, Arte à besoin d'exposer une certaine audace de dénonciation pour maintenir de la crédibilité . Et ça marche, parce que j'entend de plus en plus souvent qu'Arte est la moins pourrie des TV...Et puis attaquer une seule marque ça doit arranger la concurrence...Bon, ça, pour avoir des annonceurs..."

3- "Ce que nous savions et que cette vidéos ne fait que confirmer c'est que les mafias financières ont pris le pouvoir, elle sont au-dessus des gouvernements, mettez vous en travers de leur chemin à l'image des lanceurs d'alerte de Luxileaks et vous serez broyé.

La messe est dite, seul l'effondrement du système permettrait de remettre à plat mais alors le prix à payer sera phénoménal et l'Argentine ainsi que la Grèce passeront pour une triste plaisanterie en comparaison."

Ne vous faites pas d'illusions à ce sujet. Cet "effondrement", il s'est produit en 2008 avec Lehmann Brothers. Et qu'ont-ils fait dans la foulée ? Ils ont fabriqué plus de 20.000 milliards de dollars pour mieux se partager la dépouille de ceux qui y avaient laissé leur chemise pour une bouchée de pain... Bref, comme le 11 septembre 2001, ils ont orchestré une démolition contrôlée et ils en sont ressortis encore plus riches et plus puissants que jamais. C'est bien comme cela que les choses se sont produites, n'est-ce pas, vous en avez la preuve quotidiennement depuis, alors espérer un tel "effondrement", ce n'est pas très sérieux, vous devez revoir votre copie...

4- "Le problème en plus des fraudes c'est que la finance est hors de contrôle et contrôle les gouvernements (on voit le nombre de dirigeants de pays où au niveau européen qui sont des ex-financiers en capacité de travailler pour ce type d'intérêt au lieu des citoyens, dérégulant à tout de bras rendant légal ce qui ne devrait pas l'être ."

5- "Tous les gouvernements se couchent devant le pouvoir exorbitant des banques et des grands groupes.

Comment se fait-il que ces banques puissent encore exister ? Comment se fait-il que les grands groupes puissent fuir l'impôt à travers l'optimisation fiscale ce qui pour moi est de la fraude ni plus ni moins.

Oui les gouvernements laissent les Etats se vider de leur sang au profit de la financiarisation de nos économies mais ils bombent le torse lorsqu'il s'agit de s'en prendre au plus précaires. Lois Hartz pour l'Allemagne par ex ,"chasse" au chômeurs en France. Ils se gargarisent lorsqu'ils prennent des mesures pour sauver la sécurité sociale, alors qu'ils procèdent à des coupes budgétaires. Bref preuve que nous sommes bien dans une ploutocratie..."

[Quand l'oligarchie détient et contrôle le pouvoir politique, il ne peut exister qu'une seule idéologie, la sienne.](#)

- Harold Bernat : « Le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide » - comptoir.org

Harold Bernat s'était déjà fait remarquer en 2006 pour sa critique radicale de la "révolution libertaire" défendue par Michel Onfray et, plus largement, par la culture petite-bourgeoise triomphante – dans « Des-montages : Le poujadisme hédoniste de Michel Onfray » – puis en 2012 par sa condamnation de la flexibilité et de l'adaptabilité à tout-va dans « Vieux réac ! Faut-il s'adapter à tout ? » Nous avons choisi de l'interroger sur son dernier essai, « Le néant et la politique : Critique de l'avènement Macron », dans lequel il s'applique à déconstruire le mythe du "président-philosophe" tout en insistant sur la nécessité d'exercer notre esprit critique sur ce qui est là sous nos yeux, entre mille autres choses.

Extraits.

- Que signifie être "anti-macroniste" si on est incapable de comprendre finement que le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide ?

- À propos de l'idéologie, lisons deux déclarations d'Emmanuel Macron. En juillet 2015, au journal Le 1, Emmanuel Macron affirme : « Je crois à l'idéologie politique, c'est une construction intellectuelle qui éclaire le réel. » Par contre, quand il s'agit de s'adresser à un très large public, il n'hésite pas à critiquer la notion de « prisme idéologique » (TF1, 27 avril, 2017). Le discours tenu à une élite intellectuelle est aux antipodes de celui qui s'adresse à la masse des électeurs. Emmanuel Macron fait partie d'une génération qui croit en avoir fini avec les idéologies. C'est ce qu'on peut appeler la pensée des états de fait. Lorsqu'il affirme que le « prisme idéologique » ne marche plus, il sous-entend que l'idéologie est un moyen disponible parmi d'autres pour arriver à certaines fins. La dimension critique du concept forgé par Karl Marx disparaît totalement. Une idéologie est avant tout un système de représentations qui travestit la réalité afin d'imposer un ordre de valeur indiscutable. (Non, cette interprétation "travestit la réalité", car une idéologie est l'expression des intérêts d'une classe sociale déterminée, ce qui est tout ce qu'il y a de plus concret

ou réel. Décréter qu'il faut faire disparaître l'idéologie ou les idéologies, revient chez Macron (Attali) à vouloir faire disparaître celle qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière, le socialisme, au profit de celle des capitalistes qui sont ses ennemis irréductibles, le néolibéralisme. - LVOG)

- La prétendue fin des idéologies est encore une idéologie, peut-être la plus pernicieuse qui soit. Lorsque je dis que Macron fait le vide, il ne faut pas oublier que ce "faire" suppose un interventionnisme très autoritaire. On ne fait pas le vide sans dégager ce qui fait obstacle à son extension, les poids morts de la société, les inerties, les pesanteurs, les résistances. La sémantique est évidente : ce qui résiste doit être éliminé. Vaincre une résistance (quelle que soit cette résistance) devient une victoire pour les nouveaux ventriloques de la marche en avant. Ce n'est pas parce que vous n'avancez pas d'idées que vous ne participez pas à un actif travail de sape idéologique. (Effectivement, et c'est bien la raison pour laquelle il faut aussi le combattre sur ce plan-là. - LVOG)

- Emmanuel Macron a pu dire que « la politique, c'est mystique ». Une phrase fort peu rationnelle, vous en conviendrez sûrement. Nous alternons entre le grand délire et l'hyper pragmatisme, entre des discours sortis tout droit de l'irrationalisme confondrait de honte un honnête homme du XVIIIe siècle et des discours sortis tout droit de logiciels informatiques. Cette phrase obscurantiste d'Emmanuel Macron doit être rapprochée de cette autre du nouveau "chef" du parti présidentiel, Christophe Castaner : « J'ai le logiciel Macron avec l'application Philippe. » Ce qui est attaqué reste le discernement intellectuel tout autant que la capacité de l'esprit à se déprendre du monde. Emmanuel Macron est le président d'un engluement spirituel très inquiétant, une sorte de résignation collective à l'effort qu'exige la pensée. comptoir.org 13.12

Mais ne serait-ce pas faire preuve "d'un engluement spirituel", d'une "sorte de résignation" ou manquer de courage que de ne pas définir les deux classes et les deux idéologies qui s'affrontent dans la lutte des classes, pour finalement se livrer à une analyse qui tient du lieu commun, une fois de plus ?

Quand les réseaux sociaux sont de véritables fléaux sociaux.

- D'anciens cadres de Facebook expriment leurs remords d'avoir contribué à son succès - lemonde.fr

« Je peux contrôler ce que font mes enfants, et ils ne sont pas autorisés à utiliser cette merde ! » C'est un discours sévère qu'a tenu, en novembre, un ancien cadre de Facebook à l'encontre des réseaux sociaux en général, et de l'entreprise de Mark Zuckerberg en particulier.

Lors d'une conférence à la Stanford Graduate School of Business, dont la vidéo a été repérée lundi 11 décembre par le site spécialisé The Verge, Chamath Palihapitiya, qui fut chez Facebook vice-président chargé de la croissance de l'audience, exprime ses regrets d'avoir participé au succès de l'entreprise. « Je crois que nous avons créé des outils qui déchirent le tissu social », avance-t-il, confiant se sentir « immensément coupable ». (C'était le but, je n'ai cessé de le dire. Mais le pire, c'est qu'ils agissent ainsi sur la structure mentale ou psychologique des gens et des jeunes en particulier, et favorisent leur déséquilibre pour les rendre encore plus vulnérables afin de mieux pouvoir les conditionner ou les manipuler. - LVOG)

M. Palihapitiya avait rejoint Facebook en 2007, trois ans après la création du réseau social ; il l'a quitté en 2011 pour créer le fonds Social Capital.

Lors de la conférence, il ne s'en est pas seulement pris à Facebook, mais plus largement aux réseaux sociaux et à la place qu'ils occupent dans la vie des internautes. Il évoque les « cœurs, "j'aime" et pouces en l'air » réducteurs, aux « boucles de réactions basées sur la dopamine », qui « détruisent le fonctionnement de la société ». (C'est un puissant instrument destiné à accélérer la décomposition de la société, en face de laquelle le marché règne en maître absolue. - LVOG)

L'ancien salarié ne s'arrête pas là, estimant qu'« il n'y a pas de discours citoyen, pas d'entraide ; il y a de la désinformation ». Et il interpelle l'auditoire : « Vous ne le comprenez pas, mais vous êtes programmés... Et maintenant c'est à vous de décider ce que vous voulez abandonner, à quel point vous êtes prêts à renoncer à votre indépendance intellectuelle. » (C'est un outil de "désinformation" à plus d'un titre. Comme le dit plus loin un internaute, 99% des personnes qui s'expriment sur un sujet ne savent pas de quoi elles parlent, rien de tel pour leur faire croire n'importe quoi pour ensuite affirmer que telle ou telle mesure ou loi est légitime ou reçoit le soutien de la majorité de la société. Les réseaux numériques sont antisociaux, tout comme les ONG qui ne serviraient à rien sinon. - LVOG)

M. Palihapitiya n'est pas le seul ancien collaborateur de Facebook à critiquer publiquement le réseau social. Sean Parker, qui n'est rien de moins que l'ancien président de l'entreprise, avait tenu des propos similaires au début de novembre.

Il décrivait alors le réseau social comme « une boucle infinie de validation sociale... Exactement le genre de chose qu'un hacker comme moi inventerait, parce que vous exploitez une vulnérabilité de la psychologie humaine ». Il citait, lui aussi, la « dopamine » provoquée par les interactions sur Facebook. (Ils exploitent à l'extrême toutes les faiblesse humaines pour conserver leur pouvoir. -LVOG)

« Dieu sait ce que ça fait au cerveau de nos enfants », confiait-il. Et d'ajouter : « Les inventeurs, les créateurs – comme moi, Mark [Zuckerberg], Kevin Systrom d'Instagram et tous ces gens – avons bien compris cela, c'était conscient. Et on l'a fait quand même. » (Quel aveu ! - LVOG)

En novembre également, le New York Times publiait la charge d'une ancienne cadre de Facebook, Sandy Parakilas, qui avait travaillé en 2011-2012 sur les questions de vie privée. « Ce que j'ai vu de l'intérieur était une entreprise qui privilégiait la collecte de données de ses utilisateurs plutôt que de les protéger des abus », dénonçait-elle, estimant que « les politiques ne devraient pas permettre à Facebook de se réguler lui-même. Parce qu'il ne le fera pas. » lemonde.fr 12.12

On peut très bien vivre et se passer de "cette merde" de Facebook, Twitter, etc. Effectivement, le plus pitoyable, c'est qu'il y en a parmi nous qui au lieu de créer des blogs ou des portails sérieux ont préféré "cette merde". On n'osera pas ensuite leur demander de qui ou de quoi ils sont "indépendants". Eh oui l'idéologie de la classe dominante s'infiltré jusqu'au sommet des partis dits ouvriers !

Pourquoi Le Monde oligarchique publie-t-il cet article ? Parce qu'il sait que cela ne changera pas les habitudes prises par la majorité des gens. Et pour qu'on cesse de l'accuser de relayer la propagande de l'oligarchie, peine perdue, puisque tous les autres articles démontreront qu'il en est bien le porte-parole. En attendant cela donnera bonne conscience à ceux qui continuent de lire "cette merde".

Commentaires d'internautes

1- "L'aspect le plus nocif des réseaux sociaux, encore confusément perçu ici, renvoie tout simplement à un mythe fondateur de l'Antiquité : le narcissisme stérile et mortifère, auquel il est très difficile d'échapper une fois qu'on y met le doigt, du fait de la conception même de ces kaléidoscopes de profils intimes qui s'auto-alimentent à l'infini."

LVOG - D'où la nécessité plus absolue que jamais de faire preuve de discernement en toute chose et d'être modeste.

Certains assimilent la modestie à une faiblesse ou à un complexe d'infériorité, alors qu'en réalité c'est exactement le contraire. De la même manière, ce n'est pas parce qu'on ne peut pas répondre à une question qu'on serait un idiot, c'est y répondre quand on ne connaît pas la réponse qui est idiot. Les gens qui se considèrent supérieurs aux autres ou qui ont réponse à tout ne doivent pas être pris au sérieux, et s'ils insistent, ils ne méritent alors que notre mépris.

2- Je ne vais quasiment jamais sur Facebook, disons 1 fois par mois, moins de 5 minutes. Et à chaque fois je suis abasourdi par l'ampleur de la stupidité des commentaires débridés, sur des sujets qui ne sont pas maîtrisés par 99% de ceux qui les commentent, et où les news cherchent le sensationnel avant la véracité, sans parler des complots qui y pullulent. Je ne suis à titre personnel pas impacté par la médiocrité de FB. Ça ne m'empêche pas d'y voir un danger pour les générations à venir.

LVOG - Je ne vais que sur la page Facebook du POID, et encore, quelques fois par mois, je n'ai pas de compte Facebook, je boycotte les réseaux sociaux, hormis Youtube pour télécharger des concerts et des films.

3- Ces comparaisons ne tiennent pas vraiment la route : utiliser une radio ou un livre revient à transmettre un flux d'un émetteur vers un récepteur, l'émetteur étant bien défini et identifiable. Les réseaux sociaux agissent, comme leur nom l'indique, comme un filtre déformant les interactions entre individus et agissant sur les flux d'informations qu'il soient ascendants ou descendants. D'où leur effrayante puissance.

[Non, le néolibéralisme correspond au dernier stade du développement du capitalisme ou de l'impérialisme pourrissant.](#)

Ceux qui expliquent que le néolibéralisme serait "une perversion" du capitalisme s'évertuent à nier qu'il est la conséquence logique de son développement, secrètement ou ouvertement ils en sont des partisans et n'envisagent pas de remettre en cause ses fondements.

- Théorie « Le néolibéralisme est une perversion de l'économie dominante » - alternatives-economiques.fr

Dani Rodrik est professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard.

Extraits.

L'utilisation du terme « néolibéral » a explosé dans les années 1990, lorsqu'il a été associé à deux phénomènes dont aucun d'ailleurs n'avait été mentionné dans l'article de Peters. Le premier d'entre eux est la dérégulation financière, qui allait atteindre son apogée lors de la crise financière de 2008 et dans la débâcle qui, à ce jour, tourmente encore la zone euro. Le second de ces phénomènes est la mondialisation économique, qui s'est accélérée grâce à la libre circulation des capitaux et à un nouveau

type, plus ambitieux, d'accords commerciaux. Depuis, la financiarisation et la mondialisation sont devenues les manifestations les plus visibles du néolibéralisme.

(Rectifions, du capitalisme. On pourrait profiter de cette occasion pour affiner notre analyse du rôle du système financier mafieux qu'ils ont mis en place. En fait il leur sert à se servir, à taper dans la caisse en toute impunité, comment, en usant du droit de préemption sur les profits à venir, en hypothéquant l'avenir de la société ou du monde, de la civilisation humaine. Ils peuvent ainsi se jouer des contradictions du capitalisme et accorder un délai supplément à leur système économique en faillite. La financiarisation à outrance leur a permis d'atteindre des objectifs économiques et politiques qu'ils n'auraient pas pu atteindre autrement. L'extraordinaire concentration des richesses à laquelle ils sont parvenus en peu de temps en est l'illustration. Et la manière dont ils ont pris le contrôle ou corrompus toutes les institutions, tous les partis institutionnels également. Quant à la mondialisation, elle a emprunté cette voie au cours des dernières décennies, ce qui explique pourquoi les inégalités se sont davantage creusées dans les pays dits émergents, plutôt que dans les puissances occidentales, et aussi pourquoi dans presque tous les pays il y a des chefs d'Etats ou des gouvernements liés à l'oligarchie, quand ils ne sont pas millionnaires ou milliardaires. - LVOG)

Qui peut, en effet, contester que le monde ait effectué un mouvement décisif vers les marchés depuis les années 1980 ? Ou le fait que les hommes et femmes politiques de centre gauche – les démocrates aux Etats-Unis, les socialistes et les sociaux-démocrates en Europe – ont adopté avec enthousiasme plusieurs des credos centraux du Thatcherisme ou du Reaganisme ; à savoir la dérégulation, la privatisation, la libéralisation financière ou encore l'entreprise privée ? Une part importante des discussions politiques contemporaines sont imprégnées des principes basés sur le concept d'homo œconomicus, cet être humain parfaitement rationnel qui cherche à maximiser son intérêt personnel et qui constitue un élément central de nombreuses théories économiques.

(C'est incontestable et le mouvement ouvrier n'en a pas plus tenu compte hier qu'aujourd'hui, hélas pour nous! - LVOG)

Par conséquent, la contribution des économistes au débat public est souvent biaisée dans une direction : celle qui préconise toujours plus de commerce, toujours plus de finance et toujours moins de gouvernement. C'est pour cette raison que les économistes sont perçus aujourd'hui comme des défenseurs inconditionnels du néolibéralisme...

(A juste titre. - LVOG)

L'expérience néolibérale du Chili a finalement produit la pire crise économique que l'Amérique latine ait connue.

(Cela remonte au milieu des années 70 sans qu'on en ait tiré le moindre enseignement. - LVOG)

...les pays qui se sont cantonnés au modèle de mondialisation néolibéral ont été cruellement déçus ; comme en témoigne l'exemple regrettable du Mexique. Après une série de crises macroéconomiques au milieu des années 1990, le Mexique a adopté des politiques macroéconomiques orthodoxes en libéralisant abondamment son économie, en dérégulant son système financier, en abaissant drastiquement ses barrières aux importations et en signant l'accord de libre-échange nord-américain (Alena). (...) Depuis que le Mexique a entrepris ces réformes, sa productivité globale stagne et son économie s'est révélée contre-performante, même au regard des standards relativement peu exigeants, de l'Amérique Latine. alternatives-economiques.fr 13.12

[Quand l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, le socialisme est légitimé par les faits.](#)

- Sur l'extrême pauvreté aux États-Unis - blogs.mediapart.fr/f-u

Extraits.

Philip Alston, le rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme de l'ONU, vient de passer deux semaines aux États-Unis pour préparer un rapport. La situation est stupéfiante.

Le constat est accablant. L'un des pays les plus riches de la planète compte officiellement 41 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Il faudrait évidemment ajouter à ce chiffre plusieurs autres millions étant donné l'arbitraire statistique du seuil de pauvreté. Ceux qui sont légèrement au-dessus du seuil ne sont pas statistiquement considérés « pauvres », mais ils le sont tout autant. Ce qui choque également, c'est qu'un nombre non négligeable de ces personnes vivant dans la pauvreté font partie de cette nouvelle catégorie des « working poors », ou « travailleurs pauvres », dont les rangs ont augmenté ces dernières années. (Les travailleurs pauvres sont des personnes qui sont employées, ou activement à la recherche d'un emploi, 27 semaines ou plus par an, mais dont les revenus tombent sous le seuil de pauvreté).

De ces 41 millions de pauvres officiels, 9 millions de ces personnes ne reçoivent aucune aide financière. Rien, aucun argent, pas un centime. Le chiffre est ahurissant. 9 millions de personnes vivent dans l'un des pays les plus riches de l'histoire de l'humanité sans recevoir aucune aide pour survivre, aucun moyen de subsistance.

Mr. Alston a commencé sa tournée en marchant dans le Los Angeles des tentes et des cartons sur les trottoirs, où la population des sans-abris a augmenté de 25% l'année passée pour atteindre le chiffre de 55 000 « street dwellers ». Les problèmes sanitaires sont démesurés et bien en deçà des recommandations de l'ONU pour les camps des réfugiés syriens : sur Skid Row, c'est neuf toilettes pour 1 800 « résidents ».

La population noire aux États-Unis, c'est 13% de la population totale des U.S., mais 23% de ceux qui sont officiellement sous le seuil de pauvreté, et 39% des sans-abris. Dans l'Alabama, la « black belt », terme qui signifiait à l'origine la terre fertile et sombre qui traverse l'Alabama mais qui fait désormais référence à la population majoritairement afro-américaine qui l'habite, est aujourd'hui un lieu où règne l'une des pauvretés les plus intenses du pays. L'histoire atroce de l'esclavage s'y lit encore sur ce territoire: les esclaves travaillaient la terre, les descendants y sont restés, le racisme systémique aussi. Comme le remarque l'article du Guardian, parmi les nombreux exemples de l'extrême pauvreté qui y règne, le plus hallucinant est peut-être le fait qu'il existe des milliers de familles sans accès à quelque système sanitaire que ce soit et qui vivent ainsi au milieu d'égouts à ciel ouvert. La trame imagée des représentations collectives de l'extrême pauvreté en Occident nous renvoie ces images du côté de pays « sous-développés » ou « en voie de développement », de ce que l'on nommait à une autre époque le « tiers-monde ». Mais c'est pourtant dans ces conditions, au pays de la richesse, que vivent de nombreuses familles, de nombreux enfants.

Mais l'extrême pauvreté touche toutes les populations. Les Blancs qui vivent en Virginie de l'Ouest, par exemple. Cela, le rapporteur a pu le voir. blogs.mediapart.fr/f-u 15.12

Noël royal et la cour de toutes les bassesses.

Honneur à sa majesté.

- Les Macron fêtent Noël avant l'heure à Chambord - [LeParisien.fr](https://www.leparisien.fr)

Chambord et le monarque républicain... Il n'en fallait pas plus pour déclencher la polémique. Le président de la République se serait offert un anniversaire royal dans ce château de la Loire, construit par François Ier, et théâtre sous Louis XIV de grandes parties de chasse et de fêtes.

Samedi soir, c'est dans l'enceinte même du château de Chambord qu'a eu lieu un dîner familial. [LeParisien.fr](https://www.leparisien.fr) 18.12

Sondage people

- Emmanuel Macron et Edouard Philippe en plein regain de popularité - [L'Express.fr](https://www.l'express.fr)

Avec 52% des Français qui l'approuvent, le chef de l'État a inversé sa courbe de popularité. Une première pour un président hors cohabitation. [L'Express.fr](https://www.l'express.fr)

La décomposition est toujours en cours

- Edouard Philippe: "La recomposition politique n'est pas achevée" - [AFP](https://www.afp.com)

Le Premier ministre Édouard Philippe lors d'une intervention au congrès du MoDem.

"La gauche nous trouve très à droite, la droite nous trouve très à gauche. Ces reproches s'annulent et, c'est pour nous, le plus beau des compliments", a-t-il poursuivi, en jugeant préférable "d'être une force d'attraction plutôt qu'une force de répulsion".

"La gauche pense que les Français veulent plus de gauche, la droite pense qu'ils veulent plus de droite, laissons-les se poser la question longtemps, très longtemps", a-t-il encore ironisé.

"Gauche et droite disent que c'est bien dangereux une force centrale comme la nôtre qui s'élargirait car l'alternative serait aux extrêmes. Ils montrent leur impuissance à incarner eux-mêmes une alternative", a attaqué le Premier ministre, en estimant que "le vrai clivage, c'est entre l'élévation des consciences et la flatterie des bas instincts, ce réflexe populiste qui nous menace tous et que nous devons toujours écarter". [AFP](https://www.afp.com) 17 décembre 2017

En guise de " *flatterie des bas instincts*" et de " *réflexe populiste*, ils sont imbattables, aucun rival ne les égale, on leur accorde volontiers.

La preuve ou comme quoi ils osent tout.

- Education: Blanquer estime mener la politique "la plus sociale" et "progressiste" depuis 20 ans - AFP

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a estimé samedi que son action est "la plus progressiste" et n'a "jamais été aussi sociale en matière d'éducation, au moins depuis vingt ans", lors du congrès du MoDem devant lequel il était convié à s'exprimer. AFP

La liberté surveillée vaut bien la chasse à courre.

- Damon - Généraliser la vidéosurveillance, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Pour Julien Damon, il faut en finir avec la dispersion dans les compétences et les responsabilités afin de rendre la police et la justice plus efficaces. LePoint.fr

Ces courtisans n'en finissent plus de s'avilir.

- Interview de Macron : le ton «complaisant» de Laurent Delahousse raillé - LeParisien.fr

Commentaire d'internaute.

- "Deux bons copains qui ont passé bonne soirée, c'était enregistré mardi. C'est sympa hein"

- "C'est votre héroïsme en politique qui revient, là ?",

- "Interview debout, journalisme couché "

- "L'une des questions les plus percutantes » de Laurent Delahousse face à Emmanuel Macron : "Voici le sapin de Noël dans la cour de l'Élysée, c'est la fin de l'année, que voulez-vous dire aux Français... N'ayez pas peur ?" Le pire de la déférence du journalisme français "

- Macron interrogé par Delahousse: Jean-Jacques Bourdin étrille une "interview complaisante" - HuffPost FR 18 décembre 2017

« Quand on compare le ton furieux de l'Emission Politique contre Jean-Luc Mélenchon et le ton mielleux de l'interview de Macron... On s'interroge », a ironisé le mélenchoniste Alexis Corbière. HuffPost FR 18 décembre 2017

Les laquais sont traités comme il se doit, non ?

Lâcheté et populisme.

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost FR

Dimanche 17 décembre lors du Grand Rendez-vous Europe1, CNews et Les Échos.

"Le communautarisme c'est quand un groupe humain attribue aux membres qui le composent des aptitudes qui seraient liées à la communauté. Il y a un groupe de journalistes qui se considère comme une communauté politique. Ils se disent: parce qu'il est journaliste, il a raison. (...) C'est la vérité que ce groupe s'approprie. Et leur art est de faire croire que dès que vous contestez une personne, vous contestez tout le groupe. Ça aussi c'est du communautarisme. Les gens ont voulu créer une insinuation à mon égard", déplore Jean-Luc Mélenchon. HuffPost FR 17 décembre 2017

Vous n'avez tout de même pas cru que par "communautarisme" il allait révéler à ceux qui l'ignoraient, que Léa Salamé vivait avec le néoconservateur et sioniste d'extrême droite Raphaël Glucksmann. (causerie du 10 décembre)

Quel vil individu ! Le voilà qui se livre à un exercice minable consistant à isoler une ou plusieurs personnes d'un groupe, des journalistes en l'occurrence avec lesquels il a eu des démêlés, pour que l'ensemble de la profession ne lui tombe pas dessus, car il a besoin de leurs tribunes ou plateaux pour exister. Ne vous inquiétez pas monsieur l'illusionniste, ils savent que vous ne contestez pas "tout le groupe", ils continueront de vous inviter... tant qu'ils auront besoin de vous.

Vous vous livreriez à une telle bassesse ? Vous accepteriez un pareil traitement ? Jamais ! Mais ce sale type n'a pas de dignité, il n'est pas seulement inconsistant, il est creux, vide, comme Macron, et c'est pour cela qu'ils l'aiment tant... tant ils se ressemblent finalement.

Pourquoi sont-ils déçus ? Parce qu'il aurait été mauvais ? Non. Alors pourquoi ? Parce qu'il n'a pas annoncé de nouvelles mesures scélérates en guise de cadeaux de Noël à ses commanditaires !

- Macron chez Delahousse : Un coup pour rien ! - LePoint.fr

- "Brosse à reluire", "ORTF"... l'entretien Macron/Delahousse n'a pas convaincu l'opposition - HuffPost FR

Quant aux questions du journaliste, c'est leur côté peu irrévérencieux, voire flatteur, qui est reproché...

- "Ça vous agace qu'on dise que le Président il est trop fort ?" Laurent Delahousse, impertinent.

"...un président de 39 ans, un président qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part" HuffPost FR 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

1.1- Honduras: le président sortant Hernandez déclaré vainqueur après un scrutin controversé - AFP

Le chef de l'Etat de droite sortant, Juan Orlando Hernandez, a été déclaré officiellement dimanche vainqueur de l'élection présidentielle controversée du 26 novembre au Honduras, a annoncé l'autorité électorale à l'issue d'un recomptage des votes.

"Le président réélu pour la période de 2018 à 2022 est le citoyen Juan Orlando Hernandez Alvarado", a déclaré le président du Tribunal suprême électoral (TSE) David Matamoros. Depuis près d'un mois, les partisans du candidat de gauche Salvador Nasralla manifestent pour dénoncer une "fraude" supposée lors de ce scrutin.

Ce furent des élections "d'une transparence jamais vue au Honduras", assuré M. Matamoros. "Nous souhaitons que le calme règne (...) que nous nous embrassions de nouveau comme des frères", a-t-il ajouté.

L'opposition a appelé à redescendre dans la rue lundi. AFP 18 décembre 2017

1.2- Les manifestations s'intensifient au Honduras après la réélection du président - AFP

Les forces de l'ordre ont fait lundi usage de gaz lacrymogènes au Honduras pour disperser des manifestants qui protestaient contre l'annonce officielle de la victoire du président sortant Juan Orlando Hernandez lors d'un scrutin controversé.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Luis Almagro, a estimé qu'il y avait trop de zones d'ombre dans l'élection hondurienne pour qu'elle soit valable et a appelé à un nouveau scrutin.

"Les conditions (dans lesquelles s'est déroulé le scrutin) ne permettent pas d'affirmer que l'un ou l'autre des candidats est vainqueur, (...) contrairement à ce qui a été annoncé", a déclaré le secrétaire général de l'OEA.

"La seule voie possible pour que le vainqueur soit vraiment le peuple du Honduras, c'est d'appeler à de nouvelles élections générales", a-t-il déclaré.

Deux porte-parole du Parti national (PN) de M. Hernandez, Guillermo Perez Arias et Oswaldo Ramos Soto, ont rejeté devant la presse ces déclarations de M. Almagro et exclu l'idée d'un nouveau scrutin.

"Le secrétaire général (de l'OEA) a outrepassé son mandat", a dit M. Perez Arias. "Le Parti national considère (la proposition de M. Almagro) comme totalement inacceptable, étrangère aux traités internationaux et aux compétences de l'OEA", a renchéri M. Ramos Soto.

Interrogée sur la suggestion du secrétaire général de l'OEA, la responsable de la mission d'observateurs de l'Union européenne au Honduras, la Portugaise Marisa Matias, a répondu que sa mission "ne peut pas et ne doit pas intervenir dans l'indépendance et dans l'autonomie du peuple hondurien". AFP 19.12

2- Chili

- Chili: le conservateur Sebastian Piñera remporte la présidentielle - AFP

L'ex-chef d'Etat conservateur Sebastian Piñera a remporté dimanche l'élection présidentielle au Chili, succédant ainsi à la socialiste Michelle Bachelet, confirmant le virage à droite de l'Amérique latine.

Au premier tour, seuls 46,7% des électeurs s'étaient déplacés.

Annoncé comme très serré, le scrutin a finalement tourné très nettement à la faveur de l'ancien président (2010-2014) et milliardaire, âgé de 68 ans.

Le vainqueur de dimanche n'aura pas de majorité au Parlement. Les législatives, organisées lors du premier tour et pour la première fois avec un scrutin à la proportionnelle, ont laissé un paysage fragmenté dans les deux chambres.

Le futur locataire du palais présidentiel de La Moneda, à compter du 11 mars 2018, aura "besoin de nouer des alliances" avec les autres groupes parlementaires, estime Rodrigo Osorio, professeur de sciences politiques à l'université de Santiago.

Sebastian Piñera a reçu le soutien du candidat de l'extrême droite José Antonio Kast, qui a remporté 7,9% des voix en revendiquant l'héritage du dictateur Augusto Pinochet (1973-1990).

Cette victoire marque la fin d'un cycle pour une grande partie de la gauche latinoaméricaine: l'Argentine avec Mauricio Macri, le Brésil avec Michel Temer, le Pérou avec Pedro Pablo Kuczynski, ont désormais des présidents conservateurs. AFP 18.12

3- Etats-Unis

- Washington au banc des accusés lors d'un vote à l'ONU sur Jérusalem - AFP

Les Etats-Unis ont mis lundi leur veto à une résolution de l'ONU condamnant leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, en se montrant menaçants à l'égard de leurs 14 partenaires au Conseil de sécurité qui ont voté pour le texte.

Ce vote unanime, y compris de la Russie ou de la Chine, ainsi que de la France et du Royaume-Uni - les deux plus proches alliés européens des Etats-Unis -, a été dénoncé par l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. "C'est une insulte et un camouflet que nous n'oublierons pas", a-t-elle lancé, le regard noir.

Le veto américain a été salué par Israël. "Merci madame l'ambassadrice Haley" et "président Trump", "vous avez allumé une bougie de vérité", "dissipé les ténèbres", a réagi sur Twitter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Après le Conseil de sécurité, les Palestiniens ont annoncé un prochain scrutin à l'Assemblée générale de l'ONU (193 pays). Il n'y a toutefois pas dans cette enceinte de droit de veto et ses textes sont sans valeur contraignante. AFP 19.12

L'oligarchie se fout de l'ONU, de l'Amérique et du peuple américain, de ce que peuvent penser tous les chefs d'Etat ou tous les peuples, avec les GAFAs et les multinationales cités plus haut elle détient le pouvoir, ils lui mangent tous dans la main...

ECONOMIE

Etats-Unis

- USA vs Europe : l'extension (brutale) du domaine de la lutte fiscale - xerficanal-economie.com 11.12

La réforme fiscale de Donald Trump, c'est une baisse des impôts de 1400 milliards de dollars sur dix ans. Près 8% du PIB ! Une baisse ciblée sur les personnes les plus riches, sur les entreprises, et notamment la fiscalité du capital.

Parmi les éléments les plus saillants, on peut citer :

- Une baisse spectaculaire de l'impôt sur les sociétés de 35 à 20%
- La suppression de l'imposition mondiale des bénéficiaires, pour adopter un régime territorial comme dans la plupart des autres pays développés. Cela se traduit par une exemption d'impôt pour les dividendes rapatriés des filiales étrangères détenues à plus de 10%.
- Une quasi-amnistie pour les 2900 milliards de profits des multinationales logés à l'étranger, ces derniers étant taxés en cas de rapatriement à un taux allant de 5 à 14 % selon leur degré de liquidité.
- La mise en place de toute une série de mesures destinées à éviter l'évasion fiscale et forcer les multinationales à payer un impôt minimal au fisc américain.
- Un amortissement sur un an des dépenses d'investissement pour les cinq ans à venir.

C'est un résumé non exhaustif, mais qui permet de mettre en perspective l'émoi européen, face à ce qui fait figure de « big bang » agressif venant des États-Unis. Et pourtant, à y regarder de plus près, l'offensive ne vient pas d'où l'on croit, et la plupart de ces mesures ne sont guère qu'un alignement pur et simple sur ce que pratiquent déjà la plupart des pays européens.

C'est l'Europe qui a allumé les feux. (Sur ordre de Washington - LVOG)

L'IS à 20 %, par exemple, n'est rien d'autre que le taux déjà appliqué en moyenne par les pays de l'UE. Ce sont les États-Unis qui s'adaptent à l'offensive européenne, pas l'inverse. La non-imposition des dividendes rapatriés, c'est déjà ce qui se pratique aussi dans les principaux pays européens, via le régime mère-fille appliqué aux remontées intra-groupes de dividendes, afin d'éviter la double imposition des bénéficiaires. L'amnistie ou les dérogations fiscales pour les grands groupes, c'est déjà ce que permet l'Europe, de façon opaque, à travers le « tax ruling », comme l'a pointé l'affaire des LuxLeaks en novembre 2014. Quant à l'amortissement sur un an de l'investissement, voilà qui ressemble de près à la politique d'amortissement accéléré initiée en 2015 par le gouvernement Valls en France.

Dans tous ces domaines, c'est l'Europe qui a allumé le feu, en se livrant à une concurrence fiscale sans merci depuis 15 ans.

L'Europe cherche déjà la parade. Mais nous n'assistons là, finalement, qu'à une extension du domaine de la lutte fiscale à l'échelle de la planète ... avec l'attractivité, comme alpha et omega de la politique fiscale des pays avancés. xerficanal-economie.com 11.12

Je n'ai pas le temps de développer ici, ils ont dû se rendre compte qu'une multitude de nantis profitaient de leurs combines mafieuses, un peu trop à leur goût, car parmi eux il y en a un grand nombre qui sont étrangers à leur milieu et qui n'en ont à rien à faire de leur stratégie politique ou de leurs véritables intentions, qui pourrait interférer avec leurs affaires, bref, trop de millionnaires ou de milliardaires pourraient leur nuire... A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 décembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(25 pages\)](#)

Le vœux d'Attali s'est réalisé : Jérusalem va devenir la capitale du monde...sauf pour les Palestiniens !

En 2016, Johnny Hallyday a touché 16 millions d'euros et sa fortune est évaluée à 100 millions d'euros, c'est, comment dire, franchement con d'avoir accumulé une telle fortune et de ne plus pouvoir en profiter! C'est à se demander ce qui l'a le plus angoissé, si c'est le fait de s'en séparer ou de mourir.

Ce ne sera pas mon cas, il ne me reste déjà plus rien du capital que m'a versé l'Agirc en guise de retraite complémentaire il y a deux mois à peine, j'ai versé 200.000 roupies au frère de Selvi pour qu'il puisse terminer sa maison, il me rendra cet argent à son rythme, quand il le pourra... Du coup mon compte courant se retrouve au même niveau qu'il y a 6 mois (100.000 roupies, soit 1.400 euros environ), puisqu'entre temps j'ai prêté de l'argent à d'autres Indiens ou membres de la famille de ma compagne

Selvi qui en avaient plus besoin que moi, urgent.

A quoi cela sert-il de thésauriser quand on est vieux, c'est indigne, vaut mieux en faire profiter les plus pauvres ou son entourage. Dans mon cas, je dois penser à régler mes soins ou ceux de ma compagne en cas de maladie ou d'accident, mais bon, dans des proportions limitées. Malheur à ceux qui sur leurs vieux jours ont accumulé des dizaines ou des centaines d'euros au lieu de le distribuer à ceux qui en avaient besoin, de toute manière, c'est incompatible avec mon idéal, donc je préfère partir avec plutôt qu'avec du fric !

Ils osent tout. Quelle étrange coïncidence ! On se disait qu'on lui avait soufflé.

- Emmanuel Macron a lancé officiellement la grande cause nationale consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes par un discours prononcé à l'Élysée, samedi 25 novembre. Le Monde 25.11.2017

- Jens Stoltenberg et Angelina Jolie appellent à une intervention de l'OTAN pour promouvoir «l'égalité des sexes» - Par Julie Hyland Mondialisation.ca, 19 décembre 2017

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'actrice Angelina Jolie ont joint leurs forces pour présenter l'alliance militaire menée par les États-Unis comme un modèle progressiste dans les politiques de genre et comme un «protecteur de premier plan» des droits des femmes.

Leur article paru dans le Guardian la semaine dernière, «Pourquoi l'OTAN doit défendre les droits des femmes», est présenté comme une mission commune visant à garantir la «promesse fondamentale de la Charte des Nations unies pour l'égalité des droits et la dignité des femmes». (...)

Affirmant que l'OTAN fut fondée pour protéger la «liberté de ses peuples», les auteurs déclarent que, pendant 70 ans, le bloc dirigé par les États-Unis s'est tenu debout pour «la défense de la démocratie, de la liberté individuelle, de l'État de droit et de la Charte des Nations unies». wsws.org 19 décembre 2017

Il s'agit donc bien d'une campagne mondiale orchestrée au plus haut niveau de l'oligarchie, à laquelle participent les crétins ou corrompus de la pseudo-gauche et extrême gauche.

Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les hommes ? Pour que tous les hommes disposent du même revenu puisqu'un éboueur est aussi utile à la société qu'un architecte et bien davantage qu'un banquier qui n'est qu'un parasite. Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les femmes puisqu'une femme de ménage est aussi utile qu'une ingénieure ? Je plaisante. Mais... Moi aussi j'ai de la suite dans les idées.

Pourquoi les féministes n'y ont-elles pas pensé ? Parce que leur combat ne consiste pas à faire en sorte que la femme de ménage accède au même niveau de vie confortable qu'une ingénieure, mais que le traitement d'une ingénieure soit aligné sur celui d'un ingénieur, ou mieux qu'elle pique sa place, au détriment des autres couches inférieures de travailleurs, mais cela aussi elles s'en foutent éperdument.

Parole d'internaute

- *"Partout en Europe, les fédéralistes européens appellent à la création des « États-Unis d'Europe ».*

Cette Europe fédérale, si elle voyait le jour, serait anti-sociale, anti-populaire, anti-démocratique.

Cette Europe fédérale serait le triomphe de la nouvelle aristocratie."

Et l'enterrement de la civilisation humaine, du socialisme...

Sionisme d'extrême droite. Le Mossad menace de mort ceux qui brûleraient un drapeau israélien.

Un haut fonctionnaire des services de renseignement israéliens menace des citoyens européens de mort par Luc Delval (avec Inna Michaeli) — 20 décembre 2017

Aux yeux des Services de renseignement israéliens, il ne suffit plus que les citoyens israéliens opposés à la politique colonialiste du gouvernement vivent dans la peur d'être persécutés pour leurs opinions, ils veulent maintenant étendre la menace aux citoyens du monde entier. Ainsi, il semble que nous ayons atteint un point où un représentant d'un organisme gouvernemental israélien peut menacer les citoyens d'un pays étranger qui exercent leur droit démocratique de protester.

Après qu'un drapeau israélien ait été brûlé lors d'une manifestation à Berlin, le responsable des relations internationales du ministère israélien des services de renseignement a déclaré sur Facebook que les activistes pro-palestiniens allemands doivent désormais «vivre dans la peur».

Le 15 décembre, le Major Arye Sharuz Shalicar 1 a publié un article sur sa page Facebook personnelle, dans lequel il a partagé un reportage du journal allemand Die Welt sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont utilisé des tirs à balles réelles pour réprimer une manifestation à la périphérie de Ramallah.

Les manifestations en Palestine, contre la décision de Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, ont aussi provoqué des manifestations de protestation à travers le monde, y compris en Allemagne.

Et le fonctionnaire israélien souhaitait faire passer un message aux protestataires :

PARTAGEZ S'IL VOUS PLAÎT! Le message de cet article est destiné à tous ceux qui, en Allemagne, pensent pouvoir brûler impunément une étoile de David en public. Nous savons qui vous êtes, et où vous êtes, et comment vous amener à la justice. Nous décidons où et quand. Vivez dans la peur !

Ces derniers jours, les médias allemands ont été inondés de rapports et d'analyses sur l'incendie d'un drapeau israélien lors d'une manifestation à Berlin. En réponse, les politiciens des partis centristes, ainsi que le Conseil central des Juifs en Allemagne, ont appelé à sanctionner pénalement le fait de brûler un drapeau, et en particulier un drapeau israélien.

Les articles de presse sont pleins de distorsions, qui présentent les manifestations contre l'occupation israélienne – et dans ce cas contre les provocations de Trump à propos de Jérusalem – comme des manifestations d'antisémitisme. La boucle est ainsi bouclée : les sionistes s'approprient la communauté juive et ses symboles, les mettent au service de l'occupation, et s'en servent pour dépeindre les protestations pro-palestiniennes comme antisémites.

Or le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David n'est pas seulement un symbole juif, c'est avant tout un drapeau national qui est devenu un symbole d'occupation et d'oppression du peuple palestinien. Pourquoi des gens devraient-ils s'abstenir de brûler un symbole de leur propre oppression ? Le fait qu'Israël se refuse à faire la distinction entre symboles religieux, ethniques et ceux de l'État ne doit pas porter atteinte à la liberté de qui que ce soit, en particulier à l'étranger.

Critiqué notamment sur les réseaux sociaux pour avoir ainsi proféré des menaces non voilées – la présence dans cette publication sur Facebook d'une photo d'un policier israélien travesti en Palestinien 2 et brandissant une arme de poing n'ayant évidemment rien d'innocent – afin de réprimer la liberté d'expression de citoyens européens, le fonctionnaire des services de renseignement israélien s'est défendu comme il a pu, à la manière des authentiques antisémites qui ne manquent jamais d'assurer qu'ils ont "d'excellents amis juifs" (qu'ils seront le cas échéant ravis de voir partir s'établir en Israël, loin d'eux) :

«Ceci est ma page privée. Je suis né et j'ai grandi en Allemagne et j'ai fait face à des centaines d'attaques antisémites de la part de jeunes musulmans. Il est inconcevable qu'ils menacent les Juifs et brûlent les symboles juifs / israéliens. Cela me blesse personnellement et je ne suis plus disposé à le tolérer. Je dois aussi ajouter que j'ai eu et continue d'avoir des amis musulmans en Allemagne qui en ont aussi assez, car le comportement violent de quelques milliers donne à l'Allemand moyen le sentiment que toute personne d'origine moyen-orientale / arabe / musulmane est un radical, ce qui est entièrement faux, et cela ne fait que renforcer la droite radicale.»

Bref, le brave fonctionnaire des services de renseignement israélien n'est qu'un démocrate incompris. Mais il vous invite quand même à vivre dans la peur, et il garde une arme à portée de la main...

1.] Bien que sa page Facebook l'identifie comme un «ancien» porte-parole, Shalicar fournit toujours une adresse électronique officielle de l'armée israélienne comme contact : shalicar@idf.gov.il. On peut en déduire qu'il n'est pas aussi en retrait du service qu'il le prétend.

2.] Il s'agit des tristement célèbres mistaravim, des policiers ou militaires israéliens déguisés qui s'infiltrèrent dans les manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés, et ensuite participent à l'enlèvement ou à l'assassinat de militants. Ils ont déployé leurs talents de tueurs à gage jusqu'à l'intérieur des hôpitaux, où ils se sont occasionnellement introduits pour exécuter des blessés.

Source: <http://www.pourlapalestine.be/quand-un-haut-fonctionnaire-des-services-de-renseignement-israeliens-menace-des-citoyens-europeens-de-mort/>

[En famille. Bienvenue chez les damnés de la terre.](#)

- Pour The Economist, la France de Macron est le "pays de l'année 2017" - L'Express.fr

Sous le charme de l'action du président de la République, l'hebdomadaire libéral juge que Macron a mis fin à la France "irréformable". L'Express.fr 21.12

Bienvenue chez les aristocrates.

- 350 000 euros pour un vol Tokyo-Paris : Édouard Philippe « assume complètement » - Franceinfo

Lors de son retour de Nouvelle-Calédonie au début du mois, le Premier ministre et sa délégation ont eu recours à un avion privé. L'avion d'Etat était jugé trop inconfortable.

Édouard Philippe a profité de son intervention pour reconnaître qu'il était « parfaitement conscient » que les sommes du Premier ministre ou du président « sont toujours impressionnantes. » Il a néanmoins voulu les justifier : « Quand je suis arrivé devant les studios de RTL, je suis arrivé avec quatre véhicules, avec des motards, avec plus de 15 personnes, avec un médecin qui me suit en permanence et un transmetteur de l'armée qui me suit en permanence parce que c'est le régime qui est donné au Premier ministre. Et ça coûte redoutablement cher ». Franceinfo 21.12

Il est légitime d'exiger une augmentation de salaire de 40%.

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes - Publicsenat.fr

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérard Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 21.12

Inquisition et épuration.

- Affaire Diallo : le Conseil du numérique perd la tête - liberation.fr

Combien de membres va-t-il rester au Conseil national du numérique (CNNum) remanié la semaine dernière ? Sa présidente, Marie Ekeland, aura tenu une semaine avant d'annoncer mardi sa démission, suivie dans la foulée de celle d'au moins 20 nouvelles têtes de l'instance (sur 30). La raison : un désaccord avec le secrétariat d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, sur la composition de l'organe consultatif, chargé d'orienter les politiques de l'exécutif sur le numérique. Ekeland explique son départ par la polémique née la semaine dernière après la nomination de l'essayiste et militante antiraciste Rokhaya Diallo au CNNum et la demande du secrétaire d'Etat de remanier sa composition.

«La forme actuelle de nomination et de fonctionnement du CNNum porte à confusion et ne peut pas garantir son indépendance», regrette Ekeland dans son texte. «J'ai été choquée par les caricatures auxquelles Rokhaya Diallo et Axiom [rapporteur dont la nomination avait été aussi contestée, ndr] ont été réduits : elles n'ont rien à voir avec ce qu'ils sont vraiment», estime-t-elle, dénonçant «un emballement médiatique et politique violent. Les réactions qui ont suivi cette nomination me font mesurer à quel point mon pari était osé et innovant. A quel point, dans notre pays, nous ne voulons pas entendre des voix dissonantes. A quel point nous ne savons plus débattre sereinement de nos divergences de vue. [...] Cela me peine de voir notre pays aussi loin des valeurs démocratiques qui sont les miennes», écrit-elle. Mahjoubi, ex-président jusqu'à début 2017 du CNNum, avait avalisé la nouvelle équipe réunie par Marie Ekeland. Il s'est justifié en expliquant «qu'il ne s'agit pas d'une association, d'un parti politique ou d'un lobby. Le CNNum doit être proche du gouvernement pour nous orienter, et le gouvernement lui fait confiance sur ces sujets».

Un discours quelque peu différent de celui qu'il tenait il y a quelques jours, lorsqu'il assurait que le gouvernement avait «souhaité confirmer l'indépendance, ses moyens et son mode de fonctionnement» en élargissant les compétences du CNNum par un décret publié le 10 décembre. «Tout cela est absurde, absurde, contre-productif, dépassé», a confié l'économiste Pierre-Yves Geoffard à Libération selon lequel «l'état du débat est très inquiétant» en France. liberation.fr 19 décembre 2017

[A défaut de pouvoir réformer le capitalisme, elle l'a adopté...](#)

Quand la soi-disant gauche américaine souhaite le maintien de l'hégémonie sur le monde elle donne des conseils à Trump pour y parvenir.

- Si la stratégie américaine était rationnelle, elle devrait admettre que l'approche unilatérale a échoué et mettre l'accent sur d'autres méthodes. Une véritable coopération mondiale et un plus grand usage de la diplomatie seraient probablement plus fructueux que la puissance militaire. (...)

On peut soit avoir un rôle hégémonique, soit exercer une influence plus fine en collaborant avec les autres. (Avec la nouvelle

Stratégie de sécurité nationale les Etats-Unis s'engagent dans l'isolationnisme par Moon of Alabama — 20 décembre 2017)

Quelle finesse d'esprit ces intellectuels !

Au temps du néocolonialisme.

Finalement, les pays dits « en voie de développement » (PED) d'aujourd'hui remplacent les colonies d'hier : les grandes entreprises multinationales occidentales se placent dans les anciennes colonies, y investissent et en extorquent les ressources pour accumuler de faramineux profits qui s'évadent dans des paradis fiscaux appropriés. Tout cela se déroule sous le regard bienveillant des élites locales corrompues, avec l'appui des gouvernements du Nord et des institutions financières internationales (IFI) qui exigent le remboursement de dettes odieuses héritées de la colonisation. Par le levier de la dette et des politiques néocapitalistes imposées qui conditionnent celle-ci, les populations spoliées paient encore le crime colonial d'hier et les élites le perpétuent subrepticement aujourd'hui, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néocolonialisme. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

Ils ont du pétrole et leur peuple est misérable.

Ainsi, le Nigeria, premier producteur de pétrole du continent et onzième mondial, n'arrive pas à satisfaire son marché intérieur et, comble du paradoxe, importe 70 % de ses besoins en pétrole raffiné malgré une production journalière d'environ deux millions de barils de pétrole brut dont la majeure partie part à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe ! Pour satisfaire sa demande intérieure, le Nigeria importe quotidiennement des millions de dollars de carburant (pétrole raffiné), représentant près de 14,9 milliards de dollars sur l'année 2016, une somme colossale.

Malgré une croissance positive jusqu'en 2016 (+ 2,7 % en 2015, son plus bas niveau depuis dix ans, en raison de la chute des prix du pétrole), 22 milliardaires et 34 000 millionnaires en dollars recensés, plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, la majorité des Nigériens n'ont pas accès à l'électricité, l'espérance de vie ne dépasse pas les 54 ans et un enfant sur dix meurt avant l'âge de 5 ans encore aujourd'hui, l'un des taux les plus élevés au monde. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

En oligarchie. Comment les rapaces de la finance nous sucent jusqu'à la moelle.

- Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers par Eric Toussaint Mondialisation.ca, 15 décembre 2017

Extraits.

Elles s'appellent Intrum, Cabot, ou encore Arrow... Si vous avez déjà eu une facture impayée, auprès d'un opérateur de téléphonie ou d'une société de crédit, peut-être avez-vous eu affaire à l'une de ces sociétés de recouvrement et à leurs méthodes agressives. Nées en Scandinavie, puis implantées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, elles montent en puissance depuis la crise financière de 2008, qui a plongé des populations entières dans la pauvreté. Au point que leurs profits se chiffrent désormais en centaines de millions d'euros.

Grâce à la campagne internationale lancée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), on connaît l'action néfaste des fonds vautours à l'égard des dettes souveraines contractées par les États : ils achètent des titres de cette dette souveraine à prix bradés (5 à 20 % de la valeur initiale des titres), avant de recourir à des tribunaux pour récupérer un maximum d'argent.

Le même type d'activité est en plein développement dans le domaine des dettes contractées par les particuliers. Il faut dire que les possibilités d'expansion sont énormes, car en Europe le volume des crédits privés en suspension de paiement s'élève à 1000 milliards d'euros. Avec l'appauvrissement des catégories populaires, le volume des défauts de paiement des dettes des ménages et des micro-entreprises va inéluctablement augmenter.

Recouvrement agressif

Le mode opératoire des fonds vautours dans le domaine des dettes privées est simple. Ces derniers rachètent des paquets de dettes impayées à des banques, à des sociétés de téléphonie mobile, à des sociétés de crédit immobilier, ou encore à des entreprises de fourniture d'énergie aux particuliers. En général, les fonds vautours achètent ces paquets de dettes impayées à 10% de leur valeur, et essaient par le harcèlement des personnes endettées, ainsi que par des procédures en justice, de récupérer 20% à 30% de la valeur de départ.

Il semble qu'en Europe les sociétés financières spécialisées dans ce genre d'activités de « charognards » se sont d'abord activement développées en Scandinavie suite à la crise bancaire des années 1980-1990. Il s'agit des sociétés suédoises Intrum

et Aktiv Kapital – une filiale du groupe états-unien PRA.

Un business florissant

Selon une étude publiée par la banque Morgan Stanley, en Europe, le volume total des paquets de dettes impayées en possession des sept plus grandes sociétés spécialisées dans la récupération auprès des particuliers a doublé entre 2014 et 2017, passant d'environ 4 milliards de livres sterling à un peu plus de 8 (Financial Times, 23 novembre 2017). En 2016, Intrum a fait 197 millions d'euros de bénéfices. Cabot, une société britannique, a gagné 155 millions d'euros. Arrow, autre entreprise britannique, a réalisé quant à elle un bénéfice de 118 millions d'euros. Hoist, britannique également, 93 millions d'euros. Kruk, société polonaise, 91 millions. Le 3 décembre 2017, on pouvait lire sur le site d'Arrow que 4 millions de familles seraient en défaut de paiement en Grande-Bretagne. (...)

Alors qu'il y a cinq ans, un « investissement » d'un million d'euros dans le rachat de dettes impayées pouvait permettre d'en récupérer trois, en 2017 ce rendement a « chuté » à un ratio compris entre 1,8 et 2 fois la mise initiale. (...)

Le fonds NML Capital, enregistré aux Iles Caïmans, a, par exemple, réalisé une plus-value de 1270 % contre l'Argentine en obtenant 2,426 milliards de dollars pour des dettes rachetées seulement à 177 millions.

D'autres fonds vautours sont par ailleurs actifs dans le rachat de dettes impayées, notamment le tristement célèbre fonds Elliot possédé par Paul Singer. Elliot a racheté à deux banques espagnoles – Banco Popular, rachetée par Santander en mai 2017, et Bankia – des paquets de dettes impayées. Le groupe états-unien Blackstone est devenu également très actif en Espagne. (...)

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (dans les années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), puis en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante de la population, qui finance à crédit sa consommation courante car les revenus normaux ne suffisent plus à payer les frais d'alimentation, de logement, de vêtement, de chauffage, d'éclairage, de santé, d'éducation... Des firmes se spécialisent donc dans les ventes à crédit à des secteurs fragilisés de la population.

<https://www.mondialisation.ca/les-fonds-vautours-prosperent-sur-la-misere-en-speculant-sur-lendettement-des-particuliers/5621665>

<https://www.mondialisation.ca/evasion-fiscale-et-fonds-vautours-une-legalite-de-facade/5621755>

[Opérations militaires secrètes contre la planète. Sordide, sinistre, monstrueux, criminel, barbare, pire encore, si, si, c'est possible.](#)

Evidemment plus de 99% de la population ignore tout de ce que vous allez découvrir ici, moi-même qui suis plutôt curieux et bien informé, j'en ignorais une grande partie, comme quoi on en apprend tous les jours. Avertissement à ceux qui parce qu'ils sont à des degrés divers sous l'influence de la propagande officielle et doutent de tout ou ne peuvent concevoir que l'incroyable puisse se produire sans qu'ils en soient informés... par ceux qui ont tout intérêt à les maintenir dans l'ignorance de leurs manigances illégales et monstrueuses, prenez le temps de lire soigneusement le document suivant, cela vous permettra de prendre la mesure exacte de la menace mortelle que représente dorénavant le capitalisme pour l'humanité. C'est à tomber à la renverse, la première réaction est de se dire que c'est impossible ou qu'on est encore en présence d'une théorie du complot, sauf que tout ce qu'affirme l'auteur est référencé ou sourcé, connu des autorités telle que l'UE, vérifiable ou bien réel. Lisez attentivement ou téléchargez cet article et vous en serez convaincu, sinon c'est que vous êtes trop décomposé et votre cas est irrécupérable. J'y vais fort, certes, mais au regard de la gravité des faits exposés, vous comprendrez mieux pourquoi ils sont condamnables et il n'y a pas de place pour la moindre hésitation.

- La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre par Prof. Claudia von Werlhof - Mondialisation.ca, 13 décembre 2017

Présentation du livre de Rosalie Bertell «La planète Terre, la dernière arme de la guerre»

Extraits.

Enfin, les expériences avec les ondes électromagnétiques (EM) et le réchauffement des couches supérieures de l'atmosphère (Bertell 2013, p 139), appelées «ionosphère», à partir de 80 km d'altitude, ont débuté dans les années 1960 et 1970 en influençant cette couche chargée électro-magnétiquement grâce à l'utilisation de « réchauffeurs ionosphériques ». Le plus célèbre de ces « réchauffeurs » étant le HAARP (Programme Actif de Recherche sur les Hautes Fréquences Aurorales) en Alaska, construit plus tard dans les années 1990, avec de gigantesques installations radar avec antenne et un approvisionnement énergétique spécial (Bertell 2013, pp.273ff). Selon Bertell, la région arctique a été soumise à un processus délibéré de

décongélation par l'utilisation des ondes EM-ELF (ondes d'extrêmement basses fréquences), action qui semble avoir déjà été acceptée par l'ex-Union soviétique et les États-Unis à Vladivostok en 1974 (Bertell 2013, page 256, 445; Ponte 1976; MacDonald 1968).

C'est une sorte de science limite, car une grande partie de cette connaissance reste en dehors du discours scientifique qui nous est familier. Pratiquement personne n'est au courant de cette nouvelle science, même si près de 40 ans se sont écoulés. (...)

Après l'installation de nombreuses installations plus petites pour manipuler les couches de l'atmosphère avec des ondes électromagnétiques EM, comme Poker Flats / Alaska, Plattville / Colorado et HIPAS / Alaska, de plus grandes ont vu le jour. C'est le cas d'Arecibo / Porto Rico, EISCAT à Tromsø dans le nord de la Norvège, ainsi que le soi-disant « Woodpecker » en Union soviétique (Bertell 2013, p 288ff), et, depuis le début des années 1990 les champs d'antennes HAARP avec 180 tours radar en 2002. Elles sont accompagnées d'installations aux Pays-Bas et en Suède, en Israël, en Australie, en Chine et dans d'autres pays (récemment probablement MARLOW près de Rostock, au nord de l'Allemagne), aussi bien que de radars mobiles en fréquence X (rayons X) ou flottant sur l'océan, qui permettent aux ondes de passer au-delà de l'horizon. Environ deux douzaines de ces installations sont actuellement opérationnelles dans le monde entier. En l'an 2013 une nouvelle, le MUOS, pour la coordination satellite a été construite en Sicile (MUOS 2015)

De cette façon, un bombardement ou un réchauffement de l'ionosphère peut se produire simultanément, séparément ou en opposition l'un à l'autre, que ce soit à des fins expérimentales ou en tant qu'attaque planifiée (voir «SuperDARNS» dans Bertell 2013, page 283ff).

Pour que cela fonctionne, l'air électriquement chargé de l'ionosphère, le « plasma », qui est un état agrégé unique au-delà d'un état solide, fluide ou gazeux (Bertell 2013, p.143), est chauffé en utilisant la puissance des réchauffeurs ionosphériques qui peuvent ajouter jusqu'à GIGA watts (milliards de watts). Cette opération provoque la densification et le renflement du plasma, créant un miroir réfléchissant à partir duquel des rayons d'énergie, envoyés par des réchauffeurs ionosphériques, peuvent rebondir selon l'angle désiré et redirigés vers un point correspondant sur ou sous la Terre. (Bertell 2013, pp. 279ff). De là la grande destruction qui, jusqu'à présent, ne pouvait être expliquée comme une catastrophe artificielle, bien que la Convention ENMOD de l'ONU de 1977, après la guerre du Vietnam, en ait déjà parlé, essayant d'interdire son usage militaire (ONU 1977). L'utilisation du chauffage ionosphérique avec des ondes électromagnétiques pulsées comme l'une des principales techniques de modification de l'environnement est particulièrement efficace pour déchaîner ou amplifier les mouvements latents ou qui débutent le long des lignes de tremblement de terre ou dans les volcans actifs. De tels processus, qui utilisent des ondes ELF d'extrêmement basses fréquences, sont capables de pénétrer et de couper même à l'intérieur de la Terre et de causer des perturbations à l'intérieur même de son noyau, d'où le champ magnétique de notre planète est originaire. («Deep Earth Penetrating Tomographie »ou« tomographie par sondage de la Terre », Bertell 2013, pp. 285ff). (...)

Certaines longueurs d'ondes électromagnétiques peuvent également être utilisées pour modifier les «Jetstream» – ces grands courants de vents à haute altitude qui se déplacent autour du globe et modèrent les températures. Les ondes peuvent être utilisées pour changer le cours des nuages autour du globe – pour influencer le développement des sécheresses et des inondations. Elles peuvent être utilisées pour avoir plus d'énergie que la normale à certains endroits, ce qui produit des incendies, des orages et des éclairs extrêmes vers le sol, ou de lourdes explosions qui ressemblent à celles du nucléaire. Elles peuvent être utilisées pour garder des conditions météorologiques anormales sur certains endroits pendant une longue période. Elles peuvent être utilisées pour déplacer et accumuler de grosses tempêtes et influencer les courants océaniques comme El Nino et La Nina (Bertell 2013, pp. 445 et suivants, 465 et suiv.).

Le réchauffeur ionosphérique probablement le plus grand, HAARP en Alaska, est capable de mettre en mouvement 1, 8 GIGA watts (milliards de watts) et de les concentrer sur un seul point dans l'ionosphère. Les types de technologies existantes pour détruire l'environnement ont été expliqués par le géophysicien et conseiller présidentiel Gordon MacDonald dans son article « How to Wreck the Environment » (Comment détraquer l'environnement) publié dans « Unless Peace Comes » (A moins que ne vienne la paix) en 1968. Cela s'est passé il y a 48 ans! (MacDonald 1968, voir ci-dessous)

L'éminent journal « The Guardian », de Londres, en a parlé, par exemple le 4.4.2012 dans un article intitulé: « En guerre pour la géo-ingénierie ». On y lit:

« ... Peu de gens dans le secteur civil comprennent parfaitement que la géo-ingénierie est avant tout une science militaire et n'a rien à voir avec le refroidissement de la planète ou l'abaissement du carbone ... Bien qu'apparemment fantastique, le temps a été militarisé. Au moins quatre pays – les États-Unis, la Russie, la Chine et Israël – possèdent la technologie et l'organisation pour modifier régulièrement les conditions météorologiques et les événements géologiques pour diverses opérations militaires et noires ... En effet, la guerre inclut maintenant la capacité technologique d'induire, d'améliorer ou de diriger des événements, cycloniques, des tremblements de terre, des sécheresses et des inondations, y compris l'utilisation d'agents viraux en aérosols polymérisés et de particules radioactives transportées par les systèmes météorologiques mondiaux ».

L'article mentionne également le rôle d'un réchauffement progressif des régions polaires pour l'extraction des ressources.

Cet article valide entièrement les déclarations du professeur Gordon MacDonald, ancien directeur adjoint de l'Institut de géophysique et de physique de l'Université de Californie, et membre du comité consultatif scientifique du président sous la présidence de Lyndon B. Johnson, créé en 1968. Le scientifique reconnu mondialement écrit dans le livre de Nigel Calder « A moins que la paix ne vienne: une prévision scientifique de nouvelles armes ». Sur la guerre géophysique dans le chapitre « How to Wreck the Environment » (comment détruire l'environnement), il décrit comment les champs d'énergie de la Terre peuvent être utilisés pour manipuler les conditions météorologiques, entraînant la fusion des calottes polaires, la destruction de la couche d'ozone et le déclenchement de tremblements de terre. Le Prof. Gordon MacDonald a pour cela établi dans les années 60 que ces armes étaient de fait en production et que le processus entier passerait pratiquement inaperçu chez leurs victimes si utilisées potentiellement (www.Sauberer-Himmel.de).

En fait, on disait aux États-Unis dès 1958 que «le contrôle du climat arrive» (Newsweek 1958): Edward Teller, «le père» de la bombe à hydrogène, était au premier plan du débat sur une éventuelle guerre à travers la manipulation des conditions météorologiques, par exemple le déversement d'aérosols dans l'atmosphère (Hamilton in Bertell 2013, pp. 498ff).

La convention ENMOD de l'ONU de 1976/77 – il y a maintenant 40 ans – décrit ces abominations et interdit l'utilisation militaire ou toute autre utilisation hostile de ces technologies. Entre-temps, on les entend quotidiennement: tremblements de terre, tsunamis, sécheresses et inondations, changements de conditions météorologiques dans des régions entières, des courants océaniques et des tornades, des changements de la couche d'ozone et de l'ionosphère (cf. P. 46, Storr in Bertell 2013, page 527).

Le Parlement de l'UE a tenu une audience en 1999 sur HAARP. L'audience est restée sans conséquences, malgré tous les avertissements. Il a néanmoins été admis par la Commission européenne que cela n'a aucune influence sur les affaires militaires! (Werlhof in Bertell 2013, page 36). Les communiqués HAARP, cependant, indiquent que les «réchauffeurs ionosphériques» sont conçus uniquement à des fins de recherche et ne doivent en aucun cas être considérés comme un système d'armes. Par conséquent, ils devraient assurément être dans le champ d'influence de l'UE, ou devraient être interdits par l'ONU!

D'autre part, on ne parle pas beaucoup des appareils de chauffage ionosphériques européens tels que l'EISCAT à Tromsø, dans le nord de la Norvège. Cette installation est exploitée par l'Institut allemand Max-Planck.

L'ONU a prononcé un autre Moratoire sur la géoingénierie lors de la Conférence sur la biodiversité à Nagoya, au Japon, en 2010, interdisant l'utilisation privée et publiquement incontrôlée de la géoingénierie (Bertell 2013, p.318).

En 2013, près de 50 militants européens et plusieurs membres du Parlement européen, organisés dans « Skyguards », ont fait une nouvelle tentative pour mobiliser le PE via une conférence « Beyond Theories of Weather Modification – Société civile versus géo-ingénierie » (Au-delà des théories de modification climatique – La Société civile face à la géo-ingénierie), accompagnée d'une pétition au PE qui a même été acceptée par la Commission des pétitions du PE en 2014 (Werlhof in Bertell 2013, pp. 33-41). En 2016, cependant la même chose est arrivée à cette pétition qu'à celle de 1999: Josefina Fraile, ex-eurodéputée de Skyguards, qui avait organisé la pétition, a reçu une lettre de la Commission européenne lui disant que les questions militaires ne devaient pas être traitées dans le domaine du PE – bien que la pétition parlait surtout de la géoingénierie civile.

En général, le rapport intitulé «Le temps en tant que multiplicateur de force – Posséder le temps en 2025», préparé pour l'US Air Force en 1996, montre que la question des «guerres météorologiques» est entre les mains de l'armée. Une géoingénierie civile et indépendante pour «sauver le monde du changement climatique» n'existe sûrement pas (US Air Force 1996).

Résumé des résultats:

Le sens de cela: c'est qu'il n'y a aucune reconnaissance officielle de l'existence des moyens et des possibilités de guerre qui constituent non seulement une menace pour toute vie sur Terre par l'utilisation des forces propres de la Terre contre nous et elle-même, mais au-delà, une capacité de détruire toute la planète en tant que telle! (Bertell 2013, page 251f). Ce danger avait déjà été énoncé par le physicien Nikola Tesla (1856-1943, Bertell 2013, pp. 223ff, 468ff), l'inventeur original des différentes manières d'utiliser les puissances électromagnétiques de la planète (Bertell 2013, p.32, 239f). Utilisant ses propres forces, la Terre peut maintenant être forcée à tuer ses propres êtres et alors être contrainte au suicide.

Les moyens de détruire la planète sont ceux de la «géoingénierie» – y compris les armes plasma électromagnétiques et toutes les autres formes de guerres météorologiques (Bertell 2013, p.317). Si ces technologies sont utilisées sous une forme améliorée, si l'augmentation des ondes électromagnétiques pulsées rythmiquement et l'effet de leur résonance deviennent pratiquement illimités (« Magnifying Transmitter » de Tesla et « séismes contrôlés », Bertell 2013, page 288), la Terre pourrait peut-être même être déchirée, plonger dans le Soleil, ou en dernier ressort, être jetée dans l'espace! Des effets spéciaux de résonance scalaire d'ondes électromagnétiques en provenance de la Terre et pénétrant l'espace pourraient être instantanément réfléchis. (...)

Au résultat, ce pourrait être la destruction de la Terre par le Soleil, ou le pari que l'équilibre dynamique entre la Terre et la Lune, qui partagent le même champ magnétique, pourrait s'effondrer ... Nikola Tesla, le cerveau le plus innovant en ce qui concerne

le travail avec les ondes EM a prédit tous ces scénarios et nous a mis en garde, comme étant une possibilité théorique au début du siècle dernier (Bertell 2013, p. 465ff).

Développements ultérieurs:

Le développement ultérieur des armes EM dans les dimensions des ondes «scalaires» longitudinales, telles qu'elles ont été développées en Union Soviétique, a particulièrement retenu l'attention de l'ancien membre de l'armée américaine, Tom Bearden, scientifique et disciple de Tesla qui a été cité par Bertell (Bertell 2013, pp. 223ff, 238ff, 465f, Bearden 1986/2002). Ce chapitre de la technologie des armes à ondes scalaires (longitudinales) semble être encore plus mystérieux que celui des autres ondes électromagnétiques (transversales). Considérant que dans le soi-disant vide ou hyperspace – « l'éther » (selon Tesla) ou l'espace au-delà du système solaire – le mouvement de ces ondes scalaires dépasse l'espace terrestre tridimensionnel et ses conditions, agissant indépendamment de chacun d'entre eux dans des conditions au moins quadridimensionnelles – les trois dimensions de l'espace et la dimension temporelle. Cela signifie par exemple que les ondes scalaires sont simultanées, elles n'ont pas besoin de temps pour se propager. L'application militaire de ces processus sur la terre – qui travaille avec des conditions extra-terrestres «illimitées» sous des conditions terrestres limitées (voir Wagner 1970 sur la fission nucléaire sur terre) – serait et est en fait la plus grande menace imminente (Bearden 2012; 2010).

Outre les effets déclenchés au niveau macro, d'autres effets non moins inquiétants peuvent aussi être provoqués par des ondes électromagnétiques au niveau micro. Nous parlons de l'interférence avec nos cerveaux en utilisant les ondes ELF qui correspondent à la fréquence de Schumann – le pouls de la Terre-, qui est la même que celle du cerveau (Begich / Manning 1996, Bertell 2013, p.289). Ces méthodes ont apparemment été développées principalement par les Soviétiques, et peuvent également être appliquées à des populations plus importantes, selon Bearden.

Tout cela est conforme à la devise: les impulsions électromagnétiques peuvent atteindre n'importe où, car la matière elle-même «oscille» (Begich / Manning 1996). C'est finalement le véritable « secret » de l'ampleur et de l'efficacité des nouvelles technologies Tesla brevetées pour leur utilisation dans les réchauffeurs ionosphériques (brevets officiels américains du physicien Bernard Eastlund, Bertell 2013, p.277ff) et ailleurs (Bearden 2012; 2010).

La réaction du public et des mouvements sociaux

Grâce à Bertell, nous découvrons maintenant que nous, le public, les humains et les citoyens sommes vulnérables à cette menace croissante depuis 70 ans sans en avoir pris conscience, sans parler de notre approbation ou de notre «consentement», même si ces événements mettent notre vie et notre planète en danger et ont érodé les conditions de vie à l'échelle mondiale. En fait, si ces menaces ne cessent pas, nos conditions de vie et la Terre elle-même pourraient déjà être détruites dans un court laps de temps.

Considérant les citations de Bertell: « L'armée a toujours 50 ans d'avance ». Et:

« Dans une nouvelle guerre les militaires n'utilisent jamais les mêmes armes qui ont été utilisées dans une ancienne » (Werlhof in Bertell 2013, page 48, Bertell Interview II, 2014).

Nous, en tant que citoyens prétendument responsables:

Bien qu'embarrassant, nous devons maintenant prendre conscience du fait que nous n'avons pas été au courant de quoi que ce soit se passant dans ce domaine. (...)

En ce qui concerne les mouvements sociaux, l'analyse de Bertell suit:

Il existe un mouvement pour la paix qui n'a pas reconnu qu'il existe une guerre moderne, dirigée vers et contre l'environnement (Bertell 2013, p.57f, 325f, 344ff).

Sur la base d'une destruction de l'environnement de plus en plus évidente, il existe néanmoins un mouvement écologique qui n'a pas encore pris conscience des problèmes, qui ont notamment été causés par l'armée (Bertell 2013, p.71).

Le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé le développement post-nucléaire des armes de destruction massive qui supplante la nécessité des guerres nucléaires au sein de l'armée (Bertell 2013, p.58). (...)

En fait, un réchauffement partiel de la Terre a effectivement lieu. Cependant, cela ne se produit pas dans la troposphère où le CO2 s'accumule réellement, mais plutôt dans les couches supérieures de la stratosphère dans lesquelles HAARP et les installations similaires – les «réchauffeurs ionosphériques» – sont actifs! (Phillips 2011).

Au total, après tout, le réchauffement de la planète ne peut pas être le résultat des émissions de CO₂ ! (Bertell 2013, pp. 321-323). Le CO₂ est sale, mais il ne chauffe pas, comme elle le dit. À part Bertell presque personne n'a remarqué que la crise environnementale sous l'apparence de la soi-disant crise climatique, ainsi que les solutions alléguées pour cette crise, à savoir la géoingénierie, proviennent tous deux des mêmes laboratoires militaires!

Ironiquement, comme il est dit dans la contribution de Hamilton au livre de Bertell: L'armée elle-même n'admet pas du tout l'existence d'une quelconque sorte de crise climatique! Les mesures de géoingénierie militaire ne visent pas à réduire le réchauffement climatique. Ces mesures ont été inventées pour des raisons totalement différentes, notamment militaires: ce sont des armes géologiques (Bertell 2013, p.58).

Plutôt que de trouver comment stopper les perturbations militaires et la manipulation du climat par, comme le dit Bertell, «des guerres météorologiques, des armes plasma et la géoingénierie» par exemple, en éteignant les «réchauffeurs ionosphériques», la discussion se concentre sur les conséquences de cette guerre mondiale – précisément en employant les mêmes mesures qui les ont réellement provoquées!

Le fait que ce ne soit pas le prétendu problème du CO₂ ni même la «nature perverse» qui s'oppose à nous, reste caché en raison de la création d'une confusion délibérée! L'un des plus grands sponsors privés de la géotechnique, qui la pose comme une mesure civile pour contrer les conséquences des émissions de CO₂, alors que c'est un plan militaire contre la planète, est l'homme le plus riche du monde, Bill Gates (Bertell 2013, p. Hamilton dans Bertell 2013, page 504).

La fin des accusations de » théorie du complot » ?

Le livre de Bertell pourrait être le début de la fin des insultes et des soupçons qui ont poussé à faire résonner tout cela comme une « théorie du complot » (un terme inventé par la CIA pour réprimer ceux qui doutaient de la version officielle du meurtre de JF Kennedy). Là où les développements actuels correspondants sont sortis de la sombre salle de l'anonymat, du secret, du déni et de la dissimulation – comme Bertell l'a fait -, il ne sera plus possible de balayer les faits!

Cependant, cela ne se produit pas encore, comme nous le savons maintenant, cinq ans après avoir publié Bertell en allemand – la première véritable apparition publique de son livre après la banqueroute soudaine de son éditeur anglais en 2000. Le contexte de cette stratégie pour cacher les faits peut être précisément observé dans la dissimulation permanente des liens entre la crise environnementale et les expériences et attaques militaires. Cacher simultanément par tous les moyens une guerre « officieuse » non déclarée et / ou peut-être faisant déjà rage, est nécessaire pour ne pas risquer l'opposition de la société civile, voire de la loi, comme cela se produirait inévitablement si la réalité devenait publiquement évidente (Storr in Bertell 2013, page 545). MacDonald, qui a été mentionné plus tôt, explique qu'une telle «guerre secrète» n'a jamais besoin d'être déclarée ni même connue des populations touchées. Cela pourrait durer des années et seules les forces de sécurité impliquées en seraient conscientes (MacDonald, 1968). Ce genre de «géo-terrorisme» aussi bien que de «technetronic» (MacDonald) apparaîtrait sous l'apparence de la militarisation ou d' »accidents industriels » dans l' » armement», de «catastrophes environnementales» et de «géo-ingénierie» (Phillips 2011). .

Rosalie Bertell déclare que l'armée a besoin de nous pour la légitimation puisqu'elle a besoin de ressources civiles (Bertell 2013, p 388) et de démarches, comme par exemple par des scientifiques, et de notre croyance dans sa capacité à créer une sécurité dans un sens militaire (Bertell 2013, page 365) et en cas de catastrophe. Nous faire supposer qu'elle produit lui-même ces catastrophes serait bien sûr un mauvais choix! Le domaine académique civil est précisément celui qui affirme l'impossibilité de ce type de catastrophe en raison d'une manipulation délibérée des événements naturels. Toutes les catastrophes des dernières décennies, à savoir 10 fois le nombre de catastrophes naturelles par rapport à avant 1970 (Bertell 2013, p.306) et l'ensemble sans fin des séismes les plus graves dans le monde, ne sont rien d'autre que de simples événements naturels. Nous ne devons pas oublier, que la «science normale» est incapable d'expliquer ces phénomènes, puisqu'elle n'a jamais pris en compte ce que Nikola Tesla avait exploré et inventé. La Terre semble être restée inchangée sur le plan tectonique et sismique, et il n'y a pas d'explication raisonnable pour l'augmentation de l'activité volcanique, par exemple.

Pourtant, c'est la science elle-même qui permet les dangers discutés par Bertell. Car sans la science, le développement des technologies pertinentes relatives à notre sujet n'aurait jamais été possible. Il est important de faire prendre conscience des faits cachés d'une science au service des militaires dans le cadre des sciences elles-mêmes. La science civile va perdre sa réputation et sa crédibilité auprès du public, en essayant de dissimuler des méga-crimes possibles et actuels qui ne seraient pas possibles sans sa coopération avec la science militaire en premier lieu. Comme l'a dit Lowell Wood, géo-ingénieur civil et disciple d'Edward Teller:

Les dommages globaux à la planète.

Pendant ce temps, la Terre, notre planète, est dans des conditions critiques. Selon Bertell, elle a été affaiblie et pourrait déjà avoir été irréversiblement endommagée (Bertell 2013, p 59, 228, 320, 323, 326, 455, 473). La planète est devenue « une victime de la recherche militaire » (Bertell 2013, p.483). C'est comme si l'air, l'eau, le sol, les animaux, les plantes et les humains étaient présentés comme un «sacrifice» (Bertell 2013, pp 325ff) aux «Dieux»!

Bertell illustre comment l'armée cause les plus grands dommages environnementaux, usurpe la plupart des ressources et gaspille les conditions de vie sur Terre en la compromettant impitoyablement et sans conscience (Bertell 2013, pp. 335ff). Elle établit des parallèles entre l'armée et le comportement d'un toxicomane. Le toxicomane ne s'abstiendra pas de sa dépendance par lui-même. Évidemment, tout cela va sans la connaissance ou l'approbation de la population de la Terre, indépendamment de nos systèmes et croyances démocratiques.

Les effets préliminaires des nouvelles armes qui ont été décrites ici en partie sont:

Outre les dommages causés par l'exploitation minière, chimique, nucléaire et génétique, les industries de la vie, la nanotechnologie et les substances pulvérisées comme l'aluminium, le baryum, le soufre et le lithium, qui continuent à détruire l'atmosphère, le sol, l'eau, les plantes et les conditions de vie.

- il y a des trous dans la couche d'ozone, produits par des décennies d'essais nucléaires, de vols supersoniques et de vols de fusées dans l'espace (et non par FCKW comme on nous le dit constamment!)

- il y a des perturbations du champ électromagnétique de la Terre à l'intérieur de son noyau comme à l'extérieur dans l'espace et dans les ceintures de Van Allen,

- il y a des trous et des incisions à travers les couches protectrices de l'atmosphère, produites par des réchauffeurs ionosphériques,

- il y a une oscillation / un déséquilibre du mouvement planétaire (Bertell 2013, p.450) et un ralentissement de la rotation,

- il y a donc l'accélération possible d'un décalage polaire magnétique / d'une inversion polaire;

- il y a le dégel actif de la région arctique (Bertell 2013, p.227) depuis les années 70 du XX^e siècle provoquant une augmentation des niveaux de l'océan, une perte d'eau douce, et il y a déjà un affaiblissement du Gulf Stream par 1/3, dont la fin signifierait un éventuel nouvel âge glaciaire pour l'Europe.

- Il y a la disparition des glaciers dans le monde entier qui entraîne d'énormes inondations maintenant et des sécheresses extrêmes plus tard avec pour effet que les grandes rivières du monde s'assècheraient et laisseraient la population et la nature sans eau douce.

- De plus, les couches extérieures de l'atmosphère diminuent d'un kilomètre tous les cinq ans (Bertell 2013, chapitre 3-5 de la partie II, textes additionnels A, D et C de la partie IV).

- Cela signifie la perte de protection de l'atmosphère contre les radiations cosmiques comme les UV, les rayons gamma, les micro-ondes et les rayons X à la surface de la Terre (Bertell 2013, p.230), préjudiciable à toute vie et si plus, c'en sera fini de l'agriculture.

- Cela signifie le chaos climatique et climatique partout et la perte de tout équilibre à prévoir.

- Cela signifie des catastrophes naturelles de toute ampleur, et il sera pour la plupart impossible de faire la distinction entre les catastrophes naturelles et celles fabriquées, en particulier lorsque le point de bascule est atteint, et que des effets synergiques entrent en jeu.

- Cela signifie qu'aucune catastrophe ne peut être prévue ou prévenue. Les catastrophes peuvent et se produisent partout et à tout moment.

- S'elles sont utilisées pour la guerre, ces armes peuvent même conduire à une destruction totale de la planète en tant que telle, comme l'a averti Tesla (Bertell 2013, p.241).

Le phénomène de « kyndiagnosia », l'incapacité à reconnaître le danger, est omniprésent dans la science, la politique, l'économie, l'écologie, la société et en particulier dans l'armée. Depuis toujours la société a permis à ces institutions de mettre la vie en danger – la vie des gens, de la nature et maintenant même de la planète – pour leurs actions et leurs expériences destructrices. Jamais les principes des crimes de guerre, définis par le Tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, ne leur ont été appliqués (Bertell 2013, p.474).

Besoin de plus que d'une explication théorique

Puisque toute l'entreprise cause du tort à tout le monde, elle devient incroyable et apparemment irrationnelle. Une explication

est nécessaire. Qui d'entre nous, les humains ordinaires, pourrait comprendre cette promotion délibérée de la folie?

Rosalie Bertell explique les multiples faits qu'elle a recueillis au sujet de l'armée en tant qu'institution qui existe pour les guerres, en cours et planifiées. Comme il semble clair, par conséquent, que l'armée est spécialisée dans la destruction et dans des systèmes de destruction toujours nouveaux, il semble qu'il n'y ait aucune nécessité d'une explication plus approfondie. Cette nécessité existe cependant, car les technologies militaires proviennent des sciences naturelles, aussi bien civiles que militaires.

L'analyse des origines et du développement de la science moderne montre néanmoins que l'armée n'est que la pointe de l'iceberg. Sous sa surface d'eau, il y a la montagne d'une science qui a été inventée dans les temps modernes. (...)

Quand on regarde la destruction de la nature et de la vie qui se produit partout et qui ne peut plus être niée, même sans guerre directe, on peut alors comprendre ce que cela signifie que les sciences sont liées à l'armée même si elles déclarent être « civiles » et « pacifiques ». De cette façon, toute l'entreprise scientifique est en réalité une guerre contre la vie, l'armée n'étant que son apogée. C'est exactement ce que nous expérimentons maintenant en taille réelle.

Du point de vue de mon approche de la « théorie critique du patriarcat », l'armée a inventé quelque chose comme une « alchimie militaire », une expression que Rosalie Bertell aimait beaucoup quand elle l'a connue. (...) Avec l'invention de la science et de la technologie modernes, néanmoins, les « alchimistes » modernes ont recommencé avec le même projet, ayant beaucoup plus de succès que jamais auparavant dans l'histoire. Les résultats peuvent être admirés aujourd'hui: la machine, la marchandise, l'argent et le « capital » en général étant les merveilles alchimiques de la modernité qui sont censées remplacer la vie, la nature et la « matière » par quelque chose de plus civilisé, plus développé et plus divin! (...)

Bertell parle des dangers et du secret entourant les activités militaires:

« Jusqu'à présent, personne n'a clairement pris en compte les conséquences potentielles, les a décrites ou admises. » (Bertell 2013, p.473).

Bertell était toujours optimiste en l'an 2000. Elle était confiante dans les mouvements de base à travers le monde et leur capacité à s'allier avec des organisations internationales comme l'ONU pour affaiblir l'armée et même abolir la guerre (Bertell 2013, p.376), et de trouver un chemin vers un avenir pacifique et amical façonné par le respect envers la Terre et le maintien de la « sécurité écologique ».

Aujourd'hui, 16 ans plus tard, la crise actuelle pointe vers un développement complètement différent, sinon vers une nouvelle guerre mondiale (Chossudovsky 2012 et 2015) qui semble avoir déjà commencé. Cependant, le public, la plupart des sciences civiles, des mouvements sociaux et la plupart des politiciens n'ont pas encore compris comment fonctionne le nouvel armement des guerres météorologiques, des armes à plasma et de la géoingénierie. Ils ne comprennent pas pourquoi il devrait être possible de produire des tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, sécheresses, inondations, courants océaniques changeants, tsunamis, influençant le temps de régions entières, chaleur et froid, conditions anormales au-delà des saisons ou des zones climatiques – déjà mentionné dans la Convention ENMOD de l'ONU en 1977.

La raison en est que ces effets sont principalement dus aux « technologies Tesla », basées sur la manipulation du potentiel électromagnétique de la Terre. Le physicien et inventeur Nikola Tesla (1856-1943) n'a jamais été publiquement reconnu par les sciences civiles, même si sans lui il n'y aurait pas de courant alternatif, pas de dispositif électronique, et pas de communication sans fil. L'idée de Tesla de traiter les phénomènes de la vie via ses « ondes » plutôt que via ses « particules », en influençant ses mouvements plutôt que sa matière solide, comme cela était habituel dans la science moderne, a conduit à des inventions d'un caractère et d'une ampleur qui n'auraient jamais pu être produits, ni expliqués par la physique « normale ». Les inventions de Tesla (Tesla 1919) ont été secrètement reprises par les militaires à l'Est et à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et n'ont jamais été discutées en public. On a encore moins reconnu comment les inventions de Tesla étaient en relation avec la physique quantique, une autre partie de la nouvelle physique du siècle dernier, produisant des armes encore plus terribles ; comme l'a expliqué Bearden, un disciple de Tesla (Bearden 1986; Bertell 2013, pp. 237, 239, 243, 251, 454, 468ff).

« Malheureusement », dit Bertell, « attendre que ces armes soient employées pour pouvoir ensuite mieux les comprendre signifiera la fin de notre civilisation et de notre vie. Notre recherche doit être en avance sur les menaces au lieu de clopiner derrière. Les chemtrails sont la tentative de guerre biologique et chimique. Ce qu'ils déversent sur nous maintenant ne peut être qu'un avant-goût de ce qui est réellement planifié ». (Bertell, email 27.1.2011) (...)

La Convention UN-ENMOD interdit l'utilisation hostile de techniques qui modifient l'environnement. Cette convention ne peut donc pas être considérée comme une activité juridique dans la mesure où un usage « scientifique et pacifique » de ces techniques se propage, comme le propose la géoingénierie civile. Ainsi, l'usage militaire de celui-ci doit être gardé secret (Storr dans Bertell 2013, p 526, 530ff, 534ff).

Aucune des Conférences de l'ONU n'a présenté une discussion sur le comportement militaire, d'après Bertell, même si l'ONU a bien conscience de l'existence de la modification de la météo pour les guerres depuis 36 ans, et a effectivement interdit cela, le

sujet n'a même pas été soulevé lors de la conférence de Copenhague 2009, dont le climat était le sujet central. Cela n'a pas non plus été le cas lors de la Conférence des Nations Unies COP21 pour la même question à Paris en 2015.

Au lieu de cela, cependant, l'ONU a imposé un moratoire mondial contre la géoingénierie à Nagoya en 2010, interdisant l'action individuelle, donc privée. On s'en fout. À la Bourse, on peut gagner de l'argent avec des «produits dérivés du temps».

Que pouvons-nous faire?

Notre objectif est d'éveiller le public, les médias, les mouvements, la science, la politique, l'UE et surtout les gens, en particulier les jeunes.

Les théories officielles sur le réchauffement climatique et les raisons invoquées, à savoir la production civile de gaz CO2, telle que récemment maintenue lors de la dernière COP21 de l'ONU sur les changements climatiques à Paris (2015), doivent être démantelées (Bertell 2013, pp. 300ff). Le GIEC – le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement du climat – comme la principale institution officielle qui propage la théorie de l'importance du CO2 sur la base d'une simple simulation informatique n'a aucune réelle preuve (Storr in Bertell 2013, p533). La plupart des scientifiques ont même de sérieux doutes sur la thèse du CO2 (Weiss 2016, Wigington 2016). Les résultats de scientifiques indépendants comme Marvin Herndon ne sont pas publiés (aaO). Des enquêtes comme celles de l'activiste Dane Wigington ne sont pas appréciées (Wigington 2016), même s'il cite des sources officielles comme un récent discours du directeur de la CIA Brennan sur la géoingénierie et certaines de ses méthodes. D'un autre côté, les géo-ingénieurs civils nient l'utilisation réelle de ces méthodes, prétendant qu'ils ne sont que sur la table de discussion pour une utilisation ultérieure éventuelle (Fraile 2015, Weiss 2014, 2016). De cette façon, ils évitent tout problème juridique, tout problème avec la société civile et toute proximité avec l'armée. Car, si le changement climatique est reconnu comme étant le résultat de l'application de la géoingénierie militaire, il n'y a plus de moyen de propager cette dernière contre le changement climatique!

● DOCUMENT. [La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre.](#)

[La lutte contre le terrorisme est une priorité. Pourquoi ?](#)

103 Américains tués par des djihadistes au cours des 16 dernières années et plus ;

59 000 Américains morts d'overdose (drogue) en 2016, leur nombre à plus que triplé ;

43 000 se sont suicidé en 2016, en augmentation de 25%

Réponse : Les États-Unis ont participé à 46 interventions militaires entre 1948 et 1991, mais ce nombre a quadruplé entre 1992 et 2017 pour atteindre 188. (Source : foreignpolicy.com)

[Hollande \(et le PS\), chef de guerre des barbares.](#)

Vous pouvez ajouter le CAC40.

- L'affaire Lafarge dévoile les liens entre Daesh et l'élite dirigeante française - arretsurinfo.ch 20 décembre 2017

Il n'est pas anodin de rappeler qu'en février 2016, Arrêt sur info avait été le premier média en Europe à parler des liens d'affaires troublants entre Lafarge et l'Etat islamique. Arrêt sur info soulevait cette grave question: « Le géant du ciment Lafarge a-t-il acheté du pétrole à Daesh ? ». Il avait fallu attendre quatre mois avant que le journal de « référence » Le Monde, suivi par l'ensemble des médias, finisse par en parler.

Lafarge, mis sous enquête, a reconnu avoir financé, avec l'aval de la France, non seulement l'Etat islamique mais également les divers groupes terroristes engagés contre l'Etat Syrien. Ainsi, entre 2011 et 2015 la filiale locale du cimentier a payé 13 millions de dollars aux groupes terroristes.

Il y a désormais la preuve que le gouvernement Hollande – qui prétendait combattre le terrorisme tout en reprochant au gouvernement Assad de ne pas combattre l'Etat islamique – ne combattait pas le terrorisme, mais le soutenait et le finançait par des voies directes et indirectes. Silvia Cattori, le 20 décembre 2017

WSWS - L'enquête sur le financement de Daesh (l'Etat islamique) par LafargeHolcim souligne le caractère frauduleux de la lutte antiterroriste prétendument menée par la France et ses alliés de l'Otan. Elle laisse entrevoir un financement délibéré sur cinq ans par une entreprise du CAC 40 d'organisations terroristes responsables d'attentats dans toute l'Europe, notamment en France.

Elle pose directement la question du rôle joué par l'Etat et le gouvernement PS de François Hollande. Le PS a réagi aux attentats meurtriers de janvier et novembre 2015 en France en imposant l'état d'urgence et il a promu le FN en invitant Marine Le Pen à l'Elysée. L'état d'urgence a fourni un faux prétexte à la répression brutale de manifestations contre la loi travail du PS, à savoir, que ces luttes gênaient le travail de police nécessaire à la lutte contre le terrorisme et à l'unification de la France autour d'un projet sécuritaire et une lutte contre l'islamisme.

Or, selon les informations ressorties lors de la mise en examen ces deux dernières semaines de six dirigeants du cimentier – dont l'ex-PDG de LafargeHolcim, Bruno Lafont et l'ex-directeur général du groupe, Éric Olsen – Lafarge finançait le milieu des milices terroristes en Syrie à l'époque où celles-ci commettaient les attentats qui ont servi de prétexte à l'état d'urgence.

De plus, Lafarge aurait eu recours au mensonge et à la production de faux pour justifier son financement des groupes terroristes. Le Service national de douane judiciaire (SNDJ), qui a mené les interrogatoires des cadres de Lafarge ayant conduit à leur mise en examen a estimé que la direction française du groupe avait «validé ces remises de fonds en produisant de fausses pièces comptables».

Les informations fournies par Lafarge invalident son alibi précédent, à savoir que le groupe n'avait versé ces sommes aux milices terroristes que parce que le groupe devait se plier à un «racket» de Daesh afin de protéger son usine de ciment située près de Raqqa, dans le nord de la Syrie.

Un rapport de la société d'audit londonienne PricewaterhouseCoopers (PWC), commandité par Lafarge, précise que le groupe aurait versé 13 millions de dollars entre 2011 et 2015 aux diverses milices islamistes en Syrie. Selon ce rapport, ce financement a continué jusqu'en 2015, bien après la fermeture de l'usine en septembre 2014.

Selon les avocats de Sherpa – l'association qui s'est portée partie civile dans cette affaire en 2016 pour «mise en danger de la vie d'autrui» et a ainsi déclenché l'enquête pour «financement d'entreprise terroriste» menée par trois juges des pôles antiterroriste et financier de Paris – une grande partie de cet argent est allé, indirectement ou directement, dans les poches de Daesh.

Un autre rapport rédigé par le cabinet d'expertise américain Baker McKenzie, lui aussi missionné par Lafarge, révèle que la filiale syrienne de Lafarge aurait à elle seule versé de juillet 2012 à septembre 2014 près de 5,6 millions de dollars aux milices, dont plus de 500.000 dollars à Daesh. Le fils de l'ex-ministre de la Défense syrien, Firas Tlass, aurait servi d'intermédiaire.

Ainsi, alors même que la classe politique française débattait en 2014 et 2015 de l'opportunité ou non de bombarder Daesh en Syrie, Lafarge finançait la milice terroriste. Le gouvernement Hollande a ordonné le premier bombardement des positions de Daesh en Syrie juste après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Jusqu'alors, la France ne bombardait que les positions irakiennes de Daesh et gardait ainsi la possibilité de profiter des actions de Daesh en Syrie.

L'image ressortant de l'enquête n'est pas celle d'une entreprise ayant voulu rester en Syrie pour y représenter la France ou encore rentabiliser un des plus gros investissements français hors pétrole au Moyen Orient, et aurait donc accepté le «racket» de Daesh, comme l'ont prétendu les cadres incriminés. C'est plutôt celle du financement délibéré d'organisations terroristes que le PS présentait alors comme des forces légitimes dans sa guerre, menée en alliance avec Washington, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Cette semaine, Sherpa a demandé au parquet de lancer une enquête «pour entrave à l'exercice de la justice» et accusé Lafarge d'avoir voulu «acheter le silence» des six cadres mis en examen et ainsi «devancer les interrogations qui pourraient leur être soumises».

L'association a réitéré sa demande que les investigations ne se limitent pas à Lafarge mais qu'elles fassent aussi la lumière sur le rôle des autorités françaises de l'époque. Son porte-parole a évoqué «la frilosité, la complaisance, voire la complicité» des ces autorités. «Qui nous dit qu'entre-temps, une partie de l'argent versé à l'EI (Daesh) n'a pas servi à financer un attentat en France?» s'est interrogée son avocate Marie Dosé.

En fait, l'affaire Lafarge soulève le rôle non seulement de la France, mais des gouvernements de toutes les grandes puissances de l'Otan.

Les médias et les responsables politiques des pays de l'Otan ont tenté de cacher autant que possible le caractère politiquement criminel de cette guerre, et notamment le fait que les alliés de l'Otan en Syrie, comme dans la guerre de 2011 en Libye, étaient des milices terroristes liées à Al Qaïda.

L'affaire Lafarge montre aussi le rôle réactionnaire et mensonger des groupes de la pseudo gauche petite-bourgeoise, comme le Nouveau parti anticapitaliste en France, qui ont été des partisans et des complices de l'impérialisme dans ces conflits. Ils ont présenté éhontément les groupes djihadistes anti-Assad comme l'émanation d'une révolte populaire. Alors que le CAC-40 finançait les différentes milices islamistes sur le terrain en Syrie, ils prétendaient que cette opération était une révolution

démocratique syrienne.

Dans ces conditions, il faut poser la question: pourquoi les responsables du gouvernement PS ne sont-ils pas entendus – a commencer par l'ex-président Hollande, qui a décidé en 2012 de reconnaître les milices d'opposition en tant que gouvernement de la Syrie? La «demande d'acte» de Sherpa en octobre avait d'ailleurs exigé que les ambassadeurs français en Syrie et l'ex-ministre PS des Affaires étrangères Laurent Fabius soient entendus. Toutefois, les médias et la classe politique française font le silence sur cet aspect central de l'affaire.

Source: <http://www.wsws.org/fr/articles/2017/12/18/lafa-d18.html>

Syrie. En voilà un qui ne sera plus invité au Parlement européen.

- Allocution du Pr. Élias Zahlaoui devant le Parlement européen: Vérités et mensonges sur la guerre en Syrie le 6 décembre 2017
- Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Extrait.

Tout au long de sept ans bientôt, nuit et jour, vos tout puissants médias, vous ont asséné des "certitudes" indiscutables, entre autres, celle d'une guerre civile en Syrie, et celle d'un régime de dictature, qui massacre impunément son propre peuple.

Tout cela, Mesdames, Messieurs, ne vous rappelle-t-il pas, les scénarios utilisés pour la destruction de l'Irak, puis de la Lybie ?

Une levée chevaleresque de tout l'Occident, conduite au sein des Nations-Unies, par les États-Unis, a valu à la Syrie une déclaration de guerre, de la part de (140) pays – pas plus ! – ainsi qu'un embargo militaire, économique et financier, sans précédent.

Cependant devant l'échec de la mise en application du célèbre droit d'ingérence, prétendument humanitaire, dont le mérite d'invention revient à Mr Bernard Kouchner, des centaines de milliers de soi-disant "Djihadistes" musulmans, furent, par, qui vous savez, levés à travers une centaine de pays, dont des pays européens et américains, embrigadés, armés, entraînés, payés, enfin téléguidés, voire commandés par des spécialistes des réseaux des plus puissants services secrets, pour être envoyés par vagues successives, à longueur d'années, en Syrie, pour y promouvoir, disait-on, la démocratie, et sauvegarder les droits de l'homme.

Le bilan de cette malheureuse aventure, sur le plan strictement humain, le voici en gros, d'après les évaluations des Nations-Unies :

Sur une population de 24.000.000 d'habitants, 12.000.000 d'errants sur les routes, soit à l'intérieur du pays, soit ailleurs au niveau du monde entier, voire sur mer...

400.000 morts, abstraction faite de toute appartenance religieuse, de toute condition et de tout âge...

Des centaines de milliers d'handicapés...

Des dizaines de milliers de disparus...

Et pourtant l'État syrien a tenu, son Président a tenu, son armée a tenu, sa population a tenu, ses institutions gouvernementales de tous ordres ont tenu, son corps diplomatique a tenu, ses Instances universitaires et scolaires, tant gouvernementales que privées, ont tenu, tous les fonctionnaires d'État, en poste ou en retraite, même ceux des zones assiégées par les "Djihadistes" d'Al-Qaïda, Al-Nousra, Daëch et consorts, ont été et sont jusqu'à ce jour, régulièrement payés...

Devant cet état de fait, absolument incontournable, l'un de vos meilleurs connaisseurs de la crise syrienne, le français Michel Raimbaud, a osé écrire, il y a un mois, que tout cela frôle le miracle...

Miracle ou pas, avouons que cette résistance inattendue de la Syrie, a déjà provoqué bien des interrogations, et ébranlé bien des certitudes "politiquement correctes"...

(...) je me dois de vous dire, en prêtre qui vit en une société arabe à majorité musulmane, et qui croit bien connaître les musulmans et leur histoire, que vous avez, vous-mêmes occidentaux, consciemment ou inconsciemment, créé de toutes pièces, en Occident, deux mondes musulmans, qui n'ont, en fait, rien à voir avec l'Islam.

Le premier de ces deux mondes, concerne les innombrables agglomérations musulmanes qui parsèment aujourd'hui tout l'Occident. Ces agglomérations, vous vous en êtes servis pendant des décades, pour faire les travaux que vos

concitoyens répugnaient à faire. Or leur grande majorité vit jusqu'à ce jour, marginalisée au sein de vos sociétés, et écrasée par un sentiment d'infériorité, qui risque de se transformer subitement en un ressentiment explosif et ravageur. Vous en avez déjà eu des preuves inquiétantes.

Le second de ces deux mondes, concerne les innombrables groupes de "Djihadistes" , que vous avez cru pouvoir créer et utiliser, pour détruire "les autres", tout en vous croyant à l'abri de toute surprise désagréable, en misant uniquement sur ce que vous croyez être, vos tout-puissants réseaux de défense. Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Irak. Désinformation, comment ça marche ?

Selon l'Agence Française de Propagande (AFP), les Kurdes se seraient attaqués au parti Goran, alors qu'en réalité c'est ce parti qui a appelé les fonctionnaires à manifester pour demander la démission du gouvernement régional corrompu dirigé par les Barzani et mis en place par les Américains et leurs alliés.

On est donc en présence d'une fausse information ou fake news, délibérée puisque l'article a été rédigé par le correspondant de l'AFP en Irak, Shwan Mohammed.

Quand on lit attentivement les deux articles, on s'aperçoit que l'AFP a tronqué et déformé les faits pour finalement livrer une présentation de la situation à l'avantage des protégés de Washington et Tel Aviv qui ne correspond pas à la réalité.

Comment l'AFP s'y est-elle pris pour embrouiller les lecteurs? C'est très simple.

Elle affirme que "la rage des manifestants" serait tournée "contre les partis politiques au Kurdistan irakien", dont le parti Goran, alors que ce parti a demandé le dimanche 22 octobre au président du Kurdistan, Massoud Barzani, de dissoudre le gouvernement et de former (...) un gouvernement de salut national, (et) appelé Barzani à démissionner de son poste en même temps que son vice-président Kosrat Rassoul. (reseauinternational.net 23.10.2017), et c'est ce même parti qui a appelé les fonctionnaires le 18 novembre contre le gouvernement régional du Kurdistan.

On retiendra que l'AFP est une officine de faussaires, d'escrocs qui alimente tous les médias pour le compte de l'oligarchie.

Donc, quand l'AFP affirme qu'un parti manifeste pour une cause, il peut très bien en réalité manifester pour une cause opposée.

Quand l'AFP présente ou caractérise un parti ou n'importe quelle personne sur le plan politique, il arrive parfois ou souvent que cette présentation soit frauduleuse ou que le parti ou la personne en question appartienne en fait au camp opposé.

L'AFP n'informe pas, elle est le relais de la propagande officielle et rien de plus.

- La rage des manifestants demeure intacte au Kurdistan irakien AFP

La rage des manifestants contre les partis politiques au Kurdistan irakien, accusés de corruption et d'impéritie, était mercredi toujours aussi vive en dépit du déploiement massif de forces de sécurité.

Dans la province de Souleimaniyeh (nord-est), des protestataires ont mis le feu aux sièges de Goran et de deux formations plus modestes, le Parti social-démocrate et le Parti communiste du Kurdistan, dans la localité de Rania, sans que les gardes n'interviennent.

Depuis le début des émeutes lundi, une vingtaine de sièges de partis politiques et une mairie ont été incendiés, les manifestants accusant le gouvernement de corruption et appelant à sa chute.

Ces protestations ont entraîné une crise institutionnelle: le parti Goran (10 ministres) et celui du Groupe islamique (deux ministres) ont annoncé leur retrait du gouvernement régional autonome de Nechervan Barzani, qui compte 21 membres.

La région autonome, qui affichait il y a encore peu sa fierté pour sa richesse et sa stabilité pendant que le reste de l'Irak sombrait dans le chaos, se trouve aujourd'hui dans une crise profonde.

Le référendum d'indépendance du 25 septembre initié par l'ex-président Massoud Barzani, mais rejeté avec force par le pouvoir central à Bagdad et la communauté internationale, s'est terminé en fiasco malgré la massive victoire du oui.

Après son pari raté, Massoud Barzani a quitté la présidence du Kurdistan et le Parlement kurde a effectué une répartition provisoire des pouvoirs, dans l'attente d'une élection présidentielle dont la date n'est toujours pas connue.

"Il y a chez les gens un sentiment de trahison, de défaite et d'humiliation et ils en rendent responsables les partis", a assuré à l'AFP le géographe Cyril Roussel, spécialiste du Kurdistan irakien. "Les caisses de la région sont vides et Bagdad attend la banqueroute pour entamer des négociations en position de force".

Le mécontentement est partout au Kurdistan mais la région d'Erbil est "tenue d'une main de fer par le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud et Nechervan Barzani) alors que la diversité (politique) est plus grande dans la région de Souleimaniyeh", a expliqué M. Roussel.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a affirmé que son gouvernement ne pouvait pas payer le salaire des fonctionnaires au Kurdistan à "cause de la corruption qui y règne".

De son côté, Nechervan Barzani, en visite en Allemagne, avait reconnu mardi que le Kurdistan "traversait une période difficile". "Vos frustrations sont compréhensibles et je les entends. Mais la violence est inacceptable", a-t-il dit. AFP 21 décembre 2017

- Manifestation au Kurdistan contre les Barzani - Réseau Voltaire

A l'appel du parti Goran, plusieurs milliers de fonctionnaires ont manifesté, le 18 décembre 2017, à Souleimaniye, la seconde ville du Kurdistan irakien, pour demander la démission du gouvernement régional.

Les manifestants, mettant directement en cause l'autorité des Barzani, arboraient des pancartes dénonçant « 26 ans de vols et de mauvaises décisions ». Des éléments incontrôlés ont mit le feu aux permanences du parti des Barzani (sunnites), le PDK, ainsi qu'à celle du parti allié des Talabani (chiites), le PUK.

Depuis la reprise par les soldats irakiens de la ville arabe de Kirkuk, occupée illégalement par le gouvernement régional du Kurdistan et colonisée, et la démission du président hors mandat Massoud Barzani, la population se rebelle contre sa famille. Réseau Voltaire 19 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199088.html)

[Ils osent tout.](#)

- Syrie: un bébé devenu borgne après un raid, symbole sur le net - AFP

La photo d'un bébé syrien devenu borgne après un raid du régime est au centre d'une campagne de solidarité virale sur les réseaux sociaux AFP

- Le Venezuela meurt de faim - LePoint.fr

Une enquête de 5 mois du « New York Times » révèle que les pénuries alimentaires sont à l'origine de cas de malnutrition et de décès. LePoint.fr

- L'UE déclenche une procédure de sanction inédite contre la Pologne - Franceinfo

Bruxelles s'oppose aux réformes judiciaires controversées menées par Varsovie. Franceinfo

- «On peut faire le parallèle avec la politique de Poutine» - Liberation.fr

Le numéro 2 du principal journal d'opposition polonais, Jaroslaw Kurski, raconte «l'étouffement démocratique» que connaît son pays. Liberation.fr

- Le président tchéchène placé sur liste noire par le Trésor américain - Reuters

Question obsolète, c'est déjà fait depuis Maidan.

- L'Europe va-t-elle vendre son âme aux bruns autrichiens ? - Liberation.fr

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Honduras

Grille de lecture du coup d'Etat électoral.

En 2013, le Tribunal suprême électoral (TSE) a commencé à afficher les résultats des élections alors que seulement 24 % des bulletins de vote avaient été dépouillés et donnaient une avance de 5% au candidat-président, Juan Orlando Hernandez, mis en place par l'impérialisme américain lors du coup d'Etat de 2009.

En 2017, bien que 40 % des bulletins de vote aient été dépouillés, le TSE a refusé de publier les résultats des élections, parce que le candidat de l'opposition, Salvador Nasralla, devançait largement le dictateur Hernandez, de combien on l'ignore, en revanche ce qu'on sait c'est que lorsque 57,2 % des bulletins furent dépouillés cette avance était encore de 5%.

Puis le serveur du TSE tomba en panne. Et lorsqu'il fut de nouveau en service, le décompte des voix repris et les résultats proclamés quelques jours plus tard donnèrent l'avantage à Hernandez.

- Présidentielle au Honduras: l'opposition manifeste - AFP

De nouvelles manifestations de l'opposition avaient lieu mercredi au Honduras pour protester contre la réélection du président de droite Juan Orlando Hernandez, alors que les Etats-Unis ont estimé ne voir "rien" qui permettrait de remettre en cause le résultat officiel mais contesté du scrutin.

"A ce stade, nous n'avons rien vu, dans les rapports des deux missions d'observation" de l'Organisation des Etats américains et de l'Union européenne, "qui remette en cause le résultat final publié par le Tribunal suprême électoral (TSE)", a affirmé à des journalistes un haut responsable du département d'Etat américain.

Côté américain, le responsable a expliqué que "le TSE a(avait) travaillé pour obtenir ce qu'il pense être un résultat définitif et complet". "Il y a maintenant une période de cinq jours jusqu'à vendredi" au cours de laquelle "l'opposition peut présenter des informations supplémentaires et contester le résultat": "nous attendons de voir si c'est le cas", a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, les Etats-Unis ont rencontré toutes les parties, au Honduras ou à Washington, où Salvador Nasralla a été reçu en début de semaine au département d'Etat. "Il n'avait pas de nouvelle fraude ou preuve à nous présenter", a-t-il assuré.

L'opposant, qui avait dit en avoir présenté les "preuves" lors de ses rencontres à Washington, était attendu de retour au Honduras mercredi. AFP 21 décembre 2017

- Source : Rick Sterling, Consortium News, le 4 décembre 2017

En 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton a justifié un coup d'État au Honduras pour mettre fin à un éventuel second mandat d'un président progressiste, mais les États-Unis maintenant ne font rien, alors qu'un président de droite vole un second mandat, affirme Rick Sterling.

Ironiquement, malgré la justification du renversement de Zelaya – parce qu'il envisageait apparemment de briguer un second mandat au mépris de la Constitution – la voie de la réélection de Hernandez a été déblayée par une décision contentieuse du tribunal en 2016.

Quelques jours avant la récente élection au Honduras, The Economist a publié un article à grand succès intitulé « Le Parti au pouvoir hondurien planifie-t-il de truquer les élections ? », dans lequel il rapporte : « The Economist a obtenu un enregistrement qui, s'il est authentifié, laisse entendre que le parti au pouvoir a l'intention de fausser les résultats des élections à venir ». L'enregistrement de deux heures vient d'une session de formation du Parti National. Il détaille cinq tactiques utilisées pour influencer les résultats des élections (dont) : endommager la feuille de comptage qui favorise l'adversaire pour qu'elle ne puisse pas être transmise électroniquement au siège des élections – et expédier les feuilles de pointage en faveur de leur parti.

Aux élections de 2013, le TSE a commencé à afficher les résultats des élections à 18h13 alors que seulement 24 % du total des votes avaient été obtenus. Ces résultats ont donné au candidat du Parti national Juan Orlando Hernandez une avance de 5 points de pourcentage.

Pour cette élection, le TSE a agi différemment. À 19h55, Matamoros, le président de TSE, tweetait « Nous avons reçu 40 % des résultats », mais ils ne les ont pas publiés. Ils ont retardé l'affichage des données jusqu'à minuit. Ils ont ensuite déclaré qu'avec 57,2 % du total des voix exprimées, les résultats étaient :

- Salvador Nasralla (Coalition de l'opposition contre la dictature) avec 855 847 voix = 45,17 % du total.
- Juan Orlando Hernandez (Parti national) avec 761 892 voix = 40,22 %.
- Luis Zelaya (Parti libéral, aucun lien avec Manuel Zelaya évincé) avec 260 994 voix = 13,77 % du total.
- Plusieurs autres candidats avaient moins de 1 %.

Avant les élections, le TSE prévoyait de publier les résultats de 70 % des électeurs le soir du scrutin, soulevant la question de savoir si le TSE retenait davantage de résultats.

La procédure électorale en vigueur au Honduras consiste à dépouiller et compiler les bulletins de vote en papier dans chacun des bureaux de vote du pays. La feuille de comptage (« acta ») est signée par les représentants de chaque parti, puis scannée et transmise par voie électronique au siège social du TSE où elle est ajoutée aux totaux nationaux et publiée.

Après l'affichage des résultats montrant le candidat de l'opposition avec une avance significative, vers minuit le jour du scrutin, le TSE a changé la procédure et a cessé d'afficher les résultats pendant les 36 heures suivantes. Le président de TSE Matamoros a arbitrairement changé les procédures.

L'explication a été donnée par Matamoros à 13h39 le 27 novembre : « Aujourd'hui, nous allons commencer à ouvrir les urnes qui viennent de partout dans le pays pour comprendre les bulletins et les résultats ». Cinq minutes plus tard, à 13h44, il a ajouté : « Nous ne pouvons pas donner de résultats tant que toutes les feuilles de pointage manquantes ne sont pas arrivées. »

La situation a été contestée par l'observateur électoral espagnol Ramon Jauregui qui a noté : « Il n'y a aucune raison technique qui explique ce retard, car les comptages rendus depuis les 18 000 bureaux de vote ont été transmis électroniquement à @tsehonduras le jour de l'élection. »

Le TSE a faussement signalé le nombre de feuilles de pointage manquantes.

À 13h56, Matamoros a annoncé que le TSE avait reçu 13 000 du total, mais qu'il lui manquait encore 6000 feuilles de comptage (« actas »). « Nous avons reçu 13 000 comptages de partout au pays... il nous en manque 6 000 ». Avec un total de 18 100 comptages, le nombre réel de données manquantes aurait dû être d'environ 5 100.

À 16h17, le nombre de feuilles de comptage manquantes a mystérieusement augmenté de 25 % pour atteindre 7 500. Matamoros du TSE a annoncé qu'il nous manquait 7500 actas.

Alors que Matamoros publiait des informations contradictoires sur le nombre « d'actas » manquantes, un autre fonctionnaire électoral disait quelque chose de très différent. Ainsi que que rapporté dans l'article de Reuters :

« L'officier électoral Marcos Ramiro Lobo a déclaré à Reuters lundi après-midi que Nasralla menait avec une marge de cinq points, sur environ 70 % des bulletins comptés. Lobo a déclaré que Nasralla semblait certain de gagner, signalant que les experts du corps électoral considéraient son avance comme irréversible. »

Le candidat du Parti libéral à la troisième place a également reconnu Nasralla comme le gagnant et a exhorté le chef du Parti national à concéder la défaite.

Vers midi, le 28 novembre, le TSE a repris la publication des résultats des élections après l'interruption de 36 heures. Les nouvelles données ont montré que l'avance de Nasralla déclinait régulièrement et que le candidat du Parti National et l'actuel Président Juan Orlando Hernandez prenait de l'avance. Le Centre de recherche sur l'économie et les politiques a analysé les données et déterminé que le brusque revirement des résultats électoraux était « presque impossible ».

Le TSE a annoncé les résultats montrant Juan Orlando Hernandez remportant les élections.

Le Honduras est important pour la politique étrangère des États-Unis et la Maison-Blanche suit de près les événements. À la mi-novembre, le magazine Foreign Policy a publié un article intitulé « Les États-Unis ont beaucoup de choses à dire sur l'élection au Honduras ». L'article dit que « perdre Hernandez serait un véritable revers. »

Rick Sterling est journaliste d'investigation et observateur officiel des élections au Honduras en 2013. les-crisis.fr 18.12

[Haut de page ↗](#)

Le 25 décembre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (16 pages)

On se détend quelques instants.

Je ne sais pas qui est le plus allumé des trois entre Selvi (ma compagne) et sa soeur Adi (ma demi-compagne!) et moi. C'est vendredi qu'on a réveillé car je croyais qu'on était le 24 ! Je deviens vieux ou je suis distrait.

C'est ce matin à 10h que je m'en suis aperçu en passant la souris sur l'heure à l'écran de l'ordinateur lorsque la date s'est affichée, lundi 25 décembre, elle est bien bonne celle-là ! Juste avant son frère m'avais souhaité un bon Noël et en moi-même je m'étais dis qu'il avait un jour de retard, en fait c'est moi qui avais un jour d'avance, comme quoi j'ai rompu avec plus de conventions que ce que je pensais, et le passage à la nouvelle année ne signifie rien. En attendant cela a bien fait marrer Selvi. Entre nous, cela montre aussi que si je fais une connerie, je ne peux pas compter sur elles pour me reprendre, sur personne en fait.

Ce n'est pas la première fois que je confond les jours, parce que je n'ai aucune contrainte quotidienne ou presque, et puis maintenant que Selvi est également à la retraite les jours qui passent se ressemblent tous, comme me disait Selvi hier soir en rigolant, c'est tous les jours dimanche, ce qui témoigne que nous ne sommes pas les plus à plaindre ou que nous ne sommes pas d'humeur maussade, il vaut mieux entre nous.

J'ai fait cadeau de 14 jupons à Selvi et Adi, ceux de Selvi étaient en lambeaux ou complètement délavés, elle n'en avait que 3 ou 4 chacune, alors qu'elles en changent tous les jours, elles mettaient ceux de leurs filles qui elles aussi ne portent que le sari et n'ont pas cédé à la mode occidentale, où les femmes se complaisent dans des sacs faisant ressortir leurs formes pour le moins peu gracieuses, vaut mieux encore les laisser à l'air libre, on a envie de dire : Que diable, laissez-les vivre ! 14 jupons pour qu'ils soient assortis à leurs saris, elles y tiennent, elles sont coquettes. A Pongal, c'est vers le 12 janvier, la plus grande fête nationale du sud de l'Inde, je leur achèterai quelques saris.

Les voir heureuses me ravit, tout le plaisir est pour moi et je n'ai pas besoin de davantage, d'ailleurs je ne me suis rien acheté et mes vieilles fringues me conviennent très bien. Selvi aurait pu avoir envie de me faire un cadeau, je n'en sais rien, sa bonne humeur et son sourire me comblent. C'est moi qui tiens la bourse, et vaut mieux avec une femme aussi vulnérable. J'ai bien des faiblesses aussi, mais en terme de budget et d'organisation, je suis le champion, je déconne, mais en attendant en partant de peu et en prenant énormément de risques, j'ai toujours réussi à m'en sortir, honorablement j'entends, cela va de soi.

Ce matin j'ai donc failli partir en ville pour continuer à rassembler les documents qui sont nécessaire pour obtenir mon nouveau visa. En fait, mon visa valable 15 ans et qui devait être actualisé tous les 5 ans, puis renouveler à terme, n'existe plus, il a été remplacé par un visa à vie qui va m'assurer pour ainsi dire la double nationalité, mais sans droit de vote. En attendant je dois finaliser mon dossier. Evidemment ils me demandent encore un tas de documents que je n'ai pas, mais qu'ils possèdent depuis 20 ans, sauf un seul ! L'administration indienne n'a pas pour rien la réputation d'être l'une des pires bureaucraties du monde. Ils m'ont demandé de tout envoyer par Internet, et à peine avaient-ils reçu quelques documents qu'ils me demandaient de les envoyer également par la poste !

Puisqu'il est question de premier et de second degrés dans cette causerie, je préfère encore la compagnie de l'idiot qui se marre de bon coeur sans savoir toujours pourquoi, plutôt que le rire d'un hypocrite plus évolué qui n'en pense pas moins. En matière d'aphorisme ou de formule, je vous ai dégoté un truc formidable qu'on va conserver, cela vient d'un avocat : "Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable", les intéressés se reconnaîtront aisément, y compris dans nos rangs, belle formule (lire plus loin l'article), c'est bien tourné et si juste, on va l'adopter. Elle va choquer les esprits faibles, c'est fait pour.

A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont, à défaut de les dire ainsi en toute occasion.

[En dictature. Où règne-t-il une "hystérie ambiante de censure"? En France, pardi !](#)

Dorénavant la société française est placée sous "la tyrannie du politiquement correct", qui impose à chacun de rire ou de pleurer sur commande ou quand on vous en donne le signal, l'autorisation. Comment cela est-ce possible ?

En étant ignorant ou inconscient de vivre sous la dictature d'une classe quel que soit la forme du régime ou le gouvernement en place, chacun a forcément intégré à des degrés divers les rapports qui sont à l'origine de cette société et que les différentes représentations idéologiques s'emploient à reproduire ou à entretenir pour le compte de la classe dominante, de sorte que chacun a été formaté au cours de sa jeunesse pour être susceptible d'adopter certains préjugés ou certaines idées qui correspondaient à un moment donné à la fois à l'état du capitalisme et de la lutte des classes. Mais étant donné que cet état était appelé à évoluer dans un sens ou un autre, les représentants de cette classe peuvent en arriver à décréter arbitrairement que ces préjugés ou ces idées sont dépassés, en allant même jusqu'à les dénoncer et les condamner, sans que le peuple comprenne pourquoi ce qui était communément admis hier est dorénavant cloué au pilori, pourquoi il devrait détester aujourd'hui ce qu'il avait aimé hier, pourquoi il devrait rejeter de nos jours ce qu'on avait exigé qu'il adopte hier, sans qu'à ses yeux rien ne le justifie puisque sa situation est demeurée inchangée.

Et c'est là qu'il commet une grave erreur, car si sa situation d'exploité et d'opprimé n'a pas été modifiée, en revanche celle du capitalisme a évolué ainsi que les rapports entre les classes, en sens inverse, le capitalisme étant en proie à une crise qui atteint ses fondements et menace son existence, tandis que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs où n'a jamais été aussi puissante.

Il lui faut donc user de ce pouvoir pour empêcher qu'une issue à la crise du capitalisme qui serait favorable aux exploités ne voie le jour, d'où les efforts désespérés qu'elle déploie pour que toutes les couches des exploités s'affrontent entre elles au lieu de s'unir pour combattre le régime en place et le renverser.

Et l'un des moyens les plus efficaces qu'elle a trouvé, consiste à s'attaquer à tous les préjugés et à toutes les idées, à tous les rapports que les classes dominantes successives avaient inculqués au peuple, de sorte qu'il se déchire et soit en proie à une confusion (politique) inextricable pendant qu'elle applique son programme antisocial et s'attaque à tous nos droits politiques.

En déplaçant le problème du terrain de la lutte des classes à celui de la morale, elle ne fait rien d'autre que s'arroger le droit des despotes d'être à la fois juge et partie de ce que le peuple doit penser, comment il doit penser et se comporter en toutes circonstances, en sanctionnant ou en réprimant dorénavant tout écart, en multipliant les appels à la délation pour juger et condamner les contrevenants, au nom de la morale qui s'applique à tous les rapports, sauf aux rapports sociaux de production d'où elle détient son pouvoir exorbitant, dictatorial, les inégalités monstrueuses et les injustices criminelles qu'elle impose quotidiennement aux exploités constituent bien un recours illégitime à la violence contre des victimes innocentes, mais ils ne font pas partie du champ où s'exerce sa morale, pourquoi, mais parce que c'est une morale de classe destinée à réprimer toutes les autres classes !

En fait, c'est l'évolution de la civilisation humaine grâce à la lutte de classe des exploités et des opprimés à l'échelle mondiale, qui a conduit la société à condamner toute forme de discrimination, hormis ceux entre dominants et dominés, la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexisme, etc. selon le principe que tous les exploités ou opprimés du monde appartiennent à la même classe sociale quels que soient leur origine, la couleur de leur peau, leurs croyances, leur penchant sexuel, l'internationale prolétarienne ne reconnaît aucune discrimination hormis celle de classe.

Maintenant on conçoit très bien que le capitalisme ne pouvait pas se développer en excluant tous ceux qui n'entraient pas dans ces normes ou trier la force de travail en fonction des critères énumérés précédemment, il en serait encore au cheval vapeur ! Hier ses représentants vomissaient l'homosexualité, tandis que bien des capitalistes ou oligarques étaient homosexuels. Cette discrimination était donc destinée au peuple, car entre eux ils n'en tenaient pas compte, ce qui signifiait qu'ils pouvaient en changer du jour au lendemain en fonction de leurs besoins.

Autrement dit, que les homosexuels soient l'objet de discrimination ou de violence, ils s'en foutent complètement, et c'est la même chose pour les immigrés, les femmes ou n'importe quelle autre catégorie de la population, hormis les patrons ou les capitalistes répétons-le. A l'arrivée, aucun chef d'Etat ou ministre n'a jamais oeuvré contre ces discriminations, ils les ont uniquement instrumentalisées pour atteindre des objectifs économiques ou politiques, jamais ils n'ont oeuvré au progrès social, dans aucun domaine, hormis sous la contrainte ou parce que cela servait les intérêts des capitalistes.

Et c'est valable pour une multitude de choses qu'ils ont été interdites ou permises successivement, dont ils ont banni puis encouragé la consommation, la cigarette, l'alcool, la drogue, la pornographie, et même la viande, la charcuterie, le sucre, etc. même le pain, ce qui signifie que la morale à laquelle ils se réfèrent n'est qu'un faux prétexte pour camoufler leurs véritables intentions inavouables. C'est comme les rapports qu'ils entretiennent avec les différents Etats : seuls les intérêts de la classe des capitalistes les guident, telle est leur véritable morale, leur conception de l'humanisme et de la démocratie ou leur négation. A partir de ce constat, nous ne leur accordons aucune vertu, aucune qualité, aucune légitimité.

Leurs médias ont vraiment besoin de corriger l'image détestable qu'ils ont donné lors de la campagne présidentielle, qui a causé des dégâts considérables parmi les classes moyennes, car un ouvrier ou une employée ne lit pas Le Point.

- « L'insanité du monde se retourne contre le rire » par Jérémie Assous - Le Point.fr

Jérémie Assous est un avocat spécialiste en droit du travail et droit social. Il est l'avocat de l'humoriste et animateur Tex.

Extrait.

TRIBUNE. L'avocat de l'humoriste Tex, écarté de France 2 pour une blague, s'inquiète de la censure grandissante qui sévit partout dans l'espace public.

« Peut-on rire de tout ? » aiment à se demander ceux qui ne veulent rire de rien lorsqu'ils font mine de débattre d'une question qu'ils ont déjà tranchée. Il n'a évidemment jamais été question de rire de tout. Bientôt, on ne pourra plus rire de rien. Longtemps, les humoristes se sont attachés, en repoussant les limites de leur liberté, à étendre le champ de notre liberté. Ils se sont acharnés à mettre au jour le mensonge social, en commençant par ne pas prendre ce monde au sérieux. Et ce monde leur a souvent fait payer cher d'avoir mis à bas ce sérieux qui lui tient lieu de vertu.

Faire rire, c'est retirer au monde le masque de sérieux qui lui tient lieu de vertu : c'est fissurer la gravité de façade qui dissimule à la société ses possibilités véritables. Ainsi ont œuvré en leur temps Lenny Bruce, Coluche et Pierre Desproges, et bien d'autres d'un talent moindre, dont on peut dire, avec Karl Kraus, que « leur rire a été le régulateur de l'insanité du monde ». Il semble aujourd'hui que l'insanité du monde se retourne contre le rire qui la révèle et la régule mieux que toute théorie critique. (Le rire la révèle, la révolution y met fin. - LVOG)

Ces censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire

Il est chaque jour plus difficile de tourner en dérision les interdits, de blasphémer à tort et à travers, de choquer celui dont on se moque et de se moquer de celui que l'on a choqué. Chacun sait que le meilleur des rires, le plus libérateur, intervient quand il ne faudrait pas. Il résonne alors comme l'éternel retour d'une liberté refoulée. À tous ceux qui prétendent avoir le dernier mot, le comique répond par la surenchère folle d'un éclat de rire. C'est ce que lui interdit aujourd'hui une nouvelle caste de censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire.

Ils forment la garde prétorienne de la morale la plus archaïque curieusement appelée progressisme.

Ils sont les promoteurs du vivre ensemble et les empêcheurs de vivre tout court.

Ils s'offusquent de ce qui se dit à l'exacte mesure dont ils s'accrochent de ce qui existe. En cela, leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils aimeraient que l'on rie comme on est Charlie : par servilité, et non par liberté.

Ils sont responsables politiques ou associatifs, unis dans la médiocrité de leurs esprits et l'aridité de leurs cœurs. Ils s'expriment sur Twitter en autant de signes que leur cerveau peut recenser de mots.

Marlène Schiappa en particulier ne craint pas, à quelques jours d'écart, de condamner un bateleur pour une blague d'estrade et d'encenser un concours de beauté qui interdit à ses candidates d'exprimer le moindre point de vue politique – devenant ainsi l'incarnation de ce qu'elle fait profession de détester : la censure d'une part, la réification de la femme, d'autre part.

Ils parlent en notre nom mais ne représentent qu'eux-mêmes et souvent d'une façon déplorable.

Ils condamnent au premier degré l'humoriste qui a le malheur d'en avoir un second.

Ils essaient de sabrer toute liberté qui excède la leur – c'est-à-dire des millions de libertés.

Ils ont décidé de faire de Tex leur prochaine victime. Avant d'autres. Avant chacun d'entre nous. Le Point.fr 21.12

On a le droit d'en rire, en pensant que tout ce que cet avocat a écrit vaut pour Le Point, sans qu'il s'en offusque, ils osent tout.

Quelques commentaires d'internautes (abonnés au Point il faut le préciser).

1- "Ce n'est peut-être pas pour leur mauvais goût qu'il eut fallu virer Tex & Co. Mais plutôt pour l'indigence du contenu. Et à ce compte, Delahousse peut également faire ses valises pour offense à l'intelligence."

LVOG - A la dignité vous vouliez dire.

2- "Nous avons surtout un problème de cohérence : on admet qu'on puisse violer des petites filles et qu'on se livre à des

chantages odieux envers une jeune fille, et on s'offusque d'une blague douteuse qu'on condamne lourdement. Que veut-on ?"

LVOG - Quand un régime de terreur règne, plus personne n'ose s'exprimer...

3- "Moi je vois dans cette affaire comme la trahison des médias. Cette manière de monter en épingle de petits événements sans gravités pour leur donner un retentissement national prend des tournures tragiques et trahit le devoir d'informer et la liberté d'expression en l'a dévoyant.

La presse n'a pas à être à la traîne des rumeurs qui courent sur Internet et se laisser manipuler par tous les groupuscules féministes, lesbiens, noirs, anarchistes qui ne représentent rien et sont responsables de rien devant personne.

Text n'est pas Weinstein. Un groupuscule féministe qui regarde des mauvaises émissions se plaint par les médias, la ministre se fait le porte-parole et Delphine Hérnot le met à la porte sans autre forme de procès. C'est du maccarthysme..."

LVOG - Vous n'y êtes pas, c'est "la presse", donc l'oligarchie qui manipule "tous ces groupuscules"... 4- "Quand je lis ces commentaires, je me dis enfin que c'est réconfortant de savoir qu'il y a quelque part des citoyens qui se révoltent devant ces atteintes de plus en plus virulentes de la liberté, de penser, de rire, et d'aller et venir comme on le veut ! J'espère que ces nouveaux censeurs disparaîtront avec leur rectitude morale digne d'une certaine inquisition. Merci à tous, car je pensais être seul !"

LVOG - L'ennemi est aux abois et ses porte-parole aboient !

5- "Merci pour cet article et pour ces commentaires ! Ça tient chaud de savoir qu'il survit encore quelques résistants à l'hystérie ambiante de censure. Ne serait-ce pas une résultante de l'inculture généralisée qui fait que le second degré n'est plus compris ? Pour ma part, j'avoue l'avoir abandonné depuis quelques années après moult déconvenues, mais je vais m'y remettre, à mon modeste niveau, rien que pour les em... Rder..."

LVOG - La plupart de mes lecteurs (ex-lecteurs) aussi prennent tout ce que j'écris au premier degré, sauf que mon second degré n'est pas vulgaire, il est radical ou il va au fond des choses, l'air de rien. Ce qui est vulgaire, c'est de tromper ses lecteurs.

6- "Chacun a son approche de l'humour. D'aucun l'aime graveleux à la Bigard, d'autres fins et cultivés à la Raymond Devos. Tex a un petit talent à mon humble avis mais il a le droit de l'exprimer. Reçu dans une émission de C8 l'antre d'Hanouna à quoi pouvait on s'attendre ? Mais qu'importe cette sortie ne mérite pas une telle sanction, la ficelle est un peu grosse. Mme Ernotte fait le ménage et rares sont ceux qui réagissent à cette censure d'Etat. Coluche et Desproges seraient en tôle ou à tout le moins interdit d'antenne !"

LVOG - Pour que la dictature de la ploutocratie s'installe durablement, tout ce qui tranche avec le formalisme doit disparaître... L'humour est condamné puisque voué au crétinisme !

7- "... Qui l'a dit : On peut rire de tout... Mais pas avec n'importe qui ! c'est vraiment de circonstance... Il faut pas parler aux cons ça les instruit."

LVOG - Les cons osent tout et c'est à cela qu'on les reconnaît, cela vaut pour ceux qui nous prennent pour des cons, leur existence seule est une insulte à l'espèce humaine. Dont Le Point, invité du Club Bilderberg et magazine fétiche de BHL.

8- "Cet excellent article conforte le sentiment d'inquiétude qui grandit chez toute personne normalement équilibrée... Nous sommes submergés d'interdictions, dans tous les domaines, et les dictats de quelques hystériques font office de loi. Il sera bientôt interdit de rire, pour quoi que ce soit, ce qui nous mène droit vers le climat voulu par Daesh et ses sbires..."

LVOG - Pourquoi croyez-vous qu'ils l'ont financé et armé s'ils ne partageaient pas leur idéologie digne de l'inquisition ?

9- "La morale conduit à l'explosion de violence ! Quand ces "prudes" moralisent, ils enclenchent les mécanismes du rejet et de la violence ! Et que sont ces polémistes de métier hypocrites et bien-pensants qui font la leçon aux autres ! Des "grenouilles de bénitier" (terme générique) comme on les appelaient avant ! Qui compensent la faiblesse de leur esprit par l'intransigeance !"

LVOG - La médiocrité de leur pensée par l'intolérance.

10- "Bravo pour cette tribune, et "à bas" les rois de l'indignation sélective, CSA en tête, dont les rodomontades liberticides ne servent qu'à justifier sa consternante et très coûteuse existence. "

11- "La censure existe de plus en plus... Partout y compris dans les médias par autocensure..."

LVOG - C'est la plus redoutable, la plus efficace car elle est indétectable, elle ne laisse pas de traces...

[Ils ont de la suite dans les idées, nous aussi!... et cela vaut mieux !](#)

Causerie du 10 décembre.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994. AFP 07 décembre 2017

Voici les médias nationaux qui avaient relayé cette info sans émettre le moindre commentaire (liste non exhaustive).

Google - Le Monde, Le Figaro, Liberation, 20minutes, La Croix, Nouvelobs, Le Point, L'Express, Challenges, Courrier International, BFMTV, France24, Europe1, RTL, Boursorama, Capital, Arte, Medias24, i24news, MSN, Yahoo, etc.

Info largement reprise par les médias de province :

Google - Corse Matin, Le Télégramme, lanouvellerepublique.fr, larepubliquedespyrenees.fr, laprovence.com, lorientlejour.com, lemainelibre, lagazettedenimes, lagazettedemontpellier.fr, etc.

Info relayée en Suisse et en Belgique notamment :

Google - laliberte.ch, rtbf.be, dhnet.be, lalibre.be, 7sur7.be, etc.

Et ailleurs :

Google - timesofisrael.com, africatime.com, etc.

Parmi tous ces médias un seul a publié un article le 20 décembre confirmant ce que vous lirez plus loin dans celui du Réseau Voltaire, la Lalibre.be :

Lalibre.be - La semaine dernière, Mme Kirchner et M. Timerman ont porté plainte contre le juge Bonadio devant le Conseil de la Magistrature (devant lequel il est déjà le second juge le plus dénoncé pour irrégularités) pour avoir "omis" des éléments à décharge, "manipulé" les faits et utilisé le droit à "des objectifs de persécution politique".

Parmi les éléments à décharge omis par le juge Bonadio figure une déclaration de l'ex-secrétaire général d'Interpol (2000-2014), Ronald Noble, selon qui il est faux de dire, comme le fait le juge Bonadio, que les notices rouges d'Interpol contre les Iraniens accusés par la justice argentine ont été levées à la suite d'une demande de Buenos Aires ou qu'elles ont été affectées par le "pacte de Téhéran". "Ce que le juge Bonadio aurait su s'il m'avait contacté", a indiqué M. Noble.

Le juge Bonadio est celui qui poursuit Mme Kirchner pour des délits de corruption, malversations, blanchiment et enrichissement illicite. L'ex-Présidente, qui a le vocabulaire cinglant, l'appelle "le juge pistolero" parce qu'il a tué deux cambrioleurs en Floride, il y a quelques années. M. Bonadio a été sanctionné deux fois pour conduite arbitraire par les deux chambres; il avait entravé les droits de la défense. Lalibre.be 20.12

- Ronald Noble dénonce les falsifications de l'affaire Cristina Kirchner - Réseau Voltaire 20 décembre 2017

L'ancienne présidente de la Nation argentine, Cristina Fernández de Kirchner, est actuellement poursuivie pour trahison à la patrie. La Justice de son pays lui reproche d'avoir négocié un accord avec l'Iran en échangeant des rabais sur ses approvisionnements en pétrole contre l'arrêt des poursuites pour les responsables des attentats de Buenos Aires de 1992 et 1994.

Or, il y a quinze jours, le FBI états-unien fournissait des analyses ADN qui détruisaient toute l'accusation contre l'Iran et le Hezbollah.

L'ancien directeur général d'Interpol, Ronald Noble, vient quant à lui de se déclarer prêt à témoigner devant la Justice argentine que jamais son organisation n'a été sollicitée sous la présidence Kirchner pour annuler les mandats d'arrêt contre les suspects iraniens.

Il n'y aurait donc pas non plus de base à l'accusation de trahison de l'ancienne présidente.

Un quart de siècle après les faits, d'inraisemblables manipulations effectuées par des policiers et des magistrats sont apparues dans le dossier. Aujourd'hui, on ignore tout de ces attentats et du rôle ultérieur de la présidente.

- « Communiqué du Département fédéral suisse de Justice et Police », Réseau Voltaire, 11 novembre 2003.

- Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

- « Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne ?), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

- « L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

- « Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Musulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

- « Fuga documentación clasificada de inteligencia sobre atentado terrorista », por José Petrosino, Oscar Abudara Bini, Red Tango , Red Voltaire , 27 de septiembre de 2006.

- L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

- « Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

- « Mensaje de Cristina Fernández sobre el Memorandum entre Argentina e Iran », por Cristina Fernández de Kirchner , Red Voltaire, 8 de febrero de 2013.

- « L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

- « Argentina : la CIA y el Mossad en un intento de "golpe blando" », por Stella Calloni, Contralínea (México) , Red Voltaire , 5 de marzo de 2015.

- « Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA », Réseau Voltaire, 9 octobre 2015.

Réseau Voltaire 20 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199108.html)

Tous les médias aux ordres français ont relayé l'accusation portée contre Cristina Fernández, mais aucun n'a rapporté les éléments fournis par la défense, ce qui revient à l'arrivée à s'aligner sur la position du juge Bonadio à la solde de Washington, qui est un multirécidiviste en matière de violation du droit de la défense.

Ce qui vaut pour cette info le vaut pour une multitude d'infos économiques ou politiques. En dehors des événements qui font partie de l'actualité ou qui sont liés à la situation qu'ils publient, et qu'ils s'emploient déjà à manipuler ou à falsifier, le reste des infos qu'ils diffusent est destiné à attirer (détourner) l'attention de la population sur des éléments qui servent de support à leur propagande ou servent directement leur stratégie politique.

Epilogue du 22 décembre.

- L'Argentine poursuit Cristina Kirchner pour un crime imaginaire - Réseau Voltaire

La seconde chambre fédérale de la Justice argentine a confirmé les poursuites du juge Claudio Bonadio dans l'affaire contre l'ancienne présidente péroniste Cristina Fernández de Kirchner et plusieurs de ses collaborateurs.

La chambre a refusé de tenir compte de la demande de témoignage de l'ancien directeur d'Interpol, Ronald Noble, en faveur des accusés.

En l'absence de condamnation, les juges Martin Irurzun et Eduardo Farah ont confirmé les mandats d'arrêt préventifs contre l'ancienne présidente (qui bénéficie aujourd'hui de l'immunité parlementaire), son ministre des Affaires étrangères Hector

Timmerman (qui est assigné à résidence pour raison de santé) et trois collaborateurs Carlos Zannini, Luis D'Elía et Fernando Esteche.

Les prévenus sont accusés d'« entrave à la Justice, d'abus d'autorité et de dissimulation aggravée », mais plus de « haute trahison » ; cette ultime inculpation avait été utilisée la dernière fois contre le général Juan Perón, en 1955.

Cette affaire loufoque repose sur la doxa selon laquelle les attentats de 1992 et 1994 contre et l'ambassade d'Israël à Buenos Aires et l'AMIA auraient été perpétrés par le Hezbollah agissant au nom de l'Iran. Cristina Fernández de Kirchner aurait alors été corrompue par Téhéran pour mettre fin aux poursuites contre ses ministres. Sauf que, depuis quinze jours, la thèse selon laquelle le Hezbollah et l'Iran seraient responsables des attentats s'est écroulée après la fourniture de test ADN par le FBI.

Réseau Voltaire 22 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199137.html)

[Conditionnement psychologique. Comment ils mènent leur offensive pour justifier la remise en cause du régime spécial de retraite à la SNCF notamment.](#)

Libération est devenu le fer de lance de l'offensive médiatique de l'oligarchie ou de la réaction.

- Symbole - Liberation.fr

Accabler la SNCF ? Ce serait injuste et contre-productif. Non qu'elle soit exempte de reproches : les défaillances de ces derniers mois doivent être corrigées... Liberation.fr

- TER Les régions font pression - Liberation.fr

Moins visibles que les TGV, moins «amortis» que les trains intercitys, les trains express régionaux (TER) donnent du fil à retordre à la SNCF. Liberation.fr

- Dette Le rail à crédit - Liberation.fr

Elle court, elle court, la dette de la SNCF. Son montant atteint 40 milliards d'euros aujourd'hui et culminera à 63 milliards en 2026. Liberation.fr

- Terminus d'une année noire - Liberation.fr

Pannes informatiques, recul du nombre de voyageurs, cohabitation compliquée avec le secteur privé et, depuis jeudi, une mise en examen pour l'accident mortel de novembre 2015 : la compagnie ferroviaire traverse une séquence éprouvante. Liberation.fr

- Des gares parisiennes engorgées, mais la SNCF nie toute «désorganisation» - Liberation.fr

- Régimes spéciaux. Les retraites dans le viseur - Liberation.fr

C'est un bras de fer qu'Emmanuel Macron veut enclencher d'ici à 2019 pour liquider les régimes spéciaux de retraite de la SNCF. Grisé par sa «victoire par KO»... Liberation.fr

LVOG - Quel acharnement !

[La paille et la poutre.](#)

- La colère palestinienne finira par éclater par Jonathan Cook — 22 décembre 2017

- "Mais c'est précisément l'illusion d'un processus de paix qui a maintenu les Palestiniens enchaînés."

LVOG - Ce qui apparemment ne vous a pas mis sur la trace de vos propres illusions :

- "Il faut maintenant que l'AP, les Etats arabes et l'Europe entérinent la nouvelle réalité et mènent une politique indépendante des Etats-Unis."

LVOG - Ce qui valait pour les Palestiniens valait pour lui vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne, des Etats arabes et de l'UE, qu'il ne s'en soit pas aperçu situe la limite de l'indépendance de l'auteur vis-à-vis de Washington.

Source: <http://chroniquepalestine.com/colere-palestinienne-finira-eclater/>

[A défaut d'engagement politique dans la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme, discours et gesticulations stériles.](#)

- Fuites et révélations par François-Bernard Huyghe - les-crises.fr 12-12-2017

Extrait. Comme nous l'avons fait à propos des fakes, nous pourrions nous demander quel est le pouvoir réel des fuites. Pour l'économie, ou plutôt contre des entreprises ou des managers, elles sont certainement redoutables et sans doute rentables pour ceux qui dirigent l'opération. Quant aux conséquences politiques, on peut se demander s'il y a une proportion entre l'énormité de révélations comme celles sur le système de surveillance planétaire ou d'évasion fiscale planétaire, et la modération des sanctions politiques qui s'en sont ensuivies. Après tout la Nsa continue à nous surveiller, les paradis fiscaux à proliférer... La révélation de documents secrets, destinée à provoquer une indignation populaire, n'est donc pas une arme absolue. Même mis en forme pour être pédagogique, le message n'a pas une efficacité proportionnelle à sa valeur « théorique » de scandale. Et, du coup, nous découvrons que le pouvoir en cause n'est plus seulement celui de faire savoir, mais aussi celui de légitimer ou délégitimer la source. L'attribution (la capacité de désigner un responsable de la fuite) et l'interprétation (passablement complotiste dans certains cas) de ses intentions peuvent annihiler l'effet de révélation. les-crises.fr 12-12-2017

Il me semble que l'essentiel est ailleurs. Le simple fait de marteler quotidiennement qu'Internet est pourri de fausses infos suffit, suffit à faire douter de son contenu en général, de manière à alimenter la confusion qui existe entre la vérité et la contrevérité de sorte que le peuple demeure toujours aussi ignorant et soit ainsi conduit à l'impuissance, rien de changé en somme.

C'est la neutralisation de la lutte de classe des exploités qu'il vise en dernière analyse.

[Aveu. La voix de son maître.](#)

- « Je n'ai pas le sentiment de ne pas être écouté », déclare Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr

Le secrétaire général de la CFDT est revenu dans l'Épreuve de Vérité sur ses relations avec l'exécutif et sur la teneur du dialogue social dans ce quinquennat. Le responsable de la première confédération syndical de France indique ce jeudi que la réforme sur l'apprentissage « avance ». Publicsenat.fr

On ne voit pas comment Berger pourrait "ne pas être écouté" par Macron, puisqu'ils partagent la même idéologie ou ils font partie du même camp.

- Berger répond à Mélenchon : « Qu'il ne nous donne pas de leçon » - Publicsenat.fr

Celle de Macron lui suffit.

[Néocolonialisme. Troupes françaises hors du Sahel !](#)

- "Nous sommes fiers de vous": Macron réveille avec les troupes au Niger - AFP

Emmanuel Macron a réveillé avant l'heure vendredi avec des centaines de soldats français déployés au Niger, leur assurant que "l'effort" sera "maintenu" en 2018 pour lutter contre les groupes jihadistes au Sahel.

Le repas s'est terminé par un "Joyeux anniversaire" chanté par l'assistance au lendemain des 40 ans d'Emmanuel Macron.

"J'ai confiance en vous", en particulier pour mener à bien la lutte au Sahel, qui "est une priorité" car "c'est là que se joue notre sécurité, l'avenir d'une partie du continent africain". "Nous ne devons pas laisser le Sahel aux organisations terroristes (...) (il ne faut pas) que nous leur céditions la moindre once de territoire", a-t-il ajouté, accompagné de la ministre des Armées Florence Parly. (Le discours de G.W. Bush. - LVOG)

Dans la matinée, Emmanuel Macron rencontrera les unités présentes sur la base aérienne avancée de Niamey qui, avec 500 hommes, des avions de chasse Mirage 2000, des appareils de transport et des drones, est le "hub aérien" de Barkhane, la plus importante opération militaire extérieure menée actuellement par la France. AFP 23 décembre 2017

[Les nantis sont frustrés...](#)

- Une députée LREM trouve "terrible" que son mari se prive d'acheter une Porsche pour éviter "les réflexions" - Franceinfo

Véronique Hammerer va vendre sa décapotable et son mari ne va pas acheter la Porsche qui lui fait envie. Franceinfo

... et les pauvres sont matraqués.

- +6,9% - Liberation.fr

C'est la hausse des tarifs réglementés du gaz naturel en janvier, selon la Commission de régulation de l'énergie. Hors taxes, les tarifs augmenteront en moyenne de 2,3 %. A cela, s'ajoutera l'augmentation de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel. Liberation.fr

[Comment ils s'emploient à pourrir nos rapports dès l'enfance. Ils transportent leur guerre de classe au collège.](#)

- Harcèlement sexuel au collège : «Nous devons proposer aux petites filles des outils pour riposter» - Liberation.fr

Emmanuelle Piquet, psychopraticienne et fondatrice du centre Chagrin scolaire, analyse pour «Libération» l'étude de «climat scolaire et de victimisation» publiée jeudi par l'Education nationale. Une collégienne sur dix déclare avoir déjà subi des insultes relatives à son sexe. Liberation.fr

Quand vous êtes gosse et qu'on vous insulte ou vous humilie, vous ne comprenez pas pourquoi, vous allez chercher pourquoi pour répondre ou vous défendre, vous allez réfléchir en deux mots. Et bien là vous n'aurez même plus besoin de réfléchir, le législateur ou le grand inquisiteur va vous fournir une explication que vous n'aurez plus qu'à adopter, ainsi vous serez dépossédé du droit élémentaire de développer votre esprit critique, ce qu'ils craignent le plus, vous deviendrez un être soumis uniquement protégé par un règlement de police, pour votre plus grand bien, cela va de soi...

Les gosses sont parfois violents ou cruels, c'est bien connu, ce n'est pas nouveau, ils sont à l'image de la société. C'est à eux d'apprendre à se protéger ou à en référer à des adultes quand ils ne trouvent pas de solutions à leurs problèmes. Si les notions élémentaires de respect ne sont pas respectées dans un établissement scolaire, c'est parce que la discipline n'est pas la priorité de sa direction.

J'ai enseigné dans un collège français (mixte) en Inde à Pondichéry. La discipline était stricte sans être tyrannique, en règle général le respect était la règle, alors que vous savez à quel point tous les rapports sont pourris en Inde, et les parents accordent peu d'importance à l'éducation de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes le plus souvent ou qui auront tendance naturellement à imiter leurs parents, pour lesquels seuls leurs intérêts individuels (financiers ou en terme de pouvoir) tiennent lieu de valeur, de principe ou de morale, auxquels ils subordonnent leur comportement sans se soucier le moins du monde de savoir où s'arrête leur liberté et où commence celle des autres qu'ils ont tendance à piétiner, ce qui leur paraît naturel.

Dans ces conditions on pourrait s'attendre à rencontrer énormément de difficultés dans un collège, plus encore qu'en France, or ce n'était pas le cas. Cela s'explique peut-être aussi du fait que, lorsqu'un gosse fait une connerie ses parents lui tapent dessus. Ils ne respectent pas forcément les adultes, ils les craignent. Ils savent que si leurs parents sont convoqués par le proviseur, il y a de forte chance qu'ils reçoivent une raclée. D'un autre côté, sachant que les enseignants ne les frapperont pas contrairement aux écoles indiennes, cela devrait les encourager à se laisser aller et à faire des conneries.

Maintenant, comme en France il existe désormais des quartiers qui ont atteint un tel niveau de décomposition et de violence, qu'il est devenu pratiquement impossible d'exercer la moindre discipline ou d'enseigner normalement dans un établissement scolaire, les limites de l'insupportable ont été atteintes ou dépassées, de sorte que tout retour en arrière est impossible ou toute réflexion ou notion d'autorité ou de respect n'ont plus aucune valeur. C'est le chaos.

[Décidément ils aiment LFI.](#)

- Catalogne: Corbière raille une "gamelle électorale" pour Mariano Rajoy - AFP

Le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière a estimé vendredi que le résultat obtenu jeudi soir en Catalogne par le Parti populaire, dont est issu le Premier ministre Mariano Rajoy, est une "débâcle électorale". AFP

Le journaliste de l'AFP a fait preuve de complaisance envers Corbière en ne soulignant pas la "débâcle électorale" de Podemos (8 sièges seulement) soutenu par LFI.

- Conflit israélo-palestinien : Corbière redoute les « outrances » du débat en France. - Publicsenat.fr

Alors qu'avec l'amalgame assumé de Valls et Netanyahu (notamment) entre l'antisionisme et l'antisémitisme, l'outrance n'est pas à venir mais omniprésente.

Quand les Etats-Unis tyrannise le reste du monde.

- Corée du Nord: le Conseil de sécurité se prononce sur de nouvelles sanctions - AFP

Un projet de résolution, présenté par les Etats-Unis et destiné à renforcer les sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord, doit être soumis vendredi au vote du Conseil de sécurité. AFP

- Nouvelles sanctions américaines pour des violations des droits de l'homme - AFP

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions contre le chef militaire birman Maung Maung Soe pour son rôle dans la répression de la minorité musulmane des Rohingyas, dans le cadre d'une loi visant les responsables de graves infractions aux droits de l'homme dans le monde entier. AFP

- Droits de l'homme: Les USA sanctionnent 52 personnes et entités - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions jeudi à 52 personnes physiques et morales pour violation des droits de l'homme et corruption.

Les Etats-Unis ont également sanctionné Benjamin Bol Mel, ancien conseiller du président sud-soudanais Salva Kiir, et l'ex-président gambien Yahya Jammeh.

Les sanctions ont été adoptées en vertu d'une loi baptisée Magnitsky Act, du nom d'un lanceur d'alerte russe décédé en prison à Moscou en 2009. Reuters

Honduras. D'un coup d'Etat à un autre fomenté par Washington.

- Honduras: Washington salue la réélection d'Hernandez, l'opposant abandonne - AFP

Les Etats-Unis ont reconnu vendredi la réélection du président du Honduras Juan Orlando Hernandez, provoquant l'abandon de l'opposant Salvador Nasralla qui contestait sa victoire lors de ce scrutin controversé.

"Avec la décision des Etats-Unis, je suis hors-jeu", a déclaré à la chaîne HCH le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche) aux élections du 26 novembre qui ont été entachées d'accusations de "fraude".

Salvador Nasralla a annoncé son retrait de la politique et la fin de la coalition d'opposition dirigée par l'ancien président hondurien Manuel Zelaya.

"Les Etats-Unis félicitent Juan Orlando Hernandez pour sa victoire le 26 novembre", a indiqué vendredi Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat, dans un communiqué.

Manuel Zelaya a estimé que Washington avait toujours soutenu M. Hernandez.

"L'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras s'appelle Juan Orlando Hernandez", a-t-il dit à Tegucigalpa en appelant à la poursuite des manifestations, avant la déclaration de M. Nasralla.

Le gouvernement de M. Hernandez est un proche allié de Washington dans la région et a montré sa solidarité en votant jeudi contre une résolution de l'ONU condamnant la décision américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. AFP 23 décembre 2017

- Les États-Unis désignent le président du Honduras - Réseau Voltaire

Alors que les élections au Honduras ont été entachées de fraude aussi bien selon les observateurs de l'Union européenne (UE) que selon ceux de l'Organisation des États américains (OEA), le gouvernement des États-Unis a désigné le vainqueur : le président sortant Juan Orlando Hernández.

En 2009, Juan Orlando Hernández avait soutenu le coup d'État contre le président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales. Il était alors devenu président du Congrès national (Parlement), puis en 2013 président de la République.

Le coup d'État avait été organisé par l'administration Obama avec la participation d'Israël [1].

Selon les résultats officiels que tous les observateurs s'accordaient à considérer comme falsifiés, le leader de l'opposition Salvador Nasralla (un fils de Palestinien soutenu par Zelaya) n'aurait obtenu que 41,42% des voix, contre 42,95% pour le président sortant, Juan Orlando Hernández.

La plupart des organisations intergouvernementales, dont l'UE et l'OEA, appelaient à un nouveau scrutin.

Cependant, le président Hernández a donné instruction à son ambassadeur de s'opposer à la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu sur le statut de Jérusalem ; résolution dirigée contre les États-Unis et Israël. Sans attendre, la Maison-Blanche a immédiatement pris position en faveur de Hernández à l'issue du vote à New York.

Préférant éviter un nouvel affrontement dans son pays, Salvador Nasralla a annoncé renoncer à la présidence.

[1] « Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA », par Thierry Meyssan ; « Confirmation : le SouthCom a organisé le renversement du président Zelaya au Honduras », Réseau Voltaire, 29 juin et 16 août 2009. Réseau Voltaire 23 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199154.html)

Ils osent tout

- Catalogne: Puigdemont demande "à être entendu" par l'UE - AFP

- Une Américaine nommée à la tête de l'Unicef - AFP

Une Américaine, première femme à avoir dirigé l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a été nommée à la tête de l'Unicef, agence onusienne chargée de la protection de l'enfance, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

L'USAID connu pour être une officine de la CIA...

- Israël-Palestine: Abbas prévient qu'il n'acceptera "aucun plan" de paix américain - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les indépendantistes catalans restent, défi majeur pour Rajoy - AFP

En égalant quasiment leur dernier score aux élections régionales, les indépendantistes catalans posent un défi majeur à l'unité de l'Espagne et au gouvernement de Mariano Rajoy qui tablait sur ce scrutin pour les affaiblir.

Les Catalans, qui ont battu avec près de 82% de votants le record historique de participation dans la région (75% en 2015), ont accordé jeudi 47,6% des voix aux indépendantistes et près de 52% des suffrages aux partis défendant l'unité de l'Espagne.

La loi électorale catalane prévoit un système de pondération des voix qui avantage les provinces rurales, où les indépendantistes sont très implantés, d'ou leur victoire en sièges au parlement régional.

Les trois partis indépendantistes obtiennent 70 élus sur 135, deux de moins qu'en 2015, semblant avoir atteint un plafond. Ils pourront donc gouverner s'ils arrivent à former une coalition.

Au sein des sécessionnistes, les Catalans ont placé en tête, avec 34 sièges, la liste "Ensemble pour la Catalogne" de l'adversaire numéro un de Rajoy. L'ERC, Esquerra Republicana, en obtient 32. Enfin, les anticapitalistes de la CUP remportent de leur côté 4 sièges.

Un parti libéral et anti-indépendantiste a obtenu le plus grand nombre de sièges au parlement, Ciudadanos, avec 37 élus. Le parti

du chef d'État espagnol a recueilli seulement 4,2 % des suffrages exprimés, passant de 11 à 3 sièges. Le Parti Socialiste de Catalogne se maintient et passe de 16 à 17 sièges. Podemos obtient 8 sièges.

Etats-Unis-Israël

- Près de 130 pays invitent Trump à changer d'avis sur Jérusalem - Reuters

Cent vingt-huit pays ont voté jeudi en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant Donald Trump à revenir sur sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël.

Neuf pays (Etats-Unis, Israël, Guatemala, Honduras, Togo, Micronésie, Nauru, Palaos et îles Marshal) ont voté contre cette résolution et 35 autres se sont abstenus. Vingt et un autres pays n'ont pas voté.

Ce vote a été, pour le moins, peu apprécié par l'ambassadrice américaine à l'ONU, qui n'a même pas pris la peine de voiler ses menaces. "Les Etats-Unis se souviendront de cette journée qui les a vus cloués au pilori devant l'Assemblée générale pour le seul fait d'exercer notre droit de pays souverain", a tonné Nikki Haley avant le vote. "Nous nous en souviendrons quand on nous demandera encore une fois de verser la plus importante contribution" financière à l'ONU. Le vote n'étant pas contraignant, l'administration américaine a fait savoir qu'elle ne changerait pas d'avis.

Israël a rejeté la résolution de l'Assemblée générale et remercié Donald Trump pour sa position sur Jérusalem.

"Israël rejette la décision des Nations unies et dans le même temps est satisfait du nombre élevé de pays qui n'ont pas voté en faveur de celle-ci", a déclaré le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"Israël remercie le président Trump pour sa position sans équivoque en faveur de Jérusalem et remercie les pays qui ont voté ensemble avec Israël, ensemble avec la vérité", ajoute le cabinet du chef du gouvernement. Reuters

Syrie

- Un "congrès du dialogue national" syrien fin janvier à Sotchi - Reuters

Un "congrès du dialogue national" syrien se tiendra les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire russe de Sotchi, ont annoncé vendredi la Russie, la Turquie et l'Iran à l'issue de pourparlers à Astana, la capitale du Kazakhstan.

Le gouvernement de Damas et plusieurs groupes de l'opposition syrienne étaient également représentés à cette réunion d'Astana. L'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, était aussi présent.

Reste maintenant à établir la liste des participants à ce congrès et que ceux-ci confirment leur présence.

La Turquie a déjà fait savoir son opposition à la présence à la table des discussions de la principale formation kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD).

Staffan de Mistura a une nouvelle fois souligné que la réunion de Sotchi devait contribuer à faire progresser les négociations de Genève sur la Syrie, menées sous l'égide de l'Onu.

La délégation rebelle présente à Astana a appuyé cet appel.

Lors de la réunion, les rebelles ont accusé le gouvernement syrien de coopérer avec l'Etat islamique (EI).

Le représentant de Damas, Bachar al Djaafari, a dénoncé pour sa part "l'agression flagrante" que constitue selon lui la présence en territoire syrien de forces américaines et turques.

"Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères de notre territoire", a-t-il dit.

A Moscou, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a déclaré vendredi que 48.000 soldats russes avaient participé à la campagne en Syrie, aux côtés des forces syriennes, depuis septembre 2015. Reuters 22 décembre 2017

Mexique

- Plus de 23.000 homicides au Mexique depuis le début de l'année - Reuters

Le Mexique a enregistré son niveau d'homicides le plus élevé depuis le début de l'année malgré la promesse du président Enrique Peña Nieto de mettre fin à la violence des gangs. Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 27 décembre 2017

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(19 pages\)](#)

J'ai retiré le lien vers Sputnik qui publie un tas d'articles de propagande ou débiles. J'ai laissé le lien vers RT (Russia Today), j'ignore ce que vous en pensez, autrefois je regardais RT Internationale en anglais qui était passable, depuis 3 ans déjà je ne regarde plus la télé et je m'en passe très bien.

[Quand l'AFP adopte un profil bas](#)

- "La guerre complexe en Syrie impliquant de multiples acteurs a fait plus de 340.000 morts depuis mars 2011." AFP 27.12

La guerre contre la Syrie...

[Quelle est l'orientation du capitalisme mondiale ?](#)

2010 - Les 388 plus grandes fortunes détenaient autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

2017 - 8 oligarques détiennent autant de richesse. (Lu avant-hier dans un article du Point)

Quelle gigantesque et fulgurante concentration de richesses en 7 ans.

Si vous êtes un lecteur habituel de ce portail, vous savez comment et pourquoi...

[Pourquoi il faut impérativement rompre avec le capitalisme. Un enseignement de l'expérience grecque.](#)

Cette "phase de capitulations d'ampleur inégalée", ne vous fait-elle pas penser à celle qui accompagne l'effondrement du capitalisme, un krach boursier, une guerre?

C'est sous de fausses étiquettes que furent préparés ou commis les pires crimes contre le prolétariat. Et tous ceux qui s'en sont accommodés ou ont cherché à se les concilier au nom de leur prétendu double nature en ont été les complices, ils se condamnaient à l'impuissance et devaient connaître le même sort.

Cette double nature était une imposture puisque la social-démocratie et le stalinisme étaient des agents du capital

Les opportunistes se sont servi des illusions que les masses avaient dans ces agents pour faire croire qu'ils pourraient être amenés à servir une autre cause malgré eux, en perdant de vue que leur capacité de nuisance était demeurée intacte et les conduirait dans une impasse ou leur interdirait de trouver une issue à la crise du capitalisme, quitte à se suicider ou à favoriser l'ascension du fascisme, donc en entraînant l'ensemble de la société dans leur effroyable déchéance.

Quand l'existence d'un facteur dépend des rapports qui composent une contradiction, sous peine de disparaître il lui faut perpétuer ces rapports et donc reproduire à l'infini cette contradiction. Si le capitalisme a été amené à jouer un rôle progressiste malgré lui, en revanche c'est consciemment que la social-démocratie et le stalinisme devaient remplir une fonction contre-révolutionnaire, et c'est en tant que tel qu'il fallait les caractériser et les combattre impitoyablement au lieu de vouloir leur faire jouer un autre rôle ou leur attribuer je ne sais quelle vertu qui ne pouvait être qu'un poison.

En d'autre terme, il n'existait pas de contradiction entre le capitalisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, ils oeuvraient ensemble pour la même cause. En revanche, il en existait une entre eux et le prolétariat. Au lieu de s'en tenir à ce

constat, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme étaient en proie à une contradiction avec le capitalisme qui pourrait se résoudre à notre avantage pour peu que les conditions s'y prêtent, mais comme cette contradiction n'existait pas finalement la situation devait fatalement tourner à l'avantage de nos ennemis, sans forcément attribuer un rôle révolutionnaire à la social-démocratie ou au stalinisme. Dit autrement, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme pourraient être amenés à s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme sans toutefois préciser que ce serait toujours au détriment des masses exploitées et du socialisme, se privant ainsi du moyen de les combattre efficacement ou en introduisant dans la tête des militants une terrible et fatale confusion. C'est ainsi que poussant cette logique jusqu'au bout des militants des différents courants se réclamant du trotskysme atterrirent au PS ou au PCF.

C'est ainsi également qu'ils en vinrent à déclarer que Tsipras aurait trahi le prolétariat grec, alors qu'en réalité il était tout simplement resté fidèle à l'idéologique ou aux intérêts de classe qu'il avait adoptés bien avant qu'on entende parler de lui ou qu'il accède au pouvoir.

Ruptures - A peine quelques semaines plus tard (Après le référendum de juillet 2015 - ndlr), son gouvernement signe avec l'Union européenne et ses acolytes un mémorandum qui ouvre une phase de capitulations d'ampleur inégalée : les « économies » sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux sont amplifiées à un degré jamais vu en Europe en temps de paix ; privatisations, dérèglementations, casse du code du travail sont au programme.

Le parlement, renouvelé en septembre 2015, ne cesse depuis lors d'enchaîner les votes d'aggravation des mesures, sous la menace de stopper les tranches de prêts accordées à Athènes.

C'est sans fin : la semaine dernière encore, les « partenaires » européens de la Grèce ont obtenu que quatre centrales du service public d'électricité soient privatisées.

Supplique pathétique

Le chef du gouvernement grec martèle que la reconduction de la grande coalition allemande est « une condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe ». Car, poursuit M. Tsipras, il y a désormais une chance « de mettre sur la table de l'Europe un agenda progressiste » permettant de sauver cette dernière.

Une grande coalition allemande est la « condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe » – Alexis Tsipras

On a donc la confirmation que, pour la « gauche radicale », en l'occurrence grecque, le sauvetage « progressiste » de l'Europe a la priorité sur tout autre préoccupation, et passe par la reconduction d'Angela Merkel dans une configuration analogue à celle qui prévaut depuis 2013 – celle-là même qui fit fleurir des caricatures de Mme Merkel et de l'actuel président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, en nazis dans les manifestations populaires qui furent nombreuses dans le pays, des années durant...

L'homme qui avait pourtant battu une « grande coalition » socialiste-droite dans son propre pays, estime désormais qu'« une véritable position de gauche consiste à s'engager pour des vrais changements et réformes, et non de garder propre son identité ».

On peut lui faire confiance : pour ce qui est de se salir les mains, Alexis Tsipras est, en trois ans, devenu champion toutes catégories. Mais puisque c'est pour sauver l'Europe...(Extrait de : Le fascinant texte d'Alexis Tsipras à Martin Schulz - Ruptures le 06 décembre 2017)

Ce qui est tout aussi pathétique et dramatique, c'est que chaque fois il faut attendre que la social-démocratie ou ses clones faussement gauchisés parviennent au pouvoir pour qu'on daigne enfin les caractériser comme il se devait depuis longtemps, quand il est trop tard, sans en tirer d'enseignements on est prêt à s'emballer pour un nouveau parti qui assumera la continuité politique des partis pourris rejetés par les masses depuis très longtemps aussi.

Il faut avoir conscience qu'on est obligé d'en passer par un affrontement direct avec le capitalisme, parce qu'il s'oppose à tout changement de mode de production et de distribution ou de répartition des richesses, à moins qu'on y renonce, mais je ne vois pas de quel droit on devrait y renoncer, et le moyen radical pour ne pas y renoncer ou être tenté un jour d'y renoncer, c'est de rompre avec le capitalisme et ses institutions puisqu'elles ne sont plus que des salles de marché ou de spectacle.

Parole de banquier : Devenez capitaliste !

Sachant que cela ne sera pas donné à tout le monde, le moins que vous pourrez faire en guise de consolation sera de vous résigner à vous en accommoder ou à l'adopter, de bon coeur ou dans la joie de préférence.

- Muhammad Yunus : « Tout le monde peut devenir entrepreneur » - lepoint.fr 25.12

L'économiste bangladais, Prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres » prône un nouveau système fondé sur l'altruisme et la générosité.

Extraits.

- ...le nombre d'humains vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de la moitié depuis 1990,

LVOG - La moitié sont morts de faim ou de sous-alimentation depuis, et l'autre moitié est tout simplement pauvre et voué à le rester...

- « C'est grâce à plein de choses : le libre-échange, la mondialisation, l'ouverture des frontières, la démocratie, les technologies, le partage de l'information. Tout cela a permis de diminuer la pauvreté. »

LVOG - Plutôt de l'étendre à tous les continents en subordonnant davantage les peuples au marché, tandis que les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs se dégradent, et toutes expressions même limitées de la démocratie étaient systématiquement piétinées, leurs droits politiques bafoués et la société toute entière ou toute liberté mise sous surveillance. Plein de bonnes choses en somme.

- « Je ne blâme pas ceux qui font du profit. Mais ils peuvent aussi, parallèlement à leurs activités, faire du social business »

LVOG - C'est un oxymore sordide, le social étant incompatible avec le business ou la recherche du profit à tout prix, qu'un banquier ne peut pas blâmer, cela va de soi.

- « Nourrir une personne pour toujours à travers l'État providence, c'est lui retirer toutes les valeurs humaines »

LVOG - La laisser crever de faim est louable ou une vertu, que l'on accorde volontiers au système économique que vous soutenez.

Le Point - ...il est persuadé d'avoir LA solution pour arriver à zéro chômage : l'entrepreneuriat. « Tout le monde peut devenir entrepreneur », martèle-t-il.

« Mais si, tout le monde peut devenir entrepreneur ! Des millions de femmes ont pu monter un business au Bangladesh. Ce n'est pas une question d'éducation : certaines d'entre elles étaient illettrées et elles ont réussi. Ce dont ces personnes ont avant tout besoin, c'est un peu d'argent via le microcrédit pour lancer leur business. » Il évoque les États-Unis, où Grameen Bank a été introduite en 2008, où 86 000 personnes dans douze villes ont emprunté, en tout, 600 millions de dollars. La preuve, selon lui, que sa recette est universelle. « Dans le nouveau système que je propose, plus personne ne serait dépendant de l'État providence, tout le monde serait entrepreneur et prendrait soin de lui même. » On évoque alors le cas Uber en France, qui a généré toute une nouvelle génération d'entrepreneurs, mais aussi pas mal d'espoirs déçus, à cause notamment de l'attitude de plateformes vis-à-vis des chauffeurs. « Dans ce cas-là, on est dans une zone grise, car ces personnes restent très dépendantes d'une seule entreprise. Mais c'est une première marche vers le vrai entrepreneuriat. » Il poursuit : « La théorie vous a fait croire qu'être employé, c'est la sécurité tandis que l'entrepreneuriat, c'est la précarité. Mais qui vous dit que votre emploi ne va pas être détruit demain ? Et puis, le salariat c'est aussi bien souvent terriblement ennuyeux. Un monde où vous devez bien souvent sacrifier toute créativité pour rentrer dans les codes de votre entreprise. »

On enchaîne les questions qui fâchent, elles glissent sur lui. Certains acteurs du microcrédit l'ont transformé en juteux marché ? Ce n'est pas le cas de celui qu'il promeut. Les études montrant que certains emprunteurs utilisent leur prêt pour consommer et pas pour investir dans un business ? Pas dans le système qu'il a créé. Le fait qu'il se soit associé à certains grands groupes ou à des personnalités controversées – on pense par exemple à Ray Dalio, un des plus gros gérants des hedge fund au monde, qui a financé la création de Grameen America ? Il répond que c'est lui qui les utilise pour les orienter vers le social business, pas eux qui l'utilise pour améliorer leur image. On arrête-là l'entretien, le sourire du début est toujours là. lepoint.fr

Uber, quel bonheur! Et heureusement que de généreux oligarques veillent à entretenir la misère du monde, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient !

La plupart des femmes de mon village en Inde qui avaient contracté un microcrédit auprès du gouvernement étaient également illettrées, du coup il leur a été imposé un taux usuraire. La soeur de ma compagne Adi était dans ce cas-là. Elle a emprunté 50.000 roupies sur deux ans, et elle a remboursé plus de 100.000 roupies avec les pénalités de retard, soit un taux d'intérêt de 50% l'an. J'en sais quelque chose, car pendant deux ans elle a dû rembourser chaque mois l'équivalent de la totalité de son salaire, et c'est moi qui aie dû l'entretenir et même lui prêter de l'argent.

En Inde comme dans beaucoup de pays en Asie et en Afrique, il existe des millions d'Indiens qui tiennent des échoppes ou des commerces misérables et qui vivent dans la pauvreté, la promiscuité et la crasse. Ils travaillent toute l'année sans compter les heures pour un revenu dérisoire qui leur permet tout juste de ne pas crever de faim.

Effectivement, Israël est une colonie de l'oligarchie et «pas un vrai pays».

- Israël «pas un vrai pays» : le magazine Youpi retiré des ventes - LeFigaro.fr

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'était ému auprès du groupe Bayard d'une carte du monde ne reconnaissant pas l'État hébreu comme un «vrai pays». L'éditeur a choisi de retirer la publication des kiosques dès mardi.

Le numéro de janvier du magazine pour enfants Youpi va être retiré de la vente mardi, après avoir écrit qu'Israël n'était «pas un vrai pays», a annoncé lundi le groupe Bayard, répondant favorablement à la requête du président du Crif, Francis Kalifat. L'édition de janvier du mensuel contient une carte du monde avec la légende suivante: «On appelle ces 197 pays des États, comme la France, l'Allemagne ou l'Algérie. Il en existe quelques-uns de plus, mais tous les autres pays du monde ne sont pas d'accord pour dire que ce sont de vrais pays (par exemple l'État d'Israël ou la Corée du Nord)».

«On reconnaît une erreur, une maladresse, nous ne voulions évidemment en aucun cas contester l'existence de l'État d'Israël», a déclaré Pascal Ruffenach, président du groupe Bayard, qui édite le magazine Youpi. «Nous faisons acte de bonne volonté, c'est important de contribuer à l'esprit de pacification et d'apaisement», a-t-il ajouté. Contacté un peu plus tôt par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Francis Kalifat avait annoncé qu'à sa demande, le groupe Bayard allait retirer le numéro 352 de Youpi de la vente.

Le Crif a en outre demandé la publication dans le prochain numéro d'un «rectificatif ainsi qu'un article expliquant ce qu'est Israël et comment et pourquoi il est né», indique-t-il sur Facebook. Pascal Ruffenach n'a pas dit s'il donnerait suite à cette requête. «On a sorti le numéro de décembre dans lequel on expliquait les religions aux enfants. Nos publications suivent le rythme d'enfants de six ans, on verra comment faire au mieux pour les prochaines fois», a-t-il réagi.

L'État d'Israël a été proclamé en mai 1948 à la suite d'un vote de l'ONU sur le partage de la Palestine. Israël est membre de l'ONU depuis mai 1949. Le figaro.fr 25/12/2017

Rectifions : L'ONU n'a pas procédé au "partage de la Palestine" mais a légitimé son occupation coloniale ou sa disparition. Et puis s'il y avait eu partage les Palestiniens auraient disposé de leur propre Etat, or cela ne fut pas le cas, je précise sans partager la position en faveur de deux Etats.

Il faut ajouter que depuis 1949 Israël n'a jamais appliqué les multiples résolutions qui ont été votées par l'ONU en faveur des Palestiniens, donc du point de vue du Figaro, ce qu'ils appellent le droit international a continuellement été bafoué en toute impunité. D'où notre non reconnaissance d'Israël et notre refus d'accorder à l'ONU de s'immiscer dans les droits des peuples.

Commentaires d'internautes.

1- Honte à ce magazine

2- Bayard dit une vérité, le Crif fait les gros yeux, Bayard s'écrase. Le Crif est-il une vraie ... quoi donc au juste?

3- Incroyable que certains lobbies communautaristes puissent avoir autant de pouvoir dans notre pays. Si Israël est un vrai pays et pas une pure revendication idéologique pourquoi les gens du Crif qui s'en reconnaissent membre vivent-ils en France ?

4- Il est tout à fait exacte de dire que Israël ou la Corée du Nord ne sont pas reconnus comme des Etats à part entière, par toutes les nations. Au même titre que la Corée du Sud n'est pas reconnue par celle du Nord, la Palestine par les U.S.A ou encore Taiwan par la Chine par exemple, pourtant pour la plupart d'entre nous ses nations existent.

5- Comment le CRIF, explique-t-il aux petits Palestiniens que les gens qui habitent Israël lui volent son pays qui lui n'existe pas encore ?

6- Israël est le seul pays dont les frontières ne sont pas définitivement (ou durablement) établies.

En France.

Il faut assumer.

- Gérard Collomb se plaint de "passer pour le facho de service" - LePoint.fr

Dans l'orbite de Jupiter.

- La droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, estime Stefanini - AFP

Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de François Fillon, estime que la droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, qui a selon lui "restauré le prestige de la fonction présidentielle" et "élevé le niveau". AFP

Non, à par cela ils ne haïssent pas la plèbe, vous vous faites des idées...

- Interpellée sur Twitter par un sans-abri, la mairie de Paris décide de retirer des barrières anti-SDF - HuffPost FR

Ils ont été jusqu'à installer des barrières métalliques sur les grilles d'aération du métro qui dégagent un peu de chaleur, et où les clochards transis de froid venaient se réchauffer un peu. Abominable.

En fait, nous sommes en dessous de la réalité, ce sont des monstres de cruauté.

Des petits malins vont nous demander à quoi cela nous avance de le savoir. A eux, rien assurément. La question serait plutôt de savoir quand on en prend conscience et on en tire les leçons politiques qui s'imposent, avant qu'ils parviennent au pouvoir ou après quand il est trop tard. Dans le premier cela aurait pu servir à éclairer les travailleurs sur la véritable nature du PS, dans le second cela ne servira à rien puisqu'ils l'auront deviné eux-mêmes.

Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

- Philippe Grangeon L'homme qui murmure à l'oreille droite de la gauche - Liberation.fr

Compagnon de route de longue date de la gauche réformiste, l'ancien proche de Dominique Strauss-Kahn et François Hollande, discret mais influent, accompagne désormais Emmanuel Macron.

Philippe Grangeon, directeur de la communication du groupe de conseil en numérique Capgemini, cadre dirigeant d'une multinationale, mais encarté à la CFDT. Inspirateur influent de l'épopée macronienne, sans jamais apparaître dans les médias. Membre dès fin 2015 de la petite équipe qui, autour du ministre de l'Economie, travaille en secret au lancement d'En marche, il est alors toujours visiteur officieux de l'Élysée. Chaque samedi matin, le tandem qu'il forme avec le communicant Robert Zarader continuait de se rendre au Palais pour discuter stratégie politique avec...François Hollande.

Selon Nicolas Théry, ancien comme Grangeon du cabinet de DSK et aujourd'hui à la tête du Crédit mutuel : « Il n'entre pas dans les cases partisans. Sa filiation, c'est la deuxième gauche syndicaliste, celle d'Edmond Maire et des assises socialistes de 1974. Son obsession, c'est la transformation sociale. » Grandi dans une cité HLM du Val-d'Oise, avec un Deug d'histoire pour seul bagage universitaire, Grangeon en mesure très tôt l'impératif. Trop anxieux pour songer à faire de la politique « un métier », c'est en expert de la communication qu'il choisit de servir cette gauche réaliste, à ses yeux seule en mesure d'accompagner le changement. Collaborateur historique de Paul Quilès, qu'il suit dans ses différents ministères jusqu'en 1992, puis de Dominique Strauss-Kahn, maître de Bercy dans le gouvernement de Lionel Jospin. Entre ces deux moments de la gauche au pouvoir, c'est à la CFDT qu'il atterrit, recommandé par Martine Aubry. Au fil de ses expériences, l'hypersensible attentif à son « image morale », dixit Julien Dray, militant comme lui à la LCR durant ses années de fac à Villetaneuse, noue des amitiés indéfectibles. Dont certaines professionnellement déterminantes. Ainsi de Paul Hermelin, condisciple de Hollande à l'ENA et toujours son proche, rencontré au cabinet de Paul Quilès. En 2004, quand Grangeon doit céder son fauteuil de dirigeant d'une filiale de La Poste, préempté par la chiraquie de retour au pouvoir, Hermelin l'appelle à ses côtés à la direction de Capgemini pour piloter la communication de la multinationale en mutation.

Hollande candidat à la présidentielle, Grangeon fait son retour dans les coulisses politiques. L'ex-premier secrétaire du PS, qui le connaît depuis trente ans, apprécie le renfort : communicant avisé de Nicole Notat dans la grande crise des grèves de 1995, artisan de la victoire de Delanoë aux municipales de 2001 à Paris, Grangeon a prouvé que son « incroyable vision stratégique » n'était pas une légende.

Hollande élu, Grangeon dispose de son rond de serviette à l'Élysée. « Son credo, c'était qu'il fallait jouer davantage avec la société civile », se souvient Vincent Feltesse, qui rejoint la garde rapprochée présidentielle en mai 2014. « Il essayait de convaincre Hollande de la nécessité de créer un nouveau parti, idéologiquement plus cohérent et plus participatif. C'était son sillon. » C'est avec cette idée en tête qu'après les attentats de novembre 2015, Grangeon réunit à déjeuner autour du Président Nicole Notat et Pierre Pringuet, alors patron de l'Afep, le lobby des grandes entreprises. « Je pensais que l'émotion nationale ouvrait peut-être une fenêtre pour une recomposition politique, un accord républicain avec les progressistes de la société civile », se souvient-il.

A l'été 2012, son ami Nicolas Revel, ancien directeur de cabinet de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris devenu secrétaire général adjoint de l'Élysée, insiste pour qu'il rencontre le jeune Emmanuel Macron, son homologue chargé des affaires

économiques. Prévu pour durer une demi-heure, l'entretien s'éternise tant les deux insomniaques se découvrent en phase. Même attachement à l'efficacité de l'action publique. Même sentiment que les partis traditionnels sont à bout de souffle. Très vite, ils deviennent alliés «pour faire réussir Hollande», dit Grangeon. «La discussion entamée alors ne s'est jamais interrompue», convient Macron le 21 novembre. Elle va même en s'intensifiant après la nomination du poulain de Hollande à Bercy. «C'est un détecteur de talents, de potentiel, il avait parié sur Delanoë et Hollande avant tout le monde. Cela a été pareil avec Macron, apprécie Nicole Notat. Philippe ne cherche pas la lumière : il est au service de la structure et de ceux en qui il croit.»

Quand, après les attentats de 2015, l'ambition politique de Macron prend forme, Grangeon l'encourage, enthousiaste à l'idée de voir se concrétiser son rêve politique. «J'aurais tellement aimé que François fasse cela», soupire-t-il. Le communicant en est alors convaincu : en attelage avec son audacieux ministre, Hollande peut encore emporter la présidentielle. «Il m'avait dit entre deux portes qu'il réfléchissait à un mouvement avec Macron, se souvient Feltesse. Mais personne n'imaginait à quel point Macron allait transgresser la manière de faire de la politique.»

Le discret conseiller est de toutes les réunions décisives du mouvement. «Il apportait son expérience des victoires et des défaites politiques, son expertise des organisations, relisait les discours, et aidait à la programmation», se souvient un membre de la garde rapprochée de Macron. Son influence ne se dément pas après la victoire du 7 mai. Notamment quand il s'agit de «repérer des talents», son dada. «En amont de la constitution du gouvernement, ceux qui sont un peu libres ont été amenés à donner un avis et moi tout particulièrement sur la société civile», admet le DRH improvisé de la macronie. Quelques mois plus tôt, c'est lui déjà qui avait soufflé au ministre de l'Economie le nom de Martin Vial pour prendre la tête de l'Agence des participations de l'Etat. Un retour d'ascenseur entre «frères d'armes» : ancien comme lui du cabinet Quilès, c'est Vial, devenu PDG de La Poste, qui lui avait confié en 2000 la direction de sa filiale, Mediaposte. Après la démission de Sylvie Goulard du ministère de la Défense, c'est encore Grangeon qui vante à Macron les mérites de Florence Parly, elle aussi ancienne du cabinet de Quilès, devenue l'épouse de Vial...

A 61 ans, Philippe Grangeon, qui vient de prendre sa retraite de Capgemini, se cherche une nouvelle utilité. Après avoir échoué de peu aux sénatoriales en septembre, il a intégré le bureau exécutif de la République en marche, «le principal actif de Macron», dit-il. liberation.fr 26.12

Voilà ce qu'on nous a intimé l'ordre de prendre pour la gauche sous peine d'être excommunié ou traité de gauchiste. Les faits nous donnent raison, simple constat. Quel enseignement en tireront ceux qui sont bien obligés d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés ? Aucun parce qu'ils ne l'admettront pas.

Apprenez-leur le caniveau !

- Trois villes testent la pub sur les trottoirs - Liberation.fr

Depuis lundi, les publicités peuvent s'afficher sur les trottoirs à Nantes, Bordeaux et Lyon. Liberation.fr 27.12

[Le candidat En Marche russe du 1%.](#)

L'AFP et les médias nationaux français ne font pas de propagande. La preuve du contraire, si nécessaire.

- Privé de présidentielle, l'opposant russe Navalny appelle au boycott - AFP

L'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, a appelé lundi au boycott de la présidentielle du 18 mars après le rejet de sa candidature à ce scrutin pour lequel Vladimir Poutine apparaît sans concurrence pour remporter un quatrième mandat. AFP

- L'opposant russe Navalny empêché de briguer la présidence - Reuters

- Présidentielle en Russie : la Commission électorale dit niet à Alexeï Navalny, qui est banni du scrutin - Franceinfo

- Russie : Alexeï Navalny privé de présidentielle - LeFigaro.fr

- Russie : Alexeï Navalny hors course - LePoint.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Russie : la candidature à la présidentielle de l'opposant Alexeï Navalny rejetée - LeParisien.fr

- Russie: Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle HuffPost FR

- Russie : la candidature d'Alexeï Navalny rejetée - euronews

- L'UE critique l'exclusion de Navalny de la présidentielle russe - Reuters

La décision des autorités russes d'exclure l'opposant Alexeï Navalny de l'élection présidentielle prévue l'an prochain pose des questions sur la nature de ce scrutin, estime le service des Affaires étrangères de l'Union européenne dans un communiqué, lundi. Reuters 27.12

- Les Russes ne voient pas Alexeï Navalny président - fr.rbth.com 10 avril 2017

L'opposant affirme qu'il se présentera à la présidentielle de 2018, toutefois, compte tenu de ses condamnations dans le cadre d'affaires pénales, il n'a juridiquement pas la possibilité de se porter candidat actuellement.

En ce qui concerne la cote de popularité d'Alexeï Navalny, elle n'est toujours pas au beau fixe, bien que le nombre de ses partisans déclarés ait augmenté pour passer de 1% en janvier à 4% en février.

Pourtant, Alexeï Navalny a connu de plus beaux jours avec une cote de popularité maximale de 6% en 2013, qui a chuté à 1% la même année, a rappelé Levada. « Cette année-là, Alexeï Navalny est passé aux yeux du pouvoir du statut de +blogueur fou+ à celui de personnage important à l'échelle de Moscou. En effet, il s'est avéré aux élections du maire de la ville que, dans certaines circonstances, il était capable de totaliser un nombre non négligeable de voix (27%, ce qui le propulse à la deuxième place, RBTH) », a poursuivi Pavel Saline. C'est alors que l'opposant s'est retrouvé au centre d'une large campagne avec enquête et poursuites pénales, ce qui a implanté au sein de la population l'idée qu'Alexeï Navalny était un délinquant, a-t-il noté. fr.rbth.com 10 avril 2017

En réalité ces poursuites datent d'avant l'élection municipale de 2013, de décembre 2012 relatif à une escroquerie (Yves Rocher) remontant à 2008, ou une autre de 2007 avec Union of Right Forces (Union des forces de droite) selon Wikipédia.

Outre ses soutiens de Washington et Bruxelles, l'oligarchie et ses médias.

Wikipédia - Navalny was named "Person of the Year 2009" by Russian business newspaper Vedomosti.

Navalny was a World Fellow at Yale University's World Fellows Program, aimed at "creating a global network of emerging leaders and to broaden international understanding" in 2010.

In 2011, Foreign Policy magazine named Navalny to the FP Top 100 Global Thinkers, along with Daniel Domscheit-Berg and Sami Ben Gharbia of Tunisia, for "shaping the new world of government transparency". FP picked him again in 2012. He was listed by Time magazine in 2012 as one of the world's 100 most influential people, the only Russian on the list. In 2013, Navalny came in at No. 48 among "world thinkers" in an online poll by the UK magazine Prospect.

In 2015, Alexei and Oleg Navalny were chosen to receive the "Prize of the Platform of European Memory and Conscience 2015".

Traduction

Navalny a été nommé "Personne de l'année 2009" par le journal d'affaires russe Vedomosti.

Navalny a été chercheur mondial au World Fellows Program de l'Université Yale, visant à «créer un réseau mondial de leaders émergents et à élargir la compréhension internationale» en 2010.

En 2011, le magazine Foreign Policy a nommé Navalny au FP Top 100 Global Thinkers, aux côtés de Daniel Domscheit-Berg et de Sami Ben Gharbia de Tunisie, pour avoir «façonné le nouveau monde de la transparence gouvernementale». FP l'a repris à nouveau en 2012. Il a été classé par le magazine Time en 2012 comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde, le seul russe sur la liste. En 2013, Navalny s'est classé au n ° 48 parmi les «penseurs du monde» dans un sondage en ligne réalisé par le magazine britannique Prospect.

En 2015, Alexei et Oleg Navalny ont été choisis pour recevoir le "Prix de la Plateforme de Mémoire et de Conscience Européenne 2015".

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29 mars 2017

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant

que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé. Réseau Voltaire 29 mars 2017

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie), Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

Commentaires d'internautes suite à un article du Figaro du 27 mars 2017 : Qui est Alexeï Navalny, le principal opposant à Vladimir Poutine ?

1- C'est étonnant cette fascination en Occident pour les personnages peu recommandables. Alexeï Navalny est devenu soudainement un adepte de l'anti corruption alors qu'il avait tout de même monté une escroquerie avec son frère, escroquerie au détriment de la distribution en Russie des produits Yves Rocher qui avait apporté à l'entreprise française beaucoup d'ennuis.

Non Navalny n'est pas l'Ange Blanc présenté dans cet article.

2- Le principal opposant qui ne pèse pas 1%, qui a des propos qui vous scandaliseraient si Poutine ou Medvedev les tenaient sur l'immigration, qui est impliqué dans des affaires de corruption et qui intéresse plus les Européen que les électeurs Russes. Les partis opposants réels à Poutine, qui reçoivent des suffrages et l'intérêt de la population, se nomment Parti Communiste et Parti Libéral Démocrate.

3- Navalny a débuté sa carrière d'opposant en créant un mouvement nationaliste et xénophobe - "les marches russes".

En premier lieu il était dirigé contre les ressortissants du Caucase. Les slogans de ces "marches" ont été : "Il faut arrêter de nourrir et financer le Caucase"

Les occidentaux font mine de ne pas le savoir ! Ils préfèrent de fabriquer de Navalny, leur "chouchou", l'opposant de Poutine numéro 1

Les médias occidentaux, qui accusent Poutine d'être un nationaliste (ha ha), alors que Poutine représente 182 nationalités de la Russie, et qui applaudissent le xénophobe nationaliste Navalny seulement par ce qu'il se proclame un "opposant à Poutine", ne sont pas à une contradiction près...

4- Donc un opposant quasi-inconnu type Cheminade fait une manifestation sur un lieu non-autorisé, comme la manif pour tous aux Champs Elysée où il y a eu des condamnations à 2 mois fermes, se prend juste 15 jours et il y en a pour hurler à la dictature?

Ensuite on apprend que c'est un escroc et un xénophobe.

Là, je vais savourer les commentaires des "grands défenseurs de la démocratie occidentale" se tortillant dans leur contradictions pour prendre sa défense.

5- Un exoligarque coupable et condamné avant 2011 pour divers délits de conflits d'intérêts et de détournements de fonds ;il est parti aux USA faire ses classes et est revenu en Russie pour jouer à l'opposant.

6- Le dit principal opposant à Vladimir Poutine pèse 1%.

-C'est l'opposant soutenu par Washington et les médias occidentaux.

-0 chance.

7- C'est tout simplement un agent de la CIA !

Ils sont Charlie. Et ils nous menacent d'une guerre civile qui est déjà rampante.

- « Monsieur Schrameck, suspendez l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today » - Le Monde

Dans une tribune au « Monde », un collectif de spécialistes de la Russie interpelle Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), considérant que l'autorisation donnée à la chaîne Russia Today (RT) de diffuser en France est d'une extrême gravité.

Tribune. Nous nous adressons à vous, Olivier Schrameck, au sujet de l'autorisation qui serait prochainement accordée à la chaîne Russia Today (RT) d'émettre en français sur les réseaux de télévision en France.

Quand on sait les pratiques de cette chaîne, dénoncées publiquement par le président de la République lui-même, et que l'on prend connaissance de la composition actuelle de son conseil d'éthique après le renoncement d'un de ses trois membres (qui constitue en soi une modification de la convention passée avec le CSA), et alors même que le Parlement européen a mis en garde contre la désinformation exercée par l'Etat russe et a pris des mesures pour la contrer (résolution 2016/2020-INI), une telle autorisation ne pourrait que susciter une profonde incompréhension, sinon l'indignation.

Russia Today est accusée aujourd'hui par des responsables du plus haut niveau aux Etats-Unis comme en Europe de semer la zizanie et d'affaiblir les démocraties. Au motif qu'elle relaie la propagande du Kremlin, cette chaîne est désormais obligée par les autorités américaines de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ». Guerre hybride

Mme Theresa May, première ministre britannique, a, le 13 novembre, accusé les médias russes d'avoir poussé les Britanniques à la désunion à l'occasion d'élections récentes. La ministre espagnole de la défense, Mme Maria Dolores de Cospedal, a dénoncé trois jours plus tard une ingérence russe dans les affaires internes de l'Espagne.

Dans un tel contexte de guerre hybride, l'autorisation donnée à Russia Today de diffuser en France est d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français.

En conséquence, nous vous prions, au nom de la préservation de la paix civile, de suspendre l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today sur le territoire français. Le Monde 20.12.2017

- Un appel à interdire la chaîne RT France provoque une vive levée de boucliers par Comité Valmy - 22.12

Source : RT

Une lettre ouverte dans Le Monde appelant à empêcher RT France de diffusion, a provoqué de vives critiques de la part de Moscou. En outre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a fait savoir sa solidarité avec leurs confrères de RT.

Le 21 décembre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a « exhorté » les autorités françaises à ignorer les appels à la révocation de la licence de RT France, alors qu'une tribune paraissait le jour même dans l'hebdomadaire Le Monde, signée par une dizaine de personnalités se présentant comme spécialistes de la Russie, et appelant à l'interdiction de la chaîne RT France.

« Nous exhortons les autorités françaises à ne pas accepter ces demandes. Nous appelons également des collègues de RT France à mener à bien leurs tâches d'information en accordant une grande attention aux aspects éthiques de la profession, afin de montrer que les accusations portées contre eux sont absurdes », a déclaré Philippe Leruth, président de la FIJ.

Alors que la tribune publiée dans l'hebdomadaire du soir assure que l'autorisation d'émettre accordée à RT France est « d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français », Philippe Leruth dénonce le risque d'« une censure cachée ». Il souligne en outre que celle-ci « n'est pas basée sur des faits, mais sur le message général venant des Etats-Unis ».

A peine lancée, déjà au cœur de la polémique

En outre, la chaîne télévisée n'a commencé à émettre dans l'Hexagone que le 18 décembre dernier. Elle n'a donc que trois jours d'existence : bien assez, selon les auteurs de la tribune, qui souhaitent empêcher les journalistes de RT France de présenter leur travail aux Français.

De son côté, la présidente de RT France, Xenia Fedorova, n'a pas manqué de réagir :

« Il est surprenant que les médias français soient si prompts à insulter l'intelligence et la capacité de jugement de leurs propres compatriotes, visiblement si vulnérables au "brouillage des esprits" et à la "désunion", selon les auteurs de la tribune. Voilà qui illustre parfaitement pourquoi les Français désirent tant entendre de nouvelles voix dans les médias d'informations. »

Pour la chef de RT France, en outre, le fait que la tribune soit publiée dans le quotidien Le Monde ne doit rien au hasard.

Autre réaction indignée : celle de Jean-Robert Raviot, professeur de civilisation russe à l'université Paris-Ouest Nanterre. Sur Facebook, l'universitaire déplore le manque de sérieux de la tribune, pointant du doigt, en particulier, le caractère politisé de ses auteurs. « Cette tribune est une tribune de militants qui avancent masqués », assure-t-il, assimilant ceux-ci à ce qu'il appelle la « gauche Pentagon » , à savoir « un vaste et puissant secteur de l'élite intellectuelle, stratégique et médiatique française qui, de manière systématique, défend l'atlantisme intégral, la continuation de la vieille guerre froide et sa diabolisation permanente de la Russie par tous les moyens ».

« Sous couvert de dénoncer la "menace russe" en "spécialistes", ils servent la soupe des tenants de l'hégémonie contre le pluralisme », ajoute Jean-Robert Raviot.

Indignation du côté du Moscou

Du côté des autorités russes également, la tribune anti-RT n'est pas passée inaperçue. Pour la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, la source d'inspiration des auteurs de la tribune ne fait aucun doute : « La provenance de ce signal est évidente : il provient directement de l'Etat français et du président. C'est une évidence. » Elle a rappelé que si les voix se multiplient pour tenter d'empêcher les journalistes de RT France de travailler librement en France, leur argument est lui unique. Il consiste à rappeler « la citation d'Emmanuel Macron à propos de la chaîne » à Versailles en mai dernier.

Plus tôt dans la journée, Vladimir Djabarov, Premier vice-président du Comité des affaires internationales du Conseil de la Fédération, avait prévenu que si le droit d'émettre était retiré à la chaîne RT France, les médias français en Russie « recevraient sans aucun doute une réponse – le même type de mesures que celles que nous avons prises contre les médias américains. » Début décembre, Moscou a classé neuf médias américains diffusant sur son territoire « agents de l'étranger », après que Washington a pris une mesure similaire contre des médias russes dont RT.

- (RT Bashing) L'angoisse de nos médias face à la perte de leur monopole de la propagande - les-crises. fr 24.12

<https://www.les-crisis.fr/rt-bashing-l-angoisse-de-nos-medias-face-a-la-perde-de-leur-monopole-de-la-propagande/>

Commentaires d'internautes.

1- Je lis et regarde RT en anglais au quotidien. Je mets au défi quiconque de donner un lien vers un article de "fake news" chez RT. C'est la qualité journalistique de ce média qui fait peur, face aux propagandistes que sont devenus le Monde et Libération que je ne lis plus alors qu'ils ont été mes quotidiens préférés pendant de nombreuses années. J'espère que RT France sera à la hauteur de RT international.

2- "Russia today" : avec un nom pareil, même si ça donne une vision partielle et russe, on ne peut pas dire qu'il y ait tromperie. Ces réactions contre RT me terrifient. Plus que tout ce que j'ai lu ici, elles me convainquent que l'information n'est plus libre en France.

3- "Le combat acharné de quelques journaux contre l'arrivée d'une seule chaîne russe, à l'audience somme toute limitée, et sous contrôle du CSA, en dit long sur leur crainte viscérale de perdre le monopole de l'information – et donc de la propagande -, et de voir leurs méthodes remises en cause."

La peur de l'arrivée d'un média concurrent est en effet un facteur d'explication de la réaction épidermique des journalistes déjà installés. Mais leur réaction en dit tout aussi long sur la manière dont ils pensent leur métier, presque leur mission : nous dire ce qu'il faut penser de.

Les médias main stream misent sur le biais de confirmation (faire adhérer plus fort le lecteur / client) alors que le public est désormais capable / désireux de croiser les sources, de savoir comment se fabrique le consentement ... ils se tirent une balle dans le pied.

RT a de beaux jours devant elle. Elle correspond à la demande de pluralité du public. Cette pluralité est également celle du Media innovant <https://www.lemediatv.fr/> dont j'espère (j'ai peu de doutes) il sera question ici prochainement.

4- Il y a quelque chose qui m'échappe.

Que reproche t'on à Poutine ?

-De défendre sa puissance militaire en annexant la Crimée ou se trouve la base militaire de Sébastopol et dont les habitants sont russophone et à 60% d'origine Russes ?

-De défendre Bachard El Assad en écrasant Daesh afin de protéger également sa base navale de Tartous seul point de ravitaillement et de réparation de la Marine russe en mer Méditerranée ?

Ces faits sont sujets de critiques et c'est normal mais si l'opprobre est jetée sur le gouvernement Russes majoritairement pour ces raisons comment se fait t'il que "les journalistes" n'aient pas la même langage vitupérant concernant le gouvernement Américain?

N'est ce pas ce gouvernement qui a détruit l'Irak sous de faux prétextes engendrant plus de 500 000 morts.

N'est ce pas ce pays qui tue des civils par centaines avec leurs drones en Afghanistan, Yémen etc...

Dites 'les journalistes' vous n'auriez pas une mémoire sélective ...

5- Donc à quand remonte l'orientation politique de ces élites ?

S'il fallait dater officiellement, je dirais depuis la théorie du Heartland de Halford John Mackinder : "The geographical pivot of history" (1904), réaménagée par Zbigniew Brzezinski dans son "Grand Echiquier". Le territoire pivot est... la Russie ! <https://www.youtube.com/watch?v=UnemesFU4y8> La formation de l'Union Européenne sous égide américaine/OTAN, le rattachement des derniers arrivés de l'Est, Ukraine comprise, les "printemps arabes" du Moyen-Orient, les guerres en Syrak, Afghanistan, Corée du Nord sont partie de la feuille de route Mackinder.

6- Mais pourquoi les Pseudos Journalistes ne posent pas les questions qu'il faudrait poser du genre cf cet article sur l'ECFR fondé par Georges Soros ?

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/>

Christine Ockrent & Sylvie Kauffmann sont telles de vraies journalistes ou des agents de l'ECFR ?

<http://www.ecfr.eu/paris/fr/conseil>

Voire d'autres officines moins sympathiques

<https://twitter.com/SylvieKauffmann/status/321716335228882944>

Le conseil es stratégie François Heisbourg est il membre du lobby militaro industriel Anglo-Saxon

<http://www.iiss.org/en/persons/iiss-s-governance-s-and-s-advisory-s-structure/francois-s-heisbourg>

Les voila les vrais questions qu'ils ne posent et que RT va poser à leur place.

7- On connaît les positions néoconservatrices de François Heisbourg. Ce qui est moins connu : dans une note intitulée "L'espionnage de l'Est et la gauche", Raymond Nart, n° 2 de la DST dans les années 1990, écrivait : "François Heisbourg était, en réalité, un agent américain..." (Roger Faligot et Pascal Krop, DST Police secrète, Flammarion, 1999, p. 640).

8- Ce déchainement médiatique anti-russe est vraiment un cas d'école de propagande atlantiste. La "gauche pentagone" française qui n'a de gauche que le nom bien sur mais le terme fait sens, fait tomber son masque toute empressée de se jeter sur l'intrus venu du froid. On peut voir les visages de nos chères "élites" et leur cortège de serviteurs de presse qui apparaissent les uns après les autres comme des "poupées russes".

9- Effectivement, l'expression "la gauche Pentagone" est magnifique ! Merci au site Les Crises de m'informer des travaux de JR Raviot, ainsi que du livre récent "La France atlantiste" de Hadrien Desuin, que je vais m'empresser d'acquérir... avec, quand même, un bémol (mais j'attends de l'avoir lu) parce que, dans la présentation du livre, je pointe ceci : "comment, en 10 ans, la France est devenue la vassale de l'Amérique". Lisant "L'Ami américain" d'Eric Branca, remarquable, on comprend que cette "gauche Pentagone" est à l'oeuvre depuis la fin des années 40...

10- Devant la déferlante médiatique je me suis mis à regarder par moi même. Et finalement j'ai rallumé ma TV sur la chaîne 359 et au surprise, des reportages, des avis contraires sur un sujet, et pas trop de 39/45 comme cela passe sur les autres chaînes (car pas une semaine sans un truc sur Hitler ou 39/45 oui je regarde les programmes)

Finalement j'ai mis la chaîne RT en favori et il y a une différence avec les autres chaînes d'information .

Dire que c'est la chaîne de Poutine est un mensonge ou la voix du Kremlin .

Pour moi c'est une chaîne d'info avec des reportages avec un autre angle de vue

Et je suis assez critique pour me faire mon avis depuis que je n'ai plus de TV (3 ans)

- Le hold up de la "gauche" sur "l'intelligence" et la "liberté d'expression" est devenu tout à fait abominable !

11- Tout cela signifie que dans nos démocraties occidentales, l'opposition au système libéral n'est tolérée que jusqu'à un certain niveau et même seulement à la marge. Je ne parle pas d'opposition gauche/droite qui ne veut plus rien dire mais d'opposition radicale (c'est à dire remontant à la racine) au libéralisme.

Nos chiens de garde, pensant que RT va donner des coups de boutoir dans ce système, font un tir de barrage en guise d'avertissement.

Bien évidemment, je regarde et écoute RT. Enfin une vraie chaîne d'info dans le PAF. Je ne compte pas les chaînes de propagande BFM, LCI, CNEWS et FI.

12- La différence entre l'occident et la Russie de Poutine, c'est qu'en Russie l'état a pris le contrôle des oligarques, alors qu'en occident c'est l'inverse.

Par Etat en Russie il faut voir des organismes institutionnels comme le FSB, (ex KGB), et l'armée avec un chantage aux oligarques, "vous êtes tous corrompus, enrichis en pillant l'ex Urss mais soit vous collaborez avec l'Etat et on ferme les yeux, soit vous êtes poursuivis pour corruption", soit "enrichissez vous mais au service de l'intérêt du pays " comme sous de Gaulle !

Dans les deux cas, occident et Russie nous avons un régime d'oligarques, mais en occident c'est la ploutocratie mondialiste et atlantiste au service des intérêts de la ploutocratie US, en Russie c'est une ploutocratie sous contrôle de l'Etat comme sous de-Gaulle !

Dans les deux cas il s'agit d'une économie capitaliste très inégalitaire.

13- Ben oui, chez nous la pensée unique et les médias aux ordres de la finance nous obligent à la russophobie ... du "Mac Cartisme" à la française ... Occident convaincu d'être le seul détenteur de la vérité vraie ...

Cela fait des années que je peux suivre ce qui se passe en Russie car j'ai de la famille qui vit là bas et effectivement il existe chez les russes une grande déception car ce sont des francophiles de vieille date.

Il existe 3 sites internet, dont RT et un journal que l'on peut télécharger gratuitement, francophones ...

Un peu d'ouverture d'esprit ferait du bien à la majorité de nos concitoyens si sclérosés dans leur certitude absolue de détenir la vérité ... Il est vrai que cette presse russe a aussi ses travers et que l'information délivrée n'est pas totalement innocente mais d'avoir une autre version des faits permet de comprendre les événements.

14- A propos de l'article de «Elle» son auteur D.W. sait-il/elle que Voltaire avait des liens particuliers avec la Russie, et qu'il a entretenu une longue correspondance avec Catherine II. Non... et bien c'est vrai : Voltaire pourrait être classé par nos procureurs médiatiques comme agent d'influence russe!

Ne serait-il pas largement temps d'instaurer un cordon sanitaire autour de nos chères têtes blondes en interdisant simplement l'enseignement des écrits du philosophe au collège? Qui sait peut-être qu'en lisant deux pages de "Candide" nos gosses se mettraient à trouver Poutine sympa... Le danger est trop grand, ma brave Dame.

Et puis les russophobes hystériques qui squattent les médias pourraient organiser un autodafé du "Traité sur la tolérance". Un livre dangereux pour eux puisqu'il dénonce la fanatisme...

15- Je propose que l'Éducation nationale interdise également Denis Diderot (il est allé à Saint-Pétersbourg, invité par Catherine II qui a osé financer l'Encyclopédie, ce "fake book"), la comtesse de Ségur (née Rostopchine, ce qui rime avec Poutine), Jules Verne (c'est louche, cette histoire de Michel Strogoff)...

Mieux qu'une Troisième Guerre mondiale : la guerre perpétuelle.

- En guerre perpétuelle : la pensée américaine fait du surplace, par Paul R. Pillar

Tel un hamster en cage courant dans sa roue, le peuple américain est piégé dans des guerres perpétuelles pour lesquelles les élites des affaires étrangères n'offrent aucune voie de sortie, mais seulement des excuses pour continuer, observe l'ex analyste de la CIA Paul R. Pillar.

Andrew Bacevich a déjà exposé ailleurs les nombreuses raisons pour lesquelles, comme il le dit, « la grande majorité des Américains ne se soucie guère » du fait que leur pays soit englué dans ce qui désormais correspond à un état de guerre permanent à l'étranger. Ces raisons comprennent, par exemple, le fait que les coûts réels de ces expéditions militaires n'ont pas été vraiment chiffrés, et que le discours public américain sur la politique étrangère relève d'une magnifique langue de bois. (...)

Le contexte de l'état de guerre permanent des États-Unis d'Amérique qui a prévalu pendant les 16 dernières années contraste singulièrement avec ce qui a été l'approche traditionnelle américaine de la guerre et de la paix. Et c'est là que réside un autre ensemble de raisons expliquant pourquoi les Américains restés à la maison ne prennent pas fait et cause pour leurs compatriotes qui ont dû prendre les armes et combattre sans cesse outre-mer. Cette tradition est née au cours du dix-neuvième siècle et fut cimentée par ce qui reste le plus grand effort de guerre outre-mer Américain : la Seconde Guerre mondiale.

Cette tradition voulait que la guerre soit une nécessité relativement peu fréquente et impliquait une mobilisation américaine pour abattre le monstre du moment. Celui-ci étant clairement défini, puis, après une victoire nette et sans bavure, un retour aux préoccupations de temps de paix.

Comme j'ai pu le dire extensivement ailleurs, ce format auquel une guerre est sensée se conformer – et particulièrement l'attente qu'une guerre est sensée avoir une fin définitive et identifiable – a entraîné de nombreux problèmes une fois confronté à des activités américaines plus constantes à l'étranger. (...)

Le modèle mental de guerre finie sous-tend l'attitude nonchalante du public américain à l'égard d'une implication guerrière permanente à l'étranger. (...)

A un certain niveau de la psyché américaine se loge la croyance que le combat d'aujourd'hui, comme la plupart de ceux d'hier, aura une fin claire (et victorieuse). Ainsi, la plupart des Américains ne pensent pas devoir analyser et discuter la perspective qui devrait être extrêmement gênante que des Américains vont devoir combattre à l'étranger pour toujours.

Que les interminables combats actuels furent engagés dans le cadre de la prétendue « guerre contre le terrorisme » a contribué à ces problèmes de manière significative. (Bacevich liste parmi les raisons de cette acceptation de la permanence de la guerre « la frénésie médiatique autour du terrorisme qui continue encore et encore »)

Le label « guerre contre le terrorisme » et le concept associé ne furent jamais logiques. Comme le défunt Zbigniew Brzezinski l'a dit dans un de ses commentaires, appeler cela la guerre contre le terrorisme a autant de sens que d'appeler la seconde guerre mondiale « la guerre contre le blitzkrieg ». Le terrorisme est une tactique qui a été utilisée depuis des millénaires, et en tant que tel, s'opposer à lui ne peut jamais prendre fin. Cette terminologie de « guerre » a également encouragé la militarisation excessive du contre-terrorisme. (...)

Viennent ensuite les tendances sur ce que les Américains pensent à propos de l'implication de l'Amérique dans le monde – particulièrement cette tendance à croire que tout problème à l'étranger peut être résolu avec suffisamment de détermination et d'effort, et que les États-Unis d'Amérique devraient être l'acteur qui prend la tête pour les résoudre. Il y a une grande réticence à quitter toute situation qui est encore chaotique, car partir ressemble à un échec, quels qu'aient été les objectifs U.S qui auraient été atteints.

Ces habitudes américaines viennent renforcer cette tendance naturelle de traiter les dépenses à fonds perdus comme des investissements. Le résultat est un élargissement récurrent du champ de la mission, dans laquelle des expéditions commencées afin de lutter contre le terrorisme mutent en une entreprise de construction d'une nation ou en un effort pour contrer l'influence d'un état tiers.

Le fait que la guerre actuelle dure depuis si longtemps a encouragé l'acceptation comme la nouvelle norme. Une grande partie d'une génération a atteint l'âge adulte en sachant que les États-Unis ont toujours été en guerre à l'étranger. La guerre permanente, et le refus d'accepter tout ce qui pourrait être dépeint comme une défaite, est devenu un cadre de référence non seulement pour

le grand public, mais aussi pour les experts de la politique étrangère. (...)

La raison ultime d'après Sky (Emma Sky (qui était conseillère politique d'un des commandants militaires américains en Irak -ndlr) pour rester militairement en Irak semble être, comme c'est le cas de bon nombre de ces sortes d'arguments, de contrecarrer l'influence iranienne – peu importe que l'Irak ait été du même côté que les États-Unis dans la lutte contre l'État islamique. Sky écrit que si l'influence iranienne n'est pas maîtrisée, « cela pourrait mener non seulement à une confrontation irano-saoudienne, mais aussi à une confrontation irano-israélienne ».

Cela semble être autant un problème avec l'Arabie saoudite et Israël qu'avec l'Irak. C'est d'ailleurs une réflexion sur la façon dont la progression de la mission a dépassé les notions élargies de contre-terrorisme et même au delà de l'édification d'une nation pour s'immerger dans les rivalités régionales de quelqu'un d'autre. Cette logique oublie aussi comment tout le chaos irakien, y compris l'influence iranienne accrue, que Sky ne veut pas quitter alors que c'est encore un chaos, a commencé avec une invasion militaire américaine.

Dans aucun des traitements de ces guerres, en Irak et en Afghanistan, il n'y a de base pour identifier ou s'attendre à une conclusion des missions. Il n'y a pratiquement pas de lumière suggérant qu'il y a un bout du tunnel, et encore moins une vision de son extrémité.

Avec des observateurs avertis qui succombent à l'idée que la guerre permanente est normale, il n'est pas surprenant que l'opinion publique américaine ne semble pas être plus dérangée que cela par les guerres actuelles.

Paul R. Pillar, au cours de ses 28 années à la Central Intelligence Agency, est devenu l'un des meilleurs analystes de l'agence.

Source : Consortium News

[Ils osent tout](#)

- «Prions pour [...] la coexistence [...] de deux Etats aux frontières [...] reconnues au niveau international.» - Liberation.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Franc CFA : un débat, des dégâts - Liberation.fr

Le renvoi brutal de l'économiste opposé au franc CFA Kako Nubukpo de l'Organisation internationale de la francophonie fragilise un peu plus cette institution. Et relance les interrogations autour de la monnaie africaine. Liberation.fr

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

Espagne

- Espagne: Hausse du salaire minimum de 4% en 2018 - AFP

Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols ont signé mardi un accord relevant le salaire minimum de 4% en 2018, pour le porter à 992 euros d'ici 2020 dans une des économies les plus dynamiques de la zone euro.

"C'est un pas en avant pour corriger l'anomalie historique" que constitue un salaire minimum trop bas, a déclaré le secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières (CCOO), Unai Sordo, rappelant que "l'Espagne a souffert d'un processus aigu de dévaluation salariale" pendant la crise économique mondiale.

L'accord finalisé mardi prévoit de relever le salaire minimum de 825 à 858 euros (sur douze mois) en 2018, avec des progressions annuelles pour arriver à 992 euros en 2020.

Ces augmentations annuelles seront maintenues "tant que la croissance atteindra 2,5% et la création d'emplois 450.000 emplois par an", a précisé le chef du gouvernement conservateur, Mariano Rajoy.

Selon les prévisions de son gouvernement, la croissance sera de 3,1% cette année et, a-t-il ajouté, "ce ne sont pas un demi million d'emplois qui seront créés mais près de 600.000". "C'est un accord raisonnable et un accord viable", a estimé M. Rajoy.

En 2017, le salaire minimum avait connu sa plus forte hausse depuis trente ans, le gouvernement ayant concédé une augmentation de 8%.

Il reste néanmoins très bas par rapport à l'Europe. Le SMI brut est de 1.467 euros en France mais de 618 euros au Portugal.

Le taux de chômage, après un pic à 27% début 2013, a fortement reculé mais reste le deuxième plus élevé de la zone euro après la Grèce, à 16,4% au troisième trimestre.

La réforme du travail adoptée en 2012 par le gouvernement de Mariano Rajoy a contribué au reflux du chômage au prix d'une grande précarisation.

L'Espagne détient également le record de la proportion de contrats temporaires dans la zone euro, avec près d'un contrat sur trois. AFP 26.12

[Haut de page ↗](#)

Le 30 décembre 2017

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(31 pages\)](#)

J'avais oublié de télécharger la causerie de novembre dans le serveur.

En somme, la page d'accueil du portail pourrait faire office de programme politique.

Se réclamer du socialisme ou du communisme implique qu'on a adopté consciemment une méthode pour interpréter l'évolution de l'homme, de la société, du monde, de la nature, le matérialisme dialectique et historique, ce qui signifie nullement qu'on le maîtriserait ; qu'on a intégré un ensemble de valeurs, de principes, etc. qu'on applique en toute circonstance, encore faut-il avoir acquis une vision parfaitement claire des différents acteurs qui interviennent dans la société ; qu'on s'est doté d'un idéal humaniste qui s'identifie avec l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les représentations idéologiques auxquelles elle avait donné le jour, abolition pour laquelle nous oeuvrons quotidiennement, à condition de discerner leur rôle pour ne pas y être soi-même subordonné.

A tout prendre, cet engagement n'est pas plus contraignant que les conditions d'existence qu'on nous impose de subir, qui plus est, il permet d'avoir un avant-goût de la liberté qui nous est si chère et qu'on ne peut savourer qu'en la partageant ou en aidant le plus grand nombre à y accéder ou d'en faire l'expérience. Si vous vous demandiez quel intérêt individuel on en tirerait, vous avez là la réponse, comme quoi il n'y a rien d'inavouable dans nos intentions ou notre démarche, que par ailleurs nous assumons totalement.

Dès notre naissance, leur société nous impose une multitude de rapports dans lesquels nous devons nous fondre et reproduire, qui forment notre mode pensée et notre comportement, comme s'ils existaient de toute éternité ou qu'il serait impossible d'en changer. Et si elle a bien prévu que nous devrions en être un des acteurs ou y remplir une fonction sociale, en revanche elle a omis de nous demander laquelle ou notre avis, elle dispose de notre destin en ne nous accordant pas le droit d'en changer, c'est la raison pour laquelle elle a exclu qu'on puisse la contrôler ou déterminer son orientation, l'engagement politique en comblant cette lacune est à la fois légitime et une nécessité. Il devrait être aussi naturel que la fonction sociale que nous remplissons, ce qu'ont parfaitement intégré ou conscience nos ennemis.

Ce n'est pas seulement le travail qui est aliéné en régime capitaliste, mais tous les rapports qui en découlent, de sorte que l'engagement politique est étranger au travailleur ou ne lui vient pas spontanément à l'esprit, ce qui revient à abdiquer ses droits ou à admettre qu'il est normal que ses besoins ou aspirations ne soient pas satisfaits, pour finalement se laisser gouverner dans une relative nonchalance ou insouciance dont profitent ceux qui ont juré sa perte ou lui pourrissent la vie.

[Faites tomber les masques. Qui est plus royaliste que le roi ?](#)

En parlant de Hollande, qui a exprimé un regret à haute voix ou s'est laissé à un aveu en disant : "*Il ridiculise la fonction présidentielle*".

Réponse : Alexis Corbière, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis, invité politique de franceinfo, vendredi 29 décembre. francetvinfo.fr 29.12

Si vous aviez un doute sur leurs réelles intentions à s'attaquer à la Ve République, vous n'en aurez plus dorénavant, merci monsieur Corbière.

Ils osent tout. Au temps des Facebook-présidents ou Premier ministre.

Comment une cellule secrète de Facebook manipule les opinions publiques par Shelley Kasli - Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Extrait.

Un article récent de Bloomberg a révélé comment une cellule secrète de Facebook a permis la création d'une armée de Trolls [1] à la faveur de nombreux gouvernements de par le monde, y compris en Inde, sous forme de propagande numérique visant à manipuler les élections [2].

Sous les projecteurs, suite au rôle qu'a joué son entreprise Facebook comme plate-forme de propagande politique, son co-fondateur, Mark Zuckerberg, a riposté, déclarant que sa mission transcendait les clivages partisans. (En Marche, quoi ! - LVOG) (...)

Le problème est exacerbé lorsque Facebook se pose comme pilier de la démocratie de façon anti-démocratique. Freedom House, une pseudo-ONG basée aux États-Unis, militant pour la démocratie dans le monde [4], rapporte en novembre dernier qu'un nombre grandissant d'États « manipulent les réseaux sociaux afin de saper les fondements de la démocratie » [5]. Cela se traduit par des campagnes de diffamation, de harcèlement ou de propagande, discrètement soutenues par le gouvernement, visant à imposer sa version des faits, réduire la dissidence au silence et renforcer le pouvoir. (...)

Voici succinctement comment tout cela fonctionne. De nombreux sites et portails web de légitimité et financement divers reçoivent des publicités flottantes. Des contenus bien spécifiques sont créés pour différentes catégories de personne basés sur leur région, leur idéologie, leur âge, leur religion... qui sont mélangés à une vaste quantité de contenu érotique noyant le véritable objectif. Ce contenu fallacieux est ensuite injecté dans le réseau social et des groupes spécifiques sont ciblés par le biais d'outils analytiques développé par des entreprises de pointe. À mesure que cette fausse information se répand, elle acquiert petit à petit sa dynamique propre et finit par être reprise par une personnalité quelconque — célébrité, politicien et même parfois un journaliste. Ce qui advient ensuite est pure folie.

Que ce soit par choix ou par ignorance, les médias dominants commencent à diffuser ce tissu de mensonges, consacrant l'intégralité de leurs revues de presse à l'analyse de ces fausses informations : qui a dit quoi et pourquoi et bla bla bla... au lieu de chercher à vérifier l'authenticité de ces dernières. Du fait du caractère sensationnel de ces canulars et aussi parce qu'ils sont relayés par des personnalités influentes, cette vision faussée du monde va se répandre dans le monde réel, pour témoins les victimes de lynchage. Sans contrôle, ce phénomène de désinformation pourrait contaminer toute l'opinion publique. Nous arriverons à un moment où il sera quasiment impossible de distinguer le vrai du faux, le fait de la fiction, avec la société tout entière se radicalisant en différentes factions opposées sur la base de mensonges.

[1] En argot Internet, un Troll désigne ce qui vise à générer des polémiques. Il peut s'agir d'un message (par exemple sur un forum), d'un débat conflictuel dans son ensemble ou de la personne qui en est à l'origine.

[2] "How Facebook's Political Unit Enables the Dark Art of Digital Propaganda", Lauren Etter, Vernon Silver & Sarah Frier, Bloomberg, December 21, 2017.

[3] "India's Fake News Industry & Mob Lynchings", Great Game India News, July 6, 2017.

[4] « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2004.

[5] "Freedom on the Net 2017. Manipulating Social Media to Undermine Democracy", Freedom House, November 14, 2017.

Un article à télécharger, à lire, à diffuser, à conserver précieusement. Enfin, tout le monde doit maintenant avoir compris pourquoi ils ont mis Internet à la portée de tous et ils ont créé les réseaux numériques dits sociaux ou antidémocratiques.

La plupart des gens ont la faiblesse de croire que lorsque les capitalistes ou les gouvernements adoptent une mesure qui en apparence leur serait favorable, ils oeuvreraient à leur bien-être ou ils seraient animés de bonnes intentions à leur égard, fatale illusion ou erreur.

Ils n'ont pas à l'esprit que la lutte de classe que les capitalistes ou les gouvernements mènent contre eux est permanente, parce que leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables ou opposés, parce qu'ils correspondent à la place que chacun occupe au sein des rapports sociaux de production, d'un côté ceux qui détiennent le pouvoir, les dominants, les exploités, les rentiers, les oppresseurs, de l'autre ceux qui n'en ont aucun, les dominés, les exploités, les esclaves, les opprimés, et il en est ainsi 24h/24, 365j/365, chaque minute, chaque seconde qui passe pendant notre sommeil ou lorsque nous sommes éveillés, c'est ainsi que la société est faite et qu'elle fonctionne qu'on l'admette ou non.

Si les hommes sont capables de ressentir ou d'exprimer des émotions, ce n'est pas le cas du capitalisme et de ses représentants qui les exploiteront pour nous tromper et parvenir à leur fin. Ceux qui attribuent des vertus au capitalisme au-delà du rôle historique qu'il a joué dans le passé et qui est épuisé depuis longtemps font preuve d'ignorance, voilà tout.

Facebook et Cie. sont des représentations idéologiques qu'ils utilisent pour que les peuples adhèrent à leur idéologie afin de conserver leur pouvoir, elles n'ont pas d'autres fonctions. Elles s'adressent à l'immense masse des ignorants ou des travailleurs qui n'ont pas acquis une conscience de classe, et qui pour cette raison sont vulnérables et peuvent être facilement manipulés dès lors qu'on les flatte ou on exploite leurs faiblesses.

Ceux qui ont cru un jour que les réseaux numériques étaient une avancée démocratique feraient bien de s'interroger sur leurs propres illusions, et de revoir la méthode qu'ils utilisent pour interpréter la situation ou le monde dans lequel ils vivent. Un conseil d'ami ou de camarade.

Ci-dessous, je reproduis une partie de cet article qui concernait l'Inde où je n'ai pas incluse dans les extraits précédents pour ne pas nous distraire de l'essentiel.

Des armées de Trolls en Inde

Le marché indien est sans doute le plus porteur aujourd'hui pour Facebook, surpassant celui des États-Unis. Le nombre d'utilisateurs y croît deux fois plus vite ; sans tenir compte des 200 millions d'Indiens qui utilisent le service de messagerie WhatsApp, soit plus que partout ailleurs dans le monde.

À l'époque des élections indiennes de 2014, Facebook avaient déjà travaillé pendant plusieurs mois sur diverses campagnes. Modi a grandement profité du soutien de Facebook et de WhatsApp pour recruter des volontaires qui, à leur tour, ont répandu le message sur les réseaux sociaux. Depuis son élection, son nombre d'abonnés a augmenté de 43 millions ; deux fois plus que celui de Trump.

Dans les semaines qui ont suivi l'élection de Modi, Zuckerberg et sa directrice d'exploitation Sheryl Sandberg se sont tous deux déplacés en Inde dans le but de développer un projet controversé concernant un service internet gratuit qui, provoquant de vives protestations, a finalement dû être abandonné. Katie Harbath et son équipe sont aussi venus en Inde animer des sessions de formation auxquelles ont participé plus de 6 000 hauts-fonctionnaires.

À mesure que Modi voyait son influence grandir dans les réseaux sociaux, ses abonnés se sont lancés, sur Facebook et WhatsApp, dans une campagne de harcèlement de ses rivaux politiques. L'Inde est devenu un foyer de désinformation, avec notamment la propagation d'un canular qui a conduit à des émeutes causant la mort de plusieurs personnes. Le pays est aussi devenu un endroit extrêmement dangereux pour les partis d'opposition et les journalistes. Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Il se peut que ces 43 millions d'Indiens n'existent pas ou qu'ils se soient uniquement connectés sur un des comptes de Modi, et qu'il les présente comme des "abonnés" ou des partisans, à la manière de LRM et LFI en France, pour lesquels il avait suffi que des centaines de milliers de personnes visitent leurs portails pour les transformer en autant d'adhérents ou de sympathisants qui par la suite se sont volatilisés !

En revanche, si cela s'avérait exact, il faudrait en déduire que les réseaux numériques sont devenus les instruments de propagande les plus sophistiqués et puissants destinés à piétiner l'expression de la démocratie. Ils sont en mesure d'influencer une campagne électorale dont les règles étaient déjà pipées, c'est en somme une nouvelle règle qui s'ajoute à celles déjà existantes, apparemment encore plus efficace ou redoutable pour fausser les résultats d'une élection.

Pour un peu ils répondent à la question de savoir si on doit y participer ou les boycotter et nous rendent service, à condition d'en tenir compte, ce qui n'est pas donné d'avance, puisque on est en droit de penser que nos dirigeants qui liront cet article n'en tireront aucune leçon, ils doivent encore considérer ce genre d'information comme une émanation de la théorie du complot. On verra bien.

[Par ordonnance. Voilà jusqu'où ils poussent le cynisme, le sadisme, car ils y prennent manifestement du plaisir.](#)

- Les fausses surprises de la réforme du code du travail - Libération

C'est parti ! Et à grands coups d'étonnements plutôt étonnants. Peugeot, Pimkie, le Figaro ou encore les Inrocks... les entreprises profiteraient d'un «effet d'aubaine» lié à la nouvelle législation du travail pour se séparer d'une partie de leurs salariés. En envisageant des «ruptures conventionnelles collectives», nouveau dispositif prévu par les ordonnances Pénicaud, ces entreprises procéderaient à des «licenciements déguisés», pouvant conduire, préviennent certains, à des «vagues de licenciements».

La réalité est plus prosaïque. Les entreprises ne «profitent» pas de la loi. Elles appliquent la loi. Et les quelques annonces de recours à ce nouveau dispositif ne devraient être qu'un début. Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter à sa petite sœur, la rupture conventionnelle individuelle, dite «rupture à l'amiable», dont le succès ne cesse de se confirmer, depuis sa création, en 2008... par les partenaires sociaux eux-mêmes. Leur nombre, désormais, atteint quasiment le demi-million par an. Et pour cause : elle protège l'employeur d'un recours en justice tout en laissant au salarié le bénéfice de l'assurance chômage. De fait, la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions. Pourquoi donc en serait-il différemment avec les ruptures conventionnelles collectives (RCC) ? Certes, le plan de départ volontaire (PDV) permettait déjà, dans le cadre d'un plan social, d'apaiser l'éventuelle conflictualité d'une procédure de réduction d'effectifs. Sauf que la RCC va encore plus loin, en permettant à l'employeur de se passer d'une justification économique, de réembaucher sans délai les profils qui lui seyant, tout en allégeant ses obligations d'accompagnement et de reclassement. Pourquoi donc se priver ? Le recours à la RCC devra cependant faire l'objet d'un accord majoritaire, rappelle à juste titre le gouvernement. Comme toujours dans pareils cas, les compensations pour le salarié dépendront donc du rapport de force dans l'entreprise entre les organisations syndicales et l'employeur.

Mais aussi surprenant que cela puisse paraître, la loi est faite pour être utilisée. Et à ceux qui considéraient la réforme du code du travail comme un obscur débat juridique entre spécialistes pourraient vite être rattrapés par la réalité. Quid demain de l'éventuelle application, dans certaines branches, de la dérégulation des CDD, du contrat de projet ou d'opération, de la suppression, dans certaines entreprises, du 13e mois, des primes ou autres compléments de rémunération ? Quid de l'allègement de la procédure de licenciement, du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif ? Les «surprises» ne font sans doute que commencer. Libération 29 décembre 2017

Le journaliste de Libération jubile !

Voilà ou conduit la collaboration de classe, le dialogue social, le corporatisme : "la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions.". Et à la fin de cette procédure, comme si elle avait mis en présence de bons et vieux amis, les deux parties arborent un grand sourire et se serrent la main en se souhaitant bonne chance et bonne continuation.

[Ils osent tout. Vive l'oligarchie, vive l'impérialisme américain !](#)

Bien que cela ne transpire pas de chaque proposition, en lisant attentivement l'article suivant on est bien obligé de constater que le Réseau Voltaire ne cache pas son enthousiasme pour Trump, même s'il doit admettre et regretter que sa politique s'inscrive dans le prolongement de ses prédécesseurs. Quand un acteur ou une organisation soi-disant indépendante ou démocratique est pro capitaliste, elle est bien obligée de soutenir l'un ou l'autre de ses représentants sans vraiment se soucier du sort des peuples qui subiront les conséquences de sa politique, son engagement politique ou sa bonne conscience ne va pas jusque là.

- La Stratégie militaire de Donald Trump par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En rupture avec celles de ses prédécesseurs, la Stratégie de Sécurité nationale du président Donald Trump abandonne la gestion du monde et trace la voie du redressement économique et social des États-Unis. Ce projet, parfaitement cohérent, représente un changement brutal que son cabinet devra imposer à l'ensemble de son administration. Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En réalité Trump prend acte que les États-Unis doivent composer avec ses concurrents, et qu'ils ne sont pas la seule puissance ou plutôt que d'autres puissances influencent l'orientation du capitalisme mondial tout en ayant adopté des modèles de société différents de ceux des États-Unis. Mais il n'abandonne rien, bien au contraire.

Qu'entend-il par "l'ensemble de son administration", l'ensemble des acteurs qui jouent un rôle important dans la politique américaine, précisons, indépendant de Trump et du gouvernement, en fait depuis longtemps le Pentagone, la CIA, la Fed (qui inclut Wall Street et les plus puissants banquiers), le CFR déterminent la politique économique, politique, militaire des États-Unis, et quand ils ne dictent pas leur politique au président, ils s'arrangent pour neutraliser, parasiter ou saboter la sienne, de sorte qu'il finit toujours par leur manger dans la main.

Cet article très dense est remarquable car il mêle confusion et lucidité, et on reconnaît au premier coup d'oeil que cette confusion a consisté à tordre la réalité pour uniquement justifier la survie du capitalisme, qui demeure l'horizon indépassable de son auteur à défaut d'admettre la nécessité historique de l'abolir pour passer au socialisme. Plus on avance dans la lecture de cet article, et plus on en vient à se demander s'il croit vraiment ce qu'il a écrit ou s'il ne serait pas de mauvaise foi, tant Trump ne fait que

poursuivre la politique d'Obama.

Quand les Américains saisissent l'occasion de l'élection d'un nouveau président pour tenter de sortir du borbier syrien et irakien ou modifier leur tactique au Moyen-Orient, Meyssan appelle cela un changement de politique ou une rupture, alors que leur orientation demeure fondamentalement la même.

De la même manière, le délabrement économique et social aux Etats-Unis a atteint un tel niveau qu'il constitue dorénavant une menace pour la stabilité du régime, il est donc normal qu'à un moment donné ceux qui gouvernent décident de procéder à un replâtrage pour qu'il ne s'effondre pas.

Les deux exemples que nous venons de voir confirment qu'il n'y avait rien de tel qu'un gouvernement composé d'oligarques et de militaires pour mener à bien ce tournant tactique, sans changer quoi que ce soit à l'orientation stratégique fixée par les sommets de l'oligarchie et que l'auteur ignore ou dont il ne rend pas compte. D'autres profitent de ces modifications purement tactiques pour expliquer que les Etats-Unis auraient perdu leur hégémonie sur le monde sans tenir compte que ce sont leurs entreprises transnationales ou multinationales qui ont pris le relais. L'analyse de ce facteur par Meyssan est également erronée.

RV - Durant les mandats de George Bush Jr. et de Barack Obama, les documents décrivant la Stratégie de Sécurité nationale partaient du principe que les États-Unis étaient l'unique super-puissance au monde. Ils pouvaient mener « la guerre sans fin » de l'amiral Arthur Cebrowski, c'est-à-dire détruire systématiquement toute organisation politique dans les zones déjà instables de la planète, à commencer par le « Moyen-Orient élargi ». Les présidents indiquaient leurs projets pour chaque région du monde. Les Commandements combattants unifiés n'avaient qu'à appliquer ces instructions.

LVOG - En réalité, c'était exactement l'inverse. Pour être plus précis, les prédécesseurs de Trump interprétaient les besoins exprimés par les différents cercles de pouvoir, qui de leur côté agissaient à leur guise sans que leurs activités ne correspondent forcément avec les intentions qu'ils avaient affichées, donc en tant qu'organisations indépendantes sans avoir à tenir du discours du président en place qui était mis devant le fait accompli, ce qu'on a pu observer le 11 septembre 2001 par exemple. Quant à leur indépendance, on a pu le vérifier en Syrie quand des djihadistes armés par la CIA mitraillèrent des djihadistes armés par le Pentagone.

RV - La Stratégie de Sécurité nationale de Donald Trump rompt presque complètement avec cette littérature. Elle conserve certains éléments mythologiques des mandats précédents, mais tente avant tout de repositionner les États-Unis comme la République qu'ils étaient en 1791 (c'est-à-dire au moment du compromis de la Bill of Rights) et non plus comme l'Empire qu'ils sont devenus le 11 septembre 2001.

LVOG - Ici l'auteur admet à demi-mot ou "presque" que Trump va poursuivre la politique belliqueuse et impérialiste de Bush et Obama qui date pour ainsi dire de la fondation des Etats-Unis et non de 2001. Et la stratégie américaine n'a jamais été guidée par des considérations " mythologiques", qui au mieux ne sont que des représentations idéologiques incarnant les besoins de la première puissance capitaliste mondiale.

RV - Le rôle de la Maison-Blanche, de sa diplomatie et de ses forces armées n'est plus d'ordonner le monde, mais de protéger « les intérêts du peuple états-unien ».

LVOG - Trump en protecteur et bienfaiteur du peuple américain, bravo, il fallait oser le soutenir !

RV - Dès son introduction, Donald Trump marque sa différence avec ses prédécesseurs en dénonçant les politiques de « changement de régime » et de « révolution démocratique mondiale » adoptées par Ronald Reagan et conduites au sein des administrations successives par de hauts-fonctionnaires trotskistes. Il réaffirme la realpolitik classique, celle d'Henry Kissinger par exemple, fondée sur des « nations souveraines ».

LVOG - Ces politiques de « changement de régime » ont leurs limites ou ne résolvent finalement rien, et elles ne peuvent pas être appliquées partout, ni indéfiniment, elles sont inopérantes dans les pays qui en auraient le plus besoin du point de vue américain, aussi depuis quatre décennies ils ont développé des instruments qui permettent d'aboutir au même résultat, en douceur, l'oligarchie est parvenue à prendre directement le pouvoir dans la plupart des puissances occidentales, Macron en est la meilleure illustration. L'oligarchie est parvenue à s'emparer de tous les pouvoirs, dans le pire des cas elle les contrôle sans qu'aucun obstacle se dresse sur son chemin. Elle concentre dorénavant une telle puissance, qu'elle est en mesure d'influencer la politique de n'importe quel gouvernement, et dans le cas contraire ou de résistance elle recourt à la méthode de la canonniers ou du coup d'Etat.

Quant à l'amalgame entre républicains et trotskistes qui est une fixation chez Meyssan, il est aussi pertinent que traiter Soral de communiste, alors qu'il est d'extrême droite ! Peut-être qu'il s'en sert pour faire oublier ses propres errements ou justifier les tribunes qu'il avait accordées à Marine Le Pen, que je n'avais pas publiées évidemment. Quand un dirigeant politique change de camp et l'assume, la moindre des choses c'est d'en tenir compte. On peut voir aussi dans ce besoin compulsif d'associer d'ex-trotskystes à cette pourriture de républicains américains, une reconnaissance cette fois mal assumée que le

trotskyisme constituait la seule véritable opposition organisée face au capitalisme dans lequel se reconnaît Meyssan, une fois le trotskysme traîné dans la boue, qu'est-ce qui reste pour affronter le capitalisme, rien, personne, le capitalisme a le champ libre, ouf il est sauvé !

RV - Le lecteur gardera cependant à l'esprit que certaines agences intergouvernementales des « Cinq yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), comme la National Endowment for Democracy, restent dirigées par des trotskistes.

LVOG - C'est à se demander si cette obsession ne lui sert pas de gage de fidélité envers ses employeurs. Chacun admettra que pour diriger cette façade de la CIA, il faut avoir adopté l'idéologie capitaliste et avoir fait ses preuves, donc avoir rompu tout lien avec le mouvement ouvrier qui n'existe pas pour Meyssan, ce qui est normal puisqu'il nie que le prolétariat serait destiné à jouer un rôle historique qui revient forcément aux puissants et à l'élite qui les sert et dont il fait partie ou devant lesquels il se prosterne. Il en devient ridicule, grotesque.

RV - Donald Trump distingue trois types de difficultés auxquelles son pays doit faire face :

- D'abord la rivalité de la Russie et la Chine ;
- Puis, l'opposition des « États-voyous » (Corée du Nord et Iran) dans leurs régions respectives ;
- Enfin, la mise en cause du droit international à laquelle se livrent à la fois les mouvements jihadistes et les organisations criminelles transnationales.

LVOG - Il semblerait que ce soit plutôt certaines institutions américaines comme la CIA, la NSA, le Pentagone, etc. qui remettent en cause le "droit international" si cher à Meyssan, la preuve en est, que dès qu'elles cessent de soutenir "les mouvements jihadistes", ils cessent pratiquement d'exister, c'est ainsi que le nombre de barbares opérant en Syrie serait passé de 80 à 100.000 à 1.000 ou 3.000 selon les sources.

Là encore il déforme la réalité, car le "droit international" a été institué pour contrôler la politique des différents Etats, à l'exception notoire des Etats-Unis et Israël qui le violent sans cesse.

RV - Bien qu'il considère lui aussi les États-Unis comme l'incarnation du Bien, contrairement à ses prédécesseurs, il ne diabolise pas ses rivaux, adversaires et ennemis, mais tente de les comprendre.

Il reprend alors son slogan « America First ! » pour en faire sa base philosophique. Historiquement, cette formule reste associée au soutien au nazisme, mais ce n'était pas son sens originel. Il s'agissait initialement de rompre avec la politique atlantiste de Roosevelt : l'alliance avec l'Empire britannique pour gouverner ensemble le monde.

LVOG - Trump, "l'incarnation du Bien", philosophe ! A-t-il dénoncé le coup d'Etat de Maïdan à Kiev en Ukraine fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices néonazis ?

RV - Le lecteur se souvient que le premier cabinet de l'administration Obama accordait une place démesurée aux membres de la Société des pèlerins (aucun rapport avec la Société du Mont-Pèlerin), c'est-à-dire à un club très privé, présidé par la reine Elizabeth II. C'est ce groupe qui a piloté l'après-crise financière de 2008.

Pour mener cette politique de retour aux principes républicains de 1791 et d'indépendance face aux intérêts financiers britanniques, Donald Trump pose quatre piliers :

- La protection du peuple états-unien, de sa patrie et de son mode de vie ;
- La prospérité des États-Unis ;
- La puissance de ses armées ;
- Le développement de son influence.

Il n'imagine donc pas sa stratégie contre ses rivaux, ses adversaires et ses ennemis, mais en fonction de son idéal républicain et indépendantiste.

LVOG - C'est un saint homme, un progressiste, un vrai démocrate ! En fait Trump n'a qu'un ennemi et il était utile de le rappeler : le prolétariat mondial et en premier lieu le prolétariat américain.

RV - Pour éviter les méprises, il précise que s'il estime que les États-Unis sont un exemple pour le monde, il n'est ni possible, ni souhaitable d'imposer leur mode de vie aux autres ; d'autant que celui-ci ne saurait être considéré comme «

l'aboutissement inévitable du progrès ». Il ne conçoit pas les relations internationales comme le règne des États-Unis sur le monde, mais comme la recherche d'une « coopération réciproque » avec ses partenaires .

Les quatre piliers de la doctrine America First de Sécurité nationale

LVOG - Là Meyssan nous prend pour des andouilles. Si vous observez le mode de vie d'un Indien et d'un Américain, vous vous apercevrez qu'ils sont semblables par leurs contenus et différents dans leurs formes, et j'irai même jusqu'à dire que l'Indien à une longueur d'avance sur l'Américain en terme d'esclavage.

RV - - La protection du peuple états-unien suppose avant tout le rétablissement des frontières (terrestre, aériennes, maritimes, spatiales et cyber-spatiales) progressivement détruites par les globalistes.

LVOG - Parce qu'il va mettre au pas "les globalistes", les GAFA, les multinationales américaines, la NSA qui surveille le monde entier ?

RV - Les frontières sont censées permettre aussi bien de lutter contre les armes de destruction massive des groupes terroristes et criminels, que de contenir les pandémies et l'entrée de drogues ou de lutter contre l'immigration illégale. À propos des frontières cyber-spatiales, Donald Trump note la nécessité de sécuriser l'Internet en priorisant successivement la Sécurité nationale, l'Énergie, les Banques, la Santé, les Communications et les Transports. Mais tout cela reste assez théorique.

LVOG - Il faut entendre par "la nécessité de sécuriser l'Internet", l'instauration de la censure sous prétexte de fake news, le renforcement de la surveillance de ses utilisateurs pour mieux contrôler et conditionner la population, la sécurité des banques, etc. n'étant qu'un faux prétexte pour justifier des mesures liberticides à venir, et ce n'est pas "théorique" puisqu'on en a déjà eu un avant-goût quand des articles de certains portails ou blogs ont disparu des moteurs de recherche, voire l'expérience de WSWS par exemple.

RV - Alors que depuis Richard Nixon, la lutte contre les drogues était sélective, visant non pas à tarir les flux, mais à les orienter vers certaines minorités ethniques, Donald Trump répond à un besoin nouveau. Conscient de l'effondrement de l'espérance de vie des seuls hommes blancs sous Barack Obama, du désespoir qui s'en est suivi et de l'épidémie d'opioïdes qu'il a provoquée, il considère la lutte contre les cartels comme une question de survie nationale.

LVOG - On aurait préféré qu'il s'inquiète de "l'espérance de vie" des Afro-américains qui était inférieure à celle des "hommes blancs". Qui peut croire un instant que Trump aurait l'intention d'affronter les puissants cartels de la chimie et de l'industrie pharmaceutique ? Pourquoi pas du pétrole et de l'agro-alimentaire pendant qu'on y est, puisqu'ils sont responsables de l'état de santé déplorable des Américains.

RV - Abordant la lutte contre le terrorisme, il n'est pas clair si, après la destruction du Califat, il évoque soit des « loups solitaires » qui poursuivent le combat après la défaite finale, comme ce fut le cas avec des groupes Waffen SS après la chute du Reich, soit le maintien du dispositif britannique du jihadisme. Si cette seconde hypothèse est la bonne, il s'agirait d'un net recul par rapport à ses déclarations d'intention durant sa campagne électorale et les premiers mois de son mandat. Il conviendrait alors d'éclaircir comment ont évolué les relations entre Washington et Londres, ainsi que les conséquences de ce changement sur la gestion de l'Otan.

LVOG - Merci, on avait compris qu'avec Trump rien n'était clair ou plutôt que tout était très clair.

RV - Quoiqu'il en soit, on relèvera un étrange passage du texte selon lequel : « Les États-Unis travailleront avec leurs alliés et partenaires pour dissuader et perturber d'autres groupes qui menacent la patrie — incluant des groupes sponsorisés par l'Iran comme le Hezbollah libanais ».

LVOG - En effet, c'est "étrange" qu'on puisse imaginer que Trump pourraient rompre avec l'économie de guerre dont à tant besoin la machine capitaliste.

RV - Pour toutes les actions anti-terroristes, Donald Trump envisage des alliances ponctuelles avec d'autres puissances, y compris la Russie et la Chine.

LVOG - La plus-value prodigieuse dégagée par le complexe militaro-industriel et le marché exponentiel de la sécurité partout dans le monde s'additionne et participe à la concentration des richesses entre les mains de quelques centaines d'oligarques, donc toutes les puissances ou tous les États engagés dans des guerres ou la guerre au terrorisme sur leur territoire sont les bienvenus.

RV - Enfin concernant la résilience des États-Unis, il valide le programme de « Continuité du gouvernement », alors même que celui-ci fut le bénéficiaire du coup d'État du 11-Septembre. Cependant, il pose que des citoyens engagés et informés sont le fondement de ce système, ce qui semble écarter la réédition d'un tel événement.

LVOG - Après l'élection de Macron suivant ce modèle, on a du mal à y croire. A l'entendre Trump s'engagerait à combattre l'ignorance du peuple sans laquelle aucun régime ne tiendrait plus de 24h, ma foi, Trump doit être trotskyste ! Et Meyssan aussi !

RV - - Concernant la prospérité des États-Unis, condition du développement de ses capacités de Défense, Donald Trump est un champion du « rêve américain », de l'« État minimum », de la théorie du « ruissellement de la richesse » du haut vers le bas. Il conçoit donc une économie basée sur le libre-échange et non sur la financiarisation. Renversant l'idée communément admise que le libre-échange fut un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, il affirme qu'il n'est équitable à terme pour les premiers acteurs que si les nouveaux en acceptent les règles. Il pose que plusieurs États —dont la Chine— bénéficient de ce système sans jamais avoir eu l'intention d'adopter ses valeurs.

LVOG - Libre-échange est un oxymore puisque c'est le plus puissant qui impose sa politique aux plus faibles, ou le plus riche au plus pauvre. Pourquoi Trump concevrait-il une économie basée sur la financiarisation puisque c'est un fait accompli, à moins qu'il envisage de démanteler les plus puissantes banques ou institutions financières qui sont liées aux multinationales et qui dictent leur loi au marché ou à l'ensemble de l'économie. Les "nouveaux" accepteront les "règles" qui sont fixées par la puissance dominante, sinon qui dicte les lois qui régissent le libre-échange, l'épicier du coin ? La Chine a adopté les valeurs et les règles du capitalisme, c'est suffisant, d'autant plus qu'elle est la principale détentrice des obligations américaines, elle finance les guerres de l'Empire...

RV - C'est sur cette base —et non sur l'analyse de l'apparition d'une classe transnationale de super-riches— qu'il s'appuie pour dénoncer les accords commerciaux multilatéraux.

LVOG - Entourloupe, il peut les dénoncer maintenant que cette "classe transnationale de super-riches" détient le pouvoir.

RV - Il poursuit en annonçant la dérégulation de tous les secteurs où l'intervention de l'État n'est pas nécessaire. Parallèlement, il planifie la lutte contre toutes les interventions des États étrangers et de leurs entreprises nationalisées susceptibles de fausser les échanges équitables avec les États-Unis.

LVOG - Il poursuit donc la politique de ses prédécesseurs.

RV - Il entend développer la recherche théorique et ses applications techniques, soutenir les inventions et les innovations. Il prévoit pour cela des conditions d'immigration particulières et avantageuses afin d'organiser « la fuite des cerveaux » aux États-Unis. Considérant le savoir-faire acquis, non comme un moyen de percevoir un péage sur l'économie mondiale au travers de brevets, mais comme le moteur de l'économie US, il entend créer un fichier de Sécurité nationale de ces techniques et les protéger pour maintenir son avance.

LVOG - On est donc toujours dans une logique hégémonique. Il n'a aucun mérite à vouloir "développer la recherche théorique et ses applications techniques" etc. puisque la machine capitaliste a besoin en permanence de créer de nouveaux besoins...

RV - Enfin, traitant de l'accès aux sources d'énergie, il observe que pour la première fois les États-Unis sont auto-suffisants. Il met en garde contre les politiques initiées au nom de la lutte contre le réchauffement climatique qui impliquent de limiter l'usage d'énergie. Donald Trump ne traite pas ici de la financiarisation de l'écologie, mais pose clairement un caillou dans le jardin de la France, promoteur de la « verdisation de la finance ». Replaçant cette question dans un cadre plus général, il affirme que les États-Unis soutiendront les États victimes de chantages à l'énergie.

LVOG - Maintenant qu'on en sait un peu plus sur la manière dont ils manipulent le climat pour soutenir la thèse ou le lobby du "réchauffement climatique", ce facteur est secondaire. La pollution ambiante dans les villes depuis les années 50, ainsi que le recours massif à l'industrie chimique dans l'agriculture ou l'alimentation, sans oublier l'industrie pharmaceutique, sont sans doute responsables de dérèglements neuronaux ou neurologiques ou de cancers.

RV - - Affirmant que les États-Unis s'ils ne sont plus la seule super-puissance sont toujours la puissance dominante, il pose comme objectif central de sécurité le maintien de cette prééminence militaire, selon l'adage romain Si vis pacem, para bellum [1].

LVOG - Cela confirme ce que nous avons dit plus haut, et la suite plus loin aussi. Et puis fabriquer des armes, c'est une chose, mais faut-il encore qu'elles servent à quelque chose, non ?

RV - Il observe d'abord que « La Chine cherche à exclure les États-Unis de la région indo-pacifique, à étendre la portée de son modèle économique dirigé par l'État, et à réorganiser la région à son avantage ». Selon lui, Pékin est en train de se doter des secondes capacités militaires au monde (sous l'autorité du général Xi Jinping) en s'appuyant sur le savoir-faire des États-Unis.

De son côté, « La Russie cherche à rétablir son statut de grande puissance et à établir des sphères d'influence à ses frontières ». Pour cela, elle « tente d'affaiblir l'influence des États-Unis dans le monde et de les séparer de leurs alliés et partenaires. Elle

perçoit l'Otan et l'Union européenne comme des menaces ».

Il s'agit de la première analyse des buts et des moyens des rivaux des États-Unis. À la différence de la « doctrine Wolfowitz », la Maison-Blanche ne considère plus l'Union européenne comme un compétiteur, mais comme le volet civil de l'Otan. Rompant avec la stratégie de sabotage économique de l'Union européenne de George Bush Sr. et de Bill Clinton, Donald Trump pose la possibilité de coopérer avec les rivaux (que sont désormais la Russie et la Chine), mais uniquement « en position de force ».

LVOG - Après avoir exigé que les pays de l'UE augmentent leur contribution au budget de l'OTAN, qui se fournira en armement auprès du complexe militaro-industriel américain, en guise de "volet civil", Trump considère davantage l'UE comme un client ou le "volet" économique de l'OTAN.

RV - La période actuelle voit le retour de la compétition militaire, à trois cette fois. Connaissant la tendance des militaires à préparer la guerre précédente et non pas à imaginer la prochaine, il convient de repenser l'organisation et la dotation des armées en conservant à l'esprit que les rivaux se positionneront dans des domaines qu'ils choisiront. On observera que ce n'est pas dans ce chapitre que Donald Trump évoque le talon d'Achille du Pentagone, mais beaucoup plus haut dans le texte. C'est dans son introduction, à un moment où le lecteur est absorbé par des considérations philosophiques, qu'il a fait mention des nouvelles armes russes et notamment de leur capacité à inhiber les commandes et contrôles de l'Otan.

Le Pentagone doit renouveler son arsenal, à la fois en quantité et en qualité. Il doit abandonner l'illusion selon laquelle sa supériorité technologique (en réalité, dépassée face à la Russie) pourrait pallier son infériorité en nombre d'hommes. Suit alors une longue étude des domaines d'armement, y compris nucléaire, à moderniser.

LVOG - Obama prévoyait de consacrer 1.000 milliards de dollars lors de la prochaine décennie à cette "modernisation" de l'armement nucléaire, donc là non plus rien de changer.

RV - Donald Trump entend inverser le fonctionnement actuel de l'industrie de Défense. Alors qu'elle tente de vendre ses produits à l'État fédéral, il souhaite que l'État fédéral lance des offres et que les industriels répondent à ses nouveaux besoins. On sait qu'aujourd'hui, l'industrie de Défense n'a plus les ingénieurs nécessaires pour réaliser de nouveaux projets. L'échec du F-35 en est l'exemple le plus frappant. Le changement que le président appelle de ses vœux suppose donc l'organisation préalable de la « fuite des cerveaux » vers les États-Unis qu'il a déjà évoquée.

En matière de Renseignement, il reprend les théories de son ancien conseiller de Sécurité nationale, le général Michaël Flynn. Il veut repositionner non seulement la Defense Intelligence Agency, mais toute la « communauté du Renseignement ». L'objectif n'est plus de savoir localiser à tout moment tel ou tel chef terroriste, mais d'être capable d'anticiper les évolutions stratégiques de ses rivaux, adversaires et ennemis. Il s'agit d'abandonner l'obsession du GPS et des gadgets high tech pour revenir à l'analyse.

LVOG - Abandonner une obsession ne signifie pas forcément abandonner son objet, on voit mal la « communauté du Renseignement » abandonner ce qui justifiait les crédits colossaux qui lui était alloué.

RV - Enfin, il considère le département d'État comme un outil permettant de créer un environnement positif pour son pays, y compris avec ses rivaux. Ce n'est plus ni le moyen d'étendre les intérêts des multinationales qu'il avait été sous George Bush Sr. et Bill Clinton, ni l'ordonnateur de l'Empire qu'il fut sous Bush Jr. et Barack Obama. Il convient que les diplomates US retrouvent une certaine habileté politique.

LVOG - Etendre " les intérêts des multinationales", implanter un maximum de bases militaires dans le monde, c'est fait, il est donc logique de passer à la phase suivante qui réclamera filouterie ou langue de bois...

RV - - Le chapitre consacré à l'influence des États-Unis explicite la fin de la « globalisation » du « mode de vie américain ». Les États-Unis ne chercheront pas à imposer leurs valeurs aux autres. Ils traiteront tous les peuples à égalité et valoriseront ceux qui respectent l'état de droit.

LVOG - Au regard de la manière dont il traite le peuple américain et sa conception de l'état de droit, on est en droit de penser qu'il s'agit uniquement d'une déclaration d'intention sans lendemain.

RV - De manière à encourager les pays qui souhaitent devenir partenaires, mais qui ont des investissements dirigés par l'État, il prévoit de leur offrir des alternatives facilitant la réforme de leur économie.

LVOG - Quelle généreuse intention, pour un peu il serait philanthrope ! Tenez, comme avec le Brésil qui est en train de s'attaquer aux retraites, un bon élève de Trump.

RV - Concernant les organisations inter-gouvernementales, il annonce qu'il refusera de céder la moindre souveraineté si elle doit être partagée avec des pays mettant en cause les principes constitutionnels US ; une allusion directe à la Cour pénale

internationale par exemple. Il ne dit rien par contre de l'extraterritorialité de la Justice états-unienne qui viole les principes constitutionnels d'autres pays.

Enfin, reprenant la longue tradition issue du compromis de 1791, il affirme que les États-Unis continueront à secourir ceux qui luttent pour la dignité humaine ou pour la liberté religieuse (à ne pas confondre avec la liberté de conscience). Une application qui reste à définir

LVOG - Personne n'est pas parfait, pas même Trump, quel dommage !

RV - Ce n'est qu'après ce long exposé que Donald Trump aborde l'application régionale de sa doctrine. Aucune nouveauté n'est annoncée ici, sinon une alliance avec l'Australie, l'Inde et le Japon pour contenir la Chine et lutter contre la Corée du Nord.

Tout au plus apprend-on deux nouvelles approches du Moyen-Orient. L'expérience de Daesh a montré que le principal problème n'est pas la question israélienne, mais celui de l'idéologie jihadiste. Et ce que Washington reproche à l'Iran, c'est de perpétuer le cycle de la violence par son refus de la négociation.

LVOG - Effectivement, le principal problème ne peut pas être la question israélienne puisque leur relation est au beau fixe depuis qu'il a accordé à Jérusalem le statut de capitale de l'Etat sioniste, mais par contre cela peut être la question palestinienne qui ici passe à la trappe. Quant à "l'idéologie jihadiste" ou wahhabite, elle doit être moins encombrante que les barbares qui l'ont adoptée à leur initiative.

RV - Par défaut, le lecteur comprend que le Pentagone doit abandonner le projet de l'amiral Arthur Cebrowski que Donald Rumsfeld imposa le 11-Septembre. La « guerre sans fin » est terminée. La tension devrait non seulement ne pas s'étendre dans le monde, mais redescendre au Moyen-Orient élargi.

LVOG - En attendant la "tension" est palpable dans tous les pays occidentaux ou dans une multitude de pays dans le monde et elle n'est pas près de redescendre puisque tous les peuples sont soumis à des politiques d'austérité.

RV - La doctrine de Sécurité nationale de Donald Trump est extrêmement construite, au plan historique (on voit l'influence du général Jim Mattis) et au plan philosophique (suivant l'ancien conseiller spécial Steve Bannon). Elle se fonde sur une analyse rigoureuse des défis à la puissance états-unienne (conforme aux travaux du général H. R. McMaster). Elle valide les coupes budgétaires du département d'Etat (opérées par Rex Tillerson). Contrairement à la doxa des journalistes US, l'administration Trump a réussi là une synthèse cohérente se démarquant nettement des visions précédentes.

LVOG - Sur le dos de qui ? L'oligarchie avait le choix entre laisser les différentes institutions américaines agir pour leur propre compte parfois au détriment des autres ou coordonner leurs efforts pour parvenir aux mêmes objectifs.

RV - Cependant, l'absence de stratégie régionale explicite atteste de l'ampleur de la révolution en cours. Rien ne prouve que les chefs militaires appliqueront dans leurs domaines respectifs cette nouvelle philosophie. D'autant que l'on observait, il y a quelques jours encore, la collusion entre les Forces US et les jihadistes en Syrie.

LVOG - L'impression qui se dégage de tout cela, c'est que les Etats-Unis sont devenus ingouvernables au détriment de son peuple et au profit de l'oligarchie qui craint d'en perdre le contrôle.

[1] "Si tu veux la paix, prépare la guerre".

www.voltairenet.org/article199158.html

En complément, une illustration et une réflexion.

"Comme jadis."

- Les États-Unis signent un protocole secret avec Israël - Réseau Voltaire

Il s'agirait de la mise en œuvre de la stratégie anti-iranienne annoncée le 13 octobre par le président Trump.

Ce Protocole ne change rien sur le fond aux accords préexistants. (...) il atteste que l'administration Trump —comme jadis l'administration Nixon— est pro-israélienne pour des raisons stratégiques... Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Dans un article publié par le blog Les-Crises.fr à propos de Trump et des Etats-Unis, j'ai relevé le

passage suivant :

- Des journaux de gauche comme Dissent et Jacobin se sont efforcés de justifier l'impulsion trotskyste à la violence politique. De cette façon, le néoconservatisme, la variante américaine du trotskysme, n'est pas encore morte, il reste une idéologie zombie qui hante le pays.

Un internaute lui a répondu :

- *"le néo conservatisme, la variante américaine du trotskysme" cette assertion d'une insondable bêtise (voir les positions du groupe "Spark") suffit à décrédibiliser son auteur."*

C'est dommage pour le Réseau Voltaire et particulièrement pour Thierry Meyssan.

[A tous ceux qui en appellent régulièrement à l'ONU \(LFI, PCF, etc.\) A bas l'ONU! Rupture avec l'ONU !](#)

En 1947, l'ONU a adopté la Résolution 181 qui plaçait Jérusalem sous l'administration de l'ONU. Ce devait être une ville régie par un « régime international spécial ». Les pays du monde entier ont reconnu Jérusalem comme un endroit unique au monde, un endroit précieux pour les grandes religions abrahamiques et qui se trouve au cœur des tensions qui secouent le nouvel État d'Israël, les Palestiniens exilés et occupés, et les États arabes voisins.

Au cours des années passées, il y a eu sept votes au Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la Loi de Jérusalem de 1980, qui proclame la ville capitale « éternelle et indivisible » d'Israël. La Résolution 478, la première de ces résolutions, a été adoptée en 1980 à l'unanimité, avec une abstention des États-Unis. (Trump et Balfour même combat par Vijay Prashad — arretsurinfo.ch 26 décembre 2017)

[Leur version de la démocratie correspond à un Etat policier.](#)

- Notre État policier toujours plus meurtrier, par Chris Hedges - Truthdig publié par Les-Crises.fr 28.12

Aucune des réformes, ni la formation accrue, ni les programmes de diversité, ni l'approche communautaire, ni des gadgets comme les caméras corporelles n'ont permis d'atténuer la violence policière meurtrière des États-Unis, en particulier contre les personnes de couleur pauvres. Les forces policières aux États-Unis – qui, selon le Washington Post, ont tué 782 personnes cette année – sont des monstruosités militarisées et irresponsables qui répandent la peur et la terreur dans les communautés pauvres. En comparaison, la police anglaise et galloise a tué 62 personnes en 27 ans entre le début des années 1990 et la fin de l'année 2016.

Les policiers sont devenus des prédateurs dévoyés dans les communautés pauvres. En vertu des lois américaines sur la confiscation, la police saisit sans discrimination de l'argent, des biens immobiliers, des automobiles et d'autres biens. Dans de nombreuses villes, la circulation, le stationnement et d'autres amendes ne sont guère plus que de l'extorsion légalisée qui finance le gouvernement local et transforme les prisons en prisons pour dettes.

En raison d'un système judiciaire défaillant, des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes sont jetés en prison, souvent pour des délits non violents. Des équipes d'intervention du SWAT [Special Weapons and Tactics : unité spécialisée existant dans les principales polices aux États-Unis, NdT] équipées d'armes militaires font irruption dans des habitations souvent sous mandat pour des infractions non violentes, tirant parfois sur les personnes à l'intérieur. Les policiers à la gâchette facile tirent plusieurs balles dans le dos d'hommes et de femmes désarmés et sont rarement accusés de meurtre. Et pour les Américains pauvres, les droits constitutionnels fondamentaux, y compris le droit à une procédure régulière, ont de fait été abolis il y a des décennies.

L'ouvrage de Jonathan Simon intitulé « Governing Through Crime » et livre de Michelle Alexander intitulé « The New Jim Crow » [« La couleur de la Justice », NdT] soulignent que ce qui est défini et ciblé comme une activité criminelle par la police et les tribunaux est en grande partie déterminé par l'inégalité raciale et la classe sociale, et surtout par le potentiel des groupes ciblés de causer de l'agitation sociale et politique. La politique criminelle, comme l'écrit le sociologue Alex S. Vitale dans son nouveau livre, « The End of Policing », est structurée autour de l'utilisation de la répression pour gérer les « classes dangereuses », déguisée en système de justice.

En même temps, le système de justice pénale refuse de tenir les banques, les sociétés et les oligarques de Wall Street pour responsables des crimes qui ont causé des dommages incalculables à l'économie mondiale et à l'écosystème. Aucun des banquiers qui ont commis des actes massifs de fraude et qui ont été responsables de l'effondrement financier en 2008 n'a été emprisonné, même si leurs crimes ont entraîné un chômage généralisé, des millions d'expulsions et de saisies, des sans-abri, des faillites et le pillage du Trésor américain pour renflouer les spéculateurs financiers aux frais des contribuables. Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions ridicules, comme la vente de cigarettes à l'unité – ce qui a conduit Eric Garner à être étranglé par un policier de New York en 2014 – alors que des crimes d'une ampleur épouvantable, qui anéantissaient 40 pour cent de la richesse mondiale,

sont traités par des contrôles administratifs timides, des amendes symboliques et l'application des lois civiles.

Les distorsions grotesques du système judiciaire et la guerre agressive menée par la police contre les pauvres ne feront qu'empirer sous la présidence de M. Trump et du procureur général Jeff Sessions. Il y a eu un recul des restrictions imposées par le président Barack Obama en 2015 au programme 1033, une mesure prise par le Congrès en 1989 qui permet le transfert du gouvernement fédéral aux forces de police locales d'armes militaires, y compris des lance-grenades, des véhicules blindés de transport de troupes et des mitrailleuses de calibre 50. Depuis 1997, le ministère de la Défense a remis aux services de police un matériel militaire d'une valeur stupéfiante de 5,1 milliards de dollars

L'administration Trump ressuscite également des prisons privées dans le système carcéral fédéral, accélérant la soi-disant guerre contre la drogue, bourrant les tribunaux de juges d'extrême droite chargés de l'ordre public et qui prêchent la politique clivante de la punition et du châtement. Les syndicats de policiers adoptent avec enthousiasme ces actions, voyant en elles un retour à la mentalité du Far West qui a caractérisé la brutalité des services de police dans les années 1960 et 1970, lorsque les radicaux, en particulier les radicaux noirs, ont été assassinés en toute impunité par les forces de l'ordre. La Garde Prétorienne des élites, comme dans tous les systèmes totalitaires, sera bientôt hors d'atteinte de la loi. Comme l'écrit Vitale dans son livre, « Notre système de justice pénale est devenu une gigantesque usine de vengeance. »

Les arguments – y compris celui raciste sur les « superprédateurs » [« superpredator » : Jeune commettant maints crimes violents parce qu'il a été élevé sans morale., NdT] – utilisés pour justifier le renforcement du pouvoir policier n'ont aucune crédibilité, comme en témoignent la violence armée dans le sud de Chicago, l'échec lamentable de la guerre contre les drogues et le développement massif du système carcéral au cours des 40 dernières années. Le problème n'est pas tant dans les techniques et les procédures de maintien de l'ordre que dans le recours croissant à la police comme forme de contrôle social pour étayer un système de capitalisme d'entreprise qui a transformé les travailleurs pauvres en serfs modernes et abandonné des pans entiers de la société. Le gouvernement ne tente plus d'atténuer les inégalités raciales et économiques. Au lieu de cela, il criminalise la pauvreté. Il a transformé les pauvres en une source de profits supplémentaire pour les riches.

« En conceptualisant le problème du maintien de l'ordre comme un problème de formation et de professionnalisation inadéquates, les réformateurs ne parviennent pas à comprendre comment la nature même du maintien de l'ordre et du système judiciaire a servi à maintenir et à exacerber l'inégalité raciale », écrit M. Vitale. « En invoquant un "ordre public" sans préjugés raciaux, ils renforcent un système qui désavantage les personnes de couleur sur le plan structurel. À la racine, ils ne comprennent pas que la nature fondamentale de la police, depuis ses origines premières, est d'être un outil pour gérer les inégalités et maintenir le statu quo. Les réformes policières qui ne tiennent pas compte directement de cette réalité sont vouées à la reproduire. ... Des policiers bien formés qui suivent les procédures appropriées arrêteront quand même des gens principalement pour des délits mineurs, et ce fléau continuera de tomber principalement sur les communautés de couleur, car c'est ainsi que le système est conçu pour fonctionner – non pas en raison des préjugés ou des incompréhensions des agents. »

Dans une entrevue récente, M. Vitale m'a dit : « Nous menons une guerre contre la drogue depuis 40 ans en mettant les gens en prison pour des peines toujours plus longues. Pourtant, les drogues sont moins chères, plus faciles à obtenir et de meilleure qualité que jamais. N'importe quel lycéen américain peut se procurer n'importe quelle drogue. Pourtant, nous persistons dans cette idée que la solution au problème de la drogue et à bien d'autres problèmes sociaux passe par l'arrestation, les tribunaux, les peines, les prisons. C'est à cela que joue Trump. Cette idée que le seul rôle approprié de l'État est celui de la coercition et des menaces – que ce soit dans le domaine de la politique étrangère ou dans le domaine domestique. »

Comme l'écrit Vitale dans son livre, les forces de police n'ont pas été constituées pour assurer la sécurité publique ou prévenir le crime. Elles ont été créées par les classes possédantes pour maintenir leur domination économique et politique et exercer un contrôle sur les esclaves, les pauvres, les dissidents et les syndicats qui contestaient l'emprise des riches sur le pouvoir et la capacité d'amasser des fortunes personnelles. Bon nombre des techniques policières américaines, y compris la surveillance à grande échelle, ont été mises au point et perfectionnées dans les colonies des États-Unis, puis ramenées aux services de police de la nation. Les Noirs du Sud devaient être contrôlés, et les syndicats et les socialistes radicaux du Nord-Est et du Middle West industriels devaient être brisés.

Le rôle fondamental de la police n'a jamais changé. Paul Butler dans son livre « Chokehold: Policing Black Men » et James Forman Jr. dans son livre « Locking Up Our Own: Crime and Punishment in Black America » font écho au message de Vitale selon lequel la guerre contre les drogues « n'a jamais porté sur la santé ou la sécurité publiques. Il s'agit d'offrir une couverture à des policiers agressifs et inquisiteurs qui ciblent presque exclusivement les gens de couleur. »

« Les gens évoquent souvent la police métropolitaine de Londres, formée dans les années 1820 par Sir Robert Peel », déclare Vitale. « Elle est présentée comme cet idéal libéral d'une police impartiale et politiquement neutre ayant l'appui des citoyens. Mais c'est une mauvaise interprétation de l'histoire. Peel fut dépêché pour gérer l'occupation britannique de l'Irlande. Il fut confronté à un dilemme. Historiquement, les soulèvements paysans, les révoltes rurales étaient traités par la milice locale ou l'armée britannique. Dans le sillage des guerres napoléoniennes, alors qu'il y avait de soldats dans d'autres parties de l'Empire britannique, il éprouva de plus en plus de difficultés à gérer ces troubles. De plus, lorsqu'il appela la milice, elle ouvrit souvent le feu sur la foule et tua de nombreuses personnes, créant des martyrs et aggravant les troubles. Il mit sur pied la Peace Preservation Force, qui fut la première tentative de créer une force militaire civile hybride qui pouvait tenter de conquérir

la population en s'implantant dans les communautés locales et en assumant certaines fonctions de contrôle de la criminalité, mais son but premier était toujours de gérer l'occupation. Il exporta ensuite ce modèle à Londres, alors que les classes ouvrières industrielles inondaient la ville, affrontant la pauvreté, les cycles de boom et de ralentissement de l'économie, et cela devint leur mission première. »

« La création de la toute première police d'État aux États-Unis a été la Pennsylvania State Police en 1905 », déclare Vitale. « Pour les mêmes raisons. Elle a été calquée sur le modèle des forces d'occupation américaines aux Philippines. Il y avait un va-et-vient entre le personnel et les idées. Ce qui s'est passé, c'est que la police locale n' a pas été en mesure de gérer les grèves dans les industries du charbon et du fer. [...] On avait besoin d'une police plus attachée aux intérêts du capital. [...] Il est intéressant de noter que, pour ces petits agents de police de petites villes minières, il y avait parfois de la sympathie. Ils ne voulaient pas ouvrir le feu sur les grévistes. La police d'État a donc été créée pour être le bras armé de la loi. Encore une fois, le lien direct entre le colonialisme et la gestion domestique des travailleurs.[...] C'est un échange bidirectionnel. Au fur et à mesure que nous développons des idées dans le cadre de nos propres entreprises coloniales, nous les faisons connaître, puis nous les affinons et les renvoyons à nos partenaires dans le monde entier, qui sont souvent des régimes despotiques entretenant des relations économiques étroites avec les États-Unis. Il y a une histoire très triste ici, où les États-Unis exportent essentiellement des modèles de police qui se transforment en escadrons de la mort et en horribles violations des droits de la personne. »

Le recours presque exclusif à une police militarisée pour lutter contre les profondes inégalités et les problèmes sociaux fait des quartiers pauvres de villes comme Chicago de mini-États en déliquescence, des États où les jeunes hommes et femmes démunis rejoignent un gang pour assurer leur sécurité et avoir un revenu, et se livrent à des guerres contre d'autres gangs et la police. La politique des « fenêtres brisées » transfère le fardeau de la pauvreté sur les pauvres. Il criminalise les infractions mineures, soutenant que le désordre produit la criminalité et revenant sur des décennies de recherches sur les causes de la criminalité.

« Au fur et à mesure que la pauvreté s'aggrave et que les prix des logements augmentent, l'aide gouvernementale au logement abordable s'est évaporée, laissant dans son sillage une combinaison de refuges pour sans-abri et d'un maintien de l'ordre agressif axé sur les fenêtres brisées », écrit M. Vitale. « Au fur et à mesure que les établissements de santé mentale ferment leurs portes, les forces de l'ordre deviennent les premiers intervenants à demander de l'aide en cas de crise de santé mentale. Comme les jeunes sont laissés sans écoles, sans emplois ou sans installations récréatives adéquates, ils forment des gangs pour se protéger mutuellement ou participent au marché noir des biens volés, de la drogue et du sexe pour survivre et sont impitoyablement criminalisés. Le maintien de l'ordre moderne est en grande partie une guerre contre les pauvres qui ne fait pas grand-chose pour rendre les gens plus sûrs ou les collectivités plus fortes, et même quand il le fait, cela s'accomplit grâce aux formes les plus coercitives de pouvoir étatique qui détruisent la vie de millions de personnes. »

L'offensive accélérée contre les pauvres et l'omnipotence croissante de la police signalent notre transformation en un État autoritaire dans lequel les riches et les puissants ne sont pas soumis à l'État de droit. L'administration Trump ne promouvra aucune des conditions susceptibles d'améliorer cette crise – logements abordables, emplois bien rémunérés, écoles sûres et accueillantes qui n'exigent pas de frais de scolarité, meilleurs établissements de santé mentale, transports publics efficaces, reconstruction de l'infrastructure du pays, forces de police démilitarisées dans lesquelles la plupart des policiers ne portent pas d'armes, soins de santé universels et financés par le gouvernement, fin des prêts prédateurs et des pratiques contraires à l'éthique des grandes entreprises ; et des compensations pour les Afro-Américains, ainsi que la fin de la ségrégation raciale. Trump et la plupart de ceux qu'il a nommés à des postes de pouvoir méprisent les pauvres comme un poids mort sur la société. Ils accusent les populations sinistrées de leur propre misère. Ils cherchent à assujettir les pauvres, en particulier ceux de couleur, par la violence policière, des formes toujours plus dures de punition et un déploiement du système carcéral.

« Nous avons besoin d'un système efficace de prévention et de contrôle de la criminalité dans nos collectivités, mais ce n'est pas ce qu'est le système actuel », écrit Alexander dans « The New Jim Crow ». [...] « Le système est plutôt conçu pour créer la criminalité, et une classe perpétuelle de gens étiquetés criminels. [...] Dire que l'incarcération de masse est un échec lamentable n'a de sens que si l'on suppose que le système de justice pénale est conçu pour prévenir et contrôler la criminalité. Mais si l'incarcération de masse est comprise comme un système de contrôle social – en particulier de contrôle racial – alors le système est une formidable réussite. »

Source : Truthdig, Chris Hedges, 22-10-2017

[En dictature oligarchique. Harcèlement, menace, culpabilité. Haro sur les fainéants, les profiteurs ! A bas les jeux !](#)

Ils veulent instaurer un service de travail obligatoire comme sous le IIIe Reich nazi en contraignant tout homme ou femme en âge de travailler d'accepter n'importe quelles conditions de travail, et assurer le suivi quotidien de leur recherche d'emploi en constituant un fichier digne du carnet de travail institué sous le régime de Vichy.

Quand vous vous retrouvez au chômage comme cela m'est arrivé plus d'une fois, c'est que vous l'avez bien voulu, c'est de votre faute. C'est comme l'étudiant qui ne peut pas s'inscrire en faculté, c'est forcément parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté. Et quand vous êtes pauvre, c'est parce que vous jetez l'argent par la fenêtre. Bref, dans tous les cas de figure c'est vous le

coupable des difficultés que vous rencontrez ou de votre situation, mais certainement pas la société (capitaliste) telle qu'elle est ordonnée ou fonctionne. La politique du chef de l'Etat ou du gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs n'en portent aucune responsabilité.

C'est à vous de vous adapter à la situation que vous rencontrez, quitte à faire toujours plus de sacrifices ou sacrifier carrément vos aspirations, votre famille, vos enfants, vous devez accepter que votre mode de vie régresse en ayant la satisfaction d'échapper à pire encore, estimez-vous heureux! Si vous vous êtes trouvé au mauvais endroit au mauvais moment et qu'on vous impose un mauvais traitement en conséquence, vous n'allez tout de même pas accuser la société ou le gouvernement d'en être responsable, franchement. Qui alors ? Personne. Mais vous, vous n'êtes pas rien, vous êtes bien une personne. Justement, peut-être que vous avez pris de mauvaises décisions au cours de votre vie, peut-être que vous n'avez pas rencontré ou fréquenté les bonnes personnes, bref, c'est bien vous qui vous êtes orienté dans cette direction qui vous a conduit où vous en êtes, alors cessez de vouloir en accuser les autres, un peu de dignité s'il vous plaît, assumez vos erreurs et acceptez humblement d'en payer le prix, et vous vous verrez que vos difficultés s'aplaniront en faisant preuve d'un peu de patience... En réalité, vous finirez par vivre avec puisque vous n'aurez pas eu le choix et vous n'en verrez jamais bout, ils tablent sur votre lassitude pour accepter le traitement indigne qu'ils vous ont réservé.

Pendant que les inégalités se creusent ou que la concentration des richesses entre quelques mains s'accélère, ils nous traitent en délinquants, en parias, ils répriment ceux qu'ils ont exclus de la société ou mis au rebut et ils les traitent en déchets qu'ils entendent retraiter à bon marché au marché aux esclaves, après avoir adopté de nouvelles lois scélérates contre le droit du travail.

Les droits pour les patrons, les devoirs pour les travailleurs... Mais, mais, comment s'égosille le pauvre type sous influence, vous vous méprenez, les travailleurs ont des droits. Oui, vous avez raison, sauf celui d'avoir un travail et un salaire décent et c'est bien là l'essentiel, non ?

- Etre au chômage donne "droits et devoirs", martèle Maillard (LREM) - AFP

Etre au chômage donne "droits et devoirs", a martelé mercredi le député La République en marche Sylvain Maillard, commentant des informations du Canard enchaîné selon lesquelles le gouvernement envisage de durcir certaines sanctions dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage.

"Les droits c'est d'avoir une formation beaucoup plus efficace (...) mais, à côté de ça, on a des devoirs: le devoir de chercher en permanence un emploi ou d'accepter un emploi qui correspond à (sa) qualification, ou en tout cas à ses espérances de travail" a rappelé M. Maillard sur RTL.

Selon une note confidentielle du ministère du Travail citée par l'hebdomadaire satirique, une recherche insuffisante, un refus de formation ou un refus de deux offres d'emploi jugées raisonnables, entraîneraient une réduction des allocations de 50% pendant deux mois. En cas de récurrence, ces allocations seraient supprimées pour une durée de deux mois.

En outre, chaque demandeur d'emploi devra remplir un "rapport d'activité mensuel", listant l'ensemble des démarches effectuées pour favoriser son retour à l'emploi, selon cette note.

Concernant le rapport d'activité, le député de Paris a indiqué que "l'idée n'est pas de fliquer" le demandeur d'emploi. "C'est aussi d'être derrière lui en lui disant "la société vous donne une indemnité chômage (...) mais vous avez le devoir de montrer que vous faites vraiment action de recherche d'emploi". Droits et devoirs".

M. Maillard a estimé qu'il y avait "un besoin d'être un peu plus encadré, d'être plus suivi", ajoutant : "quand vous êtes en recherche d'emploi vous avez aussi besoin d'avoir presque un coach derrière vous". AFP 27 décembre 2017

"la société vous donne une indemnité chômage", est-ce vraiment cela que les travailleurs attendent de la société ? Ne serait-ce pas plutôt un vrai travail avec un salaire décent ? Si votre société n'est pas en mesure de lui donner, elle doit disparaître avec son système économique et vous avec !

[Florilège de la libréaction.](#)

Quand on sait qu'il n'a absolument aucun pouvoir, aucune liberté de parole...

- «Le Président utilise finalement les médias, mais il en garde le contrôle» - Liberation.fr

Plus réactionnaire tout court...

- Emmanuel Macron, un monarque à la Giscard plus conservateur que libéral - Liberation.fr

Loi travail, surveillance des chômeurs, mesures sécuritaires... Le chef de l'Etat épouse finalement bien plus la dérive droitière de la seconde période du mandat de VGE que son libéralisme sociétal. Liberation.fr

Le vomis qu'ils vous conseillent en guise de menu pour le réveillon de la Saint-Sylvestre.

- Brigitte Macron look, y es-tu ? Un réveillon tout en bastons «Balance ton porc» Des rires gras avec la couenne Obsèques de Johnny Les Champs du cygne Les végétariens Tiens, voilà du boudin ! Cantat et Polanski à découvert ou frontal ? - Liberation.fr

«Libération» vous fournit quelques pistes de débats pour animer la table de la Saint-Sylvestre. Liberation.fr

C'était peut-être juste histoire de vous souhaiter de passer une mauvaise soirée ou de vous pourrir la vie jusqu'au bout... Comme dirait Maduro (Au Premier ministre canadien) : Allez vous faire foutre !

On a mieux comme sujet "de débats" : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Cette formule va très bien à M. Maillard !

Et aux écologistes qui soutiennent le capitalisme.

[Au secours la planète se réchauffe !](#)

- Jusqu'à -50 degrés en Amérique du Nord, des chutes de neige record - HuffPost FR

Des chutes de neige record et une vague de froid polaire prolongée glaçaient l'Amérique du Nord ce mercredi 27 décembre, où les habitants luttent contre des températures allant jusqu'à -50°C.

Dans l'Etat de New York, le gouverneur Andrew Cuomo a mis en garde contre cette vague de froid qui doit durer jusqu'au 2 janvier. Les températures devraient tomber jusqu'à -40°C dans le nord de l'Etat à partir de jeudi. Le froid s'accompagne également de chutes de neige record.

A Erié, non loin des chutes du Niagara et dont le lac sert de frontière naturelle avec le Canada, il est tombé 1,5 mètre de neige en seulement 48 heures.

Selon les données des services météo américains, les 86 cm de neige tombés le jour de Noël sont un record absolu pour la ville, loin devant les 51 cm du 22 novembre 1956. Sur les deux jours, du lundi au mardi à 17h locales, la chute de 1,5 mètre de neige a également pulvérisé un record de 1958.

Sur l'ensemble du mois, les 245 cm de neige cumulée ont là aussi battu un record, faisant de décembre le mois le plus neigeux de l'histoire d'Erié.

La vague de froid est encore plus extrême au Canada, où le nord de l'Ontario devrait lui aussi connaître un record avec des températures à -50°C.

"Des froids qui s'installent aussi longtemps et sur une étendue aussi grande, de mémoire, je n'en ai jamais connu", a affirmé à l'AFP Alexandre Parent, météorologue de l'agence fédérale Environnement Canada. Selon lui, bien plus que le thermomètre, c'est l'étendue de la vague de froid et sa durée qui rendent cet épisode exceptionnel.

L'agence fédérale a publié des avertissements de froid extrême lié à une poussée de l'air arctique pour les provinces du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. HuffPost FR 29.12

[Roumanie. Désinformation et manipulation des faits. L'UE ou la dictature des juges.](#)

[I - La réalité falsifiée de l'UE.](#)

- Roumanie/justice: le Premier ministre fait un geste envers les manifestants AFP 27 décembre 2017

Le Premier ministre roumain Mihai Tudose a reçu mercredi des membres des ONG et des représentants de la société civile qui protestent depuis des semaines contre une réforme décriée de la justice, sans toutefois obtenir un arrêt des manifestations.

"Nous avons exhorté M. Tudose à demander l'avis de la Commission de Venise (un organe du Conseil de l'Europe, ndlr) et à

proroger dans l'intervalle l'entrée en vigueur des lois de la justice", a déclaré Mihai Politeanu, de l'association Initiativa Romania, à l'issue de cette réunion.

Le Premier ministre social-démocrate doit "assumer ses responsabilités et utiliser les leviers dont il dispose pour mettre un terme aux dérapages" qui menacent l'indépendance de la justice, a-t-il estimé.

Le Parlement dominé par la gauche a approuvé la semaine dernière trois propositions de loi qui font craindre une réduction de l'indépendance des magistrats et une restriction des prérogatives du Parquet anticorruption (DNA), extrêmement actif dans les poursuites envers les élus soupçonnés de corruption, et très populaire parmi les Roumains. AFP 27 décembre 2017

II - Les faits réels.

- Laughland dénonce la procédure de sanction de la Commission EU contre la Pologne - RT 22 décembre 2017

John Laughland, directeur des études à l'institut de la démocratie. (Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=41ReVoXP0u4>)

Transcription. Extrait.

Le gouvernement précédent avait essayé de remplir la Cours constitutionnelle par des juges nommés par elle-même dans l'esprit de pouvoir continuer ainsi sa propre hégémonie politique. Cette hégémonie politique, elle a pu la construire, le précédent gouvernement, parce que cette Cours constitutionnelle polonaise a des pouvoirs très considérables, notamment de révoquer des lois votées par le Parlement. Donc le nouveau pouvoir a considéré qu'il y avait un déséquilibre institutionnel majeur, entre d'une part le Parlement, qui est bien évidemment élu et l'expression de la volonté du peuple, et d'autre part une Cours constitutionnelle composée de quinze juges, dont il suffit que trois votent contre une loi pour qu'elle ne soit pas appliquée. Alors il y a là bien évidemment un déséquilibre préoccupant sur le plan démocratique, puisque normalement c'est le Parlement qui fait la loi et non pas les juges. RT 22.12

En France, c'est le Conseil constitutionnel qui possède ce statut ou qui remplit cette fonction antidémocratique.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération est un institut de réflexion (think-tank) basée à Paris avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC (le Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies) depuis 2015.

John Laughland, Directeur des Etudes, est philosophe et historien. De nationalité britannique, auteur de nombreux ouvrages, il a été commentateur sur les affaires internationales pour la presse britannique et internationale. Il écrivait dans les colonnes de The Spectator, The Guardian, The Mail on Sunday, The Times, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung et d'autres journaux de renom. Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université d'Oxford, il a reçu l'habilitation à diriger des recherches en France à l'Université de Marne la Vallée en 2003. Il a été maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris de 1991 à 1995 et il a enseigné à l'Université Paris – III et à l'Université Saint Pie V à Rome. Il parle anglais, français, allemand, italien et russe. (Source : <http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation>)

Iran. Désinformation et présentation frauduleuse des faits.

I - La propagande occidentale.

- Nouveaux rassemblements antigouvernementaux en Iran - Reuters

La police anti-émeutes iranienne a dispersé vendredi des manifestants protestant contre le gouvernement dans la ville de Kermanshah (ouest), rapporte l'agence de presse semi-officielle Fars, au lendemain d'autres rassemblements hostiles au président Hassan Rohani dans le nord-est du pays.

Des manifestations ont également été signalées à Téhéran et dans d'autres grandes villes du pays.

Ces rassemblements interviennent dans un contexte de mécontentement croissant contre la politique économique du gouvernement ou encore l'intervention coûteuse de l'Iran dans les conflits en Syrie ou en Irak.

A Kermanshah, où plus de 600 personnes ont péri lors d'un séisme le mois dernier, quelque 300 manifestants se sont rassemblés aux cris de "Liberté pour les prisonniers politiques" ou "La liberté ou la mort". Des bâtiments publics ont été endommagés, a déclaré l'agence Fars.

D'autres rassemblements ont eu lieu à Sari et Racht dans le nord du pays, à Qom au sud de Téhéran et Hamadan dans l'ouest

du pays, d'après des images postées sur les réseaux sociaux dont Reuters n'a pu vérifier l'authenticité.

A Téhéran, une cinquantaine de personnes se sont réunies sur une place, et la plupart ont accepté de quitter les lieux à la demande de la police, hormis quelques manifestants qui ont été "temporairement arrêtés", a déclaré Mohsen Nasj Hamadani, directeur adjoint de la sécurité pour la province de Téhéran.

A Ispahan (centre), un habitant joint par téléphone a déclaré que des manifestants avaient rejoint un rassemblement organisé par des ouvriers d'usine pour réclamer des arriérés de salaires.

"Les slogans sont rapidement passés de l'économie à des slogans hostiles au (président Hassan) Rohani et au guide suprême (l'ayatollah Ali Khamenei)", a déclaré ce témoin.

A Qom, fief du clergé chiite, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à Khamenei. "Seyyed Ali devrait avoir honte et quitter seul le pays", ont chanté les protestataires.

Jeudi, une manifestation a déjà eu lieu à Mashhad, deuxième ville d'Iran, contre la hausse des prix et le gouvernement, au cours de laquelle une cinquantaine de personnes ont été arrêtées.

Les manifestations à caractère politique sont rares en Iran, où les forces de sécurité sont omniprésentes. Les derniers rassemblements antigouvernementaux de grande ampleur ont eu lieu en 2009 pour protester contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

L'ayatollah conservateur Ahmad Alamolhoda, un proche du guide suprême de la Révolution islamique Ali Khamenei, a réclamé davantage de fermeté contre les manifestants.

"Si les services chargés du maintien de l'ordre laissent les émeutiers livrés à eux-mêmes, les ennemis publieront des vidéos et des photos dans les médias et diront que le système de la République islamique a perdu sa base révolutionnaire à Mashhad", a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'agence Irna.

Alamolhoda a également déploré que des manifestants aient selon lui profité d'un rassemblement contre la hausse des prix pour crier leur hostilité au rôle de Téhéran dans les guerres régionales.

"Dans une foule de plusieurs centaines de personnes, un groupe n'excédant pas 50 personnes a crié des slogans déviants et affreux tels que 'Quittons la Palestine', 'ni Gaza, ni Liban, je ne donnera ma vie que pour l'Iran', " a déclaré l'ayatollah.

Certaines vidéos diffusées sur internet montrent aussi des manifestants criant "Mort à Rohani" ou "Mort au dictateur".

Le vice-président Eshaq Jahangiri, allié de Hassan Rohani, a laissé entendre que les conservateurs radicaux opposés au chef de l'Etat pourraient être à l'origine de ces manifestations.

"Quand un mouvement social et politique est lancé dans la rue, ceux qui l'ont déclenché ne seront plus forcément capables de le contrôler par la suite. Ceux qui sont derrière ces événements se brûleront les doigts", a-t-il déclaré, cité par l'agence Irna.

La télévision d'Etat a indiqué que des rassemblements annuels et des événements sont prévus samedi pour commémorer les manifestations progouvernementales de 2009 contre les réformistes.

L'accord conclu en 2015 par Hassan Rohani avec le groupe P5+1 sur la limitation du programme nucléaire iranien en échange d'un assouplissement des sanctions économiques tarde à faire sentir ses effets.

De nombreux Iraniens estiment que leur situation ne parvient pas à s'améliorer en raison de la corruption et de la mauvaise gestion publique.

Selon l'institut iranien de la statistique, le taux de chômage s'établit à 12,4% sur l'année fiscale, en hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente.

Environ 3,2 millions d'Iraniens sont sans emploi sur une population de 80 millions d'habitants. Reuters 30 décembre 2017

II- Le rétablissement des faits.

Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien - Réseau Voltaire

D'importantes manifestations ont eu lieu le 28 décembre 2017 dans le Khorassan (région d'Iran à la frontière afghane). Les protestataires dénonçaient le chômage, la corruption du gouvernement et la baisse du niveau de vie.

Les principales villes touchées ont été Mecchad (sanctuaire de l'imam Reza et troisième agglomération du pays), Birjand, Kashmar et Nishapur.

Selon les images disponibles, les foules ont scandé : « Pas à Gaza, pas au Liban, ma vie c'est en Iran ! », « Mort à Rohani ! » et dans certains cas « Mort au dictateur ! ».

Contrairement à la présentation qu'en font les médias occidentaux, ces manifestations n'ont rien à voir avec la « révolution verte » de 2009. À l'époque, il s'agissait de renverser le président Mahmoud Ahmadinejad et de le remplacer par un pro-US. Les protestations se tenaient presque exclusivement à Téhéran et Isfahan. Elles étaient surtout le fait de la bourgeoisie aisée. Au contraire, les derniers événements sont très populaires. Les manifestations sont principalement dirigées contre cheikh Hassan Rohani qui avait promis la levée des sanctions dès la signature de l'accord 5+1 ; or si le traité a bien été signé, les sanctions n'ont jamais été levées. On lui reproche également l'in vraisemblable enrichissement de son entourage. Secondairement, les protestataires en appellent au Guide la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ils lui reprochent d'avoir renoncé à recadrer le président et de consacrer ses efforts à seule la défense des Palestiniens, du Hezbollah et de la Syrie. Les partisans de l'ancien président Ahmadinejad (dont les proches sont interdits de concourir aux élections) se sont joints aux manifestants.

La police s'est montrée très tolérante : les « voltigeurs » (policiers à moto) ont fraternisé avec les manifestants. À Mecchad, ils sont passés au milieu de la foule qui les a applaudis.

Le chômage est officiellement de 12 %, mais est très inégalement réparti sur le territoire. Il serait beaucoup plus important dans le Khorassan. Réseau Voltaire 29 décembre 2017

[Israël. Désinformation et autocensure ou comment ils escamotent les faits.](#)

I - La présentation avantageuse ou anodine.

- Jérusalem: le Guatemala défend une décision "souveraine" - AFP

Le président du Guatemala Jimmy Morales a emboîté le pas à son homologue américain Donald Trump en annonçant le transfert à Jérusalem de l'ambassade de son pays en Israël. Une décision que le Guatemala défend par son amitié avec Israël depuis toujours. AFP 29.12

II - Et celle qui l'est beaucoup moins que l'AFP autocensure.

- Israël, le Guatemala et l'apartheid - Réseau Voltaire

Le président du Guatemala, Jimmy Morales, a annoncé que son pays déplacerait son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.

James Morales Cabrera est professeur de théologie baptiste, grand admirateur des États-Unis. Il a changé son prénom en Jimmy pour faire plus états-unien. Grand pourfendeur de l'amoralité, il a joué avec son frère Sammy dans la série télévisée Moralejas (« Morales ») et dans sept films, dont celui d'Alejo Crisóstomo, Fe (« Foi ») —ce qui n'a pas empêché ses enfants et Sammy d'être accusés d'avoir organisé le financement illégal de sa campagne électorale—.

Pour comprendre les relations du Guatemala avec Israël, il faut revenir aux années 1982-83, lorsque en pleine guerre civile le général Efraín Ríos Montt s'empara du pouvoir par un coup d'État organisé par la CIA.

Le général Ríos Montt était le frère de l'évêque catholique Mgr Mario Ríos Montt. Cependant, il abjura le catholicisme et se convertit à l'Église du Verbe, une secte affiliée à la Gospel Outreach, elle-même directement liée au Pentagone. Il se lia alors d'amitié avec Jerry Falwell et Pat Robertson.

Le général Ríos Montt, qui se faisait photographier la mitraillette dans une main et la Bible dans l'autre, lutta férocement à la fois contre les guérillas marxistes et contre des groupes indigènes. Surtout, il reçut 300 conseillers israéliens qui formèrent son armée et avec lesquels il mena une expérimentation sur des indiens Mayas. Il s'agissait de tester les conditions de création de faux États indépendants, sur le modèle de ce que le Mossad avait déjà tenté dans l'Afrique du Sud de l'apartheid (les « Bantoustans ») et en prévision de ce que pourraient être des « États » palestiniens (Cisjordanie et Gaza).

Ari Ben-Menashe a relaté une partie des relations secrètes du Guatemala et d'Israël dans Profits of War : Inside the Secret U.S.-

Israeli Arms Network, notamment la manière dont le conseiller de Sécurité nationale US, Robert McFarlane, et le général Ariel Sharon organisèrent sous les ordres du président Ronald Reagan le transfert illégal de six hélicoptères à l'armée guatémaltèque.

Les faits ont été attesté, en novembre 2016, lors du procès de l'ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, Manuel Benedicto Lucas Garcia. Réseau Voltaire 27 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199190.html)

En famille. Macron, un produit frelaté.

- Quand Macron emprunte à Sarkozy et Valls la notion de «combat de civilisations» - francais.rt.com

Nommé personnalité de l'année par le journal espagnol El Mundo, Emmanuel Macron a estimé mener un «combat de civilisations» contre le terrorisme. Une formule polémique reprise à l'ancien président Nicolas Sarkozy et au député Manuel Valls.

Le 27 décembre, le quotidien espagnol El Mundo glorifie largement Emmanuel Macron. Elu personnalité de l'année par le journal, le président de la République s'est laissé aller à plusieurs petites confidences dans une interview.

«Je l'ai dit et je l'assume : notre combat est aussi celui d'un combat de civilisations. Certainement pas celui d'une région ou d'une culture contre une autre. Mais nous devons comprendre pourquoi tant d'enfants nés sur notre territoire se retournent contre nos démocraties, les abandonnent et les attaquent», argumente-t-il.

Outre un emprunt à Nicolas Sarkozy et Manuel Valls, difficile de ne pas voir aussi une référence à l'un des théoriciens des relations internationales, Samuel Huntington. Ce professeur de science politique d'Harvard avait publié en 1996 Le Choc des civilisations. Controversé et critiqué par d'autres théories, il énonçait pour principe des oppositions de blocs culturels «civilisationnels», avec la religion pour noyau idéologique. Des postulats théoriques qui ont notamment servi de caution à George W. Bush, après les attentats de 2001, pour menée une guerre aux pays de «l'axe du mal», qui s'est entre autre matérialisée par l'invasion par les Etats-Unis de l'Irak, menant à la destitution de Saddam Hussein. francais.rt.com 27 décembre 2017

Les Etats-Unis terroristes.

- La Russie accuse les USA d'entraîner d'ex-combattants de l'EI - Reuters

Le général Valery Guerassimov affirme, dans un entretien publié par le quotidien Komsomolskaya Pravda, que l'armée américaine utilise une base militaire à Tanf, un axe de communication stratégique à la frontière de l'Irak dans le sud de la Syrie.

Cette base qualifiée d'illégal et la zone qui l'entoure forment "un trou noir" dans lequel les djihadistes peuvent opérer, estime-t-il.

Le général Guerassimov précise que ces anciens djihadistes se font désormais appeler la Nouvelle armée syrienne ou qu'ils utilisent d'autres appellations.

La présence de ces combattants sur la base de Tanf a été établie par des satellites et des drones russes. Guerassimov ajoute qu'un important contingent de djihadistes et d'ex-soldats de l'EI se trouvent également à Chadadi, sur une autre base américaine.

"Ils appartiennent en fait à l'Etat islamique", affirme-t-il. "Mais une fois qu'ils sont formés, ils changent d'endroit et prennent un autre nom. Leur mission est de déstabiliser la situation", ajoute-t-il. Reuters 27 décembre 2017

Ils osent tout

- Solutrée classée - Liberation.fr

François Mitterrand en faisait l'ascension rituelle chaque dimanche de Pentecôte. Liberation.fr

- Barack Obama et Hillary Clinton sont les personnalités les plus admirées des Américains, selon un sondage - Franceinfo

- Chine: Allemagne et Etats-Unis dénoncent la condamnation de deux dissidents - AFP

Encore des blogueurs...

Combien d'innocents pourrissent en prison aux Etats-Unis ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

- Honduras: l'opposition veut faire annuler la réélection d'Hernandez - AFP

L'opposition hondurienne a annoncé mercredi avoir déposé un recours pour "fraude" devant l'autorité électorale pour demander l'annulation de la réélection du président conservateur Juan Orlando Hernandez, vivement contestée dans le pays.

Le candidat de l'opposition Salvador Nasralla avait pourtant annoncé vendredi qu'il renonçait à disputer la victoire au chef de l'Etat sortant, après les félicitations de Washington à ce dernier.

C'est Manuel Zelaya, le coordonnateur de l'Alliance d'opposition à la dictature (gauche) qui a déposé le recours dans la nuit de mardi à mercredi, dénonçant la "fraude dans le décompte des voix et la falsification des procès-verbaux".

Malgré son annonce de retrait, Salvador Nasralla, s'est à nouveau réuni avec Manuel Zelaya pour mettre en place une stratégie de mobilisation en cas de rejet du recours. Deux précédents recours de l'opposition ont déjà été rejetés par le Tribunal suprême électoral (TSE).

A l'issue du scrutin, lors de la publication de résultats partiels portant sur 57% des bulletins, M. Nasralla était apparu avec une nette avance sur son adversaire. Mais M. Hernandez avait pris l'avantage après une série d'interruptions dans le système de comptage du TSE.

Une douzaine de pays, dont les Etats-Unis, ont reconnu Hernandez comme président élu.

L'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont elles condamné "l'usage excessif de la force utilisée pour disperser les manifestations" qui ont "conduit à la mort de 12 manifestants", et les brutalités commises sur les manifestants arrêtés. AFP 27 décembre 2017

2- Israël

- L'Unesco officiellement notifiée du retrait d'Israël - AFP 30 décembre 2017

Israël, "membre de l'UNESCO depuis 1949", a "toute sa place (...) au sein d'une institution engagée dans la défense de la liberté d'expression, dans la prévention de l'antisémitisme et du racisme sous toutes ses formes et qui a développé un programme unique d'enseignement de la mémoire de la Shoah et de prévention des génocides", affirme Mme Azoulay, mettant également en avant le rôle de l'institution "dans le dialogue des cultures" ou "la lutte contre l'extrémisme violent".

Le 12 octobre, juste après que les États-Unis ont annoncé se retirer de l'Unesco, Israël avait fait part d'une décision similaire, reprochant à l'organisation un parti-pris anti-israélien et la qualifiant de "théâtre de l'absurde où l'on déforme l'histoire au lieu de la préserver".

Le feu couvait depuis plusieurs années sur fond de positions controversées de l'Unesco sur Jérusalem et Hébron, défendues par les pays arabes.

En 2011, l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco avait accentué la crise et entraîné la suspension des contributions financières d'Israël et des États-Unis, égales à près du quart du budget de l'agence.

Après son retrait, qui ne sera effectif que fin 2018 conformément aux statuts de l'Unesco, Washington souhaite y demeurer observateur. AFP 30 décembre 2017

3- Mali

- Mali: démission surprise du Premier ministre et du gouvernement - AFP

Le Premier ministre malien Abdoulaye Idrissa Maiga a présenté vendredi sa démission et celle de son gouvernement au

président Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué.

Aucune explication officielle n'a été donnée à cette démission qui intervient alors qu'une élection présidentielle est prévue en juillet 2018 au Mali.

Le président Keita a été élu en août 2013 pour cinq ans. Selon des observateurs, le chef de l'Etat, probablement candidat au scrutin présidentiel de 2018, se prépare pour la campagne présidentielle et cherche une meilleure maîtrise de la situation dans le nord du Mali, marquée par une situation sécuritaire difficile avec notamment des attaques jihadistes. AFP 30 décembre 2017

4- Liberia

- George Weah président-élu du Liberia après un scrutin exemplaire - AFP

Le président de la NEC, Jerome Korkoya, a proclamé en début de soirée la "victoire au second tour" mardi de George Weah et de sa colistière, Jewel Howard-Taylor, à l'issue du dépouillement de 100% des suffrages.

Il a confirmé que l'ancien attaquant du PSG, de Monaco et du Milan AC avait remporté 61,5% des voix, contre 38,5% pour son concurrent, le vice-président sortant Joseph Boakai. Des pourcentages identiques à ceux annoncés jeudi après le décompte de plus de 98% des bulletins.

Weah, dont les discours de campagne associaient "espoir" et "unité", a raflé 14 des 15 comtés du pays, ne laissant la victoire à Joseph Boakai que dans son fief de Lofa (nord).

La Maison Blanche a félicité "le peuple du Liberia pour la conclusion réussie du second tour et le président-élu George Weah pour sa victoire", selon un communiqué.

"Il s'agit du premier transfert pacifique du pouvoir d'un chef d'Etat élu démocratiquement à un autre depuis des décennies, ce qui constitue une étape majeure pour la démocratie au Liberia", a souligné Washington, à l'origine de la création au XIXe siècle de la plus ancienne république africaine, constituée pour d'anciens esclaves.

Le Liberia, qui peine à se remettre de l'épidémie d'Ebola, vit encore dans le souvenir de Charles Taylor, 69 ans, ancien chef de guerre puis président (1997-2003), prédécesseur de la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf (2005-2017).

Condamné par la justice internationale à 50 ans de prison, il purge sa peine en Grande-Bretagne pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés en Sierra Leone voisine.

Sénateur depuis 2014, George Weah aura comme vice-présidente la sénatrice Jewel Howard-Taylor, ex-femme de Charles Taylor. Mais tous deux affirment ne pas entretenir de lien avec l'ancien président.

Près de trois décennies après le début d'une guerre civile particulièrement atroce --250.000 morts entre 1989 et 2003-- le Liberia s'apprête à vivre une transition en douceur, la première passation de pouvoir entre deux présidents élus depuis 1944.

Mme Sirleaf a déjà signé un décret établissant une "équipe de transition" pour organiser un "transfert ordonné du pouvoir" à son successeur, qui prêtera serment le 22 janvier.

Le Liberia suit l'exemple d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont vécu ces dernières années des alternances démocratiques, comme le Sénégal, qui n'a jamais connu de coup d'Etat, le Cap-Vert, le Ghana ou encore le Nigeria. En Gambie, le très autoritaire Yahya Jammeh a cédé le pouvoir après 22 ans en janvier dernier, après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à la présidentielle face à Adama Barrow. AFP 30 décembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Avec la légalisation de la marijuana, ruée vers l'or vert en Californie - AFP

Fini la subversion, place au "big business": le 1er janvier, l'usage récréatif du cannabis sera légal en Californie, qui va devenir le plus gros marché mondial de l'herbe planante...et un laboratoire géant à observer pour le reste de la planète.

Huit Etats américains dont le Colorado et l'Etat de Washington en plus de la capitale fédérale Washington ont déjà légalisé la drogue douce mais son usage récréatif désormais autorisé dans l'Etat le plus peuplé d'Amérique change la donne pour tout le secteur.

Le cabinet d'études spécialisé Arcview s'attend à ce que les ventes de cannabis atteignent 5,8 milliards de dollars d'ici 2021 dans le "Golden State".

Les ventes illégales de cannabis y pèsent encore 5,1 milliards de dollars. D'après Jerred Kiloh, propriétaire d'un magasin et président de l'association United Cannabis Association, 80% des commerçants à Los Angeles sont encore illégaux.

Avec la pleine légalisation en Californie, Arcview anticipe une flambée des revenus du secteur aux Etats-Unis: de 6,7 milliards de dollars en 2016 à 22,6 milliards dès 2021.

Le grand Etat de l'Ouest américain avait déjà été pionnier de la marijuana à usage médical aux Etats-Unis, l'autorisant dès 1996. A Los Angeles, on trouve des dispensaires à tous les coins de rue ou presque et l'odeur acre de la petite feuille étoilée flotte à travers la ville.

En cette après-midi de décembre, le dispensaire de Jerred Kiloh fait le plein.

Un client sort en lui lançant: "j'adore ta boutique". Des aficionados attendent leur tour pour montrer leur carte d'identité, lettre du docteur ou permis médical indiquant qu'ils ont besoin de la plante pour soigner douleurs ou angoisses.

D'ici quelques jours, ces papiers ne seront plus obligatoires car tout adulte de plus de 21 ans --comme pour l'alcool et le tabac-- pourra venir choisir à sa guise des fleurs de cannabis ou des gâteaux, bonbons, ou crèmes pour le corps.

La loi californienne autorise une possession de 28,3 grammes de cannabis par personne, ou six plants maximum. On ne peut en consommer en public, au volant, et à moins de 300 mètres d'une école ou d'un établissement pour enfants.

Manne pour le trésor public.

Les enjeux financiers sont énormes: la Californie prélèvera 15%, plus une taxe sur les ventes de 10%, et la plupart des villes imposeront également une taxe municipale de 2 à 10%...

Des villes comme San Francisco, San Diego et San José, pour ne pas perdre une minute, ont déjà émis les permis pour que les commerçants concernés puissent démarrer les ventes d'herbe récréative dès les premières heures de 2018.

Los Angeles, en revanche, est à la traîne et n'a pas encore attribué les licences: les premières demandes ne seront traitées qu'à partir du 3 janvier et il faudra encore plusieurs semaines pour que les autorisations soient effectives, au grand dam de commerçants comme Jerred Kiloh.

A ces lenteurs administratives s'ajoutent de nombreuses complications: comme le gouvernement fédéral n'a toujours pas légalisé la marijuana --et l'administration Trump, ouvertement hostile, pourrait même revenir sur la position plus conciliante du gouvernement Obama-- les commerçants ou cultivateurs sont toujours en proie à un casse-tête pour ouvrir des comptes bancaires ou pour gérer leurs liquidités.

Quant à la police, elle est accommodante dans des villes très à gauche comme Oakland, mais nettement moins dans d'autres, notamment dans les régions rurales et républicaines du "Golden State".

Certaines études prévoient un bond de 70% des prix à cause des taxes, tandis que la marijuana à usage médical devrait revenir moins cher tout en permettant d'acheter de plus grandes quantités, ce qui devrait créer des distorsions du marché.

Pour les exploitants, la nouvelle loi multiplie la paperasserie: chaque antenne de distribution, chaque plant, chaque produit doit être enregistré pour montrer qu'il est légal.

Mais la demande anticipée est phénoménale: Jerred Kiloh estime que pour y faire face il faudrait accorder "10.000 permis immédiatement".

Dans l'Etat voisin du Nevada, où la vente de marijuana récréative a démarré en juillet, les autorités ont assoupli le processus d'attribution des permis pour répondre à l'appétit féroce des consommateurs: les dispensaires étaient à court de marchandise. AFP 29 décembre 2017

2- UE.

- Où sont passés les milliards du quantitative easing de la BCE ? - xerficanal-economie.com

Où sont passés les milliards d'euros dépensés par la Banque centrale européenne? Entre le programme de rachat d'actifs publics et privés, et les opérations de refinancement de long terme, ce sont près de 4.000 milliards d'euros qui ont été injectés en zone euro depuis 2011. Cela représente plus d'un tiers du PIB de la zone ! La BCE espérait ainsi atteindre l'objectif d'une inflation de 2 % ... en vain. En fait, les milliards de la BCE se sont en partie égarés en route.

On peut dégager au moins trois grands mouvements : D'abord penchons-nous sur les effets sur l'économie productive. Il faut bien se souvenir qu'en 2011, la BCE est contrainte d'intervenir car on craint un effondrement du crédit. En effet, avec la crise de la dette de la zone euro, les fonds monétaires américains se retirent et les banques de la zone - les françaises en tête - se retrouvent en manque criant de liquidités. De ce point de vue, l'intervention de la BCE démarrée en 2011 fut bénéfique : rapporté au PIB, le niveau d'endettement des entreprises non financières de la zone euro a été globalement maintenu depuis. En revanche, on ne constate pas de hausse de l'endettement - même récente - des entreprises. Il faut dire que sans l'appui de la politique budgétaire, corsetée par les plans d'austérité des Etats, la politique monétaire a révélé ses limites en Europe, contrairement aux Etats-Unis qui ont actionné tous les leviers pour relancer leur économie.

En outre, la BCE n'a pas été aidée par les banques qui n'ont pas suivi le mouvement : une grande partie de leurs liquidités glanées auprès de la BCE ont été épargnées auprès... de cette même BCE ! C'est donc retour à l'expéditeur ! Les dépôts des banques de la zone euro à la BCE sont ainsi passés d'un peu plus de 300 milliards d'euros début 2011 à près de 2.000 milliards d'euros aujourd'hui !

Mais alors pourquoi ont-elles préféré stériliser leur cash plutôt que de le prêter à l'économie productive, comme c'est théoriquement leur rôle ? Et bien pour respecter leur ratio de liquidité : le fameux LCR. Ce ratio demande aux banques de mettre en réserve suffisamment de dépôts pour résister à une crise de liquidité importante durant 30 jours. L'idée est de ne plus revivre les faillites de type Northern Rock ou Dexia, qui devaient trouver des milliards de dollars chaque soir sur les marchés pour survivre. Du reste, comme le rappelle Christophe Nijdam, un spécialiste du secteur bancaire, cette amélioration des ratios de liquidité ne durera qu'un temps : car lorsque les taux remonteront, les banques et leurs clients iront placer leur argent ailleurs que sur leurs comptes courants non rémunérés, afin d'obtenir du rendement.

Enfin, il faut noter qu'en parallèle, une partie des liquidités injectées par la BCE se retrouvent en Allemagne et au Luxembourg... et non dans les pays du sud de la zone euro qui en ont plus besoin. Le solde créditeur de l'Allemagne dans le système Target 2 - la balance des paiements entre les banques centrales de l'Eurosystème - ne cesse de croître. Il a atteint un niveau record de 878 milliards d'euros en septembre 2017, tout comme celui du Luxembourg qui atteint 190 milliards d'euros. Or, à l'inverse, l'Italie affiche un solde débiteur de plus de 430 milliards d'euros et l'Espagne de plus de 370 milliards.

Pourquoi cela ? Et bien d'abord parce que les non-résidents de la zone euro, qui ont vendu leurs titres espagnols ou italiens à la BCE, ont souvent leurs comptes bancaires en Allemagne ou au Luxembourg. Mais surtout, comme l'a remarqué l'économiste Eric Dor : les vendeurs italiens et espagnols de titres de leurs pays préfèrent ensuite investir leurs argent dans les produits financiers des banques allemandes ou luxembourgeoises. Et ce, plutôt que dans leur propre économie productive qui leur inspire moins confiance ! En effet, la BCE, aussi interventionniste soit-elle, n'a pas encore modifié la loi sur les marchés financiers...

En bref, le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques. Il aura évité un crédit crunch, c'est quasiment certain. Il aura aussi en partie accentué la fragmentation financière de la zone euro. Mais surtout, il n'aura pas réussi à redynamiser l'économie de la zone, car c'était trop lui demander... xerficanal-economie.com 1er décembre 2017

On retiendra : le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques.. Il aura évité un crédit crunch"...

Quand on explique qu'ils se sont dotés du pouvoir et des instruments pour éviter un effondrement brutal ou soudain du capitalisme, on nous rit au nez, ceux qui en sont restés au Capital de la moitié du XIXe siècle nous traitent de révisionniste ou de renégat du marxisme. Mais bon, force est de constater pour la énième fois que notre analyse est corroborée par les faits.

J'ai peut-être l'air de manquer de rigueur dans mes causeries ou je ne me prends pas au sérieux, en revanche je ne suis pas aussi con que certains le pensent. Qu'ils se souviennent, on est toujours le con de quelqu'un, à méditer. Cela m'agace à la fin de devoir toujours répéter la même chose en vain.

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (9 pages)

On a fini l'année avec une causerie de plus de 230 pages en décembre. Quel boulot !

Il arrive qu'il y ait des baisses de régime, c'est parce que j'arrive à saturation et non par épuisement, bien que physiquement c'est éprouvant, je suis épuisé physiquement donc intellectuellement, mais pas mentalement, c'est préférable ! Chez ceux qui nous gouvernent, c'est l'inverse, ce sont de dangereux psychopathes. Et j'ai rassuré les lecteurs ! On se détend un peu, on l'a bien mérité.

Je passerai la soirée à la maison avec Selvi ma compagne et Adi sa soeur. Je ne sais pas encore quelle musique va nous accompagner, flamenco, jazz ou funk, ce sont les filles qui décideront, le hard rock n'est pas approprié, mais elles adorent Satriani et Vaï ou Def Leppard, etc.

Quant au repas, c'est mon domaine : Chicken 65 (poulet mariné, gingembre, ail, un mélange d'épices, vinaigre et sel, puis frit à la poêle) ; crevettes à l'armoricaine, curry d'aubergine (coriandre), pomme de terre façon Madras (pommes de terre cuites à l'eau puis revenues dans un mélange d'épices à la poêle, cumin, coriandre, piment en poudre et frais, curcuma, graines de moutarde, une poignée de lentilles concassées, cari leaves, ce sont des petites feuilles très odorantes qui accompagnent presque tous les plats indiens, oignon, ail, sel) ; sambar, c'est une purée de lentilles dans laquelle on ajoute des tomates coupées en petits morceaux et la plupart des épices qu'on vient de citer. J'allais oublier le riz qu'on fait réchauffer en ajoutant des petits pois et leur jus de cuisson, additionné d'une pincée de curry massala et des feuilles de coriandre fraîches !

En réalité, au dernier moment je modifie mes recettes en ajoutant ou en retirant des épices ou en les dosant différemment. C'est assez long à préparer parce que je cuisine pour plusieurs jours, c'est plus économique, et comme c'est délicieux, on ne s'en lasse jamais.

Voilà ce qui compose à peu près notre menu tous les soirs, tous les midis, salade de crudités. Il s'agit d'un plat unique, dans chaque assiette en fonction de notre appétit, autour du riz on dispose environ deux cuillères à soupe de chaque plat. En guise d'apéritif les filles boivent un mélange de sirop et jus de fruits additionné d'eau gazeuse, j'ajoute deux doigts de vodka dans mon verre et des glaçons, et on grignote quelques cacahuètes ou des friandises indiennes. En dessert ce soir, des cornets de glace au chocolat et un café noir pour moi. On boit de l'eau pendant les repas, exceptionnellement ce soir j'aurai le droit à une Carlsberg, je n'ai pas voulu mettre des centaines de roupies dans du vin qui se marie mal avec un repas indien.

Bon réveillon à tous... en pensant tout de même à ceux qui ont le ventre vide.

Parole d'internaute. Le saviez-vous ?

- "Sébastien Auzière fils aîné de Brigitte Macron, est depuis 2016, vice-président de Kantar-Health. Cette société à capitaux qataris a acheté la SOFRES qui est devenue aujourd'hui KANTAR-TNS-SOFRES, filiale du groupe WPP leader international des études d'opinion.

Ceci expliquant peut être cela :

"La politique de Macron ne profite qu'à 1% des Français – au mieux – mais il monte dans les sondages.""

Parole d'internaute sur l'école.

(A propos de La Fabrique du Créatin : La mort programmée de l'école par Jean-Paul Brighelli

1- "Moins ils en savent, plus facilement ils seront taillables et corvéables à merci. Ajoutez à cela le poids psychologique des CDD, qui ont tendance à se généraliser, les facilités faites aux entreprises pour licencier ou délocaliser, et vous obtenez ce que nous avons aujourd'hui : une classe ouvrière parfaitement dépourvue de tout moyen de s'insurger. (...) - parce que l'intelligence est moins l'adaptation que la contestation. (...) : on a orchestré la baisse de niveau en interdisant tout simplement de faire apprendre. (...) Avec l'aval de l'institution, puisque l'élève est plus important que l'enseignant. La spontanéité érigée en dogme est le plus beau facteur d'aliénation moderne. "

2- "Les didacticiens contemporains s'accommoderaient assez d'une langue réduite à 800 mots, comme le "basic english" que l'Angleterre apprenait à ses serviteurs indigènes, du temps de l'Empire. Même souci, même punition : il s'agit aujourd'hui de former les manoeuvres de l'Europe future - et 800 mots sont bien suffisants pour obéir... et se taire.

Bernard Lecherbonnier, dans son récent ouvrage (Pourquoi veulent-ils tuer le français ?) remarque avec une certaine ironie que 800 mots, ce n'est jamais que quatre fois le vocabulaire d'un berger allemand bien dressé. Et il s'agit effectivement de dresser les futurs disqualifiés du libéralisme sauvage.

(...) Prolo tu es né, prolo tu resteras - et si possible deviendras, car nous n'avons pas besoin de toi au sommet. Culture d'héritiers frileux, qui ne cherchent qu'à se préserver.

(...) Car c'est bien de valets qu'ils ont besoin, là-haut. Alors on condamne des enfants à la faute perpétuelle, d'abord en leur apprenant à lire selon des méthodes dont on sait, depuis trente ans, qu'elles génèrent une clientèle massive pour les orthophonistes, puis en leur autorisant les graphies phonétiques, sanction logique de leur incompétence programmée. Le Créatin formaté par les contempteurs de l'orthographe n'aura plus même les moyens d'écrire aux prud'hommes pour protester contre son licenciement. "

3- "En coupant les jeunes de la culture, on les a confinés dans le ghetto d'une langue raréfiée, où les quelques mots subsistants sont affublés de tous les sémantismes en même temps. "C'est géant / c'est nul" : entre ces deux jugements, toute la gamme intermédiaire - tout ce qui permet d'affiner la pensée - a disparu.

(...) Les inventions verbales, dans ce contexte d'appauvrissement général, ne témoignent nullement de la vigueur de la langue, mais de son extinction. Le mot branché (chébran, bléca, ce que vous voulez) est l'argot d'une secte, d'un gang, d'un clan. Il n'enrichit pas la langue, il entérine l'exclusion. Les jeunes n'ont plus les mots pour organiser ne serait-ce qu'un embryon de pensée. "

4- "Evidemment, le nouvel enseignant issu d'un IUFM niçois et balancé en première nomination dans la banlieue de Valenciennes n'est pas formé à cela. On lui a déconseillé l'encyclopédisme. On lui interdit la culture - la sienne. "Mettez-vous plutôt à l'écoute de leur culture... Etudiez le rap... Travaillez NTM..."

(...) Proposer à ces enfants de travailler sur leur "culture" c'est les mépriser. Suggérer qu'il serait dangereux (?) de décortiquer avec eux les guerres coloniales, ou inutile de leur expliquer la démocratie athénienne, c'est criminel. Leur conseiller de lire exclusivement des oeuvres courtes, c'est les humilier. "

[Parole d'internaute sur le capitalisme.](#)

[Vidéo] Entretien avec Jean-Claude Michéa – Comédie du livre 2017 - LesCrises.fr

https://www.youtube.com/watch?v=z_WvYnRjQWU

Animé par Régis Penalva, directeur littéraire de la Comédie du Livre. « Il est aujourd'hui plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. » Avec "Notre ennemi, le capital" (Climats), le philosophe Jean-Claude Michéa poursuit son travail de clarification et de démolition entrepris avec des livres aussi importants que "Orwell, anarchiste Tory", "L'Empire du moindre mal" ou "La Double Pensée". Mais est-il encore possible de « rassembler la grande majorité des classes populaires autour d'un programme de déconstruction graduelle du système capitaliste » ? Les Crises.fr 30.12

La question est mal posée. Il faudrait déjà commencer par admettre que c'est une nécessité historique et que c'est le seul moyen d'en finir avec le capitalisme, encore faut-il en arriver à la même conclusion que les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, à savoir que les capitalistes ne cèderont jamais pacifiquement leur pouvoir, et qu'il faudra les affronter pour leur arracher par la force.

Autrement dit il faut en passer par une révolution qui précédera inévitablement une guerre civile déclenchée par la réaction, pour balayer les institutions de la Ve République et exproprier les principaux capitalistes, afin d'anéantir ou neutraliser leur capacité de nuisance, et c'est seulement ensuite que devrait être entamée la "déconstruction graduelle du système capitaliste".

Si maintenant on rejette ou on est effrayé par les conditions préalables et indispensables à remplir avant d'en arriver à cette étape de la liquidation progressive du capitalisme, ce qui passe par l'organisation des masses exploitées dans un parti politique qui incarne cette perspective politique ou ces objectifs, autant dire qu'on s'interdit de remettre en cause l'existence du capitalisme, en d'autres termes on s'en accommode, et par la suite tous les discours sur ce sujet ne peuvent être que creux ou vides ou demeureront au niveau des bonnes intentions qui ne coûtent rien ou sans lendemain, ce qui est le cas de 99% ou plus parmi ceux qui se disent de gauche.

Sélection de commentaires de lecteurs.

1- "Ce qui me fait marrer, c'est que la plupart des enseignants sont de " gauche"..."

LVOG - On peut donc en déduire que les lecteurs de ce blog sont de droite, merci on s'en était déjà aperçu...

2- "Et ils ne décident ni des programmes ni des méthodes d'enseignement."

LVOG - De rien, pas plus que vous, et tout le monde s'en accommode finalement...

3- "J'ai connu un enseignant maire FN d'un petit village de Normandie qui vous expliquerait deux ou trois choses sur la vie. C'était mon adversaire politique mais il a toujours fait correctement son travail d'enseignant."

Pour vous paraphraser vous croyez qu'un enseignant dont l'emploi est garanti à forcément besoin d'appliquer toutes les lubies du ministère ? Non justement (sans cela la dégringolade aurait été encore pire). Et c'est bien cela l'intérêt du statut de fonctionnaire : Pouvoir dire merde aux pressions. Vos idées reçues vous empêchent de même chercher à comprendre.

(Pour finir un inspecteur (espèce en voie de mutation-disparition au profit du chef d'entreprise-établissement) était surtout une courroie de transmission servile qui pouvait s'adapter à toutes les lubies de droites comme de gauche)."

LVOG - J'ai cru observer que la plupart des gens qui se prétendent de gauche (y compris chez les enseignants) disent "merde aux pressions"... pour sauter à deux pieds dedans ! Voyez toutes les campagnes identitaires et non communautaires dites sociétales que le PS a orchestrées depuis les années 70-80 et qui en réalité étaient planifiées par l'oligarchie à l'échelle mondiale ou des pays occidentaux pour commencer, pratiquement tous ceux qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche y ont adhéré ou participé à des degrés divers, aucun ou presque ne les a dénoncées, condamnées, combattues.

4- "L'alternative? On a le choix : goulag de Staline, camps de rééducation de Mao ou de Ho Chi Minh, voire même le génocide de Pol Pot.

Ah, mais bien sûr, ce n'était pas ça le socialisme. Suis-je bête!"

LVOG - Eh oui ce n'était pas le socialisme, pourquoi, cela vous surprend ? Vous venez d'avouer que vous ne connaissiez rien au socialisme, donc vous n'avez aucune légitimité pour en parler ou l'idée que vous en avez est conforme à la description ou la présentation qu'en ont fait les représentants du capitalisme, qui admettez-le n'allaient pas non plus vous faire un cours de marxisme ! Grand bêta !

5- C'est comme dire que la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts..., les deux guerres mondiales...

Et puis, à réfléchir, Mao et Ho Chi Min ont donné la Chine et le Vietnam d'aujourd'hui.

Le parti communiste est toujours au pouvoir dans ces pays. Cela ne va pas si mal finalement. En tout cas pas beaucoup plus mal que chez nous.

<https://www.legrandsoir.info/onze-prouesses-scientifiques-et-techniques-de-la-chine-en-2017.html>

LVOG - Eh oui, "la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts..., les deux guerres mondiales" ! Le nier ou refuser de l'admettre illustre votre ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme...

Je ne suis pas certain du tout que le prolétariat chinois et vietnamien soumis à la surexploitation et réprimé féroce quand il tente de s'organiser librement ou de faire valoir ses droits, estime que pour lui cela ne va "pas beaucoup plus mal que chez nous". Que vous n'ayez pas à vous plaindre du statut que vous a réservé le régime, on n'en doute pas, mais de grâce n'en faites pas une généralité, évitez-nous ce cynisme.

6- "À réfléchir, Hitler a donné l'Allemagne d'aujourd'hui, pays modèle de nos élites et pour qui tout va très bien... C'est sûr qu'avec des raisonnements pareils, le monde est beau."

7- "Le pillage et l'épuisement de l'écosystème en deux siècles (la dite croissance), un réchauffement climatique incontrôlable, une militarisation et une policarisation croissantes, des inégalités inédites dans l'histoire humaine.

Effectivement, hors du capitalisme, point de salut. Surtout gardons le cap."

8- "La pensée de nos contemporains est quand même soigneusement mise en forme par le quasi ensemble du monde médiatique,

ne l'oublions pas.

Cela explique sans doute, au moins partiellement, cette montée de Macron dans les sondages (quoiqu'il serait intéressant de savoir comment et auprès de qui ils furent réalisés) qui, objectivement ne peut se baser sur de quelconques améliorations de leurs conditions de vie.

Dans le même genre de lecture, comment ne pas mettre "la fabrique de crétins" de Jean-Claude Brighelli disponible, en plus, oh merveille, gratuitement en pdf sur Internet. Il est prof agrégé sortant de l'ENS."

LVOG - Certains continuent de nier que les médias auraient le pouvoir d'influencer les consciences, aussi incroyable que cela puisse paraître, y compris chez des militants d'une mauvaise foi sans borne, pour lesquels le capitalisme se réduit aux rapports de production et à quelques institutions, toutes les représentations idéologiques auxquelles ils ont donné naissance n'existent pas pour eux ou ils jouent un rôle insignifiant dans la société, je soutiens le contraire...

9- "Passionnant de culture et de mise en perspective.

J'ajoute cette citation de Aldous Huxley a toutes celles pré citées par Michéa.

"Les armements, la dette universelle et l'obsolescence programmée sont les 3 piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les usuriers étaient abolis, vous vous effondriez" – le meilleur des mondes-1932"

10- "Huxley oui, le meilleur des mondes, non, ça date de 1962, et c'est dans son dernier bouquin "Island" (traduit chez Plon sous le titre "île", mais doit y avoir d'autres trad)

"L'armement, l'endettement universel et la routine – voilà les trois piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les prêteurs étaient abolis, vous vous écrouleriez. Et tandis que vous autres surconsomez, le reste du monde sombre de plus en plus profondément dans la disette chronique. L'ignorance, le militarisme et la procréation – trois maux, dont le pire est la procréation. Pas d'espoir, pas la moindre possibilité de résoudre le problème économique avant qu'elle soit sous contrôle. À mesure que la population s'accroît, la prospérité décline."

La parabole est un peu lourde par ailleurs, il était plus très frais Huxley sur la fin."

LVOG - Mais il n'est pas interdit d'en garder le meilleur, comme chez tout un chacun. Sans revenir sur ce sujet, j'ai intégré la démographie exponentielle mondiale depuis un siècle dans mon analyse de l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours...

11- "Tiens donc le mot pour ne pas dire aussi chez Michéa. Notre ennemi n'est pas le Capital mais celui qui veut se l'accaparer pour lui attribuer toutes les vertus au détriment des travailleurs : le capitaliste.

J'ai toujours trouvé JC Michéa inoffensif. Que propose t-il ? Remplacer le trou laisser par Bernard Maris dans les médias en tant que critique du capitalisme (critique qu'il savait modérer face caméra) et voter pour le vrai socialisme.

La décroissance ? elle a été mise en place par les proprios du "capital" qui ont compris depuis belle lurette que nous étions sur une planète finie. Avec ça les cigares sous leur haut de forme dorment tranquilles."

LVOG - Je n'ai pas eu le temps de visionner cette vidéo, et j'ignore pratiquement tout de monsieur Michéa. J'ai uniquement entendu parler de sa proposition de tirer au sort dans une pochette surprise les élus du peuple, j'en ai déduit qu'on avait encore à faire à un charlatan. Je vais regarder cette vidéo.

12- "J'ai commencé à visionner la conf : Michea est intéressant.

Par moment, malgré son discours d'unification du bas par delà la gauche et la droite, on sent , qu'il a du mal à accepter le concept de propriété privée.

Et c'est ce qui me gêne dans la France Insoumise.

J'aurai un intérêt à voter extrême gauche pour envoyer un signal aux banquiers mais le risque d'élire Mélenchon avec une autorisation de tripatouiller la Constitution est bien trop grand. Parce qu'on sent bien que derrière la France Insoumise, y en a une paire qui n'attendent que ça pour exproprier des résidences secondaires ou locatives sous prétexte d'aide aux migrants ou autre "altruisme".

Les banquiers savent qu'avant de voler la richesse il faut la produire, je doute que l'extrême gauche française en soit à ce stade de compréhension..."

LVOG - Comme ils en savent des choses ces braves banquiers, vous avez raison de leur faire confiance. Encore un de droite, un nanti assurément.

13- "Dommage que Michea escamotte le matérialisme historique et propage l'idée que Lénine prônait un modèle de vie monacale ce qui est une piètre contrefaçon.

Il dissimule assez grossièrement un anarchisme utopique et réactionnaire du genre proudhonnien.

Il a raison de mettre en valeur la lecture du livre 3 du Capital et ns ns conseillons vivement celle de "Misère de la philosophie" où Marx règle définitivement son compte au socialisme utopique et à toutes ses futures variantes.

Le marxisme a connu de nombreuses interprétations. Michea s'applique à l'orwelliser = la common decency à la place de la lutte des classes! Là il fait pitié."

- Bravo !

[Avertissement. Le hors d'oeuvre vous a filé la nausée, le plat de consistance va vous faire vomir...](#)

Cet article est un modèle de propagande digne de Goebbels et je n'exagère pas.

- La révolution Macron n'a pas (encore) eu lieu HuffPost FR

En élisant "un président de 39 ans, qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part, la France a stupéfait l'Europe et le monde". Bien conscient de la rupture qu'a représenté son arrivée à l'Elysée au nez et à la barbe de tous les partis de gouvernement, Emmanuel Macron peut laisser se refermer cette année 2017 sans regrets, même si une grande partie de la "révolution" promise pendant sa campagne se jouera en 2018.

Cette année, celui qui, il y a douze mois, était encore un outsider doublé d'un nouveau venu dans le sérail politique, n'a eu de cesse de faire mentir tous les pronostics de ses adversaires et des observateurs. Vainqueur d'une élection présidentielle promise à François Fillon, le fondateur d'En Marche s'est offert en prime une très large majorité à l'Assemblée nationale, précipitant ainsi un renouvellement générationnel sans précédent au Palais-Bourbon.

L'ancien ministre de François Hollande ne s'est pas contenté de siphonner les forces vives (et les électeurs) d'un Parti socialiste sorti éreinté du précédent quinquennat. En nommant le juppéiste Edouard Philippe à Matignon, le plus jeune président de la République est également parvenu à arracher une partie de l'aile progressiste des Républicains, asphyxiant de fait toute opposition directe sur sa gauche comme sa droite.

Surinterprétant la partition du président au-dessus des partis, à la fois monarque jupitérien et chef de guerre impitoyable, Emmanuel Macron a pu désenrayer l'opinion qui s'est mise à douter au coeur du conflit social autour de la réforme du code du travail, prolongement libéral assumé de la loi El Khomri.

Mais en tenant bon face aux syndicats et aux coups de boutoir de la France insoumise, en profitant habilement du repli des Etats-Unis pour s'imposer comme le nouveau champion du multilatéralisme à l'international, le chef de l'Etat a rassuré ses électeurs de gauche comme de droite, comme en témoigne sa courbe de popularité repartie en nette hausse en cette fin d'année.

Conscient qu'il lui faut agir vite s'il veut espérer obtenir des résultats tangibles avant la fin de son mandat, Emmanuel Macron a ouvert des chantiers tous azimuts, et non des moindres. Or beaucoup d'entre elles ne dépendent pas de son bon vouloir et certaines pourraient réveiller de violentes passions dans le pays.

Sur le plan intérieur, les projets ambitieux et/ou délicats s'accumulent, là encore sans garantie de succès. Réforme du bac, de l'assurance-chômage, de l'asile et de l'immigration, de l'audiovisuel public, ouverture de la PMA à toutes les femmes sont autant de dossiers potentiellement explosifs pour une majorité hybride et surtout remobilisateurs pour les adversaires du chef de l'Etat.

Emmanuel Macron sera-t-il submergé par cet empilement de défis ou parviendra-t-il une fois encore à déjouer les pronostics? S'ils lui accordent le bénéfice du doute, les Français restent dans l'expectative. Comme le résume le politologue Bruno Cautrès, "la remontée de popularité d'Emmanuel Macron n'a nullement effacée la "wait and see" (attendons de voir, ndlr) attitude de nombreux Français qui ne demandent qu'à être conquis mais qui doutent encore..." HuffPost FR 30.12

Hallucinant, n'est-ce pas ? Ils osent tout ! Ils le peuvent puisqu'en face d'eux ils n'ont que des vendus ou des branquignols, des charlatans, les vrais opposants à Macron ne sont pas invités à s'exprimer à la télé, ils ne leur offrent pas des tribunes gratuites dans les médias nationaux, ils ne siègent pas à l'Assemblée nationale...

Gavage.

- Réveillon : LREM propose des arguments pour défendre Macron au repas de famille - LeParisien.fr

Les partisans d'Emmanuel Macron sont armés pour les débats entre la poire et le dessert. La République en Marche (LREM) a adressé par mail une série de conseils à ses adhérents... LeParisien.fr 30.12

Ils transforment notre planète en décharge.

- A Bali, un océan de déchets envahit les plages - AFP

Longtemps, les plages bordées de palmiers le long de la rive de Kuta Beach à Bali ont fait office de paradis pour touristes. Mais le sable blanc est maintenant jonché de tant de détritrus charriés par l'océan Indien qu'un état d'"urgence déchets" a été déclaré. AFP

Ô my dear ! Comme dans presque toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, ce ne sont pas seulement les plages qui sont recouvertes de déchets, mais le bord des routes, les villages, les rues des grandes villes, en Inde, c'est au point que lorsque je sors de chez moi j'évite de porter mon regard en dessous de la ligne d'horizon, je regarde les arbres ou le ciel, parfois la route quand même ! Les Indiens s'en foutent, moi je ne pourrai jamais m'y faire, j'enrage.

Les chiens de garde veillent 24h/24.

- Alcool au volant : tollé pour Alexis Corbière qui défend Mathilde Seigner - LePoint.fr

Richard Berry a précisé que le lendemain les deux acteurs joueraient ensemble la pièce d'Eric Assous, La Nouvelle, au théâtre de Paris, bien que Mathilde Seigner ait été alcoolisée au point que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à faire d'Alcotest.

Un citoyen lambda aurait été placé en cellule de dégrisement au moins jusqu'au lendemain midi dans l'état où elle était, elle a donc bénéficié d'un traitement de faveur, mais ce n'est pas ce qui a choqué le député Corbière qui bénéficie aussi des largesses du régime.

- "Tueur", "boucher"... l'expo en hommage à Che Guevara à la mairie de Paris passe mal - HuffPost FR

- La Corée du Nord ravitaillée en mer par des pétroliers russes - Reuters

- Liban : une vidéo de chiens empoisonnés par des employés municipaux fait scandale - LeParisien.fr

Une vidéo montrant des chiens errants empoisonnés par des employés municipaux dans la banlieue de Beyrouth a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux. LeParisien.fr

En Chine, ils les mangent, franchement, quel horreur tous ces sauvages ! Leur humanisme est bien la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils osent tout

- Pour le Nouvel An, Berlin va installer un espace sécurisé dédié aux femmes - HuffPost FR

- À 96 ans, l'ex-comptable d'Auschwitz ira bien en prison - L'Express.fr

Le recours d'Oskar Gröning a été rejeté vendredi par la Cour constitutionnelle allemande. L'ancien SS vait été condamné en 2015 à 4 ans de prison. L'Express.fr

- Russie : comment l'opposant Navalny a mis la lutte anticorruption à la mode - Liberation.fr

- Syrie: les forces du régime avancent face aux jihadistes d'Idleb - AFP

Les forces du régime syrien ont repris samedi de nouvelles localités aux jihadistes et rebelles à la périphérie de la province d'Idleb, au prix de violents combats qui ont poussé les civils à prendre la fuite. AFP

[Dossier sur l'Iran.](#)

- Manifestation à Paris en soutien aux rassemblements en Iran - AFP

Quelques dizaines de personnes, membres de la diaspora iranienne, ont manifesté samedi après-midi à Paris en solidarité avec les rassemblements en Iran contre la hausse des prix et la corruption. AFP 31 décembre 2017

- Iran: les étudiants bravent le gouvernement et manifestent à Téhéran - HuffPost FR

La police a dispersé ce samedi 30 décembre avec des gaz lacrymogènes des jeunes manifestants contre le pouvoir à Téhéran après la mise en garde du gouvernement contre les "rassemblements illégaux", au troisième jour d'un mouvement de protestation contre les difficultés économiques et le régime.

Dans la nuit, l'internet a été coupé sur les téléphones portables au moins à Téhéran, ont pu constater les journalistes de l'AFP. Des millions d'Iraniens utilisent Internet sur ces téléphones.

A la mi-journée, des dizaines d'étudiants se sont rassemblés devant l'entrée principale de l'université de Téhéran pour protester contre le pouvoir, avant que les forces de l'ordre ne les dispersent avec des gaz lacrymogènes.

Des centaines d'étudiants pro-régime ont pris plus tard le contrôle du lieu, selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux. HuffPost FR 31.12

Extension des manifestations dans un tiers de l'Iran - Réseau Voltaire

Les manifestations contre le chômage qui ont secoué le Korassan, le 28 décembre 2017 [1], se sont étendues le lendemain au Nord et à l'Ouest du pays.

52 personnes, accusées d'avoir scandé « Mort au dictateur ! » (c'est-à-dire au président Rohani) ont été arrêtées à Mecchad où la police avait, dans un premier temps, fraternisé avec les protestataires.

À Kermanshah (près de la frontière iraquienne), de nouveaux slogans sont apparus : « Le Peuple mendie, le clergé agit comme Dieu », « Liberté pour les prisonniers politiques » et « La liberté ou la mort ».

Le vice-président Eshaq Jahangiri (photo) a accusé les « conservateurs » (c'est-à-dire les partisans de la Révolution anti-impérialiste de l'imam Khomeiny) d'organiser ce mouvement en sous-main. M. Jahangiri était lui-même un des organisateurs de la révolution colorée pro-US de 2009, durant laquelle il était membre de l'équipe de campagne de Mir-Hosseïn Mousavi. Il s'était présenté à l'élection présidentielle de 2017 avant de se retirer au profit de cheikh Hassan Rohani. Réseau Voltaire 30 décembre 2017

[1] « Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien », Réseau Voltaire, 29 décembre 2017.

www.voltairenet.org/article199224.html

[Haut de page ↗](#)